COMMUNE DE
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

APPROBATION

1

Vu pour être annexé à la délibération du conseil communautaire en date du 1er juillet 2019 approuvant le plan local d'urbanisme.

Le Président,

RAPPORT DE PRESENTATION

Etudes et Conseils en Urbanisme
2, Rue Chekroun - BP 4 - 76 340 BLANGY SUR BRESLE
Tél : 02 32 97 11 91 - Email : courriel@espacurba.fr

1ERE PARTIE - PRESENTATION DE LA COMMUNE, DIAGNOSTIC DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE, AGRICOLE, SERVICES …

I.1 - Généralités
I.1.1 - Situation administrative et géographique page 2
I.1.2 - Le contexte Intercommunal page 3
I.1.2.1 - La communauté de Communes Terroir de Caux page 3
I.1.2.2 - Pays Dieppois Terroir de Caux page 4
I.1.3 – Articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes page 5
I.1.4 – Les documents de planification et programmes élaborés par les structures intercommunales page 6

I.2 - Données démographiques
I.2.1 - Le poids démographique de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE page 9
I.2.2 - Evolution de la population page 9
I.2.3 - Analyse des mouvements naturels et migratoires de la population page 10
I.2.4 - Analyse comparative par âge et par sexe page 11
I.2.5 - Evolution des classes d'âge page 11

I.3 - Analyse des ménages et de leur composition page 12

I.4 - Analyse et évolution du parc de logements
I.4.1 - Le parc de logements page 13
I.4.2 - Ancienneté du parc de logements page 13
I.4.3 - La typologie des résidences principales page 14
I.4.4 - Le statut d'occupation des résidences principales en 2015 page 14
I.4.5 - Les éléments de confort des résidences principales page 14
I.4.6 - Le nombre de pièces par résidences principales page 15
I.4.7 - Les mécanismes de consommation du parc de logement / Fonctionnement du marché local page 16

I.5 - Données socio-économiques
I.5.1 - Analyse de la population active page 17
I.5.2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans page 19
I.5.3 - Emploi, lieu de résidence et modes de transport page 19

I.6 - Activité agricole
I.6.1 – Une politique raisonnée d'aménagement de l'espace rural page 20
I.6.2 – Des objectifs de développement page 20
I.6.3 – Une réelle protection de l'agriculture page 21
I.6.3.1. La Superficie Agricole Utilisée page 22
I.6.3.2. L'occupation des sols page 22
I.6.3.3. Caractérisation des exploitations agricoles page 23
I.6.3.4. Résultats des entretiens avec les exploitants agricoles page 24

I.7 - Activités artisanales, industrielles et commerciales
I.7.1 - Les activités sur la commune page 30
I.7.2 - La zone d'activité communautaire page 30
I.7.3 - Le SCOT du Pays Dieppois / Terroir de Caux page 32

I.8 - Les équipements publics
I.8.1 - Les réseaux page 34
I.8.1.1 - Eau potable page 34
I.8.1.2 - Assainissement page 35
I.8.1.3 – Voirie page 35
I.8.1.4 - Desserte numérique du territoire page 36
I.8.1.5 - Défense Incendie page 37
I.8.2 - Les équipements publics page 39
I.8.2.1 - Le cimetière page 40
I.8.2.2 - L'école et l'enseignement page 40
I.8.2.3 - Les équipements sportifs et associatifs page 41

I.9 - Les services
I.9.1 - Les services de proximité page 42
I.9.2 - Déchets ménagers page 42

I.10 - L'animation, le tourisme et les possibilités de loisirs page 43

I.11 - Synthèse page 44

2EME PARTIE - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, L'ORGANISATION, LES PERCEPTIONS DU TERRITOIRE COMMUNAL, LE PATRIMOINE BATI ET LES RISQUES

II.1 Le milieu physique

II.1.1 - Le climat page 48
II.1.2 - La qualité de l'air page 48
II.1.2.1 – Schéma Régional Climat Air Energie page 48
II.1.2.2 - Plan Climat Air Energie Territorial page 51
II.1.3 – La géologie page 52
II.1.4 – L'hydrologie page 53
II.1.4.1. Le contexte réglementaire page 53

II.2 Le milieu naturel

II.2.1 – Les protections réglementaires page 56
II.2.1.1. Les réserves naturelles page 56
II.2.1.2. Les forêts de protection page 56
II.2.1.3. Les réserves biologiques page 56
II.2.1.4. Les arrêtés de protection de biotope page 57
II.2.1.5. Les espaces remarquables du littoral page 57
II.2.2 – Gestion contractuelles et engagements nationaux page 57
II.2.2.1. Site NATURA 2000 page 57
II.2.2.2. Forêt relavant du régime forestier page 58
II.2.2.3. Parc naturel page 58
II.2.2.4. Convention de RAMSAR page 58
II.2.3 – Inventaires patrimoniaux page 59
II.2.3.1. Les zones humides page 59
II.2.3.2. Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux page 60
II.2.3.3. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique page 60
II.2.3.4. Les espaces naturels sensibles page 68
II.2.4 – Sites et paysages page 68
II.2.4.1. Les sites classés page 68
II.2.4.2. Les sites inscrits page 68
II.2.4.3. L'opération grand site page 68

II.2.5 – Les continuités écologiques page 69
II.2.5.1. La trame verte et bleue page 69
II.2.5.2. La trale verte et bleue à l'échelle locale page 71

II.3 Le paysage page 73

II.4 - L'organisation du territoire
II.4.1 - Rappel historique page 109
II.4.2 - L'occupation du sol page 110
II.4.3 - La consommation de l'espace page 111
II.4.4 - Les disponibilités foncières page 115

II.5 Le bâti
II.5.1 Le bâti ancien page 117
II.5.1.1 - Les caractéristiques du bâti ancien page 117
II.5.1.2 - Les matériaux page 120
II.5.1.3 - Les éléments de détails page 120
II.5.2 Le bâti récent page 121
II.5.2.1. Le bâti de type habitation page 121
II.5.2.2. Le bâti de type industriel page 123
II.5.3 Le patrimoine page 124
II.5.3.1 - Le patrimoine bâti page 124
II.5.3.2 - Le patrimoine archéologique page 128

II.6 - Les déplacements
II.6.1 - Les déplacements internes à la commune page 131
II.6.2 - Les déplacements extérieurs à la commune page 133

II.7 - Les risques et nuisances
II.7.1 - Les risques naturels page 137
II.7.1.1. Les cavités souterraines page 137
II.7.1.2. Le retrait gonflement des argiles page 141
II.7.1.3. Incendie page 141
II.7.1.4. Les inondations page 142

II.7.2 - Les risques technologiques page 148
II.7.2.1. Les anciens sites industriels ou activités de service page 148
II.7.2.2. BASOL page 149
II.7.2.3. Les installations classées page 149
II.7.2.4. SEVESO page 150
II.7.2.5. Le plan de prévention des risques technologiques page 150
II.7.2.6. Le transport de matières dangereuses page 150
II.7.2.7. Le risque nucléaire page 150
II.7.3 - Les nuisances sonores page 151
II.7.3.1. Le plan d'exposition au bruit page 151
II.7.3.2. Le classement des infrastructures de transport terrestre page 151

II.8 - Projets de l'Etat
II.8.1 - Le Schéma National des Infrastructures et des Transports en voie de finalisation page 154

II.9 - Les servitudes d'utilité publique page 155

II.10 - Les énergies renouvelables
II.10.1 - Le schéma régional éolien page 156
II.10.2 - Les textes actuels sur les énergies éoliennes et solaires page 157
II.10.3 - Dispositifs favorisant la performance énergétique et les énergies renouvelables dans l'habitat page 158
II.10.4 - La méthanisation intégrée à l'activité agricole page 159

II.11 - Synthèse page 160

TROISIEME PARTIE - ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE, ENJEUX, SCENARII DEMOGRAPHIQUES, PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

III.1 - Les éléments d'attractivité et enjeux du territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE
III.1.1 - Les éléments d'attractivité page 165
III.1.2 - Les enjeux page 166

III.2 - Le maintien du poids démographique de la commune page 167
III.3 - Les scénarii de développement page 168

III.4 - Le bilan de la capacité d'accueil page 168

III.5 - Le besoin en logements page 169

III.6 - La programmation page 169

III.7 - Le besoin foncier page 169

III.8 - Le projet d'aménagement et de développement durables page 170

QUATRIEME PARTIE - EXPLICATION DU PROJET EVOLUTION DU P.O.S. EN P.L.U.

IV.1 - Le projet de territoire, le zonage page 172

IV.2 - Explication de la délimitation des zones
IV.2.1 - Les zones délimitées dans le cadre du PLU page 174
IV.2.2.1. Appellation et caractéristiques des zones du PLU page 174
IV.2.2 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux contraintes du territoire page 176

IV.3 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux orientations du PADD
IV.3.1 - Analyse des différentes zones du PLU page 179
IV.3.1.1. Le centre bourg page 179
IV.3.1.2. Le hameau de Creppeville page 184
IV.3.1.3. La zone d'activité de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE page 185
IV.3.2. La réponse du PLU aux objectifs démographiques et besoin foncier page 186

IV.4 - Justification du règlement page 187

IV.5 - Autres prescriptions figurant aux documents graphiques
IV.5.1 - Espaces boisés page 190

IV.5.2 - Emplacements réservés page 190
IV.5.3 - La protection du patrimoine naturel et bâti page 193
IV.5.4 - Les secteurs de risques naturels page 193
IV.5.5 - Les secteurs de risques technologiques page 193
IV.5.6 Le droit de préemption urbain page 194

IV.6 - Bilan des surfaces page 195

CINQUIEME PARTIE - ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

V.1 - Les incidences : définition et présentation page 197
V.2 - Incidences de l'urbanisation des dents creuses page 197
V.3 - Incidences du plan sur les déplacements page 197
V.4 - Incidences de l'urbanisation de zone d'habitat page 198
V.5 - Incidences du développement économique page 198
V.6 - Incidences du plan sur le déplacement page 199
V.7 - Incidences sur le paysage, le patrimoine bâti et l'occupation du sol page 199
V.8 - Les incidences du projet sur l'environnement sur la ressource en eau et mesures liées page 200
V.9 - Préservation des zones agricoles page 201

V.10 - Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur le milieu physique et mesures liées
V.10.1 – Les sols page 201
V.10.2 – L'eau page 202

V.11 - Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur le milieu humain et mesures liées
V.11.1 – Le risque mouvement de terrain page 202
V.11.2 – Le risque inondation page 202
V.11.3 – Le risque industriel page 202
V.11.4 – Le risque transport matières dangereuses page 203
V.11.5 – Acoustique page 203

V.12 - Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur le site Natura 2000 et mesures liées page 203

V.13 - Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur le site Natura 2000 et mesures liées
V.13.1 - Les sites inscrits et classés page 204
V.13.2 - Les Z.N.I.E.F.F. page 204
V.13.3 - Zones humides page 205
V.13.4 - Espaces naturels ordinaires, trame verte et bleue page 205

V.14 – Préservation des zones agricoles page 206

V.15 – Les principaux documents supra-communaux
V.15.1 - Le schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Seine Normandie page 206
V.15.2 - La Trame Verte et Bleue page 207

V.16 – Les conditions d'aménagement des abords des principaux axes routiers : article L.111-1-4 du code de l'urbanisme page 207

V.I7 – Les servitudes d'utilité publique page 209

SIXIEME PARTIE - INDICATEURS POUR L'EVALUATION DU PLU page 210

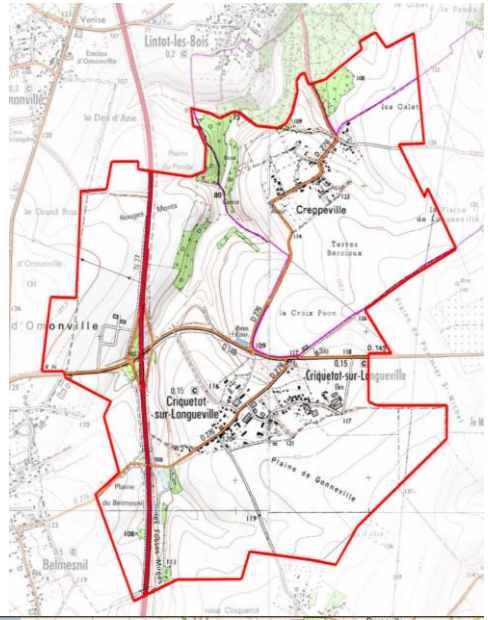
ANNEXES page 213

1ERE PARTIE - PRESENTATION DE LA COMMUNE DIAGNOSTIC DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE, AGRICOLE, SERVICES, ...

I.1 - Généralités

I.1.1 - Situation administrative et géographique

Le territoire communal de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est situé au Centre du département de la Seine Maritime, à proximité de la ville de DIEPPE. Elle fait partie du canton de LONGUEVILLE SUR SCIE et adhère à la Communauté de communes Terroir de Caux et fait partie du Pays Dieppois Terroir de Caux. Ses communes limitrophes sont : Longueville sur Scie, Saint Crespin, Gonneville sur Scie, Belmesnil, Omonville, Lintot les Bois, Dénestanville.



CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se trouve à 20 km de Dieppe, 50 km de Rouen, 110 km d'Abbeville, 90 km du Havre, 130 km d'Amiens et 115 km de Beauvais.

D'une superficie de 722 hectares, elle est implantée au cœur du pays de Caux et offre un relief de plateau.

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est constituée d'un centre bourg et compte un hameau, nommé Creppeville.

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est desservi par plusieurs voies départementales : RD 276, RD 149, et la route national 27. Les autres voies sont secondaires et supportent un trafic moins important: ce sont des voies communales, chemins ruraux.



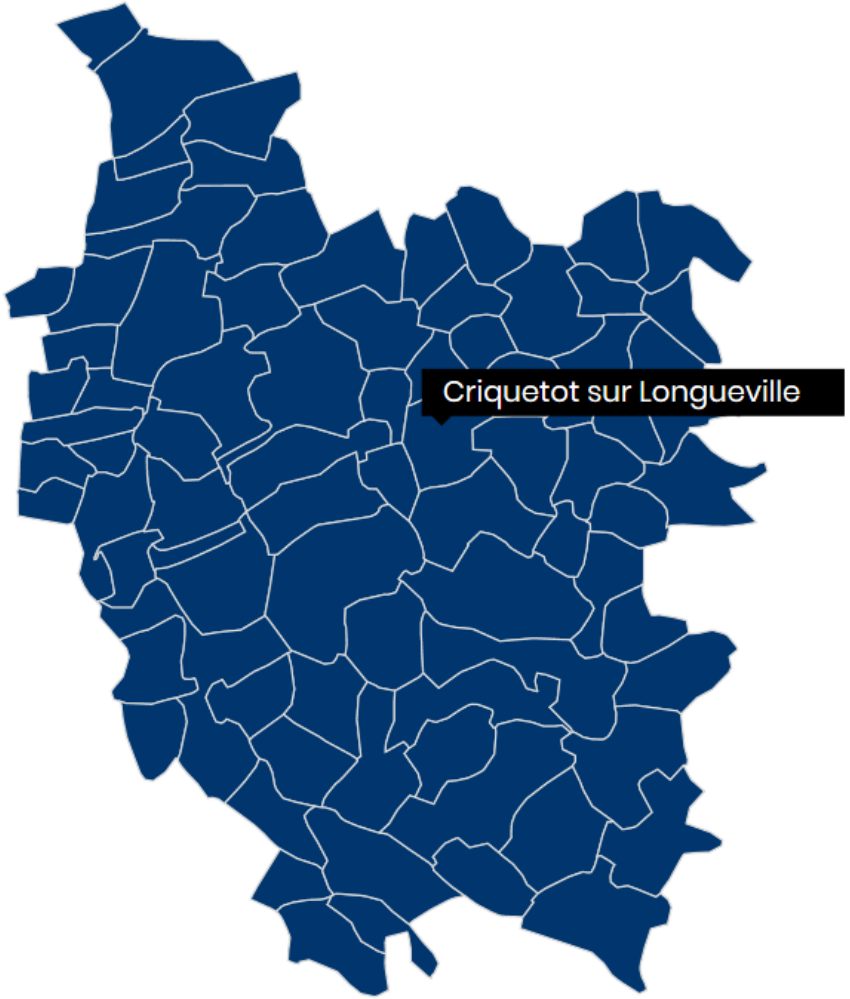
I.1.2 - Le contexte intercommunal

I.1.2.1- Communauté de communes Terroir de Caux

La Communauté de Communes Terroir de Caux est née le 1er janvier 2017 de la fusion des collectivités suivantes :

- la Communauté de Communes Saâne et Vienne
- la Communauté de Communes Varenne et Scie
- la Communauté de Communes des Trois Rivières
- les communes de Bracquetuit, Cressy, Cropus

Cette nouvelle collectivité représente **81 communes** pour plus de 38 000 habitants.
(Source : http://www.cterroirdecaux.fr)



I.1.2.2 - Pays Dieppois Terroir de Caux

Les informations présentées ci-dessous ont été transmises par le syndicat mixte du Pays.

a) Historique

L'association du Pays

En 2006, la création de l'association du Pays Dieppois - Terroir de Caux marque la volonté des élus de proposer un projet cohérent sur l'ensemble du territoire entre les collectivités suivantes :

- Communauté d'Agglomération de Dieppe-Maritime,
- Communauté de communes des Monts et Vallées,
- Communauté de communes du Petit Caux,
- Communauté de communes de Saâne et Vienne,
- Communauté de communes des Trois rivières,
- Communauté de communes de Varenne et Scie.

La constitution de l'association permet d'élaborer, en 2007, la charte du Pays, véritable traduction de la vision partagée du territoire, de son évolution souhaitée et des moyens à mettre en place pour y parvenir, dans le respect des principes du développement durable.

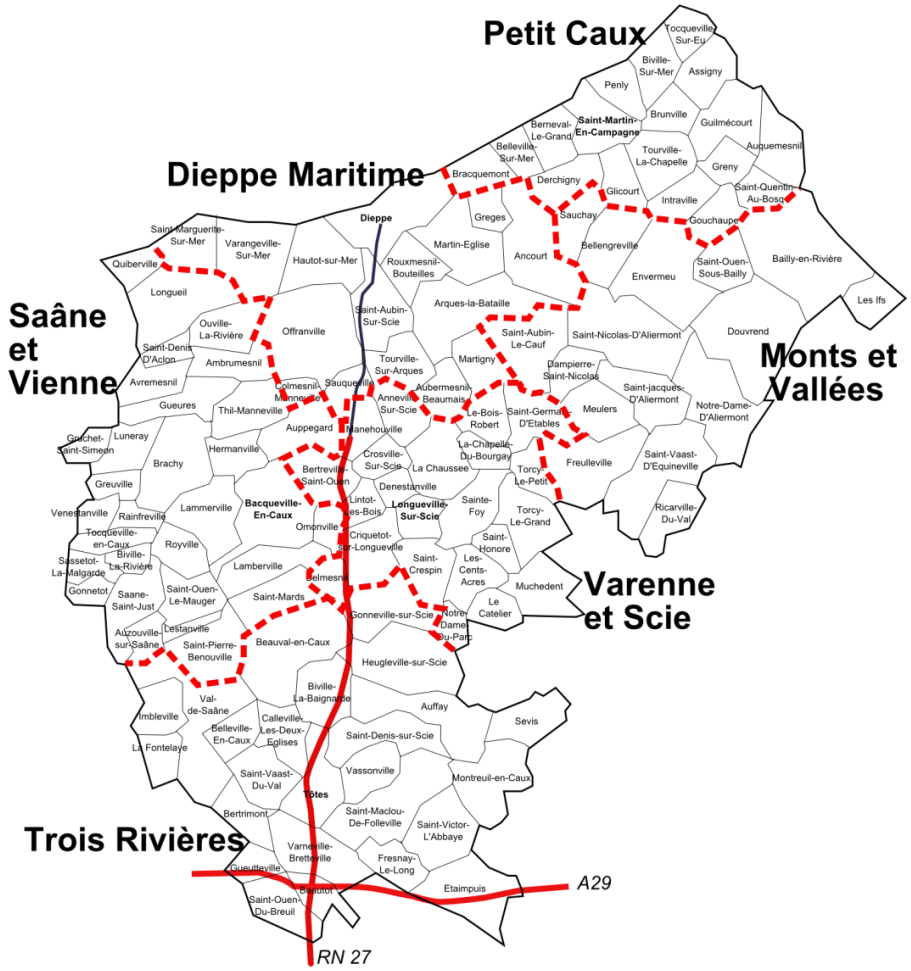
Création du Syndicat Mixte

L'association du Pays s'accorde sur la nécessité de réaliser un schéma de cohérence territoriale sur le périmètre du Pays tel que le formule la charte de territoire.

Ainsi, le syndicat mixte du Pays Dieppois - Terroir de Caux est créé par arrêté préfectoral du 13 décembre 2010. Le syndicat mixte est institué avec les 6 EPCI membres de l'association (128 communes).

b) Les objectifs

De par ses compétences, le Syndicat Mixte du Pays Dieppois - Terroir de Caux poursuit deux objectifs complémentaires :



Source cartographie : syndicat mixte du Pays

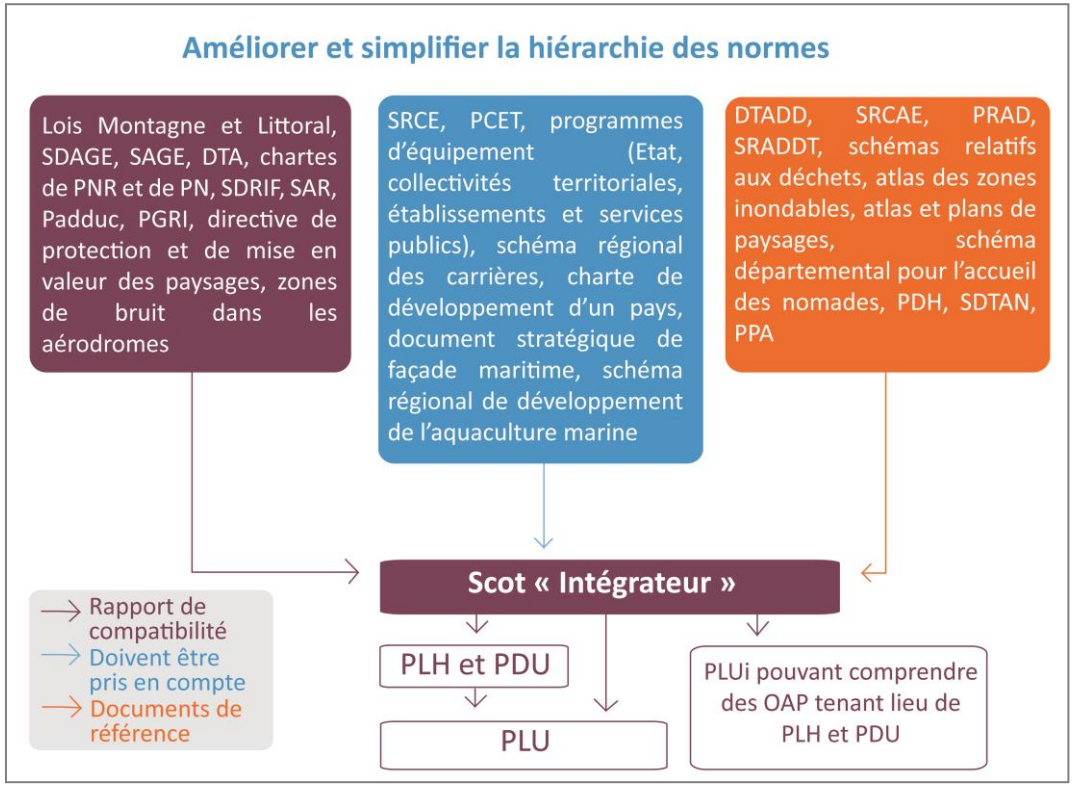
Schéma de Cohérence Territoriale
La compétence principale du syndicat réside dans l'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCOT). Ce document de planification fixera la stratégie du territoire pour les 15 à 20 ans à venir. Pour répondre le plus efficacement possible à cet enjeu, les élus du syndicat ont élargi la mission du syndicat à l'élaboration des études complémentaires au SCOT.

Contrat de Pays
Le Syndicat Mixte est chargé de piloter l'élaboration du contrat de Pays pour ses membres. Ce contrat apporte des réponses concrètes aux besoins du territoire. Au travers d'un partenariat avec la Région Haute-Normandie et l'Etat, les collectivités et les associations peuvent financer des projets correspondants à notre stratégie de développement.

Le contrat de Pays apporte un complément indispensable à la mise en œuvre de la stratégie que définiront les élus dans le SCOT.

I.1.3 - Articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes

Documents avec lesquels les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou qu'ils doivent prendre en compte
(Source : DDTM 76)



I.1.4 - Les documents de planification et programmes élaborés par les structures intercommunales

a) Le Schéma de Cohérence Territoirale (SCOT)

Les SCOT ont remplacé en 2001 (en application de la loi du 13 décembre 2000 dite loi SRU) les anciens schémas directeurs.
Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) est l'outil de conception et de mise en oeuvre d'une planification intercommunale en orientant l'évolution d'un territoire dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durable. Le SCOT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'habitat, de déplacements, de développement commercial, d'environnement, d'organisation de l'espace…. Il en assure la cohérence, tout comme il assure la cohérence des documents sectoriels intercommunaux (PLH, PDU), et des plans locaux d'urbanisme (PLU) ou des cartes communales établis au niveau communal.

Le SCOT doit respecter les principes du développement durable : principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural et la préservation des espaces naturels et des paysages ; principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ; principe de respect de l'environnement.

Le SCOT présente le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) retenu, qui fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation du trafic automobile. Pour mettre en oeuvre le projet d'aménagement et de développement durable retenu, il fixe les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés et détermine les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il apprécie les incidences prévisibles de ces orientations sur l'environnement. Tous les SCOT doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale.Pour son exécution, le SCOT peut être complété en certaines de ses parties par des schémas de secteur qui en détaillent et en précisent le contenu.

Le périmètre du SCOT du Pays Dieppois Terroir de Caux a été approuvé par le Préfet le 22 avril 2011. Il est constitué des 6 intercommunalités composant le Pays et comprend 128 communes.

Les objectifs fixés par les élus du Pays
Dans la délibération prise par le comité syndical le 16 novembre 2011, il est rappelé qu'il s'agit de faire exister une nouvelle échelle territoriale en élaborant un projet partagé par tous les acteurs locaux en cohérence avec les politiques publiques. Développer les échanges et travailler en commun permettront de promouvoir une image dynamique du territoire.

Les objectifs poursuivis :

- **Assurer la prise en compte des problématiques énergétiques et de préservation de la biodiversité au sein de toutes les politiques publiques menées sur le territoire ;**
- **Permettre par une Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU) de mettre en perspective la transversalité des questions environnementales dans les domaines de l'urbanisation, du développement économique, de la mobilité, de l'agriculture, ...**
- **Définir les grandes orientations en matière de développement économique pour tous les secteurs d'activités (agriculture, industrie, services, tourisme...) et délimiter les zones d'aménagement commercial ;**
- **Gérer l'étalement urbain en proposant une offre de logement adaptée ;**
- **Proposer un schéma de déplacements en lien avec les problématiques d'urbanisation, de développement économique (accès aux zones d'activités), d'accès aux commerces et services, de mise en valeur des espaces touristiques, d'accès à l'arrière-pays ...**
- **Maîtriser la consommation de l'espace ;**
- **Sauvegarder et valoriser le patrimoine bâti et paysager ;**
- **Veiller à assurer la couverture numérique du territoire ;**
- **Définir les grands équipements structurants du Pays ;**
- **Répondre aux besoins en formation.**

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays Dieppois-Terroir de Caux a été approuvé en séance du 28 juin 2017.

Conformément aux dispositions prévues par les articles précités et compte tenu du contexte local :

- ✓ Le SCOT doit être compatible avec :
  - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie,
  - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie.

- ✓ Le SCOT prend en compte :
- Le Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADDT) de Haute Normandie et le contrat de projets entre l'État et la région ;
- Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Seine-Maritime ainsi que tous les plans de gestion des déchets approuvés par la Région ou le Département ;
- Le Schéma départemental des carrières de la Seine-Maritime ;
- Les Programmes d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates ;
- Le Schéma Régional de Gestion Sylvicole des Forêts Privées ;
- Les Directives Régionales des Forêts Domaniales ;

- Les Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques et le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Haute-Normandie ;
- Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) de Haute Normandie ;
- Le Schéma décennal de développement du réseau de transport d'électricité et le Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables ;
- Le Schéma national et le schéma régional des infrastructures de transport ;
- Les Programmes situés à l'intérieur des sites NATURA 2000 ;
- Autres plans, schémas, programmes et documents de planification adoptés par l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements et les établissements publics.

b) Le Plan Local de l'Habitat (PLH)

Le Programme Local de l'Habitat a été institué en 1983 par la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.
Il est établi par un établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble de ses communes membres.
C'est un **outil de prévision**, de **programmation** et de **mise en œuvre** des politiques locales de l'habitat qui est défini pour six ans. Il donne les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergements et à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale.
Aucun PLH n'est en cours sur la communauté de communes Terroir de Caux. La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE ne fait pas partie d'un périmètre de PLH.

c) Le Plan de Déplacement Urbain (PDU)

Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) est un document règlementaire concernant les déplacements et leur articulation avec les projets d'urbanisme. Ils ont été rendus obligatoires par la loi sur l'Air de 1996 pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants.
Un PDU doit aboutir à la préconisation d'actions permettant de diminuer la part de la voiture individuelle dans les déplacements au profit des modes alternatifs et moins polluants tels que la marche, le vélo, les transports en commun...
Aucun PDU n'est en élaboration sur la communauté de communes. CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE ne fait donc pas partie d'un périmètre de PDU.

I.2 - Les données démographiques

I.2.1 - Le poids démographique de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE

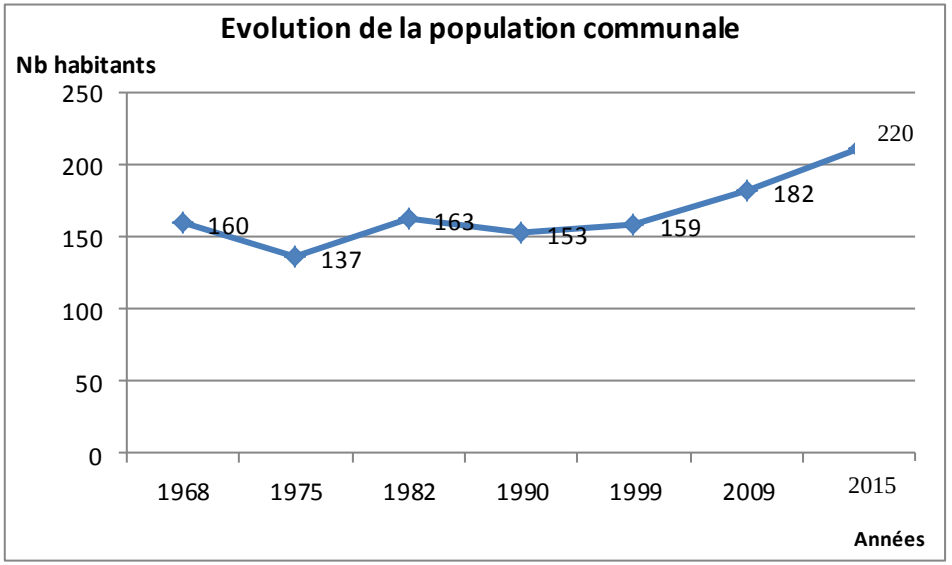
	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015
Population	160	137	163	153	159	194	220
Densité moyenne (hab/km²)	22.2	19	22.6	21.2	22	26.9	30.5

Au recensement de 2015, CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE comptait 220 habitants, pour un territoire d'une surface de 722 hectares. La densité de la population de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE confirme la dualité de ce territoire : une commune à caractère rural dans un canton à caractère urbain. En effet, en 2015, la densité de population était de 30.5 habitants au km². Ce chiffre est largement inférieur à celui de la communauté de commune (68.3 habitants au Km² en 2014). La commune représentait, en 2015, 2,8 % du poids démographique de la communauté de commune.

I.2.2 - Evolution de la population

Depuis 40 ans, la population de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE connaît une évolution positive.
Entre 2010 et 2015, la commune a gagné 26 personnes pour atteindre 220 habitants en 2015.

A noter que l'évolution de la population de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE suit la même tendance que celle du canton : augmentation du nombre d'habitants depuis 1999.



Source données INSEE 2015

I.2.3 - Analyse des mouvements naturels et migratoires de la population

L'évolution de la population communale est liée à la combinaison de 2 facteurs : le solde naturel et le solde migratoire.
Depuis ces 40 dernières années, ces 2 indicateurs connaissent des fluctuations, induisant les variations constatées dans l'évolution de la population communale :

- Solde naturel : il demeure positif depuis 1990 : le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. A noter une diminution de 1968 à 1975 et de1982 à 1990. La période 2010/2015 est marquée par une forte progression des naissances.
- Solde migratoire : ce dernier a été marqué par 2 tendances :
  - négatif entre 1968 et 1975 et de 1982 à 1999, expliquant de ce fait une petite baisse de l'évolution de la population durant cette période intercensitaire,
  - positif depuis 1999: les arrivées sur la commune permettent de compenser les départs. La période 2010/2015 est marquée par un nombre d'arrivées assez important, impliquant une forte augmentation de la population durant cette période.

Bien souvent, l'apport d'une nouvelle population entraîne quelques années plus tard, la progression du solde naturel. Cependant, il est nécessaire d'être vigilant, car si les mouvements migratoires s'atténuent cela risque d'entraîner les mêmes résultats concernant le solde naturel. Avec une rapidité extrême, la population peut ainsi diminuer.

INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2.2	+2.5	-0.8	+0.4	+1.8	+2.5
- due au solde naturel en %	+1.1	+0.3	+0.6	+0.6	+0.7	+1.8
- due au solde apparent des entrées sorties en %	-3.3	+2.2	-1.4	-0.1	+01.1	+0.8
Taux de natalité en ‰	17.2	8.7	10.2	9.3	11.0	20.6
Taux de mortalité en ‰	6.7	5.8	3.9	3.6	3.7	2.9

Source INSEE 2015

Il s'agit aujourd'hui d'une réflexion globale relative à la manière d'appréhender l'évolution de la population au regard des mouvements antérieurs.

I.2.4 - Analyse comparative par âge et par sexe

La population de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est relativement jeune : en 2015, 25.8 % des habitants ont entre 0 et 14 ans et 27.9% de la population à entre 30 et 44 ans. Les personnes de 75 ans et plus représentent 5.7 % des habitants de la commune.
Suivant ces chiffres, il est important de maintenir un équilibre et un renouvellement de la population, afin de poursuivre la dynamique démographique de la population.
A CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, on constate, ci-contre, que la tranche d'âge prépondérante est celle des 0-14 ans. Ce phénomène se vérifie pour les hommes. A l'inverse, la tranche prépondérante pour les femmes est celle des 30-44 ans.
Concernant la répartition Hommes/Femmes, en 2014, les hommes étaient plus nombreux puisque CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE comptait 114 hommes et 98 femmes. Cette tendance se retrouve pour la quasi-totalité des classes d'âges.

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	118	100	102	100
0 à 14 ans	33	28	24	23.5
15 à 29 ans	16	13.6	8	7.8
30 à 44 ans	30	25.4	31	30.4
45 à 59 ans	18	15.3	14	13.7
60 à 74 ans	16	13.6	17	16.7
75 à 89 ans	5	4.2	7	6.9
90 ans ou plus	0	0	1	1
0 à 19 ans	39	33.1	26	25.5
20 à 64 ans	64	54.2	60	58.8
65 ans ou plus	15	12.7	16	15.7

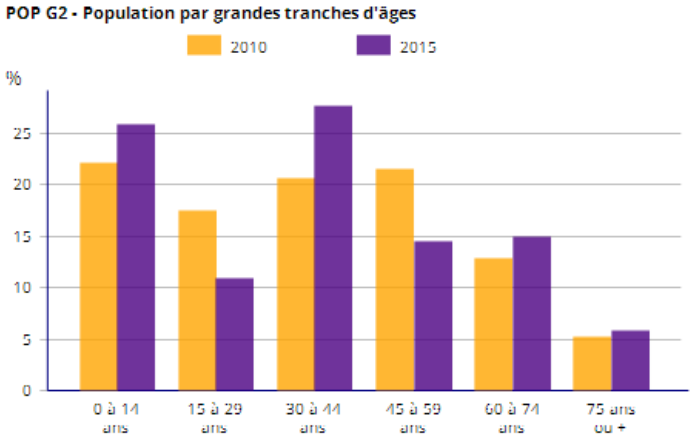
Source INSEE 2015

A travers ces chiffres, il faut donc :
- veiller au maintien de la dynamique démographique.
- et prolonger l'effort en termes d'apport de la population et d'autre part d'analyser les flux actuels dans l'ancien.

I.2.5 - Evolution des classes d'âge

L'évolution des classes d'âge entre 2010 et 2015 montre :
- une baisse des classes d'âges des plus jeunes (15-29 ans), et des (45-59 ans),
- à l'inverse une augmentation des classes d'âges supérieures à 60 ans et des 0-14 ans,

Ce constat pose la question d'un phénomène de vieillissement de la population.
Face à ce constat, il est indispensable de renouveler et varier les apports de population pour ne pas entraîner un vieillissement brutal et prolongé de la population. Il semble important de permettre d'accueillir de jeunes couples pour préserver un solde naturel positif observé depuis ces 40 dernières années, et de créer des structures d'accueil pour les personnes âgées.



Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

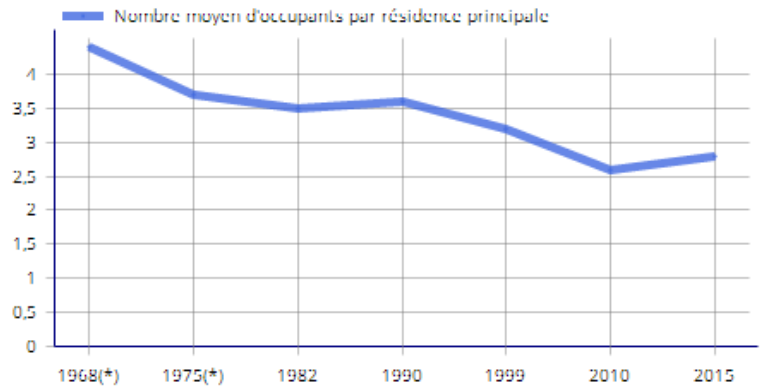
I.3 - Analyse des ménages et de leur composition

Le nombre total des ménages sur la commune a connu une augmentation entre 2010 et 2015, passant respectivement de 71 à 80 ménages, soit 9 ménages supplémentaires.

Entre les 2 périodes intercensitaires, on observe :

- une augmentation des ménages d'une personne, pour les hommes comme pour les femmes ;
- une augmentation du nombre de couples sans enfants (+8 ménages), accompagnée d'une augmentation de la part de ces derniers parmi les ménages avec famille,
- une augmentation du nombre de couples avec enfants (+12 couples),
- une diminution du nombre de familles monoparentales (-8 familles).

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2017.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 et RP2015 exploitations principales.

	Ménages 2015	%	Population 2015
Ensembles	80	100	215
Ménages d'une personne	15	18.2	15
Hommes seuls	0	0	0
Femmes seules	15	18.2	15
Autres ménages sans famille	0	0	0
Ménages avec familles dont la famille principale est	65	81.8	200
- **un couple sans enfant**	25	31.1	50
- **un couple avec enfant(s)**	40	50.6	150
- **une famille monoparentale**	0	0	0

Source INSEE 2015

Le nombre moyen d'occupants par ménage est en baisse depuis 1968 et se situe à 2,8 en 2015 à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE (cf. graphique ci-dessus). Cette évolution correspond à une tendance nationale, liée au phénomène de desserrement de la population : sous l'effet du vieillissement de la population, de la baisse du nombre moyen d'enfants par femme, de la multiplication de familles monoparentales et de la décohabitation plus précoce des jeunes adultes, le nombre de personnes par ménage diminue.

I.4 - Analyse et évolution du parc de logements

I.4.1 - Le parc de logements

Depuis 1968, la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE connait une croissance progressive de son parc, pour atteindre 83 logements en 2015. Le nombre de résidences principales domine. En effet, elles constituent 95.4 % du parc de logements. On note une fluctuation du nombre de résidences secondaires pour atteindre le chiffre de 3 en 2015, soit 3,5 % du parc.
L'existence d'un parc de logements vacants est indispensable pour assurer une fluidité du marché et permettre aux habitants d'une commune de changer d'habitation en fonction de leurs besoins (naissance, départ des enfants, séparation...). Un taux équivalent à 6% du parc de logements permet d'assurer une bonne rotation de la population dans ce même parc sans avoir besoin de beaucoup de nouvelles constructions. A CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, ce taux s'élève à 1,2%, en diminution par rapport à 2010.

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015
Ensemble	40	40	49	49	52	77	83
Résidences principales	36	37	46	43	48	74	79
Résidences secondaires et logements occasionnels	2	0	1	5	4	1	3
Logements vacants	2	3	2	1	0	2	1

Source INSEE 2015

I.4.2 - Ancienneté du parc de logements

Le parc de logement de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est relativement diversifié et récent. A noter que le parc le plus ancien (avant 1919) représente une part de 31.5 % des logements. La diversité du parc en fonction de son âge est importante, ce qui entraîne également à long terme une gestion du parc vieillissant. Il semble donc nécessaire d'équilibrer le parc les prochaines années en construisant de façon régulière. La diversité permettra également de satisfaire différents types de demande.

Résidences principales selon l'époque d'achèvement

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2013	77	100
Avant 1919	23	29.9
De 1919 à 1945	3	3.9
De 1946 à 1970	5	6.5
De 1971 à 1990	15	19.5
De 1991 à 2005	13	16.9
De 2006 à 2011	18	23.4

Source INSEE 2015

I.4.3 - La typologie des résidences principales

Les résidences principales se composent en quasi-totalité de logements individuels. En 2014, 100 % des résidences principales correspondent à des maisons individuelles.
En 2014, aucun appartement n'est comptabilisé à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.

	2015	%	2010	%
Ensemble	83	100	77	100
Maisons	83	100	77	100
Appartements	0	0	0	0

Source INSEE 2015

I.4.4 - Le statut d'occupation des résidences principales en 2015

La commune se caractérise par l'importance de l'accession à la propriété. En effet, en 2015, les propriétaires représentent 87.3 % des occupants des résidences principales, chiffre en diminution par rapport à 2010. Les locataires représentent 10.1 % des statuts d'occupation. En 2015, 2 logements

	2015				2010	
	Nombre	**%**	**Nombre de personnes**	**Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)**	**Nombre**	**%**
Ensemble	79	100	220	19.1	74	100
Propriétaire	69	87.3	200	19.2	65	87.8
Locataire	8	10.1	18	13	9	12.2
dont d'un logement HLM loué vide	2	2.5	/	8	2	2.7
Logé gratuitement	2	2.5	2		0	0

HLM loués vides sont comptabilisés.

Source INSEE 2015

Les personnes vivant à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE restent, en moyenne, de 10 à 19 ans dans le même logement. On note donc un attachement à la commune, notamment lié au cadre de vie.

I.4.5 - Les éléments de confort des résidences principales

Le niveau de confort a progressé entre 2010 et 2015. En 2015, la plupart des logements sont équipés du confort moderne : 96.2 % des ménages occupent un logement équipé d'une installation sanitaire, contre 91.9% en 2010.
29.1% des résidences principales sont équipées d'un chauffage central individuel et 31.6 % possèdent un système de chauffage «tout électrique».

	2015	%	2010	%
Ensemble	79	100	74	100
Salle de bain avec baignoire ou douche	76	96.2	68	91.9
Chauffage central collectif	0	0	0	0
Chauffage central individuel	23	29.1	24	32.4
Chauffage individuel "tout électrique"	25	31.6	28	37.8

Source INSEE 2015

Des opérations de réhabilitations, rénovations ont permis d'améliorer le parc de logements à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.
En 2015, 96,2% des ménages disposaient au moins d'un véhicule, chiffre en baisse par rapport à 2010.
De plus, le nombre et la part des ménages possédant 2 voitures ont augmenté.

	2015	%	2010	%
Ensemble	79	100	74	100
Au moins un emplacement réservé au stationnement	71	89.9	74	100
Au moins une voiture	76	96.2	72	97.3
- 1 voiture	27	34.2	29	39.2
- 2 voitures ou plus	49	62	43	58.1

Source INSEE 2015

I.4.6 - Le nombre de pièces par résidences principales

L'analyse des résidences principales en fonction du nombre de pièces est révélatrice des modifications récentes du parc : ainsi, en 2010, le nombre moyen de pièces par résidence principale était de 4,8. En 2015, ce chiffre est resté à 4,8. Une majorité (63.3%) du parc de logement est composée de 5 pièces ou plus.

	2015	%	2010	%
Ensemble	79	100	74	100
1 pièce	0	0	0	0
2 pièces	1	1.3	2	2.7
3 pièces	6	7.6	10	13.5
4 pièces	22	27.8	23	31.1
5 pièces ou plus	50	63.3	39	52.7

Source INSEE 2015

On constate une relative stabilité des petits logements : en 2015, la commune ne comptait aucun logement d'une seule pièce. On constate une diminution du nombre de logements de taille moyenne (6 pièces) entre 2010 et 2015.

	2015	2010
Nombre moyen de pièces par résidence principale	4.8	4.8
- **maison**	4.8	4.8
- **appartement**	/	/

Source INSEE 2015

I.4.7 - Les mécanismes de consommation du parc de logement / Fonctionnement du marché local

Entre 2006 et 2016, 18 logements en été commencés à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Le rythme varie selon les années.

Nombre de logements commencés par nature de projet

	Individuels purs	Individuels groupés	Collectifs	Résidences	Total
2006	3	0	0	0	3
2007	0	0	0	0	0
2008	4	0	0	0	4
2009	2	1	0	0	3
2010	2	0	0	0	2
2011	2	0	0	0	2
2012	1	0	0	0	1
2013	2	0	0	0	2
2014	1	0	0	0	1
2015	-	-	-	-	-
2016	0	0	0	0	0
Total	27	1	0	0	18

Source Sit@del2

I.5 - Données socio-économiques

I.5.1 - Analyse de la population active

En 2015, CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE comptait 101 actifs.
Bien entendu, les actifs ayant un emploi représentent la part la plus importante : 74.2% ; chiffre en augmentation par rapport à 1999 (+ 13.8 points). Les retraités représentent une part de 6.8 %, suivi des étudiants (2,3%) et des chômeurs (2,3%). Les autres inactifs représentent (14,4%).

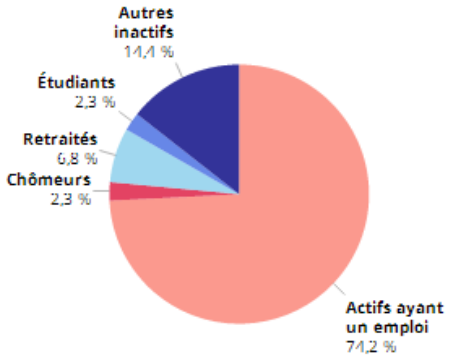
Concernant la répartition entre les différentes classes d'âges, on constate que les 25-54 ans connaissent le taux d'activité le plus important (91.1%), suivis par les 15-24 ans (60%), puis les 55-64 ans (37%). Cette répartition se retrouve chez les hommes, comme chez les femmes.
En revanche, on constate que le taux d'activité des hommes (81.4%) est supérieur à celui des femmes (71 %). Le phénomène est identique pour le taux d'emploi.

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	132	101	76.5	98	74.2
15 à 24 ans	15	9	60	9	60
25 à 54 ans	90	82	91.1	80	88.9
55 à 64 ans	27	10	37	9	33.3
Hommes	70	57	81.4	56	80
Femmes	62	44	71	42	67.7

Source INSEE 2015

Source INSEE 2015

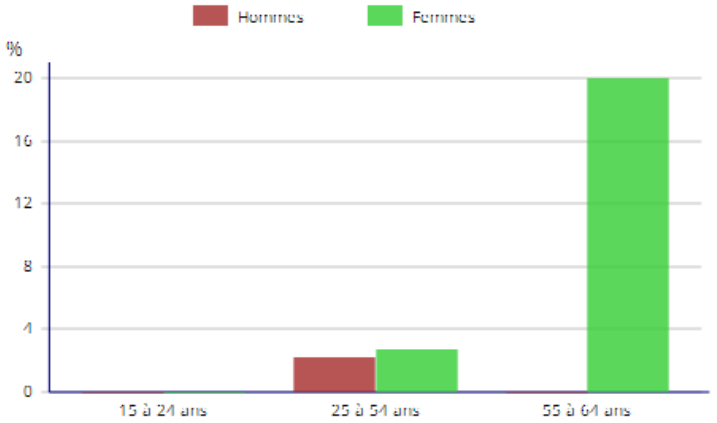
EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2015



Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

Source INSEE 2015

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2015

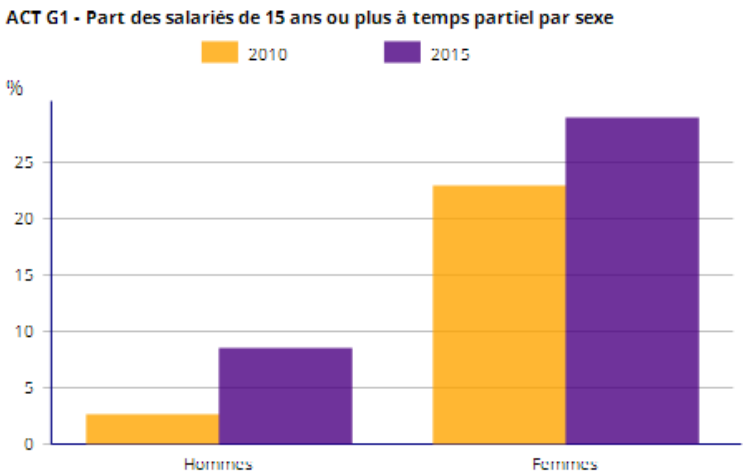


Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

Quant au taux de chômage, ce dernier a diminué entre les 2 derniers recensements (-1.1 point), passant de 4.1% en 2010, à 3% en 2015. Il est à noter que le chômage touche plus particulièrement les 25 à 24 ans et les femmes.

	2015	2010
Nombre de chômeurs	3	4
Taux de chômage en %	3	4.1
Taux de chômage des hommes en %	1.8	5.3
Taux de chômage des femmes en %	4.5	2.5
Part des femmes parmi les chômeurs en %	66.7	25

Source INSEE 2014



Sources : Insee, RP2010 (géographie au 01/01/2012) et RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales.

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	97	100		
Salariés	77	79,2	13.2	37.5
Non salariés	20	20,8	0.0	5.2

Source INSEE 2015

Concernant le statut des actifs ayant un emploi, on constate que la majorité est salariée (85%). Le temps partiel représente 15% des actifs en emploi et plus particulièrement les femmes.

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	58	100	42	100
Salariés	47	81	38	90.5
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	40	69	35	83.3
Contrats à durée déterminée	5	8.6	2	4.8
Intérim	0	0	1	2.4
Emplois aidés	0	0	0	0
Apprentissage - Stage	2	3.4	0	0
Non-Salariés	11	19	4	9.5
Indépendants	4	6.9	2	4.8
Employeurs	7	12.1	2	4.8
Aides familiaux	0	0	0	0

Source INSEE 2015

I.5.2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans

La majorité des emplois des 15 ans ou plus en 2015 est salariée : 81% pour les hommes et 90.5% pour les femmes. Les titulaires de la fonction publique et les contrats à durée indéterminée sont les 1ers emplois : 69% pour les hommes et 83.3% pour les femmes. Les non-salariés représentaient, en 2015, 19% pour les hommes et 9.5% pour les femmes.

I.5.3 - Emploi, lieu de résidence et modes de transport

En 2015, 15 personnes habitaient et travaillaient à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, soit 15% des actifs de la commune.

Ainsi au total, d'après les données INSEE, 85% travaillent dans une commune autre que la commune de résidence.

Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

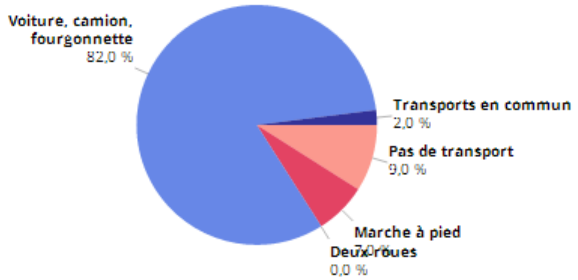
	2015	%	2010	%
Ensemble	100	100	93	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	15	15	14	15.1
dans une commune autre que la commune de résidence	85	85	79	84.9

Source INSEE 2015

D'après les données INSEE, 15% des actifs ayant un emploi travaillent et habitent dans la commune de résidence et 85% des actifs ayant un emploi travaillent dans une commune autre que la commune de résidence.
Les données INSEE relatives à l'emploi et aux modes de transports sont disponibles pour l'année 2015.
En reprenant le diagnostic et la composition des logements, on a pu constater que les ménages possédaient au moins 1 voire 2 véhicules. Ce constat atteste du besoin de mobilité lié au lieu de travail mais aussi aux bassins de vie. Ainsi, d'après le graphique, 82% des actifs utilisent une voiture pour se rendre sur leur lieu de travail. A noter que :

- 9% des actifs de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'utilisent pas de transport : ce chiffre correspond à des personnes habitant et travaillant à CRIQUETOT,
- 7% des actifs pratiquent la marche à pieds,
- 2% des actifs utilisent les transports en commun.

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2015



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.
Source : Insee, RP2015 exploitation principale, géographie au 01/01/2017.

I.6 - Activité agricole

L'aménagement de l'espace rural doit être harmonieux en favorisant le développement des activités agricoles, artisanales, industrielles, commerciales et touristiques et du logement dans les communes rurales dans le cadre défini par l'article 121.1 du code de l'urbanisme. Ce développement équilibré passe par une occupation rationnelle de l'espace où chaque activité peut s'exercer sans gêner les autres. Dans ce cadre, la protection de l'activité agricole dont les fonctions économiques, environnementales et sociales sont reconnues est un impératif.

I.6.1 - Une politique raisonnée d'aménagement de l'espace rural

Cette politique doit permettre :

- d'éviter la destruction de l'espace agricole, compte tenu des contraintes pesant sur la réalisation ou l'adaptation des bâtiments d'élevage, sur la possibilité d'épandage des effluents d'exploitation ou des boues et en considérant que la cohérence de cet espace est indispensable au maintien et au développement d'une activité agricole viable,
- d'éviter, durablement, les conflits entre la pratique de l'activité agricole et les résidents (nuisances, bruits, etc. …),
- d'éviter la dispersion de l'habitat (mitage) qui engage les collectivités locales dans des dépenses d'équipement et de fonctionnement qui grèvent exagérément leur budget,
- la construction d'habitations, la réhabilitation du patrimoine bâti existant et l'implantation d'activités non agricoles, sous condition de ne pas gêner les activités existantes.

I.6.2 - Des objectifs de développement

Dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, les objectifs d'évolution de la commune doivent être clairement définis, en tenant compte des activités qui s'y exercent (dont l'activité agricole), de ses ambitions (y compris pour l'agriculture et l'occupation de l'espace) et des moyens financiers de la collectivité. Par ailleurs un diagnostic sur l'activité agricole de la commune (repérage des sièges d'exploitation, âge des exploitants, successeur, production principale, …) doit être réalisé. Cette analyse des activités agricoles doit être intégrée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable. En fonction de ces objectifs, les zones à urbaniser ou à vocation artisanale et industrielle seront déterminées selon des dimensions appropriées en évitant deux écueils :

- le gaspillage de l'espace par un surdimensionnement des zones qui empêche les investissements agricoles sur des superficies qui ne seront jamais utilisées,
- le blocage du développement de la commune par des zones trop restreintes.

Les projets de zones d'activités devront être portés par des structures intercommunales. Une réelle concertation entre ces structures permettra d'éviter l'émergence de plusieurs projets « concurrents » dans certains secteurs.

I.6.3 - Une réelle protection de l'agriculture

Dans les documents d'urbanisme, les zones agricoles doivent être vastes et homogènes et conçues comme des zones prioritaires pour l'activité agricole. Elles doivent être suffisamment importantes et communiquer entre elles. Elles ne doivent pas être le territoire résiduel entre les points d'urbanisation et les voies de communication. On évitera la dispersion générale de l'habitation en dirigeant le développement de l'urbanisation autour de l'agglomération existante et en limitant les zones constructibles aux hameaux existants. Il conviendra de prêter la plus grande attention à la situation des sièges d'exploitation et des installations d'élevage par rapport aux zones urbanisées ou à urbaniser, compte tenu des distances imposées lors de tout projet de construction ou d'extension des élevages. Les exploitations d'élevage disposent d'installations pouvant présenter des nuisances pour le voisinage dont l'aménagement ou le développement est soumis à l'application de réglementations sanitaires très strictes (Règlement Sanitaire Départemental - R.D.S. - ou législation sur les installations classées). Selon la taille et la nature des troupeaux, ces réglementations impliquent, pour toute construction liée à l'élevage, le respect d'un recul de 50 à 100 m selon les cas, de toutes habitations de tiers ou des limites d'urbanisation. Il est donc nécessaire de prendre en compte ces contraintes d'éloignement et d'éviter l'implantation de nouvelles zones d'habitat à proximité des pôles d'élevage susceptibles de se développer. L'enclavement des sièges d'exploitation, dans le tissu urbain, est à éviter absolument. Concernant les distances d'éloignement des bâtiments et les installations d'élevage, il convient de veiller au strict respect du principe de réciprocité. Exceptionnellement, des avis favorables à des demandes de dérogations à ces règles de distance pourront être envisagés après s'être assuré que le projet ne compromette le développement futur de l'exploitation agricole concernée et à condition qu'il existe déjà des habitations proches, que le projet se situe dans une zone urbanisable n'ayant plus une vocation agricole et ne contribue pas à l'étalement urbain.

Dans le cadre des P.L.U., les principes suivants doivent être pris en compte pour la définition des zones agricoles et naturelles :

- la zone agricole (A) se doit d'inclure toutes les parcelles sur lesquelles s'exerce une activité agricole quelle qu'elle soit. Il s'agit des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette activité peut également avoir un rôle environnemental.
- la zone naturelle (N) se doit d'inclure uniquement les parcelles comportant un intérêt environnemental reconnu, les parcelles sur lesquelles pèse une réglementation existante interdisant la construction.

La délimitation des secteurs constructibles dans ces zones naturelles devra être strictement limitée aux zones ayant perdu leur vocation agricole.

I.6.3.1 - La Superficie Agricole Utilisée (SAU)

La commune s'étend sur une superficie totale de 722 hectares, dont 843 hectares sont utilisés par l'agriculture en 2010 (en comptant les surfaces agricoles utilisés par les agriculteurs de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE sur les autres communes). A noter la part de territoire occupée par les surfaces boisées et en eaux.

On peut constater une augmentation de la SAU entre 1988 et 2010.

En comparaison avec l'ensemble du territoire, on peut remarquer que CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE représente une grande partie de la SAU du département, de la région et du canton.

Source : RGA 2010	1988	2000	2010
SAU communale	645	799	843

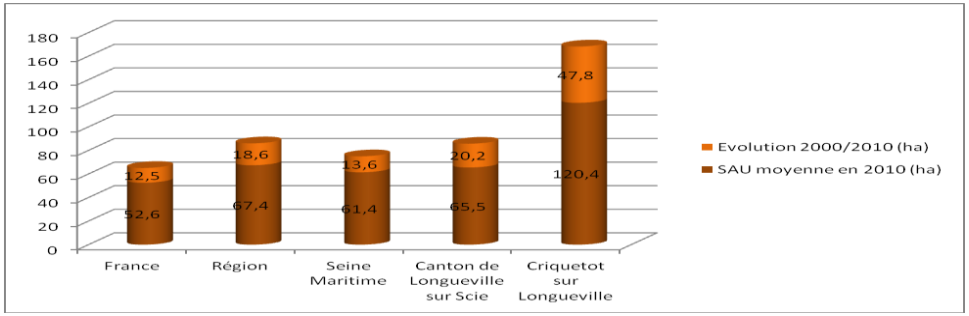
Source : Ministère de l'agriculture source 2010

1.6.3.2 - L'occupation des sols

Entre 1988 et 2000, on constate une augmentation de la surface de terres labourables qui peut s'expliquer par une diminution du nombre d'exploitations sur la commune et par les reprises de terres effectuées par des agriculteurs issus d'autres communes que CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. En parallèle il est intéressant de constater également une baisse de la superficie en herbe sur cette même période.
Entre 1988 et 2010, la tendance à l'augmentation des surfaces en terres labourables s'accroit : augmentation de 189 hectares. Cela s'explique en partie par une exploitation plus accrue des prairies présente sur le territoire.
Par ailleurs, en 2010, la STH connait également une baisse pour atteindre 20.8% de la SAU totale.

Source : RGA 2010	1988	2000	2010
Terres labourables	478	596	667
Superficie toujours en herbe	167	203	176

SAU moyenne des exploitations (ha)



Source : Ministère de l'agriculture source 2010

I.6.3.3 - Caractérisation des exploitations agricoles

En 2010, il existait 7 exploitations professionnelles sur la commune. On peut constater une baisse de cet effectif depuis 1988. Il s'agit d'une tendance générale à l'échelle du département.
Dans le même temps, la surface moyenne des exploitations a augmenté, confirmant ainsi la tendance d'un agrandissement des structures. En 2010, il est à noter que la SAU moyenne des exploitations de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE (47.8 ha) est inferieur à la SAU moyenne départementale (61,4ha).

Source : RGA 2010	1988	2000	2010
Nombre d'exploitations	12	11	7
SAU moyenne des exploitations	645	799	843

Concernant le statut juridique des exploitations agricoles possédant leur siège à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, on distingue d'après le RGA de 2010 : des exploitations individuelles ainsi que des EARL avec plusieurs co-exploitants. La répartition pour chaque forme juridique n'est pas précisée en raison du secret statistique.

Exploitations				**Superficie agricole utilisée (ha)**		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Tous statuts	12	11	7	645	799	843
dont exploitations individuelles	9	6	S	413	335	s
dont groupements agricoles d'exploitation en commun (Gaec)	s	s	s	S	s	s

D'après le RGA 2010, la principale orientation technico-économique de la commune correspond à la polyculture et au poly-élevage. Cette tendance s'observe pour les années 2000 et 2010.
La culture demeure donc une activité importante sur CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. D'après les résultats du RGA, en 2010 7 exploitations pratiquaient la culture de céréales et du blé et 6 qui produisaient du colza. Certaines exploitations pratiquaient de l'élevage.
Au total en 2010, le cheptel représentait 819 UGB.

Cheptel :

Exploitations en ayant				Nombre de têtes		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Vaches laitières	7	6	5	268	S	245
Vaches nourrices	0	S	3	0	S	61
Chèvres	S			S		
Brebis laitières	0			0		
Brebis nourrices	3	S	S	12	S	S
Poulets de chair et coqs	6	3	s	6570	275	S

S : donnée non diffusée par respect du secret statistique.

Cultures :

	Exploitations en ayant			Superficie (ha)		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Céréales	10	9	7	196	332	324
dont blé tendre	9	9	7	138	264	272
dont Maïs-grain et maïs-semence	0	S	S	0	S	S
Tournesol	0			0		
Colza et navette	5	4	6	32	s	87

I.6.3.4 - Résultats des entretiens avec les exploitants agricoles

On compte 7 sièges d'exploitation, situés dans le hameau (1) de la commune et en majorité (6) enclavés dans le centre bourg. La commune contient 3 ICPE (Installations classées pour la Protection de l'Environnement), 3 exploitations dépendant du règlement Sanitaire Départemental (RSD) et un « non renseigné » Dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, un diagnostic des activités économiques et agricoles présentes sur le territoire a été réalisé, à travers des entretiens, afin de prendre en compte les contraintes qui s'appliquent à ces activités et leurs éventuels projets. Ces entretiens individuels se sont déroulés le 6 décembre 2011 et le 6 décembre 2012 à la mairie de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, en présence des chargées d'étude d'Espac'urba.

Localisation de l'exploitation agricole	Observations
1 (cf. plan pages suivantes) Hameau de Creppeville	Polyculture + élevage : volailles = Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (périmètres de 100 mètres) Mise aux normes réalisée. Diversification : abattoir + transformation + vente directe. Locataire du corps de ferme. Projet : extension de l'abattoir. Pérennité pour les 10 prochaines années.
2 (cf. plan pages suivantes) Centre bourg	Cultures : céréales, lin, maïs ensilage, 160 hectares avec les labours ; Elevages : Vaches Laitières (65), Veaux (200) sur aire paillée et caillebotis ; Mise aux normes réalisée ; Pas de construction dans les 100m à proximité des bâtiments d'élevage ; Situation juridique : fermier ; ICPE : 100m
3 (cf. plan pages suivantes) Centre bourg	Polyculture + élevage : bovins = Règlement Sanitaire Départemental (périmètres de 50 mètres). Mise aux normes réalisée. Propriétaire du corps de ferme. Pas de projet à court terme. Pérennité pour les 10 prochaines années.
4 (cf. plan pages suivantes) Centre bourg	Polyculture + élevage : bovins = Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (périmètres de 100 mètres) Mise aux normes réalisée. GAEC locataire du corps de ferme. Propriété en nom propre. Projet à moyen terme (environ 5 ans) : extension stabulation. Pérennité pour les 10 prochaines années.
5 (cf. plan pages suivantes) Centre bourg	Cultures : blé, betterave sucrière, colza sur 83 hectares, Elevages : canard, aire paillé Mise aux normes réalisée, pas de projet, Situation juridique : fermier RSD : 50 m

6 (cf. plan pages suivantes) Centre bourg	Polyculture + élevage : bovins = Règlement Sanitaire Départemental (périmètres de 50 mètres). Mise aux normes à réaliser. Pas de fumière, ni silo. Locataire du corps de ferme. Pas de projet à court terme. Pérennité pour les 10 prochaines années.

LEGENDE GRAPHIQUE DES PLANS (pages suivantes)

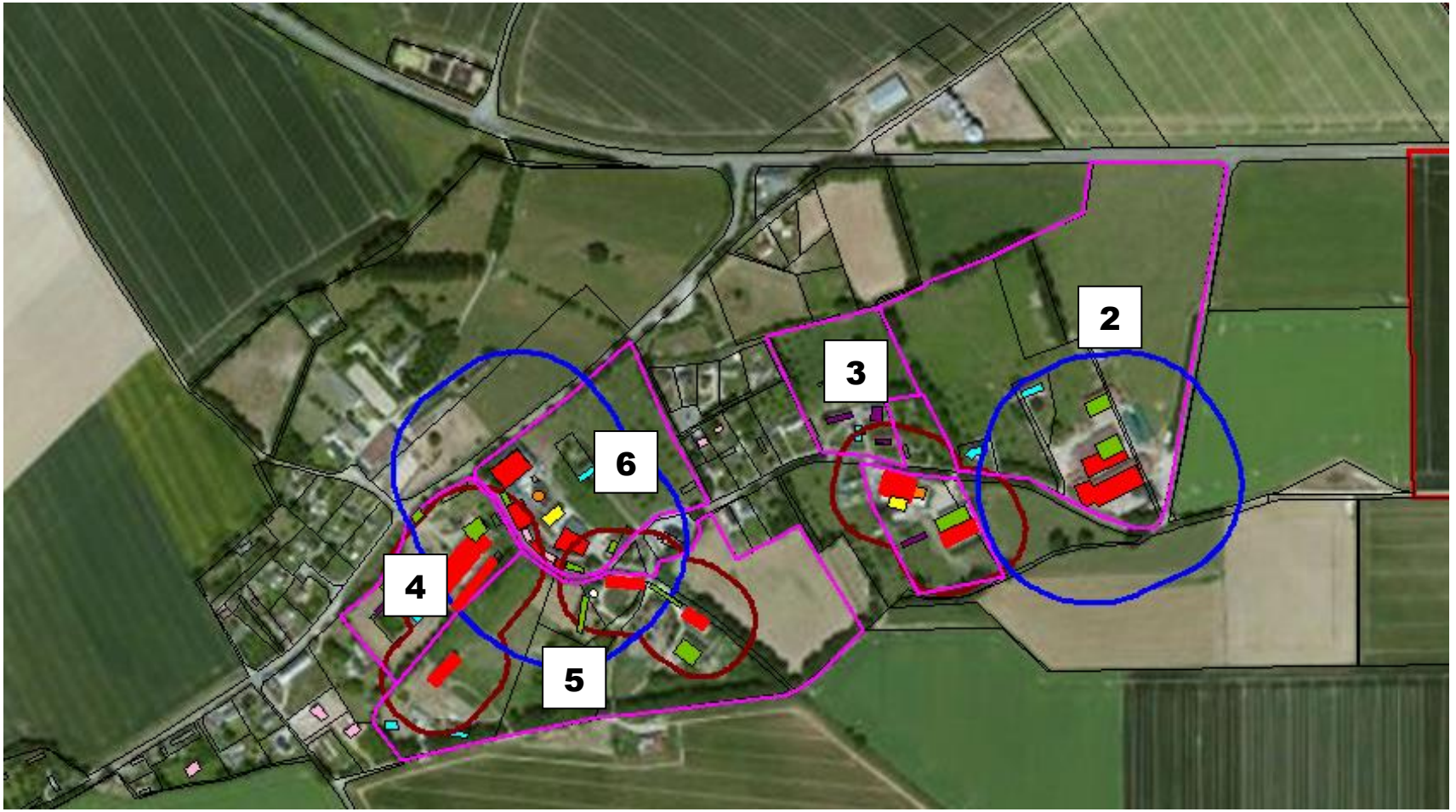


Le maintien et le développement des exploitations agricoles de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE sont conditionnés :

- au respect des marges de recul par rapport aux sites d'exploitation de la commune dont la vocation d'élevage est peu marquée,
- à la protection des terrains attenants aux sièges d'exploitation ou proches de ces derniers, au développement de la commune en continuité des zones déjà urbanisées.



Source Géoportail



Périmètre des bâtiments agricoles dans le centre-bourg



Périmètre des bâtiments d'élevage dans le hameau de « Creppeville »

I.7 - Activités artisanales, industrielles et commerciales

I.7.1 - Les activités sur la commune

Les habitants bénéficient de plusieurs activités artisanales… Elles ne disposent pas de services de proximité, ni de commerces ambulants.
Les habitants de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se dirigent essentiellement vers les communes de DIEPPE, TOTES, BACQUEVILLE.

D'autre part, CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE possède un tissu économique diversifié. En effet, la commune est le siège de diverses activités artisanales, commerciales ou de services.

On compte au total 13 activités artisanales, industrielles et commerciales sur le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, dont :

- 12 activités dans la zone d'intérêt communautaire : VLF, LNB logistique, CREAVERT, Transport DUJARDIN, BOISHERBERT/2 NORDEX, CER France SEINE-MARITIME, DIR Nord-Ouest, APV, HYTECO, CADINOT Electricité, CEGELEC/OPTEOR, ABC MECANIQUE,
- plusieurs activités sur la commune : 1 électricien, des chambres d'hôtes et gîtes,
- des services à la personne et du personnel communal.

I.7.2 - La zone d'activité communautaire



La communauté de communes de Varenne et Scie a créé en 2007 le parc d'activité communautaire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Aujourd'hui, toute les parcelles sont viabilisées et vendues, la parcelle H étant la dernière transaction.

La zone d'activité de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE bénéficie d'un emplacement stratégiquement placé au pied de la RN 27 2x2 voies Dieppe-Rouen et desservie par tous les réseaux de capacité suffisante ou facilement évolutive (voirie, eau, électricité, station d'épuration, haut débit).

A 2014, il n'existait plus de foncier disponible sur cette zone, en atteste l'extrait du DOO du SCOT, joint page suivante.



Source Géoportail

Concernant la gestion du foncier économique, la communauté de communes Terroir de Caux a décidé de procéder de manière différente dans la vente de parcelles : en effet désormais, lors des ventes de terrains, la promesse de vente sera confirmée à la validation et délai de recours du permis de construire purgé. Cette disposition évitera des réserves foncières.

La communauté de communes a en effet été confronté à cette situation sur un terrain situé en bordure de la RN 27, sur lequel le propriétaire n'a pas d'objectif affiché de construire.

La communauté de communes a ainsi racheté les terrains vendus pour redevenir maître du foncier et pouvoir implanter de nouvelles entreprises.

Parcs d'activités par EPCI	Vocations dominantes	Disponibilité en zone aménagée ou en cours d'aménagement en ha	
		en 2014	3ème trim. 2016
Dieppe Maritime			
Parcs existants en cours et en projet			
Eurochannel 2	Industrie, logistique	20	10
Eurochannel 3	Tertiaire (bureau)		
Projet urbain ZAC Dieppe Sud			
Parcs existants		*Eurochannel 2*	*Eurochannel 2 (10ha restant)*
Eurochannel 1			
Zone industrielle de Bréauté (Dieppe)			
Parc du Talou (Dieppe)	Industrie, logistique		
Parc industriel du Douxmesnil (Offranville)	Tertiaire (bureau)		
Zone industrielle Louis Delaporte (Bouteville/Martin)	Artisanat		
Zone artisanale de Grèges	Mixte tertiaire, commerce		
Zone de l'Octroi à Dieppe			
Parc des Vertus à Saint-Aubin / Scie			
Site Regma (Arques-la-Bataille)			
Monts et Vallées			
Parcs existants en cours et en projet			
Saint-Nicolas-d'Aliermont panorama 2000	Industrie, logistique	12	5
Parcs existants			
Saint-Aubin-le-Cauf	Industrie, logistique	3,7	0
Saint-Nicolas-d'Aliermont activa 2000	Artisanat		
Envermeu	Artisanat		
Petit Caux			
Parcs existants			
Biville/mer	Artisanat	0,3	0
Saane et Vienne			
Parcs existants en cours et en projet			
Luneray	Industrie, logistique	5,2	0
Bacqueville-en-Caux			
Ouville-la-Rivière / Ambrumesnil	Industrie, logistique		
Longueil			
Trois Rivières			
Parcs existants en cours et en projet			
Varneville Bretteville Les Vikings	Industrie, logistique		
Parcs existants			
Tôtes, Auffay, Val-de-Saâne	Industrie, logistique, Artisanat	0,3	0
Varenne et Scie			
Parcs existants en cours et en projet			
Criquetot -sur-Longueville	Industrie, logistique, Artisanat		
	Total en ha	**41,5**	**15**

re est exprimée en hectares.

Source SCOT

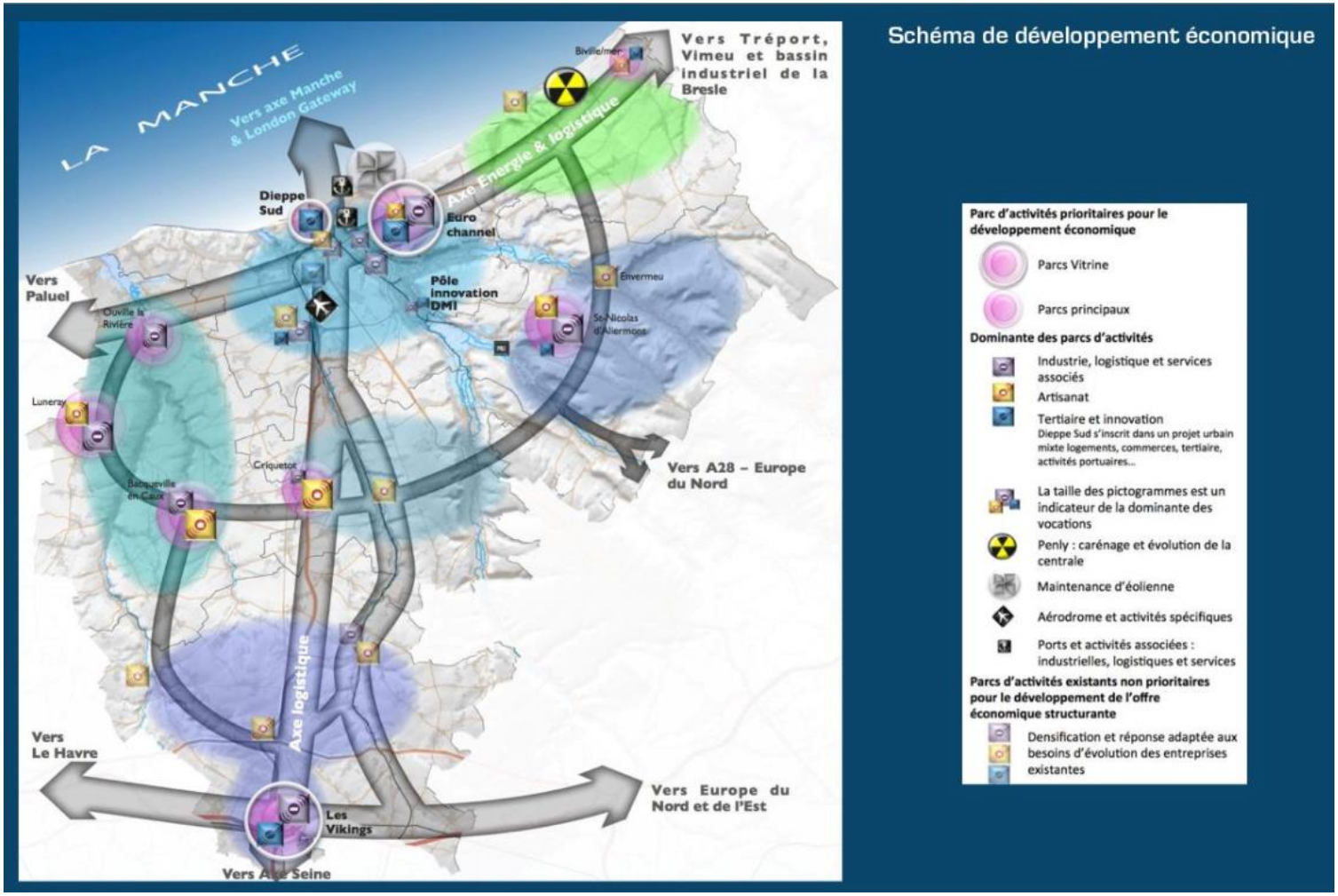
I.7.3 - Le SCOT du Pays Dieppois / Terroir de Caux

Le SCOT a pour objectif d'organiser une offre en espaces d'activité de qualité et lisible à grande échelle.

La zone économique de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est positionnée pour développer une offre à destination d'entreprises artisanales (voire de la petite industrie) au cœur du territoire, directement connecté à la RN 27.

Ce parc permet de polariser l'offre dans cette partie du territoire (c'est-à-dire de limiter la multiplication de parcs artisanaux) au bénéfice d'une meilleure lisibilité et complémentarité de l'armature économique, et donc d'une gestion plus économe de l'espace.

Ce parc est adapté pour gérer les grands flux. Tous déploient le THD.



Source SCOT

Les objectifs de consommation maximale d'espace en extension pour le développement des parcs d'activités à 20 ans (hors commerces) découlant du schéma de développement et de la programmation économique écrits au SCOT sont déclinés ci-dessous :

EPCI - Commune	Surface pour les parcs prioritaires. Commune principale, secteur ou pôle urbain d'implantation (indicateur)	Surface mutualisée à l'échelle de l'EPCI, hors parc prioritaire		Total de l'offre foncière nouvelle maximale pour le développement des parcs d'activité (hors parcs commerciaux)
		pour des espaces d'activités de proximité et répondre aux besoins d'évolution des entreprises existantes	pour l'évolution de parcs pour des PME/ PMI tertiarisées à Dieppe Maritime	
Petit Caux	10 ha, hors évolution de Penly *Biville/mer*	-	-	10 ha hors évolution de Penly
Monts et vallées	14 ha *St-Nicolas d'Aliermont*	8 ha	-	22 ha
Varenne et Scie	25 ha *Criquetot*	-	-	25 ha
Saâne et Vienne	24 ha *Bacqueville en Caux Pôle d'équilibre de Luneray Secteur d'Ouville la Rivière / Longueil*	5 ha	-	29 ha
Trois Rivières	40 ha *Varneville-Bretteville et Beautot (les Vikings)*	7 ha	-	47 ha dont 5ha mutualisables avec Dieppe Maritime en cas de commercialisation rapide d'Eurochannel 3
Dieppe Maritime	35 ha Dieppe - Martin Eglise (Eurochannel 3)	5 ha	10 ha	50 ha dont 5ha mutualisables avec Trois Rivières en cas de commercialisation rapide des Vikings
Total				**183 ha**
Réserve en cas de besoin de repli d'entreprises en zone inondable et/ou de commercialisation rapide des Vikings				10 ha

Source SCOT

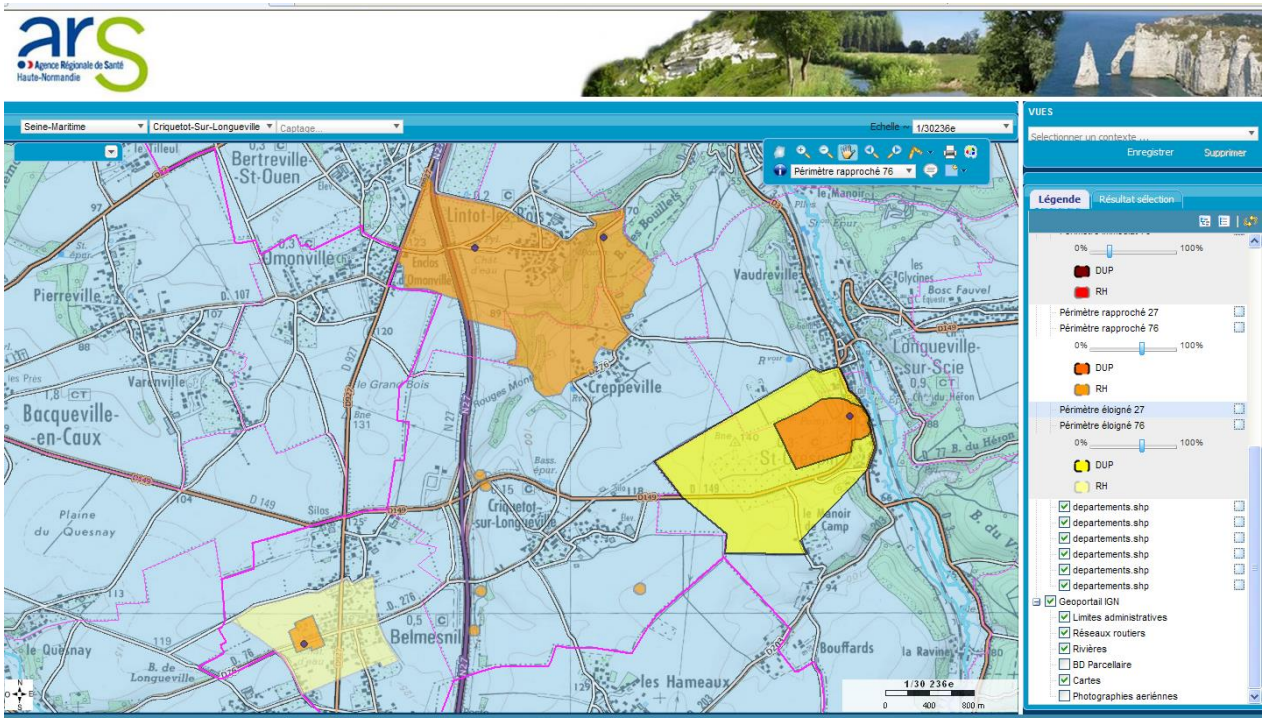
Le SCOT recommande également de poursuivre et soutenir le développement des réseaux d'entreprises et accompagner leurs actions d'une démarche globale de promotion territoriale.

I.8 - Les équipements publics

I.8.1 - Les réseaux

I.8.1.1 - Eau Potable

L'eau potable est gérée par le SIAEP de Longueville sud.



Les articles L.1321-1 et R.1321-13 du Code de la Santé Publique définissent les trois périmètres de protection pouvant être rencontrés autour d'un point de prélèvement d'eau destiné à l'alimentation :

- ✓ **un périmètre de protection immédiate**, dont les limites sont établies afin d'interdire toute introduction directe de substances polluantes dans l'eau prélevée et d'empêcher la dégradation des ouvrages ;
- ✓ **un périmètre de protection rapprochée** à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes sortes d'installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagements ou occupation des sols de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- ✓ **un périmètre de protection éloignée** à l'intérieur duquel peuvent être réglementées les installations, activités et travaux mentionnés ci-dessus.

Les périmètres de protection sont définis après une étude hydrogéologique réalisée par un hydrogéologue agréé et prescrits par une Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.).

Ainsi, d'une façon générale, la présence de captages pour l'Alimentation en Eau Potable et de leurs périmètres associés conditionne les pratiques (notamment agricoles), et l'urbanisme, notamment en ce qui concerne l'ouverture de certaines parcelles. Plus le périmètre est éloigné, moins les mesures qui y sont associées présentent un caractère contraignant.

D'après les informations de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) de Haute-Normandie, aucun captage n'est présent sur la commune. En revanche, un périmètre de captage pour l'Alimentation en Eau Potable, est localisé sur le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Il s'agit du périmètre de protection rapproché de LINTOT LES BOIS.

I.8.1.2 - Assainissement

L'assainissement est géré par le SPANC à HEUGLEVILLE SUR SCIE. Le centre bourg bénéficie de l'assainissement collectif. Il s'agit du bourg, du Chemin des Dames, de la rue de l'Eglise, du Clos Saint Julien et de la route des hameaux. L'épuration des eaux usées se fait par un lagunage. Ce dernier dispose d'une capacité de 300 habitants, aujourd'hui moins de 100 habitants y sont raccordés. Le hameau est en assainissement individuel. Le minimum parcellaire préconisé est de 1 200 m².

I.8.1.3 - Voirie

❖ **Les typologies de voiries**

Plusieurs voies marquent le territoire communal. Celui-ci est traversé par plusieurs routes départementales :

- RD 276 parcourant le territoire du Nord au Sud, dont le centre bourg et le hameau, allant de LINTOT LES BOIS à BELMESNIL;
- RD 149 qui se connecte au centre bourg et permet d'accéder à LONGUEVILLE SUR SCIE ;

Il existe également une route nationale : la RN 27, reliant DIEPPE à ROUEN, artère principale du territoire.
Les autres voies sont secondaires et supportent un trafic moins important : ce sont des voies communales et chemins ruraux.

❖ **Les conditions d'aménagement des abords des principaux axes routiers**

La législation relative à la protection de l'environnement a été renforcée notamment par la loi BARNIER du 2 Février 1995. Un des objectifs est d'éviter les désordres urbains constatés aujourd'hui le long des vies routières et autoroutières, d'éviter l'implantions linéaire d'activités ou de services le long de ces voies, en méconnaissance des préoccupations d'urbanisme, architecturales et paysagères.
« *En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou implantations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.(…)* ». Sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, la RN 27 est concernée par cet article en tant que voie à grande circulation avec un recul de 75m de part et d'autres de la voirie.

❖ **L'insécurité routière et trafics routiers**

Les données concernant les trafics enregistrés sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE sont recensées dans le tableau suivant : (source : PAC 2008)

	2002	2003	2004	2005	2006
R N 27	*	11 012	*	11141	13 229
RD 149	*	1716	*	1706	*

Toutefois, aucunes données n'existent sur les accidents recensés sur CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.
Les transports exceptionnels de 3ème catégorie classe C empruntent la RN27.

I.8.1.4 - Desserte numérique du territoire

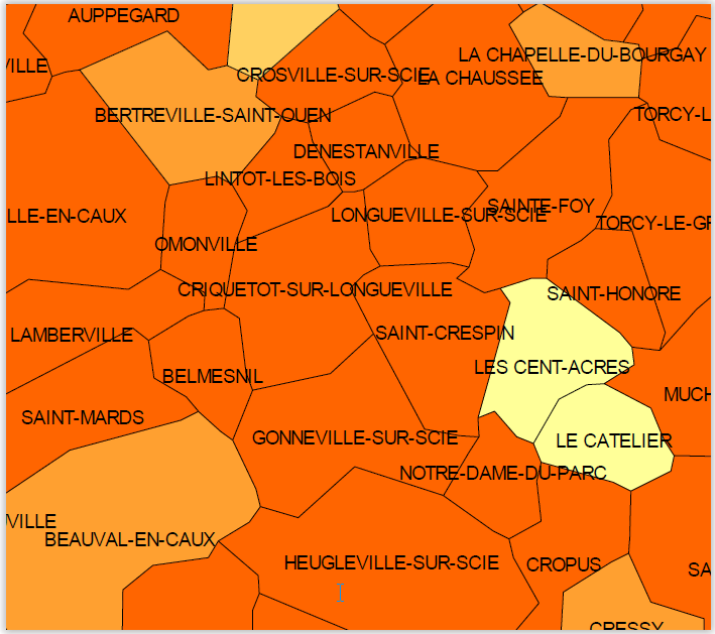
L'ADSL est aujourd'hui la technologie dominante des accès à internet haut débit (95% des abonnements haut débit sont des abonnements ADSL). France Télécom publie des cartes à l'échelle communale sur le taux de lignes téléphonique "éligible au moins à une offre ADSL de France Télécom "

D'après ce document, le taux d'éligibilité à l'ADSL est supérieur à 95 % à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.



D'après la cartographie des débits ADSL, réalisée par le site ARIASE, on peut constater que le territoire bénéficie d'une connexion moyenne. Le centre bourg est même doté d'un niveau de connexion supérieur à 5 Mb/s.

Le site internet ARIASE précise que la connexion Internet par ADSL et l'accès aux différents services (dégroupage télévision par ADSL) dépendent à la fois du niveau d'équipement du NRA (central téléphonique) depuis lequel le logement est raccordé, et des caractéristiques de la ligne téléphonique.
La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est desservie par 1 central téléphonique situé sur le territoire voisin.



NRA situés dans CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE

Code	Nom	Nombre de lignes	Dégroupage
LSC76	LONGUEVILLE SUR SCIE	1800	5 opérateurs

D'après le site internet ARIASE, il est précisé que la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE ne dispose pas de réseaux FTTH ou FTTLa (fibre optique). De plus, à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, certains fournisseurs d'accès commercialisent des forfaits Internet haut-débit via un réseau WiMax (technologie hertzienne / ondes radio). La commune dispose également d'un réseau VDSL2.

L'opérateur Orange fournit également des données relatives à la couverture du réseau 2G, 3G et 4G : la commune de CRIQUETOT SUR L'ESNEVAL bénéficie au niveau du bourg d'une couverte en 2G de qualité "très BONNE" : « *votre équipement mobile devrait fonctionner à l'extérieur et dans certains cas à l'intérieur des bâtiments* ». C'est également le cas pour le réseau 3G.
Sur les hameaux, la couverte est qualifiée de « TRES BONNE ».

Le département paye la desserte principale de réseau. Ensuite, c'est la communauté de communes qui fixe les priorités.

I.8.1.5 - Défense incendie

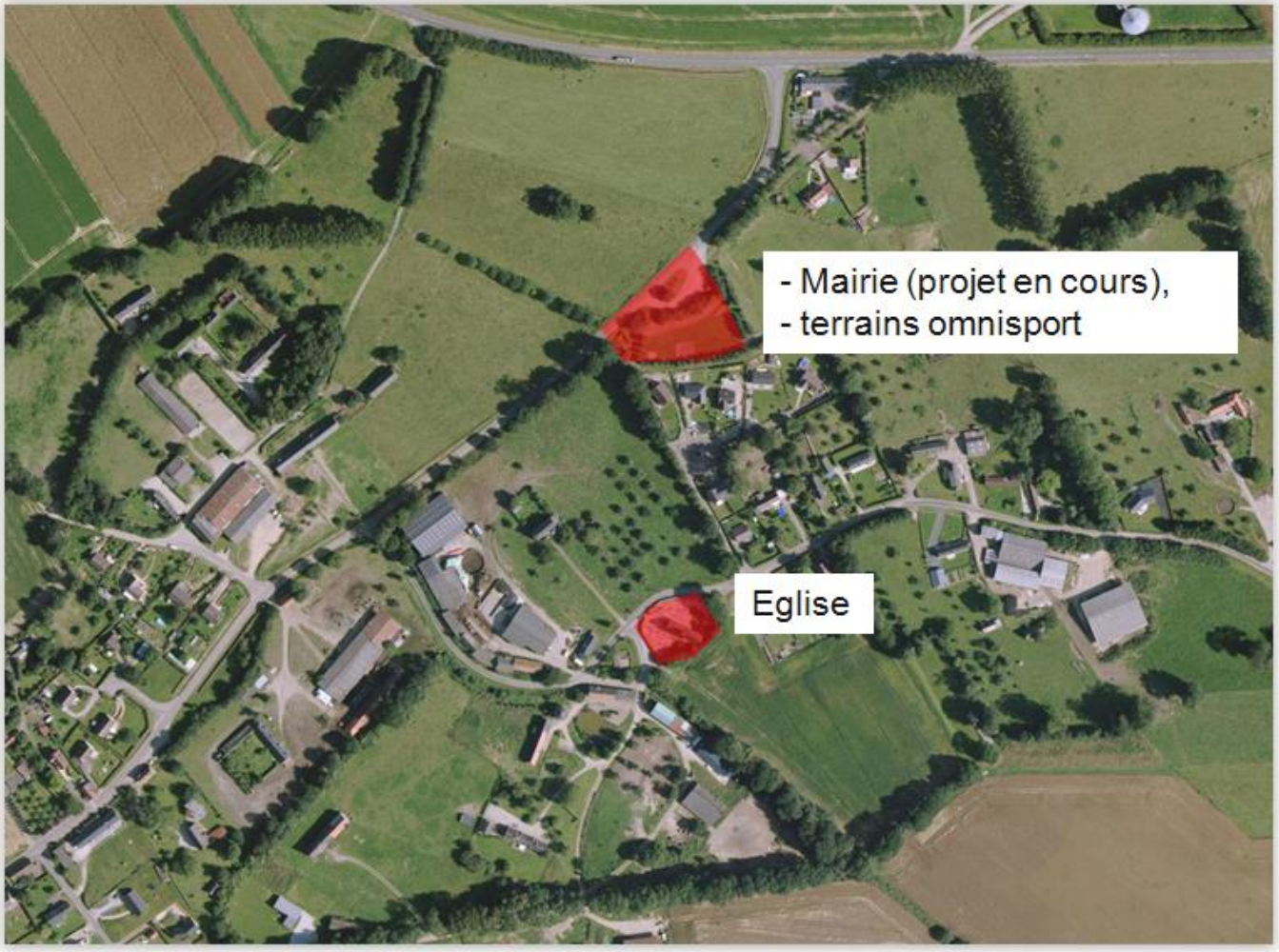
Le SDIS a établi un état des lieux de la commune quant à la défense incendie. Sur l'ensemble du territoire, 3 poteaux incendie sont répertoriés au niveau du bourg, aucun dans le hameau.
La localisation des poteaux est jointe page suivante.

LOCALISATION DES TROIS POTEAUX D'INCENDIE (Source Véolia)



I.8.2 - Les équipements publics

Sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, on note la présence de plusieurs équipements publics : une mairie, une église et un terrain omnisport. Ils sont répartis dans un seul endroit : le « pôle d'équipements » du bourg.



Source : Géoportail

I.8.2.1 - Le cimetière

Il existe un cimetière sur la commune, situé autour de l'église. Actuellement, il reste encore des places disponibles. Un columbarium et un jardin du souvenir ont été construits.



Source : Géoportail

I.8.2.2 - L'école et l'enseignement

La commune ne dispose plus d'une école. La collectivité fait désormais partie d'un regroupement pédagogique : le SIVOS des quatre vents.
Pour le collège, les élèves se dirigent vers la commune de LONGUEVILLE SUR SCIE.

Niveau d'enseignement dans la commune	Nombre d'enfants scolarisés	
	Dans la commune	Hors de la commune
Maternelle	0	3
Primaire	0	6
Collège	0	8
Lycée	0	6
Enseignement supérieur	0	2

Pour le lycée, les élèves se dirigent vers la ville de DIEPPE.
Un arrêt de bus est présent sur la commune : « Ecole ». Cet arrêt permet le ramassage scolaire. C'est la communauté de communes qui possède la compétence du ramassage scolaire. Le conseil général finance la communauté de communes pour le ramassage scolaire, et ensuite, c'est la communauté de communes qui subventionne les familles.

I.8.2.3 - Les équipements sportifs et associatifs

La commune dispose d'un terrain omnisport comportant un terrain de Basket

Il se situe tout particulièrement derrière la mairie, dans le centre-bourg. Les habitants peuvent également bénéficier des équipements présents à l'échelle intercommunale.

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE dispose également une association.

On y retrouve en effet le comité d'animation Criquetôtais.



Source : Géoportail

I.9 - Les services

I.9.1 - Les services de proximité

La commune ne dispose pas de services de proximité, ni de commerces ambulants.
Les principaux bassins de vie des habitants de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se situent à LONGUEVILLE SUR SCIE, BACQUEVILLE EN CAUX et un peu à DIEPPE et à AUFFAY.

En ce qui concerne le domaine de la santé, les habitants de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se dirigent vers LONGUEVILLE SUR SCIE.



I.9.2 - Déchets ménagers

- **Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (P.D.E.D.M.A.) de Seine-Maritime**

Le PEDMA de Seine-Maritime a été adopté en mars 2010. Il fait suite au premier plan approuvé en août 1998.Les objectifs globaux pour le département, mis en évidence dans le PEDMA sont :

- ✓ La prévention de la production de déchets ;
- ✓ L'amélioration de la collecte et du traitement pour les emballages, les déchets organiques, les déchets de déchèteries, les ordures ménagères résiduelles et les déchets industriels banals, afin d'augmenter la valorisation ;
- ✓ L'optimisation des solutions de transport des déchets.

- **La gestion des déchets à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE**

La communauté de communes Terroir de Caux possède la compétence « ordures ménagères ». Le ramassage est effectué 1 fois par semaine par la société IKOS. Les habitants peuvent également bénéficier de la déchetterie intercommunale.

La communauté de communes met également en place des points d'apport volontaire dans chaque commune pour le tri sélectif.

I.10 - L'animation, le tourisme et les possibilités de loisirs

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE offre plusieurs possibilités de loisirs et de détente :

- tissu associatif,
- la découverte du patrimoine,
- équipements sportifs,
- la présence d'espaces boisés,
- la chasse,
- la randonnée (GR de Pays) / circuits pédestres / VTT / cheval.

Un chemin de randonnée est balisé à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE :

- Itinéraire : Longueville-sur-Scie / Vaudreville / Creppeville / Lintot-les-Bois / Criquetot-sur-Longueville.
- Départ : Longueville-sur-Scie (parking de l'église).
- Distance à plat : 11 km
- Temps de marche réel : 2 h 30
  Dénivelée + **:** 200 mètres
- Difficulté : XX



Source : http://dieppe.rando.caux.over-blog.com/

I.11 - Synthèse

✧ **Contexte intercommunal**

Communauté de Communes	• La commune adhère à la Communauté de communes Terroir de Caux,
Pays	• CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE adhère au Pays Dieppois Terroir de Caux,
Documents de planification et programmes intercommunaux	• SCOT approuvé le 28 juin 2017, • Aucun PLH, • Aucun PDU,

✧ **Démographie**

Evolution de la population	• Depuis 40 ans : évolution positive de la population, 220 habitants en 2015,
Indicateurs démographiques	• Le solde naturel est positif depuis 1968 ; • Le solde migratoire a connu un rebond (1975/1982) dans une période négative et avant de connaitre un regain après 1999,
Structure par âges	• 27.9% des habitants ont entre 30 et 44 ans et 25.8 % de la population à entre 0-14 ans • La classe d'âge prédominante est celle des 30-44 ans = 27.9%, • Une tendance au phénomène de vieillissement à surveiller.
Les ménages	• En 2015, la commune comptait 80 ménages, soit 6 ménages en plus par rapport à 2010, • Nombre moyen d'occupants par résidence principale : 2,8 en 2015/ Chiffre en hausse par rapport à 2010

✧ **Habitat**

Evolution du parc de logements	• Au recensement de 2015, le parc immobilier de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE comptait 83 logements, soit 7 logements supplémentaires par rapport à 2010, • Augmentation du nombre de résidences principales, augmentation des résidences secondaires et baisse des logements vacants, • Pression foncière constatée,
Typologie des logements	• Commune résidentielle : 100 % des résidences principales correspondent à des maisons individuelles,
Statut d'occupation	• La majorité des ménages est propriétaire (87.3 %), puis locataire (10.1 %, parc privé),
Confort des logements	• Grands logements = en majorité 5 pièces ou plus (63.3% du parc) • La majorité des résidences principales possède 1 voiture (34.2%) voire même 2 voitures ou plus (62%)
Chiffres de la construction	• Entre 2006 et 2016, 18 logements ont été commencés (Source : Sit@del2)

✧ **Emploi et acticités économiques**

Population active	• La classe des 25-54 ans est prépondérante puisqu'elle représente 91.1% des actifs de la commune, • Baisse du taux de chômage : 4.1% en 2010 contre 3% en 2015,
Emploi, lieu de résidence et modes de transport	• 20% des actifs exercent un emploi dans un rayon inférieur à 10 km et 12 % dans un rayon d'environ 15 km de la commune, • 32 % des actifs de la commune travaillent dans un périmètre supérieur à 20 kilomètres, • 36% des actifs travaillent dans un rayon supérieur à 50 kilomètres, • 83.1% des habitants de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE travaille dans une autre commune, • Présence de la Zone d'activité sur la commune, • 18.3% des actifs de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE utilisent des solutions de transports alternatives à la voiture individuelle ou aux deux roues,
Activité agricole	• 7 sièges d'exploitation sur le territoire communal en 2010, • La polyculture et l'élevage restent des activités importantes sur CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, • La pérennité des principales exploitations d'élevage à est assurée,
Activités artisanales, commerciales et industrielles	• Zones d'activité de la communauté de communes, • Inscription dans le SCOT : Parc d'activités « Artisanat », • Offre foncière nouvelle maximale pour le développement du parc d'activité autorisé par le SCOT : 25 ha,

✧ **Les réseaux**

Eau potable	• Elle est gérée par le SIAEP de Longueville Sud, • Aucun captage d'eau n'est situé sur le territoire communal. Toutefois, le territoire communal est concerné par le périmètre de protection rapproché de LINTOT LES BOIS : sur le hameau de CREPPEVILLE,
Assainissement	• Géré par le SPANC à HEUGLEVILLE SUR SCIE, • Collectif sur le centre bourg : Il s'agit du bourg : Chemin des Dames, de la rue de l'Eglise, du Clos Saint Julien et de la route des hameaux • Assainissement individuel sur le reste du territoire,
Voiries	• 2 voies départementales : RD 276, RD 149, • 1 voie nationale : RN27, • RN 27 classée à grande circulation : recul de 75m de part et d'autres de la voirie, • Transport exceptionnels de 3ème catégorie classe C sur la RN27 (100 mètres),
Desserte numérique du territoire	• Le taux d'éligibilité à l'ADSL est supérieur à 95 % à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE,

✧ Les équipements publics

Identification des équipements	• Mairie, église, équipements sportifs,
Cimetière	• 1 cimetière sur la commune,
Enseignement	• La commune fait partie d'un regroupement intercommunal : le SIVOS des quatre vents. • Pour aller au collège, les enfants se dirigent principalement vers LONGUEVILLE SUR SCIE, • Pour aller au lycée, les élèves se dirigent vers DIEPPE,
Equipements sportifs et loisirs	• La commune dispose d'un terrain omnisport : basket, handball, football, • Tissu associatif diversifié (loisirs, sport, culture, entraide, …)

✧ Les services

Les services de proximité	• Aucun
Les ordures ménagères	• La communauté de communes Terroir de Caux possède la compétence « ordures ménagères », • Le ramassage est effectué 1 fois par semaine par la société IKOS, • Le tri sélectif est présent sur la commune avec la mise en place d'un point d'apport volontaire,

✧ L'animation, le tourisme et les possibilités de loisirs

L'animation, le tourisme et les possibilités de loisirs	• La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE offre plusieurs possibilités de loisirs et de détente, • La commune travaille en collaboration avec le pays Dieppois sur la thématique des chemins de randonnée. • 1 parcours se situe sur la commune.

DEUXIEME PARTIE - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, L'ORGANISATION, LES PERCEPTIONS DU TERRITOIRE COMMUNAL, LE PATRIMOINE BATI ET LES RISQUES

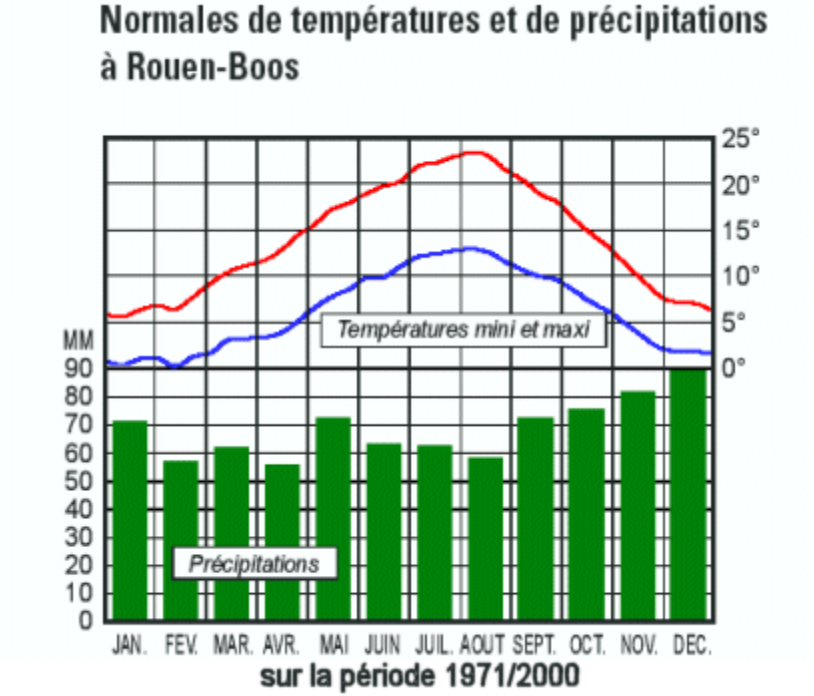
II.1 - Le milieu physique

II.1.1 - Le climat

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est soumise à un climat tempéré océanique comme l'ensemble du département de Seine-Maritime.

Les précipitations sont significatives en toute saison, bien que plus prononcées (en quantité et durée) en automne et en hiver. Le cumul annuel se situe généralement entre 700 et 1000 mm pour l'ensemble du département.

Les températures peuvent être qualifiées de relativement clémentes avec des amplitudes saisonnières assez faibles. La température moyenne annuelle se situe entre 10 et 11 °C pour le département, Janvier étant le mois le plus froid (4 à 5 °C de moyenne) et Août étant le mois le plus chaud (17 à 18 °C de moyenne). En moyenne, 51 jours de gelées sous abri sont observés par an à la station météorologique de Rouen-Boos. Les températures extrêmes peuvent très rarement descendre en dessous de -15°C (seulement 2 jours observés à Rouen-Boos depuis 1968) ou bien dépasser +35°C (1 jour observé à Rouen-Boos depuis 1968). La durée d'ensoleillement est peu élevée : en moyenne 1630 heures par an sur la région rouennaise. Les brouillards sont fréquents : 85 jours par an, en moyenne, à Rouen-Boos. Les mois d'hiver d'Octobre à Janvier sont plus propices à leur formation. Ces brouillards peuvent être localement denses avec des visibilités horizontales réduites à moins de 200 mètres.



Source : Météo France

La neige tombe essentiellement entre Novembre et Mars, même si quelques flocons peuvent encore voltiger en Avril et plus rarement en Mai. Cette neige peut tenir au sol pendant les mois les plus froids et former des congères sous l'effet du vent. On observe en moyenne 16 jours d'orage par an à Rouen-Boos. Ils se produisent essentiellement au printemps et surtout en été.

II.1.2 - La qualité de l'air

II.1.2.1 - Schéma Régional Climat Air Energie

Conformément aux dispositions de la loi Grenelle II, chaque région est tenue d'établir un Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), tel qu'il a été défini dans l'article 68 de la loi. Il s'agit d'un document d'orientation, qui ne fixe aucune prescription. Les Plans Régionaux pour la Qualité de l'Air seront intégrés au SRCAE. Ce schéma fixe des orientations pour les horizons 2020 et 2050, parmi lesquelles :

- La maîtrise de la consommation d'énergie ;
- Le développement des énergies renouvelables par filières et par zone géographique ;
- L'amélioration de la qualité de l'air ;
- La limitation des émissions de gaz à effet de serre ;
- Une réflexion autour de l'atténuation et l'adaptation aux effets éventuels liés au changement climatique.

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de Haute-Normandie a été arrêté le 21 mars 2013 par le préfet de région, suite à son approbation au Conseil Régional le 18 mars 2013.

Les documents d'urbanisme (SCoT, PLU, …) doivent prendre en compte le Schéma Régional Climat Air Energie, via les autres documents de planification qui doivent lui être compatible (PCET, …).

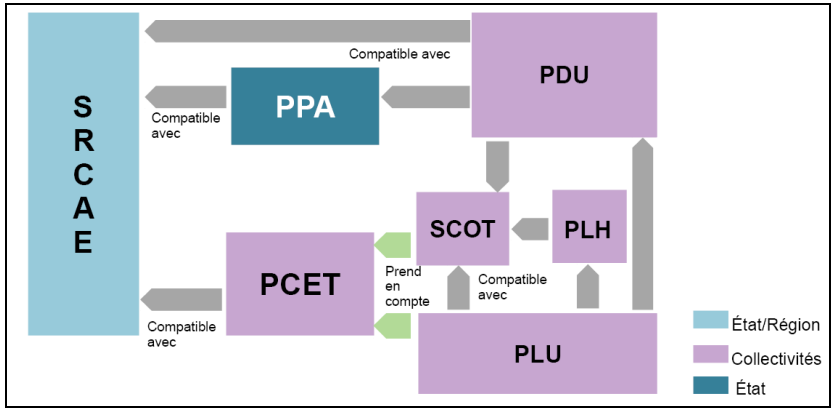


Figure: Liens de compatibilité des différents plans avec le SRCAE
Source : SRCAE Haute-Normandie

Le projet de SRCAE s'articule autour de 9 défis se déclinant en plusieurs orientations. Dans le cadre de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme, il s'agit de prendre en compte le défi n°4 :

❖ **Aménager durablement le territoire et favoriser les nouvelles mobilités**

« Le SRCAE de Haute-Normandie porte l'ambition d'un aménagement régional durable, propice à une diminution de l'usage de la voiture individuelle, à la réduction de l'exposition des populations, à la pollution atmosphérique, au développement des énergies renouvelables, à la préservation des stocks carbone du territoire et à son adaptation au changement climatique. Il est donc nécessaire d'assurer une utilisation optimale des outils d'aménagement et des documents d'urbanisme. »

Cette urbanisation devra ainsi se mener à travers :

- La densification et le renouvellement urbain, dans les agglomérations, les villes et les centres-bourgs de la région en dehors des espaces agricoles et naturels (Orientation TRA 1);
- Le développement et la revitalisation des centres bourgs, permettant le développement d'une multipolarité à l'échelle régionale (Orientation TRA 1);
- La prise en compte en amont des déplacements générés par les projets et l'articulation avec les dessertes en transport en commun existantes, en favorisant la densification autour des nœuds de transports en commun (gare TER, axes de Transport Collectif en Site Propre) – (Orientation TRA 1 et TRA 3);
- Le renforcement de la mixité fonctionnelle dans les projets d'aménagement (Orientation TRA 1);
- La limitation de la construction de l'habitat, et des établissements accueillants du public sensible, à proximité des points « noirs » d'un point de vue de la qualité de l'air (Orientation TRA 9);
- L'incitation à la construction de bâtiments performants et au service des objectifs du SRCAE : la construction bioclimatique et l'intégration des énergies renouvelables dans le bâtiment devront ainsi être favorisées. Plus spécifiquement, l'identification des toitures pouvant accueillir des panneaux photovoltaïques dès la construction des bâtiments devra être encouragée – en particulier sur les grands ensembles résidentiels, tertiaires et industriels. (Orientation ENR 5);
- La densification des projets d'aménagement permettant de rentabiliser le développement des réseaux de chaleur alimentés par des énergies renouvelables (biomasse) (Orientation ENR 2);
- L'intégration des questions de livraisons urbaines en marchandise, en intégrant la réflexion du positionnement des plateformes logistiques afin de réduire les « derniers kilomètres » parcourus, et d'envisager des dessertes logistiques en ville par des modes alternatifs (Orientation TRA 9).

En application du décret n°2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie pris pour application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de Haute-Normandie a été arrêté le 21 mars 2013 par le Préfet de la région Haute-Normandie, suite à l'approbation du Conseil Régional le 18 mars 2013.

II.1.2.2 - Le Plan Climat Air Energie Territorial

La prise de conscience vis-à-vis du changement climatique a poussé certains territoires à s'intéresser à leurs émissions de gaz à effet de serre. C'est ainsi que lancé dans la continuité du Plan Climat National et prévu par les PRQA, le Plan Climat Energie Territorial (PCET) a vu le jour. Les PCET doivent être compatibles avec le SRCAE.
Aucun PCET n'est recensé sur la commune. Cependant, le PCET du département de la Seine-Maritime a été élaboré pour la période 2013-2018.

L'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) à l'échelle de la Communauté de Communes Interrégionale d'Aumale-Blangy-sur-Bresle va débuter.

En cohérence avec le Projet de Territoire, le SRCAE et les compétences du département, 6 axes prioritaires ont été identifiés pour l'élaboration du Plan Climat Energie départemental :

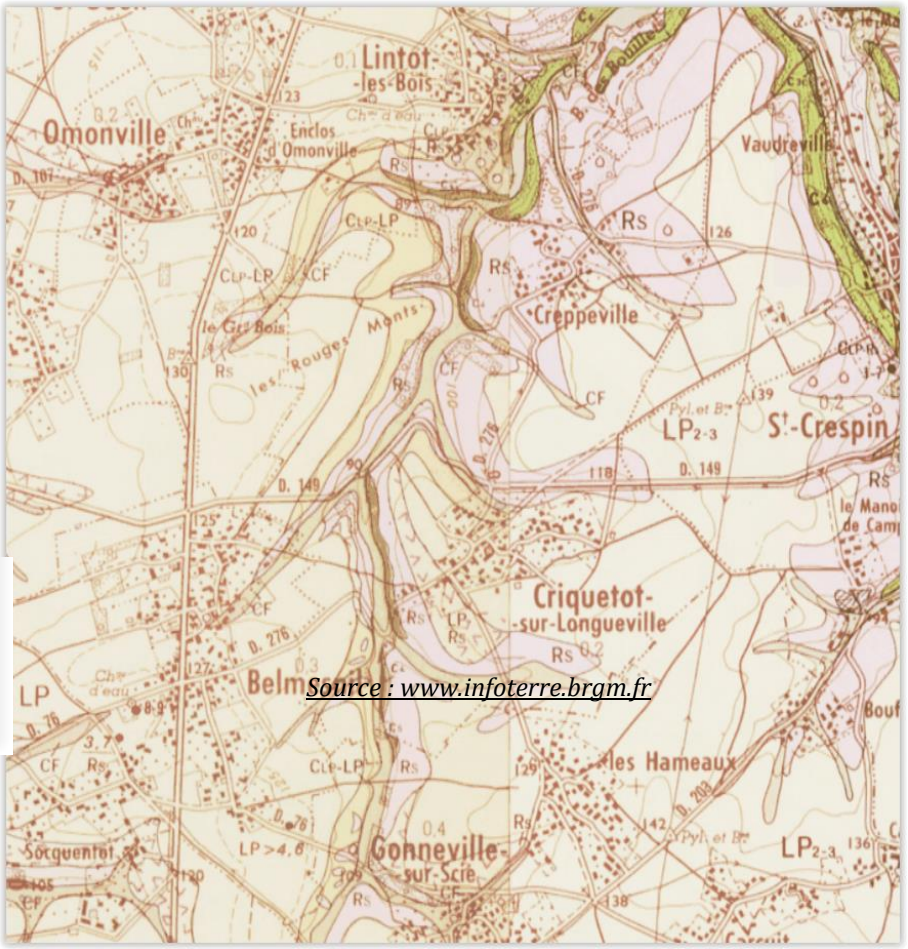
- Axe 1 : Être un département exemplaire ;
- **Axe 2 : Lutter contre la précarité énergétique ;**
- **Axe 3 : Diminuer l'impact de la mobilité sur le climat ;**
- **Axe 4 : Promouvoir un développement local et un aménagement durable du territoire de la Seine-Maritime ;**
- Axe 5 : Sensibiliser et mobiliser les partenaires extérieurs ;
- Axe 6 : S'adapter aux changements climatiques.

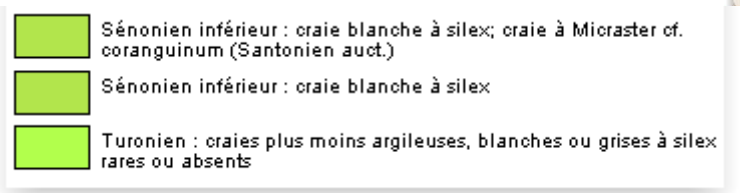
La réflexion sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) devra prendre en compte les axes définis du PCET et particulièrement sur les axes 2, 3 et 4.

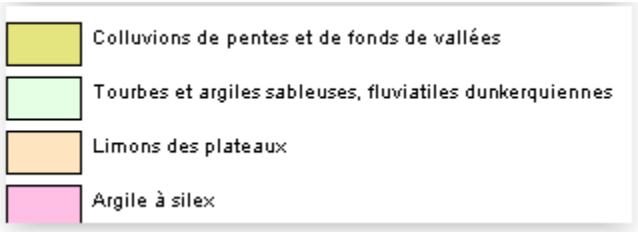
II.1.3 - La géologie

3 types de sols sont présents sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE et sont à mettre en corrélation avec le relief :

- **Limons des plateaux**: On les retrouve sur les plateaux et en fond de vallée
- **Argile à Silex** : est présent sur des pentes moyennes. Ce type de sol est peu représenté à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, il se situe au Nord et à l'Est de la commune.
- **Limons argileux rouges à silex** : se situe sur les pentes faibles, en bordure de plateau. On l'identifie au Nord et à l'Est du territoire communal.







II.1.4 - L'hydrologie

II.1.4.1 - Le contexte règlementaire

❖ **SDAGE**

Créé par la loi sur l'eau de 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Cette gestion s'organise à l'échelle des territoires hydro-géographiques cohérents que sont les six grands bassins versants de la métropole ainsi que les quatre bassins des DOM.
Outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau prévu pour une période quinquennale, le SDAGE est accompagné d'un programme de mesures qui décline ses orientations en moyens (règlementaires, techniques et financiers) et en actions permettant de répondre à l'objectif ambitieux pour chaque unité hydrographique. Le SDAGE est également le cadre de cohérence pour les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE dépend du SDAGE 2016 - 2021 du bassin de la Seine et des Cours d'eau côtiers normands. Il a été adopté le 5 novembre 2015 par le Comité de bassin Seine-Normandie qui a donné un avis favorable à son programme de mesures. Le SDAGE et le programme de mesures ont ensuite été arrêtés par le préfet coordonnateur de bassin le 1er décembre et publiés au Journal Officiel du 20 décembre 2015.

Quatre enjeux ont été identifiés pour le SDAGE Seine-Normandie, suite à l'état des lieux du bassin. Il s'agit de :

- Diminuer les pollutions ponctuelles par les polluants classiques ;
- Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques ;
- Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses ;
- Réduire les pollutions microbiologiques des milieux ;
- Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future ;
- Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides ;
- Gestion de la rareté de la ressource en eau ;
- Limiter et prévenir le risque d'inondation.

❖ **SDAGE et documents d'urbanisme**

➪ Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2016-2021, adopté par le Comité de bassin le 5 novembre 2015 et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin le 1er décembre 2015, fixe 5 enjeux majeurs :

- préserver l'environnement et sauvegarder la santé en améliorant la qualité de l'eau et des milieux aquatiques de la source à la mer ;
- anticiper les situations de crise en relation avec le changement climatique pour une gestion quantitative équilibrée et économe des ressources en eau : inondation et sécheresse ;

- favoriser un financement ambitieux et équilibré de la politique de l'eau ;
- renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locale ;
- améliorer les connaissances spécifiques sur la qualité de l'eau, sur le fonctionnement des milieux aquatiques et sur l'impact du changement climatique pour orienter les prises de décisions.

Le SDAGE a été élaboré par le Comité de bassin à partir d'un état des lieux des eaux du bassin, de consultations du public, des collectivités territoriales et chambres consulaires et des organismes locaux de gestion de l'eau.
Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques et du littoral, ainsi que des objectifs de qualité à atteindre d'ici à fin 2021.
Les grands objectifs identifiés sur le bassin Seine-Normandie sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Objectifs du SDAGE (2016-2021) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands

Source : SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands

	SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands
Défis	⇨ 1. Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques ⇨ 2. Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques ⇨ 3. Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants ⇨ 4. Protéger et restaurer la mer et le littoral ⇨ 5. Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future ⇨ 6. Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides ⇨ 7. Gestion de la rareté de la ressource en eau ⇨ 8. Limiter et prévenir le risque d'inondation ⇨ Levier 1. Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis ⇨ Levier 2. Développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis

❖ **Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)**

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Il doit être compatible avec le SDAGE. Les SAGE constituent des outils d'orientation et de planification de la politique de l'eau au niveau local. Ainsi, ils permettent de :

- fixer des objectifs de qualité à atteindre dans un délai donné ;
- définir des objectifs de répartition de la ressource en eau entre les différents usages ;
- identifier et protéger les milieux aquatiques sensibles ;
- définir des actions de protection de la ressource et de lutte contre les inondations.

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'appartient pas à un périmètre de SAGE.

❖ **Le contrat de rivière**

Un contrat de rivière est un instrument d'intervention à l'échelle de bassin versant. Comme le SAGE, lors de l'élaboration de ce document, des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau sont définis afin d'adopter un programme d'intervention multithématique sur 5 ans (travaux ou études nécessaires pour atteindre ces objectifs, désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.). Contrairement au SAGE, les objectifs du contrat de rivière n'ont pas de portée juridique, mais constituent un engagement contractuel entre les signataires.

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par un contrat de rivière.

II.2 - Le milieu naturel

II.2.1 - Les protections règlementaires

II.2.1.1 - Les réserves naturelles

❖ **Les réserves nationales**

Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation.

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par une réserve naturelle nationale.

❖ **Les réserves régionales**

Les réserves naturelles régionales présentent les mêmes caractéristiques de gestion que les réserves naturelles nationales, à ceci près qu'elles sont créées par les Régions. Elles constituent aujourd'hui à la fois un vecteur des stratégies régionales en faveur de la biodiversité et un outil de valorisation des territoires.

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par une réserve naturelle régionale.

II.2.1.2 - Les forêts de protection

Les forêts de protection sont des forêts publiques ou privées, restaurées ou protégées pour se prémunir et prémunir les générations à venir et les écosystèmes contre les catastrophes naturelles, les risques naturels, afin de préserver la sécurité, la santé et la qualité de vie des habitants des zones très urbanisées, les ressources en eau et le patrimoine « sol ».

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par une forêt de protection.

II.2.1.3 - Les réserves biologiques

Une Réserve biologique (RB) (ou « *Réserve biologique domaniale* » (*RBD*) quand elle est dans le domaine forestier de l'État) est une réserve naturelle située en forêt, souvent non-ouverte au public, mais pas systématiquement ; ayant l'objectif de protéger des habitats ou espèces particulièrement représentatives du milieu forestier et/ou vulnérables.

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par une réserve biologique.

II.2.1.4 - Les arrêtés de protection de biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope ou APB ou APPB, parfois improprement appelé « arrêté de protection de biotope » ou « arrêté de biotope » est en France un arrêté, pris par le préfet, pour protéger un habitat naturel ou biotope abritant une ou plusieurs espèces animales et/ou végétales sauvages et protégées.
L'APB peut concerner un ou plusieurs biotopes sur un même site ; exemple : forêt, zone humide, dunes, landes, pelouses, mares.
L'effet du classement suit le territoire concerné lors de chaque changement de son statut ou de sa vente.
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par un arrêté préfectoral de protection de biotope.

II.2.1.5 - Les espaces remarquables du littoral

La loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (articles L. 146-1 à 9 et R.146-1 et 2 du Code de l'Urbanisme) détermine les conditions d'utilisation des espaces terrestres et maritimes des communes littorales. Elle affiche une volonté protectrice des espaces littoraux en organisant un développement urbain maîtrisé, en préconisant un aménagement en profondeur, conséquence d'une protection graduée des espaces depuis le rivage. La compatibilité du PLU au regard des dispositions législatives s'apprécie donc sous les deux angles de la préservation environnementale et de la maîtrise de l'urbanisation.
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par les espaces remarquables du littoral.

II.2.2 - Gestions contractuelles et engagements nationaux

II.2.2.1 - Site NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique européen destiné à préserver la biodiversité tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels (définis par des groupements végétaux) et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire. Ce réseau sera constitué à terme :

- des Zones de Protection Spéciale (Z.P.S.) issues de la directive Oiseaux,
- des Zones Spéciales de Conservation (Z.S.C.) issues de la directive Habitats.

Aucun site NATURA 2000 ne se situe sur le territoire de la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.

II.2.2.2 - Forêt relevant du régime forestier

Le régime forestier est un ensemble de règles spéciales protégeant ou renforçant la protection des intérêts des collectivités propriétaires de forêts en France. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités territoriales ou à des établissements publics et d'utilité publique.
Les forêts relevant du régime forestier sont astreintes à un régime obligatoire de planification de leur gestion qui intègre les interventions directement liées à la gestion courante (interdiction de coupes, limitation du passage des véhicules…).
Une servitude de protection des forêts soumise au régime forestier (servitude A1) a été instituée en application des articles R. 151-1 à R.151-14 du code forestier. Cette servitude a été abrogée par l'article 72 de la « Loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt ».
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par une forêt relevant du régime forestier.

II.2.2.3 - Parc naturel

- **Parc national**

Défini par l'Etat, le parc national (article L.331-1 du code de l'urbanisme) vise la protection, l'étude et la valorisation des milieux naturels, de la flore et de la faune tout autant que le développement durable du territoire. La règlementation est propre à chaque parc naturel. Les activités agricoles, pastorales ou forestières, en particulier, peuvent être soumises à condition.
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas située dans le périmètre d'un parc national.

- **Parc naturel régional (PNR)**

Les Parcs naturels régionaux sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut être classé "Parc naturel régional" un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile. Un Parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas située dans le périmètre d'un PNR.

II.2.2.4 - Convention de RAMSAR

La Convention sur les zones humides d'importance internationale, appelée Convention de Ramsar, est un traité intergouvernemental qui sert de cadre à l'action nationale et à la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. Le traité a été adopté dans la ville iranienne de Ramsar, en 1971, et est entré en vigueur en 1975.
La Convention a pour mission: « La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales, régionales et nationales et par la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier ».
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas située dans le périmètre d'application de la convention de Ramsar.

II.2.3 - Inventaires patrimoniaux

II.2.3.1- Les zones humides

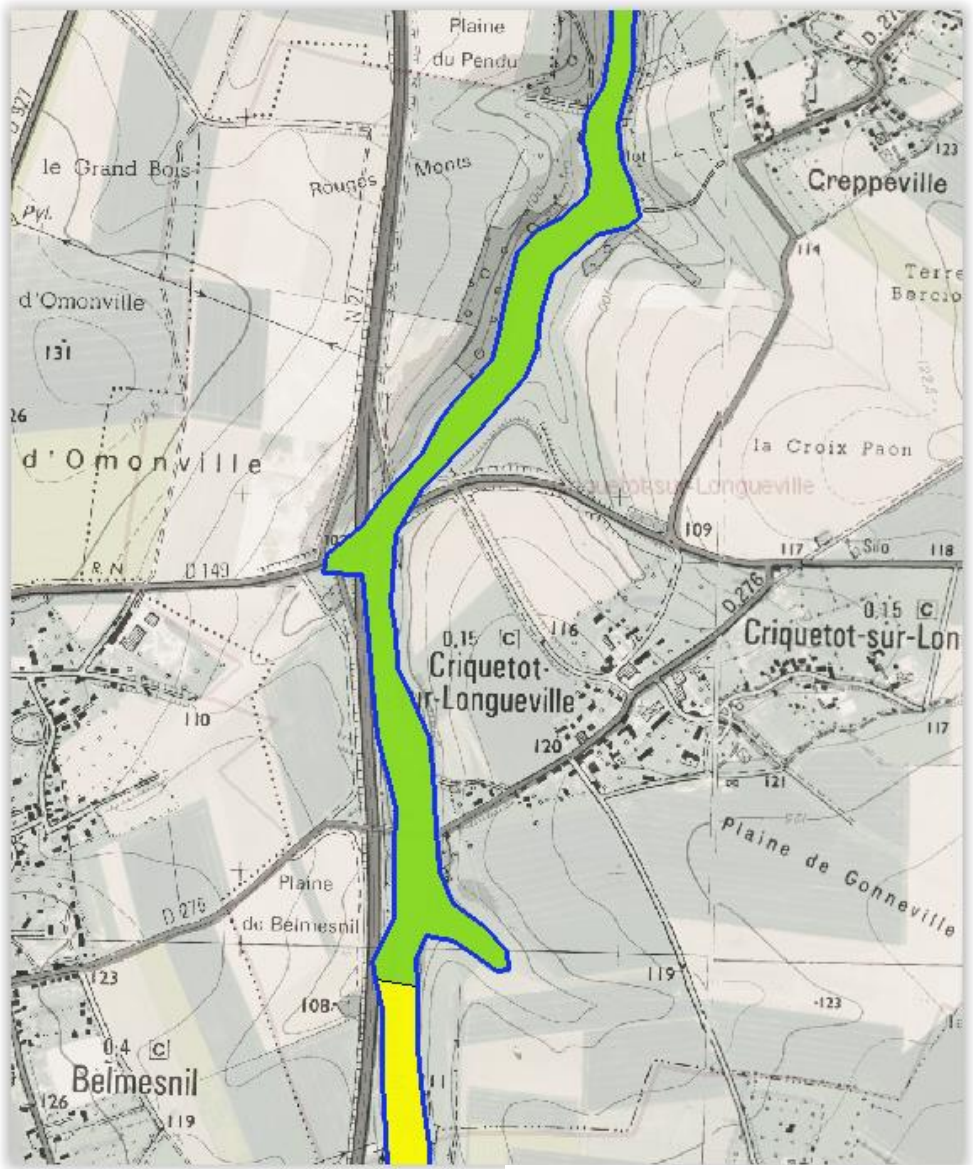
Dans leur grande majorité, les textes nationaux intéressant les zones humides figurent dans le code de l'environnement. Ils sont complétés par le code forestier, le code de l'urbanisme, le code rural et le code général des collectivités territoriales.

Le code de l'environnement instaure et définit l'objectif d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. A cette fin, il vise en particulier la préservation des zones humides. Il affirme le principe selon lequel la préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général. Il souligne que les politiques nationales, régionales et locales d'aménagement des territoires ruraux doivent prendre en compte l'importance de la conservation, l'exploitation et la gestion durable des zones humides qui sont au cœur des politiques de préservation de la diversité biologique, du paysage, de gestion des ressources en eau et de prévention des inondations. (Source www.zones-humides.eaufrance.fr)
2 typologies de zones humides sont distinguées sur le site internet Carmen (extrait ci-contre):

- Inventaire des zones humides de Haute Normandie,
- Zones à dominante humide / Etude agence de l'eau Seine-Normandie.

En raison du relief et de la pédologie, ces 2 typologies de zones humides sont identifiées sur le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE en bordure de la RN27.

Les zones humides déterminées dans l'inventaire des zones humides de Haute Normandie s'étendent du Nord au Sud du territoire, à l'ouest du bourg. La principale typologie identifiée correspond à des prairies humides et des terres arables.



Source : Carmen

II.2.3.2 - Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

En 1979, les pays membres de l'Union Européenne se sont dotés d'une directive portant spécifiquement sur la conservation des oiseaux sauvages. Cette directive prévoit la protection des habitats permettant d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages rares ou menacés, ainsi que la préservation des aires de reproduction, d'hivernage, de mue ou de migration. Le besoin d'un inventaire des sites comportant des enjeux majeurs pour la conservation des espèces d'oiseaux est donc apparu comme indispensable.
L'inventaire des ZICO couvre l'ensemble des milieux naturels du territoire métropolitain.
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas située dans le périmètre d'application d'une ZICO.

II.2.3.3 - Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Z.N.I.E.F.F.) sont des outils de connaissance des milieux naturels. L'inventaire des Z.N.I.E.F.F. identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats qui y sont liés.

Il existe deux types de Z.N.I.E.F.F :

- Les Z.N.I.E.F.F. de type I correspondent à des sites ponctuels, répertoriés en raison de la présence d'espèces animales ou végétales remarquables, rares ou protégées au niveau régional ou national. Ces zones sont particulièrement sensibles.
- Les Z.N.I.E.F.F. de type II correspondant à des vastes ensembles composés d'une mosaïque de milieux naturels diversifiés, dont le rôle écologique fonctionnel est primordial. Elles participent ainsi à l'équilibre naturel régional. Ces zones représentent des ensembles peu perturbés par l'homme.

Ainsi, le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est concerné par :

- **Aucune ZNIEFF de type I ;**
- **1 ZNIEFF de type II, intitulée : LA VALLEE DE LA SCIE**

Les éléments de détails et les cartographies sont joints dans les pages suivantes. Les informations présentées ci-dessous sont issues des fiches détaillées accessibles sur le site internet de la DREAL Haute-Normandie et du site de l'INPN.

ZNIEFF de type II: LA VALLEE DE LA SCIE

- ✓ **Superficie**: 3 346 ha

- ✓ **Intérêt de la zone :**

La znieff couvre l'ensemble des versants et du fond humide de la vallée, de Saint-Maclou de Folleville (à l'Est de Tôtes) aux sources de la Scie, à Pourville (hameau de Hautot-sur-Mer), où le fleuve côtier rejoint la Manche. Cette vallée entaille assez étroitement le plateau crayeux sur une quarantaine de kilomètres ; le fond est peu large en comparaison avec d'autres vallées côtières.

Les vallées concentrent la biodiversité. De l'amont à l'aval, du fond humide où serpente la rivière au sommet des versants prairiaux ou boisés, elles forment de vastes corridors caractérisés par une grande diversité de milieux naturels. Elles abritent notamment les zones humides, milieux d'une extrême diversité et productivité biologiques, hébergeant de nombreuses espèces spécialisées, parfois exceptionnelles. Outre cette fonctionnalité écologique, les zones humides jouent un rôle fondamental pour le recueil et l'autoépuration des eaux, la réalimentation des cours d'eau et des nappes phréatiques, la prévention des inondations.

Les flancs des coteaux et les vallons secondaires comportent des milieux prairiaux originaux, ainsi que des boisements secs àDate d'édition : 02/10/2014 http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/230009234- 3/11 - frais différents de ceux du plateau. Des haies, plus ou moins continues, prolongent les strates arborées et arbustives jusqu'au fond humide de la vallée. De nombreuses espèces végétales et animales vivent, s'abritent, se nourrissent et se reproduisent dans ces habitats de fort intérêt écologique.

Dans cette vallée, les nombreux vallons latéraux sont largement boisés et herbagers, les cultures étant assez peu présentes. Quelques pelouses sèches, calcicoles et des landes à ajoncs abritent une flore et une faune remarquables (orchidées, insectes des biotopes chauds, avifaune). Quelques cavités hébergent le Grand Murin, chauve-souris protégée, rare et vulnérable. Les prairies plus ou moins humides, les vergers, les haies, la ripisylve (boisement linéaire en bordure du lit mineur, composé d'aulnes, frênes, saules, peupliers), les mégaphorbiaies sur les rives, les bosquets le long de la voie ferrée (Rouen # Dieppe), composent le bocage du fond de la vallée. La Scie est une rivière calcaire typique, essentiellement alimentée par la nappe de la craie avec un débit moyen annuel de 1,8 m3/s à l'aval ; ses eaux fraîches et généralement bien oxygénées sont propices aux salmonidés et autres migrateurs mais leur libre circulation n'est pas assurée.

Elargi par les alluvions et les sédiments marins, le fond de la basse vallée connaît encore une influence maritime malgré la digue construite sur le front de mer. La remontée d'eaux saumâtres permet le développement d'une mosaïque de prairies légèrement halophiles, caractérisées par des espèces remarquables en forte régression : Troscart maritime, l'Oenanthe de Lachenal, le Scirpe maritime, la Betterave maritime etc. Ce petit marais littoral est aussi un habitat riche d'un point de vue faunistique, accueillant notamment de nombreuses espèces d'oiseaux,sédentaires ou de passage (fauvettes paludicoles, Martin-pêcheur, Faucon pèlerin, limicoles, canards de surface etc.). Toutefois, la pression anthropique (chasse, parking, camping) y est forte à certaines périodes et limite le potentiel écologique.$

Le Bois de Bernouville, propriété du Conservatoire du Littoral, est un des rares bois côtiers bien préservés. Caractérisé par divers groupements forestiers, il est particulièrement riche en fougères dont une espèce légalement protégée, le Polystic des montagnes. Classé en Espace Naturel Sensible par le Département de la Seine-Maritime et dans le Site d'Importance Communautaire n°FR2300139 « Littoral cauchois » du réseau Natura 2000, sa richesse naturelle peut être découverte par le biais d'un sentier nature.

Six znieff de type I ont été recensées dans cette vallée ; elles désignent des habitats particulièrement riches et fragiles : marais saumâtre, prairies humides, pelouses calcicoles, lande à ajoncs, forêts de ravin..

- **Facteurs influençant l'intérêt de la zone :**

FACTEUR	Pontentiel / Réel
Comblement, assèchement,drainage, poldérisation des zones humides	Réel
Création ou modification des berges et des digues, îles et îlots artificiels, remblais et déblais, fossés	Réel
Entretien des rivières, canaux, fossés,plans d'eau	Réel
Actions sur la végétation immergée, flottante ou amphibie, y compris faucardage et démottage	Réel
Mises en culture, travaux du sol	Réel
Traitements de fertilisation et pesticides	Réel
Pâturage	Réel
Fauchage, fenaison	Réel
Abandons de systèmes culturaux et pastoraux, apparition de friches	Réel
Entretiens liés à la sylviculture, nettoyages, épandages	Réel
Sports et loisirs de plein-air	Réel
Chasse	Réel
Pêche	Réel
Atterrissement	Réel
Eutrophisation	Réel
Fermeture du milieu	Réel

✓ **Critères d'intérêt :**

Patrimoniaux	Fonctionnels	Complémentaires
Ecologique	Expansion naturelle des crues	Paysager
Faunistique	Ralentissement du ruissellement	Historique
Oiseaux	Auto-épuration des eaux	
Mammifères	Fonctions de protection du milieu physique	
Floristique	Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales	
Ptéridophytes	Corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges	
Phanérogames	Etapes migratoires, zones de stationnement, dortoirs	
Insectes	Fonctions de régulation hydraulique	
	Soutien naturel d'étiage	
	Role naturel de protection contre l'érosion des sols	

✓ **Typologie des milieux :**

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
37.2 Prairies humides eutrophes	Informateur : BRUNET L., PEIFFER D.		
41.41 Forêts de ravin à Frêne et Sycomore	Informateur : BRUNET L., Conservatoire des Sites Naturels de Haute-Normandie		
65 Grottes	Informateur : BRUNET L.		

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
15.33 Communautés du schorre supérieur	Informateur : BRUNET L.		

✓ **Liste des espèces déterminantes :**

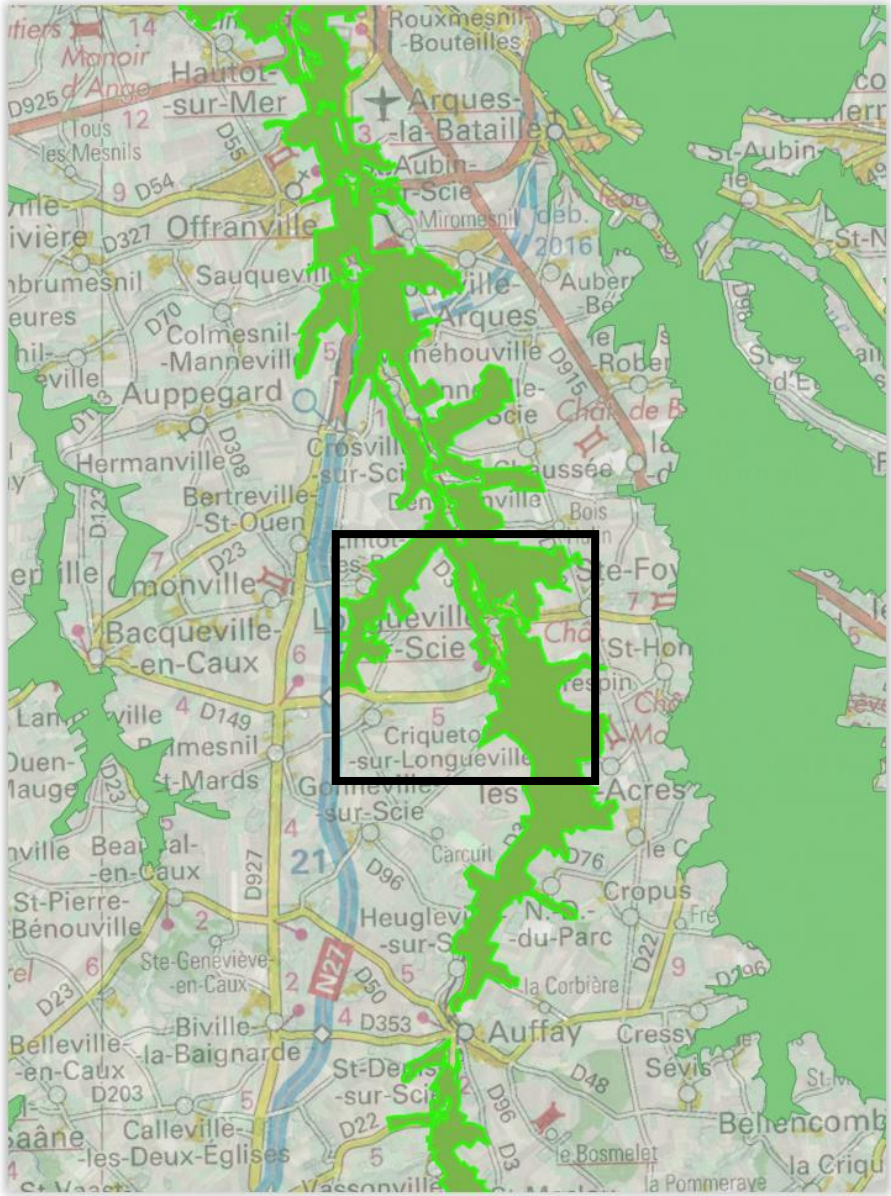
Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Insectes	53291	*Carcharodus alceae (Esper, 1780)*			Informateur : DARDENNE B.				2005
	65878	*Conocephalus dorsalis (Latreille, 1804)*			Informateur : DARDENNE B.				2005
Mammifères	60295	*Rhinolophus ferrumequinum (Schreber, 1774)*		Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : GMN, C. RIDEAU				
	60400	*Myotis emarginatus (E. Geoffroy, 1806)*		Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : GMN, C. RIDEAU				
	60408	*Myotis nattereri (Kuhl, 1817)*		Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : GMN, C. RIDEAU				
	60418	*Myotis myotis (Borkhausen, 1797)*			Informateur : Groupe Mammalogique Normand				2005
	79301	*Myotis bechsteinii (Kuhl, 1817)*		Hivernage, séjour hors reproduction	Informateur : GMN, C. RIDEAU				
Oiseaux	977	*Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)*			Informateur : BRUNET L.				2005
	1958	*Anas crecca Linnaeus, 1758*			Informateur : BRUNET L.				2005
	1966	*Anas platyrhynchos Linnaeus, 1758*			Informateur : BRUNET L., STALLEGGER P.				2005
	2440	*Phalacrocorax carbo (Linnaeus, 1758)*			Informateur : BRUNET L., STALLEGGER P.				2005
	2506	*Ardea cinerea Linnaeus, 1758*			Informateur : BRUNET L.				2005
	2517	*Ciconia ciconia (Linnaeus, 1758)*			Informateur : BRUNET L.				2005

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	2543	*Gallinago gallinago (Linnaeus, 1758)*			Informateur : BRUNET L.				2005
	2563	*Limosa limosa (Linnaeus, 1758)*			Informateur : BRUNET L.				2005
	2594	*Tringa nebularia (Gunnerus, 1767)*			Informateur : BRUNET L.				2005
	2603	*Tringa ochropus Linnaeus, 1758*			Informateur : BRUNET L.				2005
	2679	*Falco subbuteo Linnaeus, 1758*			Informateur : BRUNET L.				2005
	2938	*Falco peregrinus Tunstall, 1771*			Informateur : BRUNET L.				2005
	3036	*Rallus aquaticus Linnaeus, 1758*			Informateur : BRUNET L.				2005
	4155	*Cisticola juncidis (Rafinesque, 1810)*			Informateur : BRUNET L.				2005
Angiospermes	85798	*Berula erecta (Huds.) Coville, 1893*			Informateur : BRUNET L.				2005
	86087	*Blackstonia perfoliata (L.) Huds., 1762*			Informateur : BRUNET L.				2005
	92242	*Conopodium majus (Gouan) Loret, 1886*			Informateur : BRUNET L., Conservatoire des Sites Naturels de Haute-Normandie				2005
	94266	*Dactylorhiza maculata (L.) Soó, 1962*			Informateur : BRUNET L.				2005
	94402	*Danthonia decumbens (L.) DC., 1805*			Informateur : BRUNET L.				2005
	95933	*Eleocharis uniglumis (Link) Schult., 1824*			Informateur : BRUNET L.				2005
	102990	*Hordeum secalinum Schreb., 1771*			Informateur : BRUNET L.				2005

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut(s) Chorologique(s)	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	103245	*Hypericum androsaemum L., 1753*			Informateur : BRUNET L.				2005
	103734	*Iris foetidissima L., 1753*			Informateur : Conservatoire des Sites Naturels Haute Normandie				2005
	110927	*Orchis morio L., 1753*			Informateur : BRUNET L.				2005
	110928	*Orchis morio L., 1754*			Informateur : BRUNET L.				2002
	117164	*Ranunculus peltatus Schrank, 1789*			Informateur : BRUNET L.				2005
	117255	*Ranunculus trichophyllus Chaix, 1785*			Informateur : BRUNET L.				2005
	121793	*Scirpus tabernaemontani C.C.Gmel., 1805*			Informateur : BRUNET L.				2005
	124701	*Spiranthes spiralis (L.) Chevall., 1827*			Informateur : BRUNET L.				2005
	127546	*Triglochin maritimum L., 1753*			Informateur : BRUNET L.				2005
	130599	*Zannichellia palustris L., 1753*			Informateur : BRUNET L.				2005
	137506	*Luzula multiflora subsp. congesta (Thuill.) Arcang., 1882*			Informateur : BRUNET L.				2005
	138006	*Narcissus pseudonarcissus L. subsp. pseudonarcissus*			Informateur : Conservatoire des Sites Naturels Haute Normandie				2005
Fougères	115041	*Polystichum aculeatum (L.) Roth, 1799*			Informateur : BRUNET L.				2005

Cartographie de la ZNIEFF de type II sur CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE :

Cette dernière se situe au Nord du territoire et englobe les masses boisées.



Source : INPN

I.2.3.4 - Les espaces naturels sensibles

*Afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés à l'article L. 110, le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non. (*Article L142-1 du code de l'Urbanisme).

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE ne fait pas partie d'un espace naturel sensible.

II.2.4 - Sites et paysage

II.2.4.1 - Les Sites classés

Les sites classés sont des lieux dont le caractère exceptionnel justifie une protection de niveau national. L'objectif est de conserver les caractéristiques du site en le préservant de toute atteinte à l'esprit des lieux.

A début, étaient classés des éléments remarquables, isolés et menacés de dégradation (rochers, cascades, fontaines, sources, grottes, arbres...), des châteaux et leurs parcs. Ensuite, les protections ont progressivement porté sur de plus vastes étendues : massifs, forêts, îles... par exemple, les Gorges du Tarn, le massif du Mont-Blanc ou l'île de Ré. Les lieux de mémoire, comme le champ de bataille de Verdun, font aussi l'objet d'une protection au titre de l'Histoire.

Aucun site classé n'est identifié à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.

II.2.4.2 - Les Sites inscrits

Un site naturel inscrit désigne les sites naturels dont l'intérêt paysager, artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque exceptionnel qui, sans présenter une valeur ou une fragilité telle que soit justifié leur classement, ont suffisamment d'intérêt pour que leur évolution soit surveillée de très près. Cette surveillance se fait sous la forme d'une consultation de l'architecte des Bâtiments de France sur les travaux qui y sont entrepris.

Aucun site inscrit n'est identifié sur CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.

II.2.4.3 - L'opération Grand Site

Une Opération Grand Site est la démarche proposée par l'Etat aux collectivités territoriales pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle permet de définir et de mettre en œuvre un projet concerté de restauration, de préservation et de mise en valeur du territoire. Il s'agit de retrouver les qualités qui ont fait la renommée du site, mais aussi d'élaborer un projet qui permette d'en assurer la pérennité et de mettre en valeur le site dans toute sa diversité.

Une Opération Grand Site poursuit trois objectifs :

- Restaurer et protéger activement la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site ;
- Améliorer la qualité de la visite (accueil, stationnements, circuits, information, animations) dans le respect du site ;
- Favoriser le développement socio-économique local dans le respect des habitants.

La démarche comporte différentes étapes que les partenaires conduisent ensemble. Elle aboutit à un programme d'études et de travaux mis en œuvre par le gestionnaire du site (souvent un regroupement de collectivités territoriales), grâce à des financements apportés par l'Etat, les collectivités et le cas échéant l'Union européenne.
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas située dans le périmètre d'application d'une opération grand site.

II.2.5 - Les continuités écologiques

II.2.5.1 - La Trame Verte et Bleue

La Trame verte et bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques.
La Trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'homme leurs services.
Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. La Trame verte et bleue est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

La conception de la TVB repose sur 3 niveaux emboités :

- ✓ des orientations nationales adoptées par décret en Conseil d'Etat en application des lois Grenelle de l'environnement,
- ✓ des Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) qui respectent les orientations nationales, et qui sont co-élaborés d'ici fin 2012 par l'Etat et la Région dans le cadre d'une démarche participative.
- ✓ la prise en compte des SRCE par les documents de planification et projets de l'Etat et des collectivités territoriales et de leurs groupements, particulièrement en matière d'aménagement de l'espace et d'urbanisme (SCOT, PLU...).

- **Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)**

En Haute-Normandie, les réflexions sur l'élaboration du SRCE ont été conduites en plusieurs étapes :

- ➢ Identification des enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la restauration des continuités écologiques ;
- ➢ Identification de l'ensemble des composantes de la trame verte et bleue ;
- ➢ Cartographie de la trame verte et bleue à l'échelle de la région ;
- ➢ Détermination des mesures mobilisables pour la préservation ou la restauration des continuités écologiques.

Les espaces agricoles, bien que présentant une valeur patrimoniale moins importante que les réservoirs précédemment exposés sont des supports pour le déplacement et/ou la chasse de certaines espèces faunistiques et jouent ainsi un rôle dans la trame verte du territoire haut-normand.

A l'image des espaces agricoles, les versants et coteaux jouent un rôle certain dans la trame verte du territoire. L'élaboration du SRCE s'organise autour d'une instance clé : le Comité Régional Trame Verte et Bleue (CRTVB) composé de plusieurs collèges représentant les collectivités territoriales et leurs groupements, les organismes socio-professionnels, les usagers de la nature, les associations, les organismes ou fondations œuvrant pour la biodiversité, les gestionnaires d'espaces naturels, des représentants de l'Etat ainsi que des scientifiques et des personnes qualifiées.

Approuvé à l'unanimité par le conseil régional de Haute-Normandie le 13 octobre 2014 et adopté par arrêté du préfet de région le 18 novembre 2014, le SRCE de Haute Normandie est le cinquième SRCE adopté en France.

La communes de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE regroupe des corridors et réservoirs calcicoles, boisées et humides.

❖ **Réservoirs identifiés au SRCE :**

- Réservoirs boisés ;
- Réservoirs calcicoles ;
- Réservoirs humides.

❖ **Corridors identifiés au SRCE :**

- Corridor calcicole pour espèces à faible déplacement ;
- Corridor sylvo-arboré pour espèces à faible déplacement ;
- Corridor zone humide pour espèces à faible déplacement ;
- Corridor pour espèces à fort déplacement.

La carte des enjeux fait ressortir les continuités à rendre fonctionnelles en priorité situées au niveau de la vallée et au Sud du territoire (masse boisée).

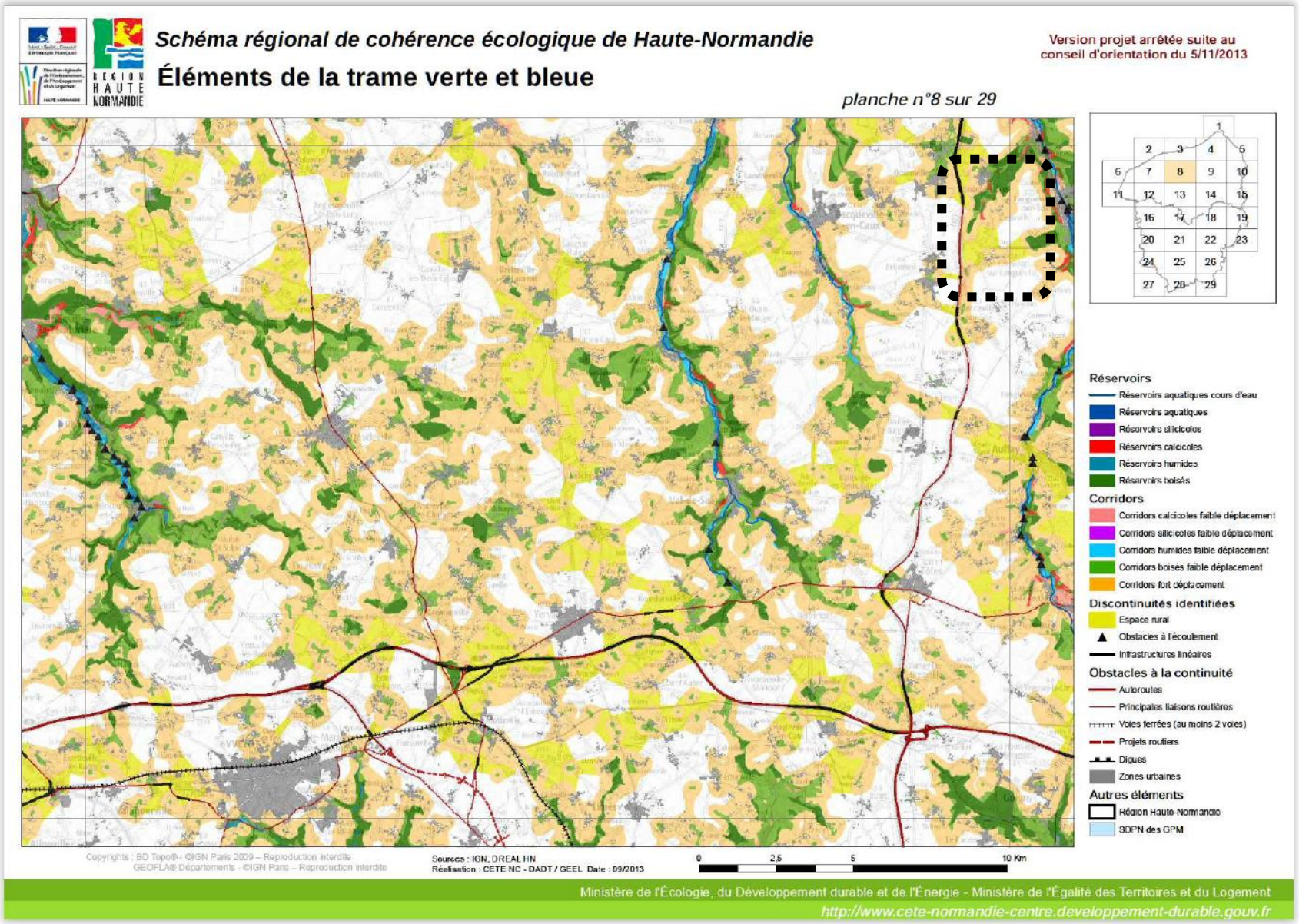
Le PLU devra intégrer la trame verte et bleue conformément à l'article L. 371-3 du Code de l'environnement :

- *« les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme » ;*
- *« les documents de planification et les projets (...) des collectivités territoriales et de leurs groupements prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique et précisent les mesures permettant d'éviter, de réduire et, le cas échéant, de compenser les atteintes aux continuités écologiques que la mise en œuvre de ces documents de planification, projets ou infrastructures linéaires sont susceptibles d'entraîner ».*

L'ensemble de ces éléments devra être préservé sur le territoire communal, afin de conserver la fonctionnalité des milieux naturels.

II.2.5.2 - La trame verte et bleue à l'échelle locale

L'élaboration du PLU n'aura pas d'incidence sur la trame verte et bleue. Le PLU viendra renforcer et protéger la trame verte et bleue en certains points en implantant notamment des alignements d'arbres, des haies ou des mares.


Schéma régional de cohérence écologique de Haute-Normandie
Éléments de la trame verte et bleue
Version projet arrêtée suite au conseil d'orientation du 5/11/2013
planche n°8 sur 29
1
2 3 4 5
6 7 8 9 10
11 12 13 14 15
16 17 18 19
20 21 22 23
24 25 26
27 28 29
Réservoirs
Réservoirs aquatiques cours d'eau
Réservoirs aquatiques
Réservoirs silicicoles
Réservoirs calcicoles
Réservoirs humides
Réservoirs boisés
Corridors
Corridors calcicoles faible déplacement
Corridors silicicoles faible déplacement
Corridors humides faible déplacement
Corridors boisés faible déplacement
Corridors fort déplacement
Discontinuités identifiées
Espace rural
Obstacles à l'écoulement
Infrastructures linéaires
Obstacles à la continuité
Autoroutes
Principales liaisons routières
Voies ferrées (au moins 2 voies)
Projets routiers
Digues
Zones urbaines
Autres éléments
Région Haute-Normandie
SDPN des GPM
Copyrights : BD Topo® - ©IGN Paris 2009 – Reproduction interdite
GEOFLA® Départements - ©IGN Paris – Reproduction interdite
Sources : IGN, DREAL HN
Réalisation : CETE NC - DADT / GEEL Date : 09/2013
0 2,5 5 10 Km
Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie - Ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement
http://www.cete-normandie-centre.developpement-durable.gouv.fr

II.3 - Le paysage



INSCRIPTION DANS LE GRAND PAYSAGE

La commune de Criquetot sur Longueville se situe dans la région Haute Normandie, département de la Seine Maritime.
Elle s'inscrit au Nord-Ouest du département, entre Dieppe et Rouen, respectivement à 20 et 47 km.

Le département est délimité dans sa partie sud par la Seine et au Nord par la Manche. Un important réseau hydrographique parcours le territoire. Au Nord du département, le réseau s'oriente Sud Nord, créant de nombreuses vallées entrecoupées de plateaux agricoles, le relief est dicté par le réseau hydrographique. La commune de Criquetot sur Longueville se situe sur un plateau à proximité de la vallée de Scie s'orientant Sud-Nord et se jetant dans la Manche.
Au Sud également de nombreuses rivières se jetant dans la Seine ont façonné le paysage en vallée orienté Nord-Sud.

La trame viaire du département a naturellement suivi la topographie et le réseau hydrographique. Ainsi la RN27 axe Nord Sud important entre la ville de Dieppe et de Rouen, suit sur une grande partie l'orientation de la vallée de la Scie.

SOUS ENTITES DU TERRITOIRE

LE PAYS DE CAUX



Le territoire de la commune se trouve sur un terroir spécifique : le Pays de Caux. Ce terroir s'étend sur une grande partie Ouest du département. Il se caractérise par de vastes plateaux agricoles ouverts sur l'horizon, des fermes isolées par des talus plantés les clos masures, et des vallées façonnées par des rivières et boisées.



La trame viaire suit la topographie induit par le réseau hydrographique.

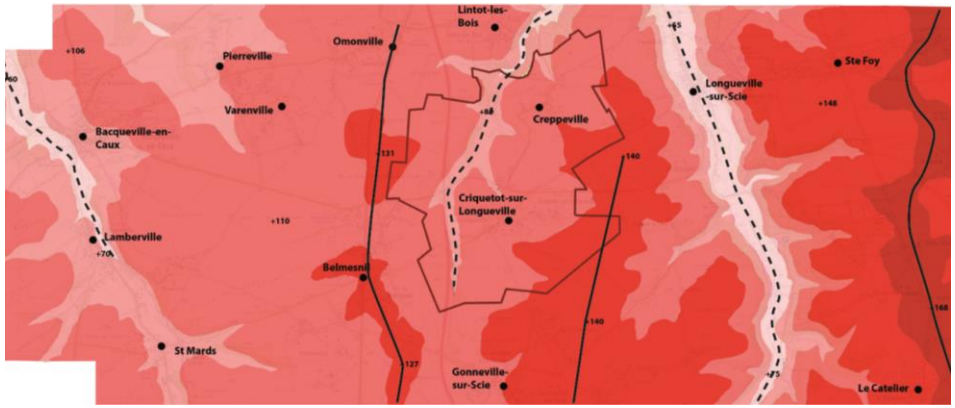
L'A 29 suit l'orientation générale de la Seine et traverse le plateau d'Est en Ouest, entre le bassin versant de la Manche au Nord et celui de la Seine au Sud.

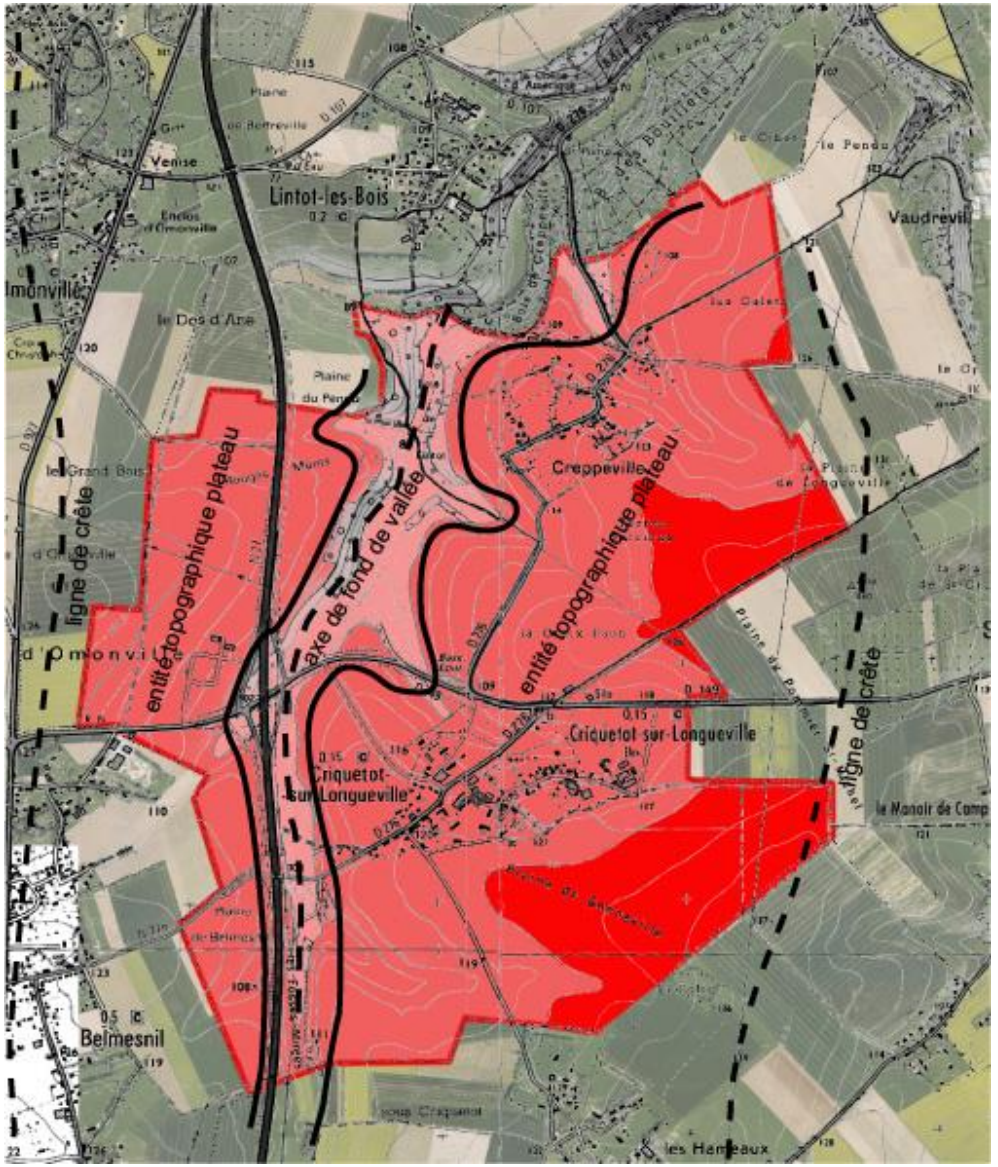
Le réseau secondaire suit également le réseau hydrographique, la N27 s'oriente dans la même direction que la vallée de la Scie.

LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

LE RELIEF

Le territoire de la commune de Criquetot sur Longueville possède deux entités urbaines. L'entité du bourg de Criquetot sur Longueville s'organise au Sud de la RD 149 et l'entité du hameau de Creppeville s'organise au Nord de la RD 149. Les deux entités urbaines sont reliées par la D 276.
La commune de Criquetot sur Longueville s'est développée sur un plateau entre la vallée de la Scie à l'Est et la vallée de la Vienne à l'Ouest. Ces deux vallées sont orientées Nord/Sud.
Une vallée sèche traverse la commune à l'ouest du bourg de Criquetot sur Longueville et du hameau de Creppeville. Cette vallée s'oriente Sud-ouest / Nord-est et rejoint la vallée de la Scie. Les deux entités urbaines, le bourg et le hameau se trouvent sur le plateau à l'est de la vallée sèche.





LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

ENTITES TOPOGRAPHIQUES – Le plateau

Les points hauts de la commune se trouvent sur le plateau à l'est de la commune. La ligne de crête s'oriente Nord Sud parallèlement à la vallée de la Scie. Le point haut de la commune est de 135m et se trouve au Sud-est de Criquetot sur Longueville.
Le plateau occupe l'est du territoire communal, il entoure le bourg de Criquetot sur Longueville et l'est du hameau de Creppeville.
Le plateau présente de larges ouvertures sur l'horizon.
Ce plateau est majoritairement agricole et donne un paysage d'openfield caractéristique du pays de Caux, limité par les bourgs et les vallées boisées.



ENTITES TOPOGRAPHIQUES - La vallée sèche

A l'ouest du bourg et du hameau et au nord de Creppevillle s'inscrit une vallée sèche. Au nord de Creppeville une partie du fond de la vallée est occupée par la trame viaire (D276) qui relie Creppeville à Lintot les Bois et Dénestanville.
Le fond de la vallée ou thalweg a une altitude de +80m. Les versants ont des pentes faibles, d'où une transition douce avec le plateau, le caractérisant ainsi de plateau ondulé.
Cette vallée est essentiellement à vocation de pâture-prairie et de boisement. Les ourlets boisés remontent jusqu'aux limites du hameau de Creppeville et marquent une limite avec les communes à l'ouest et au nord.
Cette vallée sèche rejoint au nord la vallée de la Scie dans un axe sud-ouest / nord-est.



LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE



ENTITES TOPOGRAPHIQUES - La vallon de la RN

L'aménagement de la RN 27, coupe le territoire de la commune du nord au sud et sépare les bourgs des communes à l'ouest (Belmesnil, Bacqueville).
Au niveau de la sortie et au sud de la RD 149, la RN s'insère dans un petit vallon lié à la vallée sèche. Des boisements compensatoires ont été réalisés pour atténuer les nuances dans le bourg de Criquetot sur Longueville.
Au nord de ce carrefour, la RN remonte sur le plateau. La création de cette voie rapide s'est accompagnée de mesure compensatoire comme des talus plantés à proximité directe avec la voie. Ces talus enferment le conducteur par rapport au paysage, alors qu'au nord du carrefour l'insertion paysagère de la RN dans la topographie existante permet une ouverture sur le paysage.





LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

ELEMENTS ET ENTITES PAYSAGERES

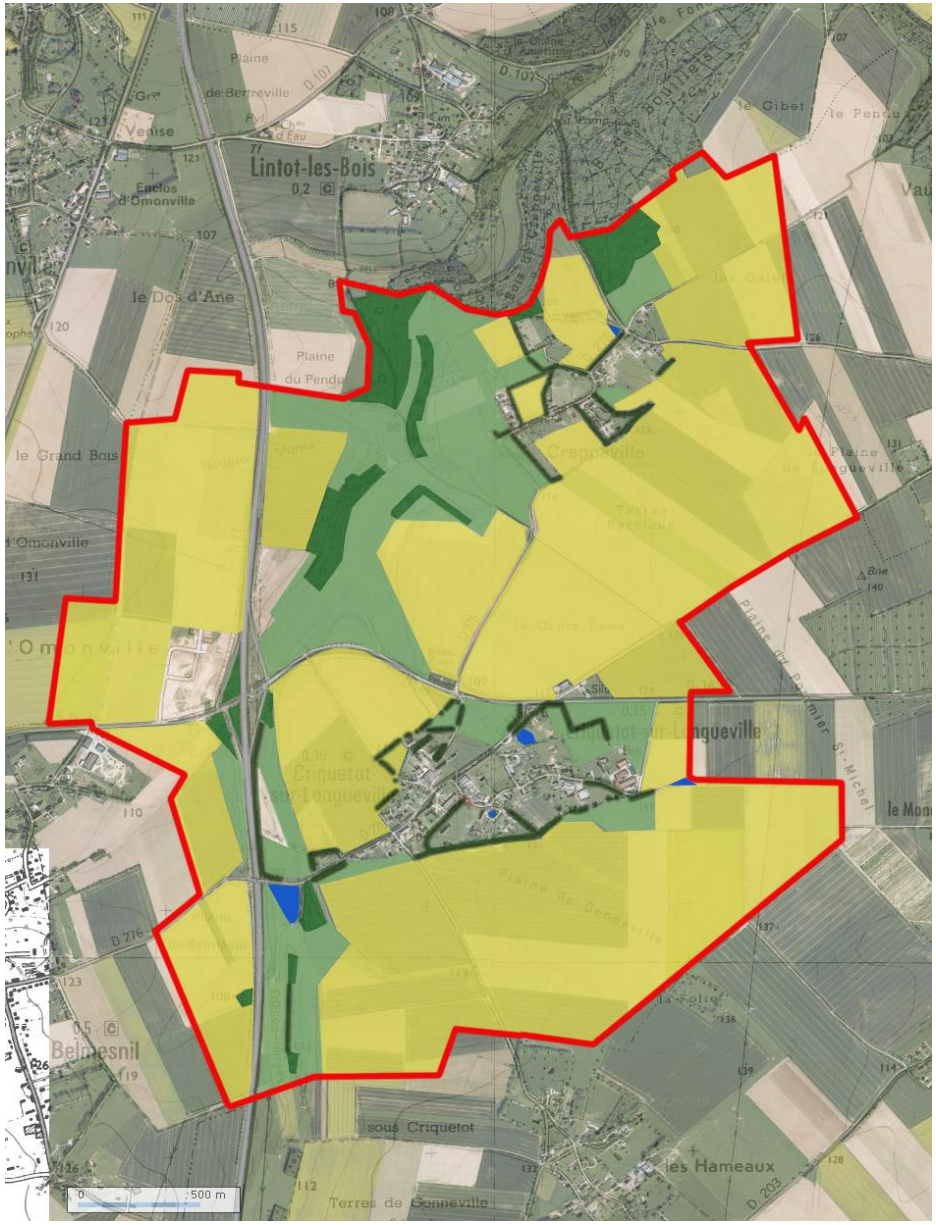
Criquetot sur Longueville possède un vocabulaire paysager riche, composé de différents éléments tels que les plateaux ondulés agricoles, les bois et pâtures, le patrimoine rural. Il s'agit d'un vocabulaire faisant parti du patrimoine naturel, historique et bâti de la commune.

Les éléments et les entités paysagères sont conditionnés par la nature du socle géographique et son relief. Ce socle influence la nature et l'occupation végétale en surface :

- La culture agricole intensive sur le plateau
- Les boisements liés aux versants de la vallée sèche
- Un maillage de haies autour et dans le village
- Les boisements et haies liés à l'implantation topographique de la RN

Sur le territoire de la commune, nous pouvons distinguer 4 grandes entités paysagères liées aux entités topographiques :

1- Entité plateau agricole
2- Entité boisé en fond de vallée sèche
3- Entité de vallée induit par la RN avec l'implantation de la zone d'activité
4- Entité du bourg et du hameau



- **Entité agricole** : l'activité agricole se situe principalement sur le plateau. Une typologie rurale propre au territoire se développant autour des lignes de crête.



- **Entité boisé** : située sur les versants de la vallée sèche et accompagnée de pâture, elle offre une transition entre la vallée et le plateau. Elle assure aussi un lien paysager entre le Nord et le Sud.



- **Entité paysagère liée à la RN :** des boisements, des haies et des zones enherbés accompagnent la RN pour une meilleure intégration de celle-ci dans le paysage. Cette entité s'accompagne de la zone d'activité qui utilise cet axe fort pour sa visibilité. **Il n'y a aucune intégration végétale de la zone d'activité.** Situé à proximité d'espace agricole ouvert elle est très visible.





- **Entité du bourg et du hameau :** le bourg et le hameau sont caractérisés par leurs haies qui constituent une couronne végétale généreuse. La végétation caractérise ses lieux d'habitations.

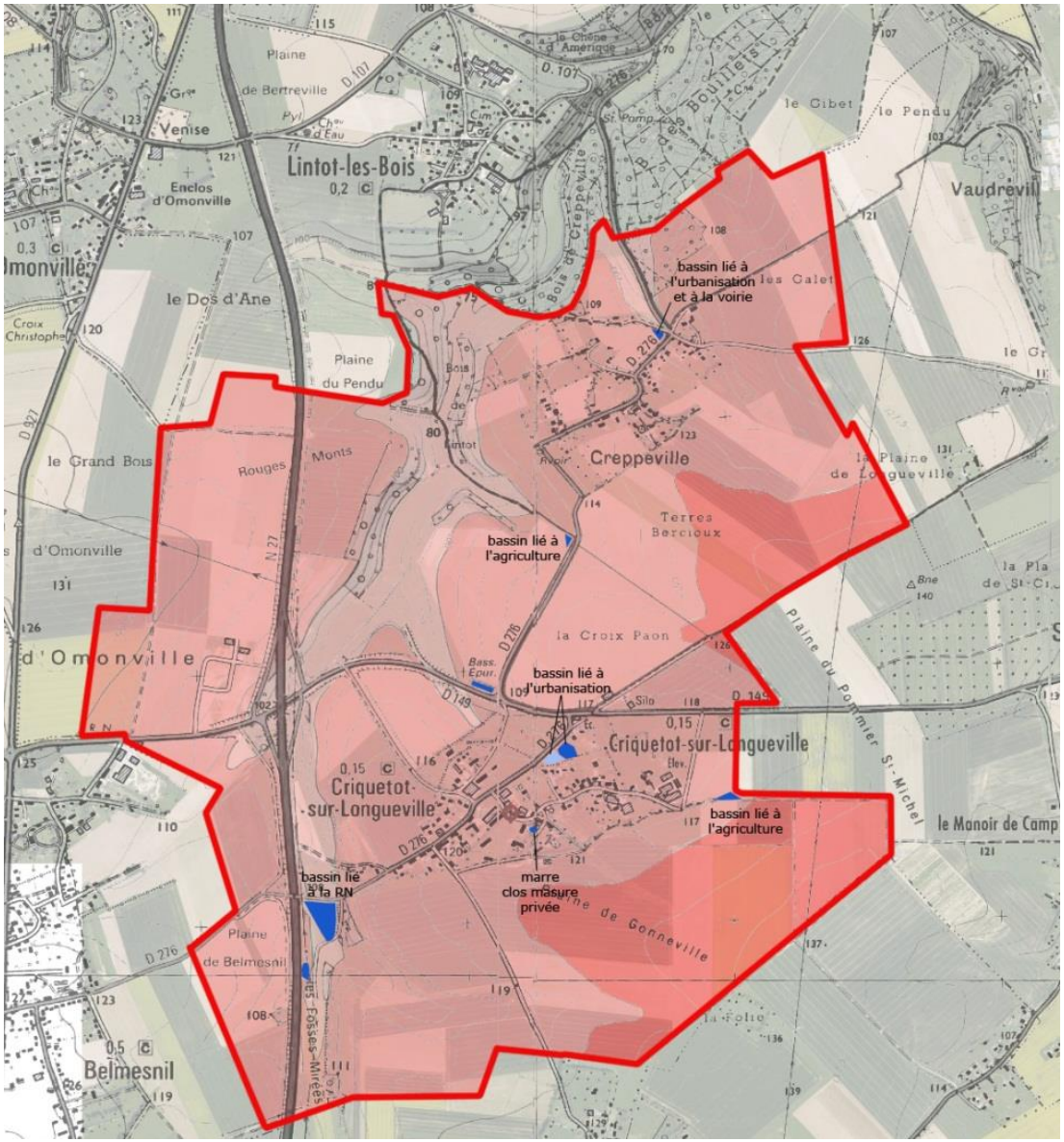




LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

LA PRESENCE DE L'EAU

L'eau se présente sur le territoire de la commune essentiellement par les ruissellements et les ouvrages techniques permettant de recueillir ces eaux de ruissellement. L'eau se présente de manière occasionnelle. Dans la commune nous distinguons l'étang et le terrain de basket. Dans le hameau un bassin de rétention se trouve au croisement de la D276 au Nord.









Rétention d'eau crée en parallèle de la RN 27.



Les espaces agricoles possèdent aussi des bassins de rétentions en limite de parcelles et/ou aux abords des chemins.

LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

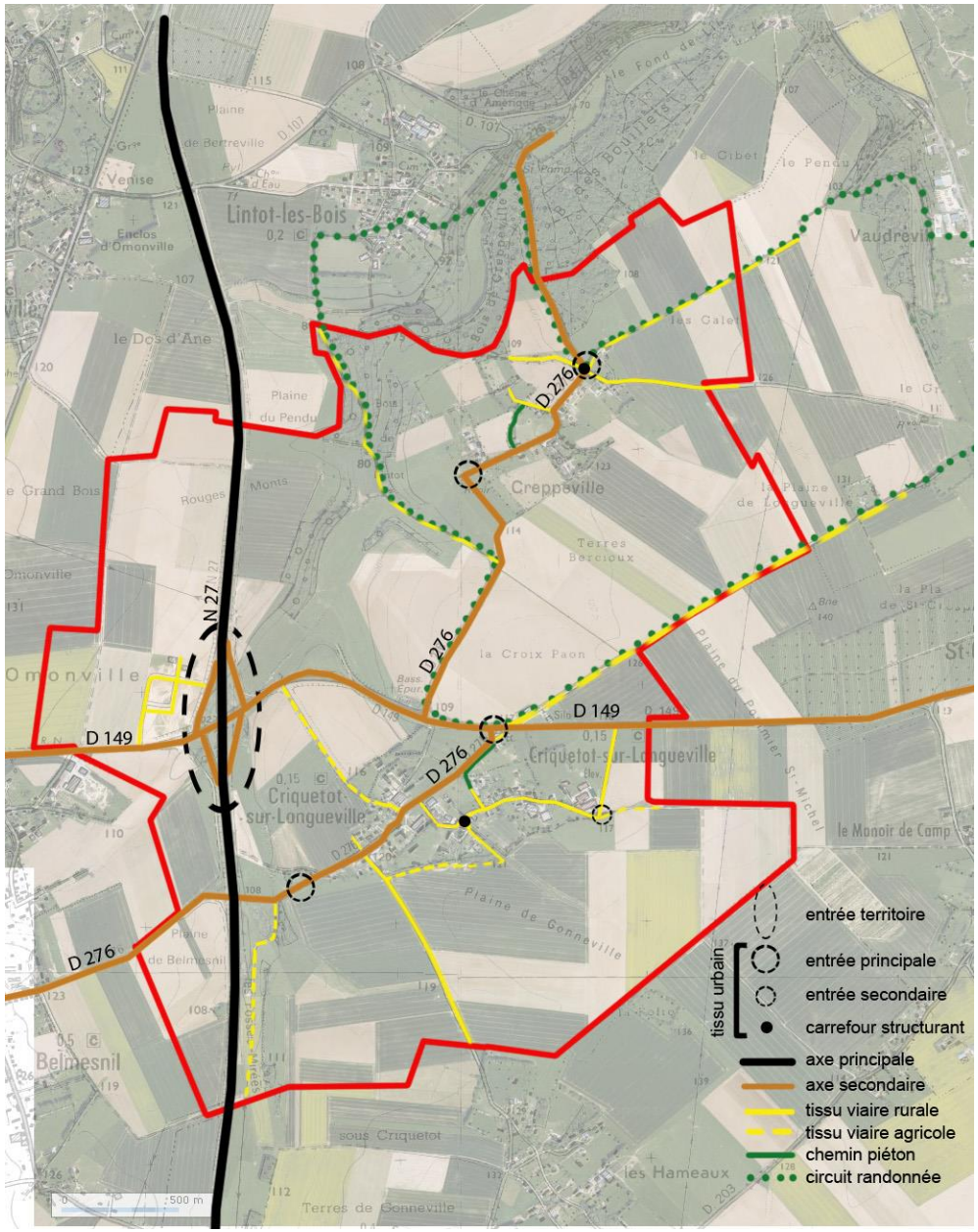


TRAME VIAIRE DU TERRITOIRE

Le territoire de la commune possède un tissu viaire hiérarchisé et structurant qui participe à l'identité du territoire. Nous distinguons :

- ***La route nationale RN 27***

Axe fort, il permet de relié la ville à Dieppe (20km), à Rouen (47km). Cette voie est parallèle à la vallée de la Scie. Elle s'est inscrite au sud de la commune dans un vallon sec et remonte au nord sur le plateau.
Cet axe coupe le territoire de la commune en deux. Il sépare le bourg et le hameau des plateaux agricoles ainsi que des communes à l'Ouest.



- ***La voie départementale D149***

Perpendiculaire aux vallées, cette départementale délimite le nord du bourg de Criquetot sur Longueville. Elle relie le bourg à Longueville sur Scie et à la RN 27 (Dieppe et Rouen). Elle traverse perpendiculairement la vallée sèche et la vallée de la Scie. Cette voie offre une diversité visuelle et permet de comprendre la topographie du territoire.



- ***Le tissu viaire secondaire structurant aux dimensions rurales :***

La D276 est un axe parallèle au fond de la vallée sèche, cette départementale traverse le bourg de Criquetot et le hameau de Creppeville. Il relie le bourg et le hameau. Il s'agit d'un axe structurant pour le hameau de Creppeville, qui s'est développé le long de cette voie.
Il structure également le bourg de Criquetot avec la rue de l'église. Cette typologie viaire s'inscrit avec un vocabulaire rural.
Différentes typologies et aussi différentes largeurs :



Rue cavée Rue avec pignon et espace public Rue ouverte sur le paysage

Criquetot s'articule autour de la place et de la rue de l'église. Cette rue n'est pourtant pas qualifiée comme la rue principale mais présente un bâti intéressant et un espace public à requalifier qui marquerait une centralité au bourg.

La typologie traditionnelle des rues cavées se retrouve encore aux abords des fermes. Au niveau des habitations récentes les talus ont disparus changeant la typologie.





- ***Les chemins agricoles***

Ils entourent le bourg et le hameau et assurent la liaison entre les différentes entités. Ce sont des voies peu larges s'appuyant sur la topographie naturelle.



- ***Le tissu viaire piétonnier rural***

Creppeville possède un chemin piéton de qualité, bordé d'arbres de hauts jets et haies champêtres. Ce chemin continue la rue fleurie, longe les habitations et permet de relier des habitats diffus au Nord du hameau.

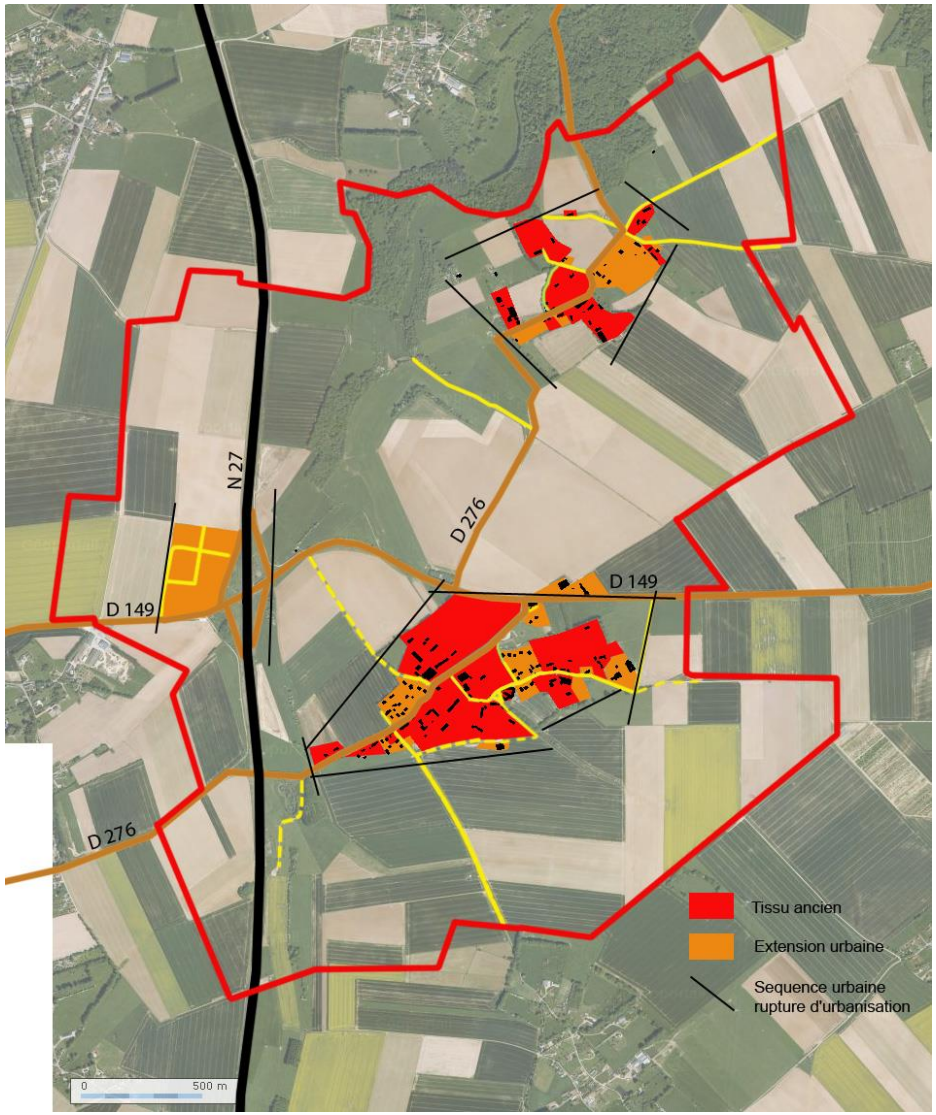
Criquetot a aménagé un chemin piétonnier entre la mairie et deux quartiers pavillonnaires. Ce chemin permet de relier l'entrée de la commune au centre bourg. Ce tissu viaire s'inscrit à l'échelle locale (liaison entre deux quartiers. La commune ne possède pas un tissu piétonnier structurant à l'échelle de son territoire.




Un circuit de randonnée balisé traverse le territoire communal. Il s'articule majoritairement sur les chemins agricoles, mais aussi sur la D149 et 276. Il passe au nord de Criquetot et permet de découvrir le bois de la vallée sèche et le nord de Creppeville. Ces chemins sont à valoriser, voir à développer pour les faire passer dans le bourg et le hameau pour faire découvrir le patrimoine architectural de qualité et les fermes vendant des produits de terroir.

LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

EVOLUTION DU PAYSAGE DE LA COMMUNE



Le bourg de Criquetot et le hameau de Creppeville se sont développés sur le plateau entre la vallée sèche et la vallée de la Scie. L'arrivée de la RN 27 a changé la hiérarchie des voies de circulation. La route reliant Longueville à Creppeville importante sur la carte Cassini, est devenue un chemin de la trame rurale.

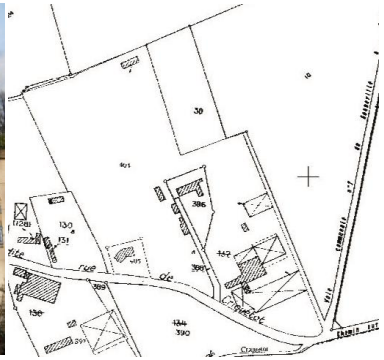


La commune de Criquetot s'est développée autour de la place de l'église. Avant l'implantation de la RN 27, Criquetot se trouvait au croisement de plusieurs routes reliant la commune aux autres communes à l'est et à l'ouest (cf. carte minute major). Ainsi nous retrouvons autour de la place de l'église le carrefour historique à l'origine de l'existence de la commune. Ce carrefour s'accompagne donc d'un tissu bâti ancien. Le tissu urbain de la commune comporte des éléments très qualitatif, préservé et fidèle au paysage locale. La présence de clos masure ayant conservé leur patrimoine bâti et végétal est à noter et à protéger. Ces grandes propriétés rassemble des bâtiments d'habitations, à vocations agricoles et des éléments paysagers comme des marres, arbres isolés, vergés… Sur la place de l'église un bel exemple d'autre est à noter : la ferme du colombier.



Des extensions urbaines sont venues s'insérer entre le tissu ancien, parfois même à l'intérieur d'un clos masure divisant la parcelle et brouillant ainsi la lisibilité d'origine. Ce mitage par des bâtiments récents banalise le paysage de la commune et fait perdre la valeur des clos masures d'origines.





Creppeville s'est développé autour de la D276 et des voiries perpendiculaires. A l'origine, le hameau se composait de petits îlots bâtis, reliés par les voiries, laissant de vastes espaces libres entre chacun d'eux. Beaucoup de bâtiments récents se sont implantés dans ces vides. Ces habitations construites rapidement et a bon marché s'intègre parfois difficilement dans le paysage du hameau.





L'arrivée de la RN27 a centralisé le trafic et hiérarchisé la trame viaire. La RN 27 est devenu l'axe fort et coupe les liaisons directes avec les communes à l'ouest. La D276 est la seule route qui mène depuis Criquetot aux communes à l'ouest de la RN27



La D276 est devenu un axe important de la commune, permettant la liaison avec le RD 149 menant à Longueville sur Scie, et également avec les communes à l'ouest de la RN. La centralité de la commune de Criquetot s'est déplacée de la place de l'église vers la D276, sans pour autant marquer une nouvelle centralité. Ainsi les deux entrées principales de la commune se trouvent sur le D 276.
Entrée principale au nord de la commune, au carrefour entre la RD 149 et la RD 276. Elle est marquée par deux alignements sur talus (identité du territoire).

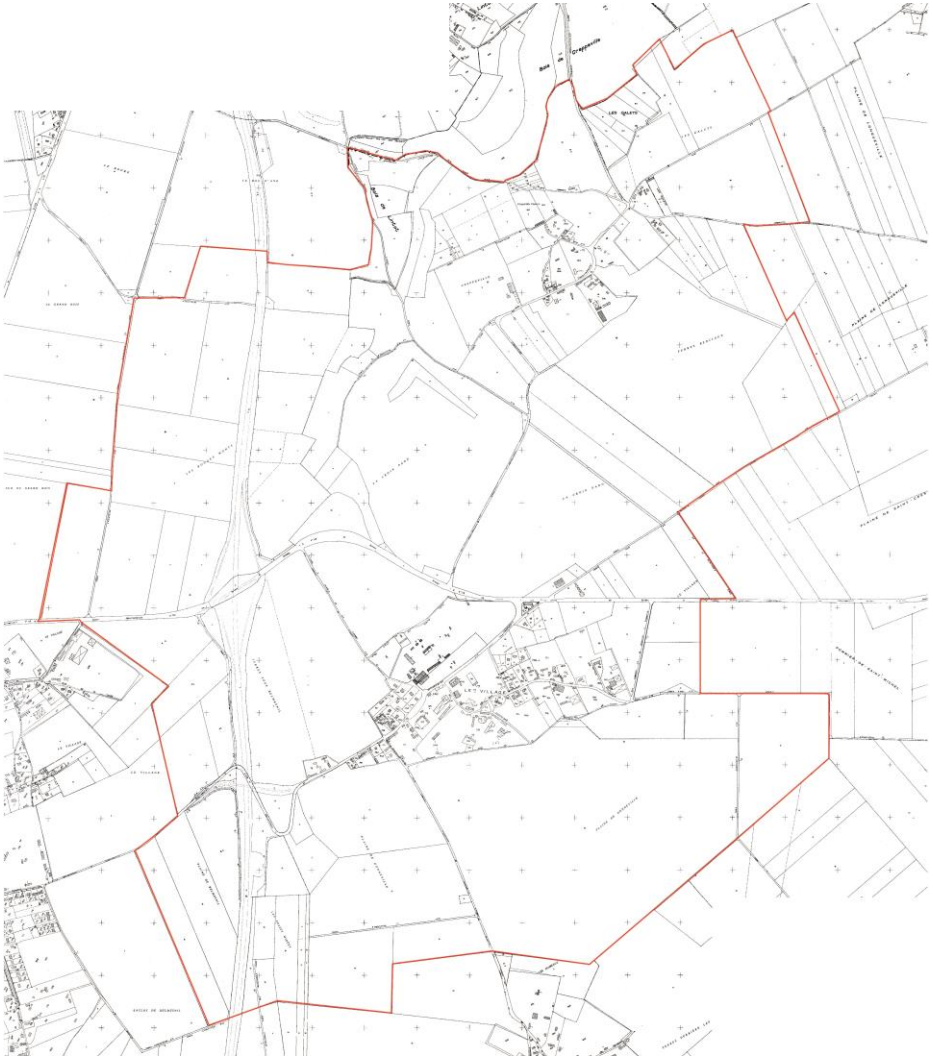


Entrée Sud-ouest sur la D276 vers Belmesnil.
Elle est marquée par un beau chêne dans une propriété privée et d'un alignement sur talus longeant la rue. La haie sur talus est typique du pays de Caux.



Entrée secondaire au nord-est de la commune, également marquée par une haie sur talus. Cette entrée se situe entre une ferme et une pâture. Les haies marquent l'identité d'une commune rurale du Pays de Caux.

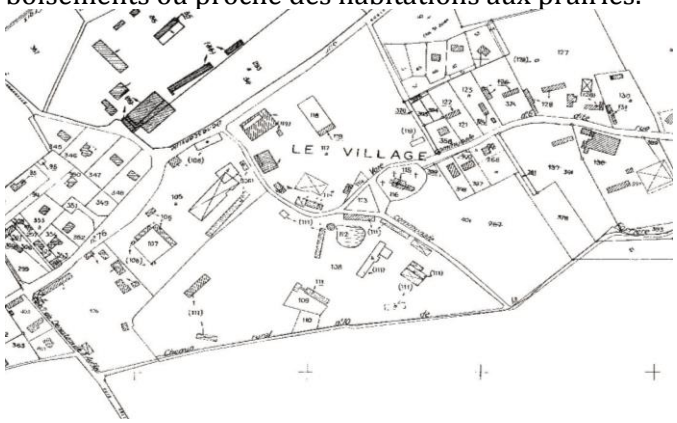
LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE



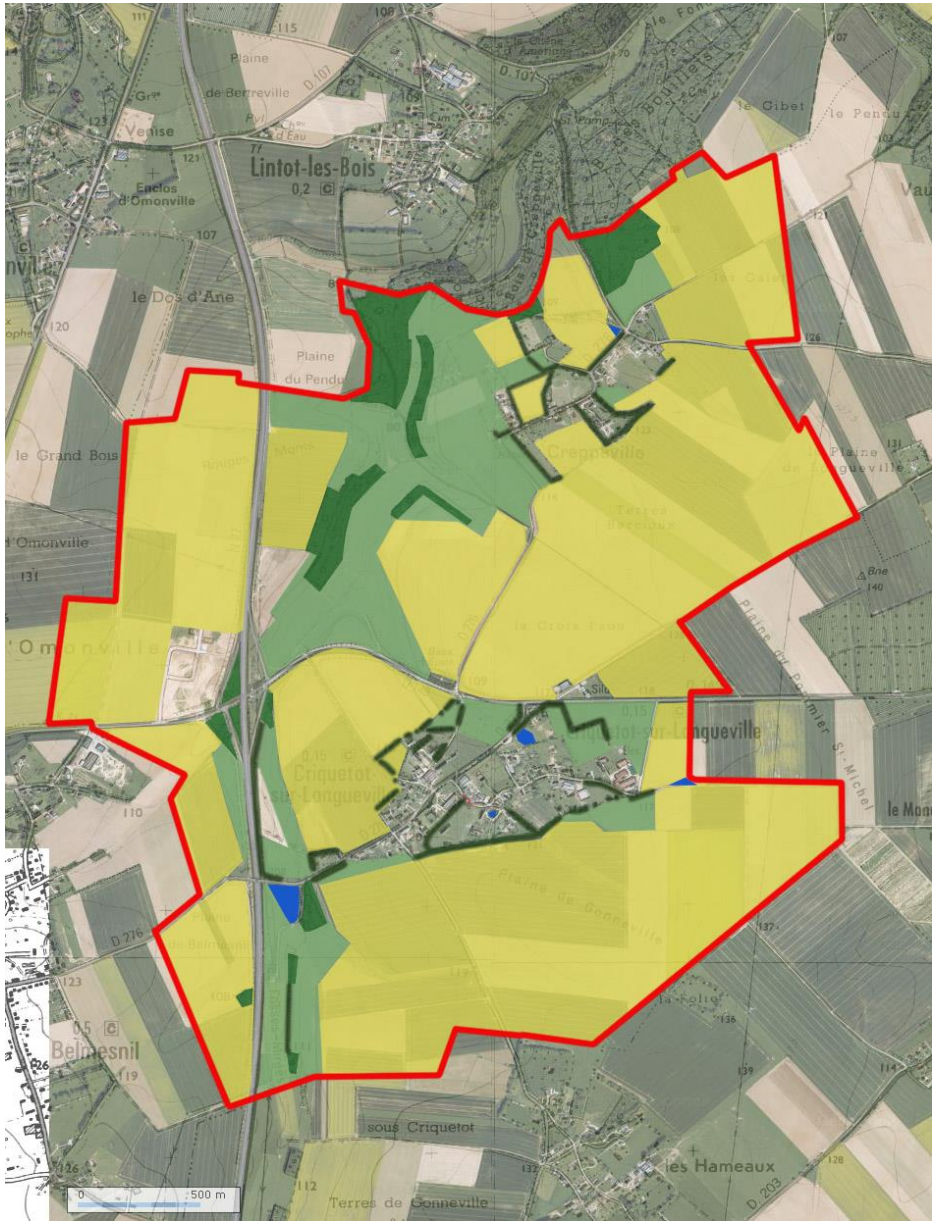
ORGANISATION PARCELLAIRE



Nous distinguons des grandes parcelles liées à l'activité agricole intensive (remembrement) et de plus petites parcelles correspondant aux boisements ou proche des habitations aux prairies.



Au niveau du bourg et du hameau, nous distinguons les grandes parcelles liées au clos masure. Le clos masure est composé d'une maison d'habitation, de corps de ferme, de verger, voir comme à Criquetot de colombier et de marre. D'autres parcelles plus petites correspondent aux habitations résidentielles.



LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

La spécificité de la commune est marquée par une relation particulière entre le cadre naturel, boisé et champêtre de la vallée sèche et le plateau ondulé agricole. Le paysage demeure le principal organisateur de la composition urbaine avec une dimension végétale à l'échelle du village et de son territoire.

La commune possède un potentiel exceptionnel en structures végétales. Le végétal accompagne et met en scène les limites, l'organisation des bâtiments, les entrées de la commune et du hameau.

Criquetot sur Longueville donne une image aux multiples attraits.
Nous avons repérés quatre paysages majeurs :

- les vastes espaces agricoles ouverts sur le plateau,
  la vallée sèche à caractère boisés et champêtre,
- un village et un hameau verdoyant et arboré,
- la vallée qui a créée l'implantation de la RN.

Espaces boisés

Pâturages

Terres cultivées

Alignements d'arbres

Le plateau agricole

Le territoire de la commune présente une répartition claire des espaces à vocation agricole. Ils sont situés sur le plateau. Il s'agit d'un paysage ouvert qualifié d'openfield. Cette ample étendue qui offre des perspectives, des dégagements sur les horizons agricoles apporte un contraste avec le maillage dense du végétal de la vallée. Cette entité végétale offre une respiration paysagère entre les communes et identifie les limites végétales ainsi que les horizons de la commune. Elles sont ponctuées de massifs boisées. Les prairies se trouvent à proximité du bourg et du hameau, ces pâtures renforcent et affirment le caractère verdoyant et rural.



Les haies

Le maillage des haies englobe le tissu urbain et contribue à la silhouette végétale de la commune et du hameau. Elles sont intéressantes à la fois pour leur rôle paysager, faunistique et de protection contre le vent et le bruit. Les essences qui les composent sont le plus souvent indigènes : aubépine, frêne, hêtre, charmes…
Cette frange végétale, qu'elle soit privée ou publique est d'une grande importance pour l'identité villageoise.
Sur le territoire de la commune, il existe plusieurs typologies de haies :

- <u>Les alignements d'arbres de hauts jets indigènes</u> : héritage du paysage traditionnel cauchois, ils sont localisés soit autour des clos masure sur des talus pour protéger les fermes du vent et aujourd'hui du bruit, soit autour des prairies. Ils forment des cordons végétales autours du bourg et du hameau et permettent ainsi d'identifier le bourg et le hameau dans le paysage. La silhouette de ces grands alignements d'arbres nobles comme le chêne donne de la force et du caractère au village. Ces alignements apportent une valeur paysagère importante et renforce la notion d'entrée de ville à caractère végétale.



Alignement autour d'un clos masure



Vue depuis la RD149

- <u>Les alignements d'arbres de hauts jets non indigènes</u> : on trouve des alignements de peupliers liées à l'activité humaine, aux bords des prairies et des habitations. Ce sont des essences non locales qui participent peu au tissu végétal de la commune. Le peuplier banalise et perturbe l'échelle de la couronne végétale. La mise en place de ces peupliers pour se protéger des nuisances de la RD149 et/ou du vent s'avère moins efficace que les haies mixtes d'essences locales plantées sur talus.



- Les haies champêtres aux formes libres : héritage également du paysage traditionnel cauchois, elles sont localisées autour des clos masures ou des habitations pour se protéger du vent. Elles se composent d'essences locales et peuvent mixer arbustes et arbres de hauts jets. Certaines de ces typologies ne sont pas exactement typique comme cet alignement dans le hameau de Creppeville qui n'est pas planté sur un talus, mais reste très remarquable par ces chênes séculaires.



- Les haies basses taillées : elles sont présentes au cœur du bourg aux abords de parcelles privées et en limite autour des pâtures. Une haie marque le terrain de l'église, et l'espace publique de la place.







- <u>Les haies espaces publics / privées</u> : La protection des maisons et des haies a permis l'implantation d'une végétation riche et dense. Les plus beaux végétaux sont soient implantés dans les jardins privés soient sur les espaces publics.

  L'implantation aléatoire des bâtiments par rapport à l'espace publics (pignon sur rue, cour ouverte sur rue, façade sur rue, jardinets entre l'espace publics et les bâtiments…) dynamise le parcours, la traversée et les espaces publics de la commune.

  Des limites avec des végétations non indigènes (thuyas…) et traité comme des murs verts hauts de défense, ne s'inscrivent pas dans le vocabulaire végétal de la commune.





Les surfaces boisées

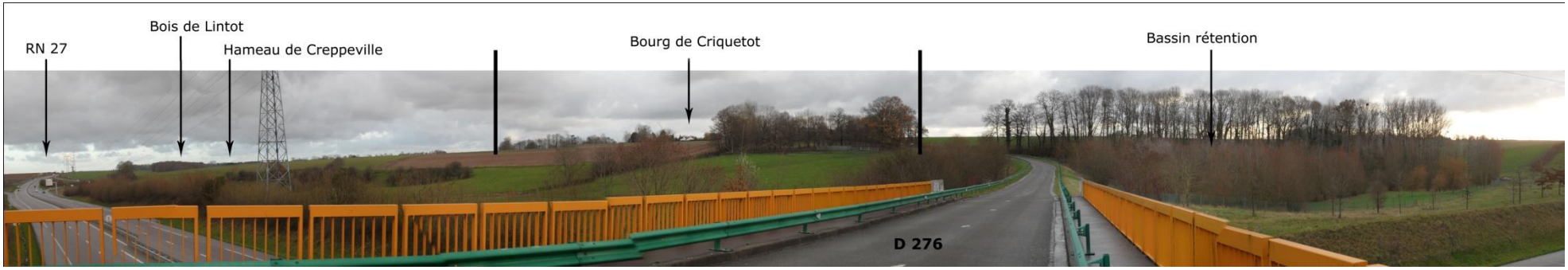
A l'ouest du bourg et surtout à l'ouest et au nord du hameau la vallée est occupée par des surfaces boisées. Le bois de Creppeville est le plus important, il est composé essentiellement d'essences indigènes (hêtres, chênes…) et se situe sur les versants de la vallée. Des boisements compensatoires ont également été installés entre la RN et le bourg de Criquetot.



Les arbres isolés
La commune possède de nombreux arbres isolés de hauts jets, au milieu de prairies ou de cours de fermes. Ces arbres ont permis le développement de silhouettes isolées contribuant à l'ambiance, à la couronne végétale et au renforcement des identités du bourg et du hameau.



LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

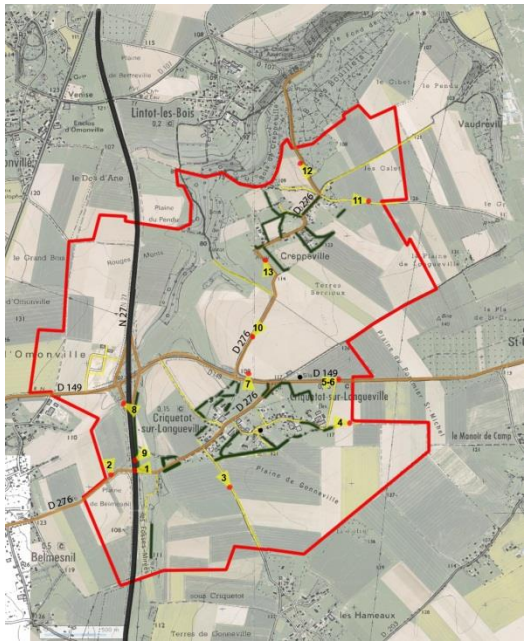


PERCEPTIONS DE LA COMMUNE DEPUIS LE TERRITOIRE

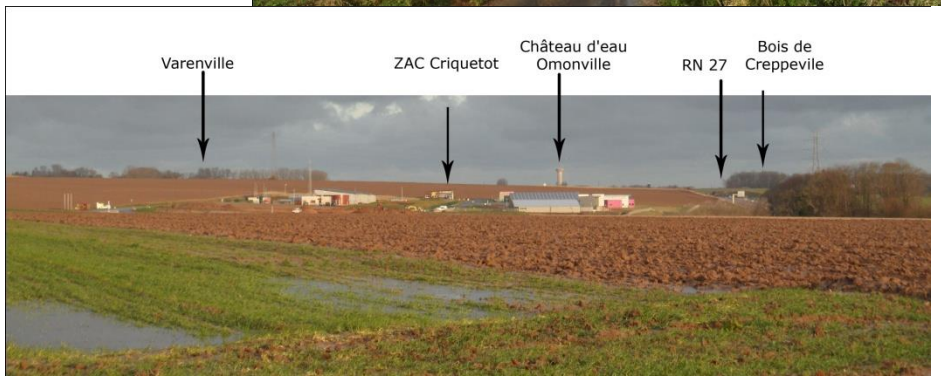
Vue depuis la D276 en venant de Belmesnil

La commune se situe sur la ligne de crête entre les deux vallées. Ce positionnement offre des vues lointaines sur la commune depuis son territoire. Cependant, la commune possède une couronne végétale dense et préservée. Les aménagements auront une incidence visuelle importante. Il est donc

primordial de prendre en compte ces données dans les futurs projets. La perception des contours du bourg de Criquetot sur Longueville se fait grâce à la végétation (haies). Seules quelques maisons sont visibles.
Le hameau de Creppeville n'est pas visible depuis l'entrée ouest de Criquetot sur Longueville, seul le bois à l'ouest du hameau est visible et permet de localiser Creppeville.
La végétation du bourg et du hameau est important car elle définit les limites des zones d'habitations par rapport aux terres agricoles.







Vue depuis la D 276 en venant de Belmesnil

Depuis Belmesnil, la ZAC est visible en contre bas des terrains agricoles ouverts. Au loin nous distinguons le château d'eau d'Omonville et la végétation accompagnant Varenville.

A l'est de la route en venant du lieu-dit « Les Hameaux », un grand alignement marque la limite entre la plaine de Gonneville et le bourg de Criquetot. Certaines constructions récentes sont trop visibles depuis l'extérieur du bourg, en raison d'enduits trop clair et/ou d'un manque de végétation aux limites des propriétés.





Vue depuis le carrefour entre la RD 149 et l'entrée secondaire de Criquetot

Le bourg de détache du paysage par les haies de hauts jets. Nous distinguons également une haie de peupliers qui est beaucoup plus poreuse que la haie de chêne. Cette haie non indigène filtre donc moins le vent et les nuisances venant de la RD149.
Une exploitation agricole est visible depuis le croisement, une haie favoriserait son insertion dans le paysage.
Le silo est très visible et devient un point de repère dans le paysage pour identifier le bourg de Criquetot.



Depuis la RD 149, entre les haies de peuplier, et au niveau des haies basses taillées, nous pouvons distinguer, en hiver, l'église de Criquetot. Le bourg de Criquetot est entouré d'une végétation dense qui le distingue des grandes plaines agricoles et des prairies.



Vue depuis l'entrée de la RN 27 direction Rouen



Vue depuis la RN en venant de Rouen

Le bourg de Criquetot se positionne sur le haut du versant de la vallée sèche.

Creppeville :
Le hameau de Creppeville est également entouré d'une haie qui le distingue des prairies et des plaines agricoles. Ces haies sont des points de repères.



En arrivant du Sud, depuis le bourg de Criquetot, les haies sont très présentes et marquent le paysage.



Depuis le nord-est, la haie de haut jet n'est pas présente, et les constructions éparses sur le territoire sont visibles. Le bois de Creppeville sert d'arrière-plan et de limite nord-ouest à l'urbanisation.

Depuis la D276 en venant de Lintot-les-Bois, le bois et le versant de la vallée cache le hameau.



L'urbanisation est contrainte par le relief, et elle ne devra pas aller sur la ligne de crête et au-delà. Depuis la D276 à la sortie de Creppeville, le bourg de Criquetot est visible par certaines constructions comme le silo, la mairie et l'Eglise. Le bourg se détache de la plaine agricole par ces haies. Cette présence végétale est très forte et caractérise le bourg et le hameau.



LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

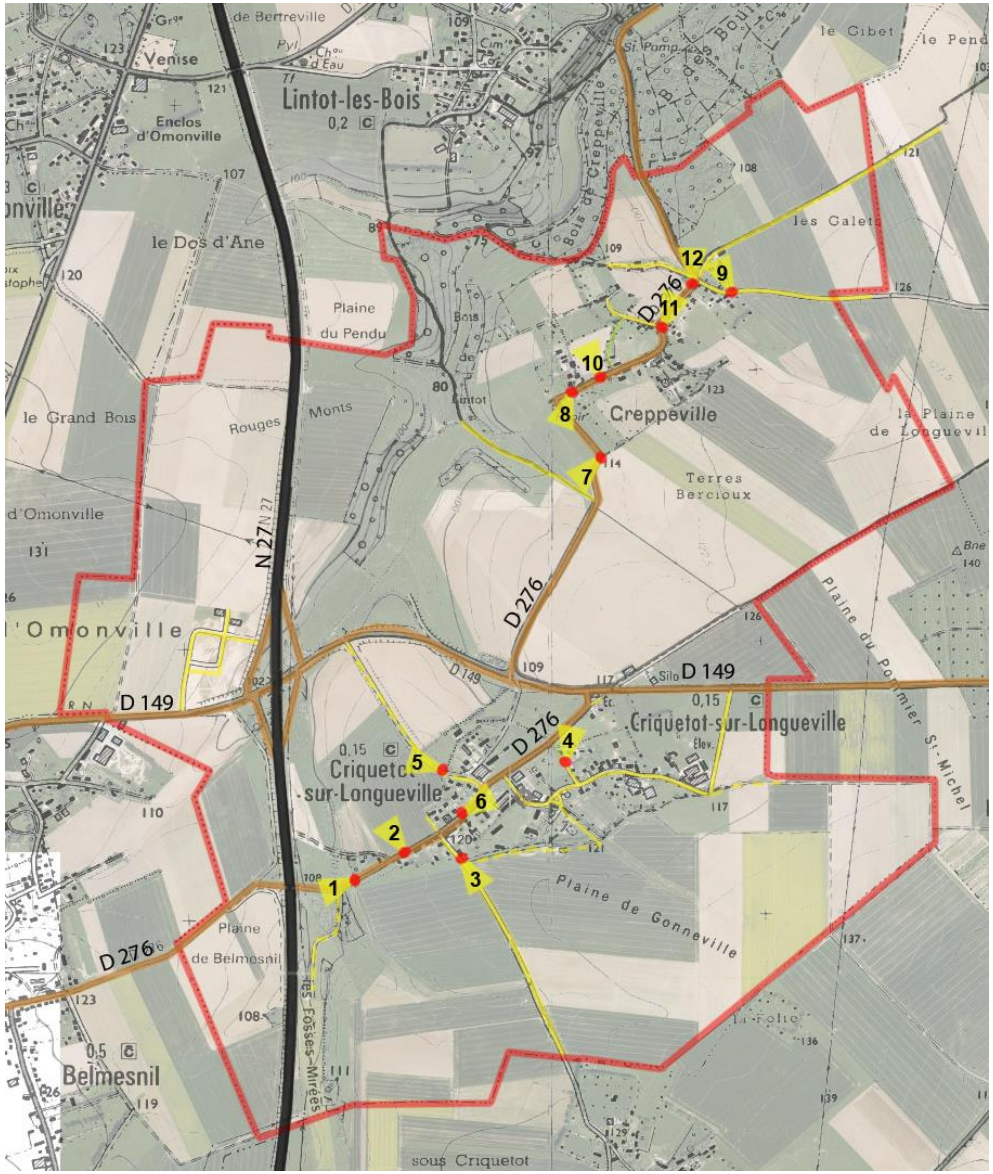
PERCEPTIONS DU TERRITOIRE DEPUIS LA COMMUNE

Depuis Criquetot

Le hameau étant entouré de haies ou d'alignements, les vues vers le territoire sont peu nombreuses. Les vues se trouvent donc souvent au niveau des voies viaires, aux sorties du bourg et du hameau. La ZAC est visible depuis Criquetot et s'intègre mal au paysage. La plantation de haies serait favorable à son insertion. Les autres hameaux et villages se détachent des plaines agricoles par leurs végétations.









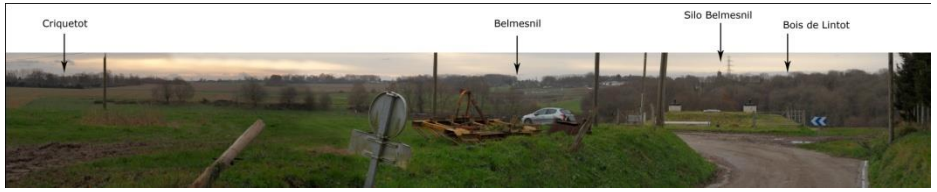




Depuis Creppeville



Les ouvrages techniques agricoles, hydrauliques ou commerciales sont visibles depuis la D276 entre le bourg Criquetot et le hameau de Creppeville. Les habitations des villages alentours sont comme Criquetot et Creppeville caractéristique du pays de Caux. Les habitations sont entourées de haies de différentes typologies, qui les démarquent des plaines agricoles.







Le clocher de l'église de Lintot-les-bois est visible depuis Creppeville.



LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

ESPACES PUBLICS ET PATRIMOINES

La commune de Criquetot est une commune assez préservée et très qualitative. Elle concentre de nombreux atouts de parts ces paysages et son patrimoine architectural.
Les espaces publics et le patrimoine sont accrochés à la D276 et à la rue de l'église. La rue de l'église est l'ancien centre du village, la place historique. Les nouveaux aménagements ont pris place là où l'espace était disponible, soit sur le second axe structurant du village, la D276. Il s'agit d'un espace public au vocabulaire rural et parfois routier.



ESPACES PUBLICS

- La place de l'église située au cœur du bourg de Criquetot, il s'agit d'un espace public central où fédèrent de nombreux bâtiments qualitatifs (église, ferme du colombier, maisons de maître…). L'espace public a un vocabulaire routier, de carrefour et de desserte des habitations.



- La cour de la mairie : elle est excentrée par rapport au centre de la commune. Elle se trouve à l'entrée de la commune aux abords de la RD 149. Le bâtiment n'a pas une forte valeur qualitative. L'espace public reste peu clair, l'accès est peu visible et le bâtiment ne dispose pas de parvis. La végétation est également peu présente. Cet espace n'offre pas un point de rassemblement, une centralité pour la commune mais est uniquement un lieu administratif.



- L'arrêt de bus borde la D276



- Le terrain de basket et de foot

  Le terrain de basket a une position privilégiée entre l'arrêt de bus et un quartier résidentiel. Il sert également de bassin de rétention.
  Le terrain de foot borde également la D276. Il offre un espace de détente de qualité, dont le potentiel pourrait encore évoluer.
  Il existe un lien, un cheminement piéton entre la mairie, l'arrêt de bus, le terrain de basket et le quartier résidentiel. Ce chemin débouche sur une impasse perpendiculaire à la rue de l'église. Ce lien entre le transport, les services municipaux et le centre anciens et à valoriser et développé dans la PLU.




- La place au cœur du quartier résidentiel : elle sert d'air de retournement pour l'impasse, mais elle offre un lieu de rencontre, encore sous exploité, pour les habitants du quartier. Ce quartier isolé possède peu de connexions avec le tissu existant de la commune. Il tourne le dos aux deux axes important de la commune : la rue de l'église et la D276.



- Le parking au niveau de l'ancienne mairie : ce parking longe la D276 et sert également d'affichage municipal. Le parking est peu utilisé et pourrait trouver de nouvelle fonctionnalité.



- Le bassin de rétention des eaux pluviales. Ce bassin n'est pas un espace accessible aux publics, il s'agit d'un ouvrage technique uniquement. La surface et la proximité avec la mairie et l'arrêt de bus laisse réfléchir sur la possibilité d'un aménagement futur.



PATRIMOINES REMARQUABLES

Nous distinguons un bâtiment public : l'église et de nombreuses habitations privées ayant préservé un caractère authentique. Ces habitations proposent différentes typologies : corps de ferme, maison de maître, longère et même chaumière à Creppeville.







Ce calvaire identifie le carrefour entre les deux axes principaux : la RD149 et la D276.Ce petit patrimoine jalonne et joue un rôle de signal urbain lors de la traversée de la commune.





Maison d'habitation, corps de ferme et colombier dans la ferme du colombier



Maison de maître



Longère à Creppeville



Maison d'habitation en brique



Chaumière à Creppeville

LE PAYSAGE A L'ECHELLE DE LA COMMUNE

SYNTHESE ET ENJEUX PAYSAGERS DE LA COMMUNE

La Commune de Criquetot sur Longueville possède une richesse naturelle, végétale et patrimoniale qu'il est nécessaire de maintenir et de préserver dans le PLU. La diversité des paysages bois, bosquet, prairie, cultures est importante et offre une richesse au lieu. Les différentes typologies végétales permettent une intégration de l'urbanisation de Criquetot dans le paysage.

- Les éléments paysagers tels que les boisements, bosquets, haies et arbres isolés sont des éléments identitaires du paysage communal. Ils doivent être conservés et protégés, voir renforcés et introduits dans les projets urbains.

- Préservation et renforcement des structures végétales de la vallée sèche, elles constituent des refuges et affichent une fonctionnalité écologique et une transition entre le plateau et le fond de vallée.

- Intégration paysagère de la zone d'activité par la plantation de haies indigène.

- Préservation et protection des clos masures dans leurs superficies, topographies, habitats et végétations. Les haies ont une grande importance. Autours des habitations, elles protègent du vent, offrent un lieu de biodiversité pour la faune et la flore, et permettent une intégration du village dans le paysage. Ces haies sont à développer renforcer autour des habitations existantes et à favoriser autour des habitations neuves. Ces haies doivent être inscrites en tant que vocabulaire identitaire.

- Augmenter la biodiversité en favorisant les haies de type indigène autour des habitations et des prairies. Eviter les alignements de peupliers qui banalisent le paysage et restent moins efficaces contre les nuisances. Eviter également les haies mono spécifique et persistante de type thuyas, qui ne correspondent pas au paysage de la commune.

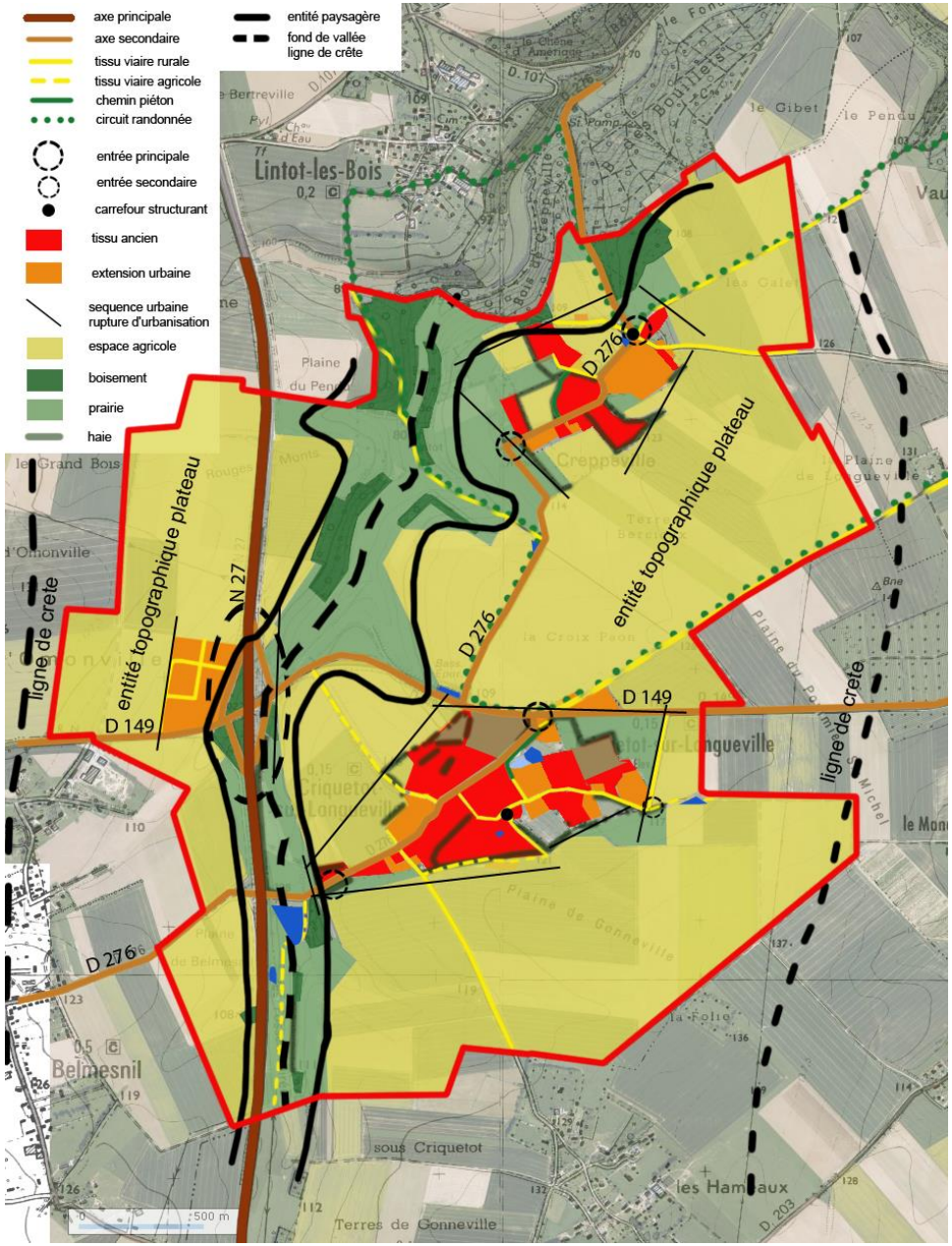
- Eviter le mitage des parcelles agricoles, notamment des clos masure, par des habitations récentes. Ces divisions brouillent la lisibilité, la structure d'origine du village.

- Maintenir l'extension urbaine dans la limite de l'enveloppe végétale qui entoure le village et le hameau. La perception du village depuis le territoire restera ainsi cohérente avec le paysage.
- Prise en compte de la topographie dans l'implantation des nouvelles habitations, éviter l'implantation sur les points hauts pour une meilleure intégration et pour limiter les nuisances (visuelles et bruits).

- Renforcement et valorisation de la centralité de Criquetot sur Longueville autour de la place de l'église. Mise en valeur de la place et du patrimoine à haute valeur paysagère.

- Renforcer le cheminement piéton dans la commune, connecter un chemin piéton au circuit de randonnée pour favoriser le développement touristique de la commune et de son territoire (vente de produit de la ferme à Criquetot et Creppeville). Connecter par un renforcement des cheminements piétons le centre historique et la D276, axe de développement des équipements.

- Valoriser le caractère des espaces publiques existant, notamment la cour de la mairie, le bassin de rétention et l'arrêt de bus, avec leurs proximités et le lien piéton à renforcer avec la place de l'église.



II.4 - L'organisation du territoire

II.4.1 - Rappel historique (source site internet : ancourt.com)

Les habitants de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE s'appelle les Criquetotais. Autrefois, le prieuré de Longueville possèdait des biens à CRIQUETOT. L'église servait de salpetière au XIIème siècle. Creppeville ou Crespeville avait une église dédiée à Saint-Martin, démolie en 1792. Aujourd'hui, l'église est en brique et en silex.







II.4.2 - L'occupation du sol

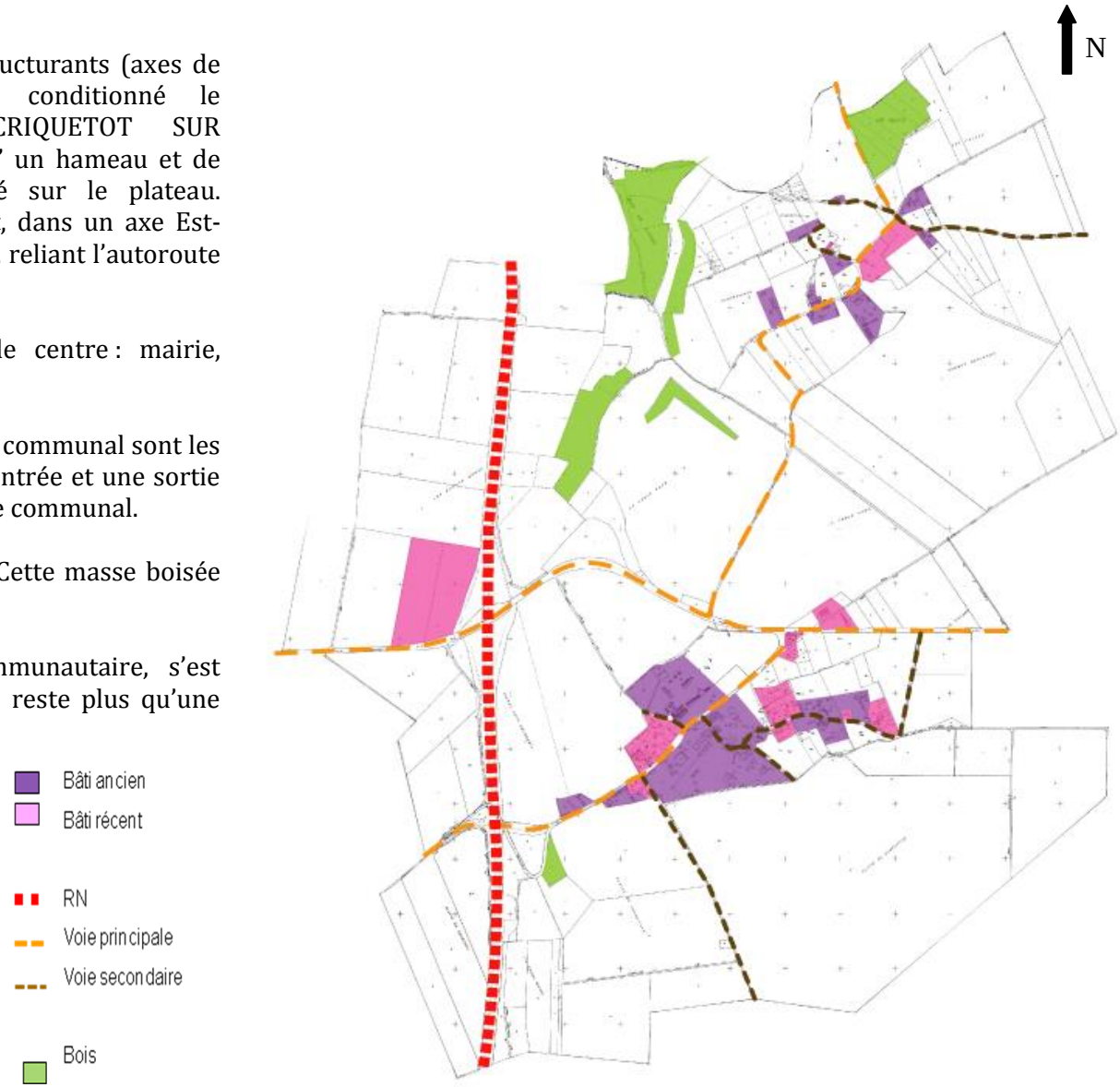
Le relief ainsi que certains éléments physiques structurants (axes de communications et plateau) ont fortement conditionné le développement de l'urbanisation. Ainsi, CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est constituée d'un centre bourg, d' un hameau et de plusieurs écarts. Le centre bourg est implanté sur le plateau. L'urbanisation s'est ainsi diffusée progressivement, dans un axe Est-Ouest. Puis, progressivement dans un axe Nord-Sud, reliant l'autoroute A28 vers la ville d'EU.

Les équipements publics sont regroupés dans le centre : mairie, terrains de sport.

Les axes routiers principaux desservant le territoire communal sont les routes départementales numéros 149 et 276. Une entrée et une sortie de la RN27 sont également présentes sur le territoire communal.

Une vaste masse boisée occupe le territoire Nord. Cette masse boisée descend jusque dans la vallée de la Scie.

Une ZAC à vocation économique d'intérêt communautaire, s'est développée le long de la RN27. Actuellement il ne reste plus qu'une parcelle et des projets d'extension sont à l'étude.



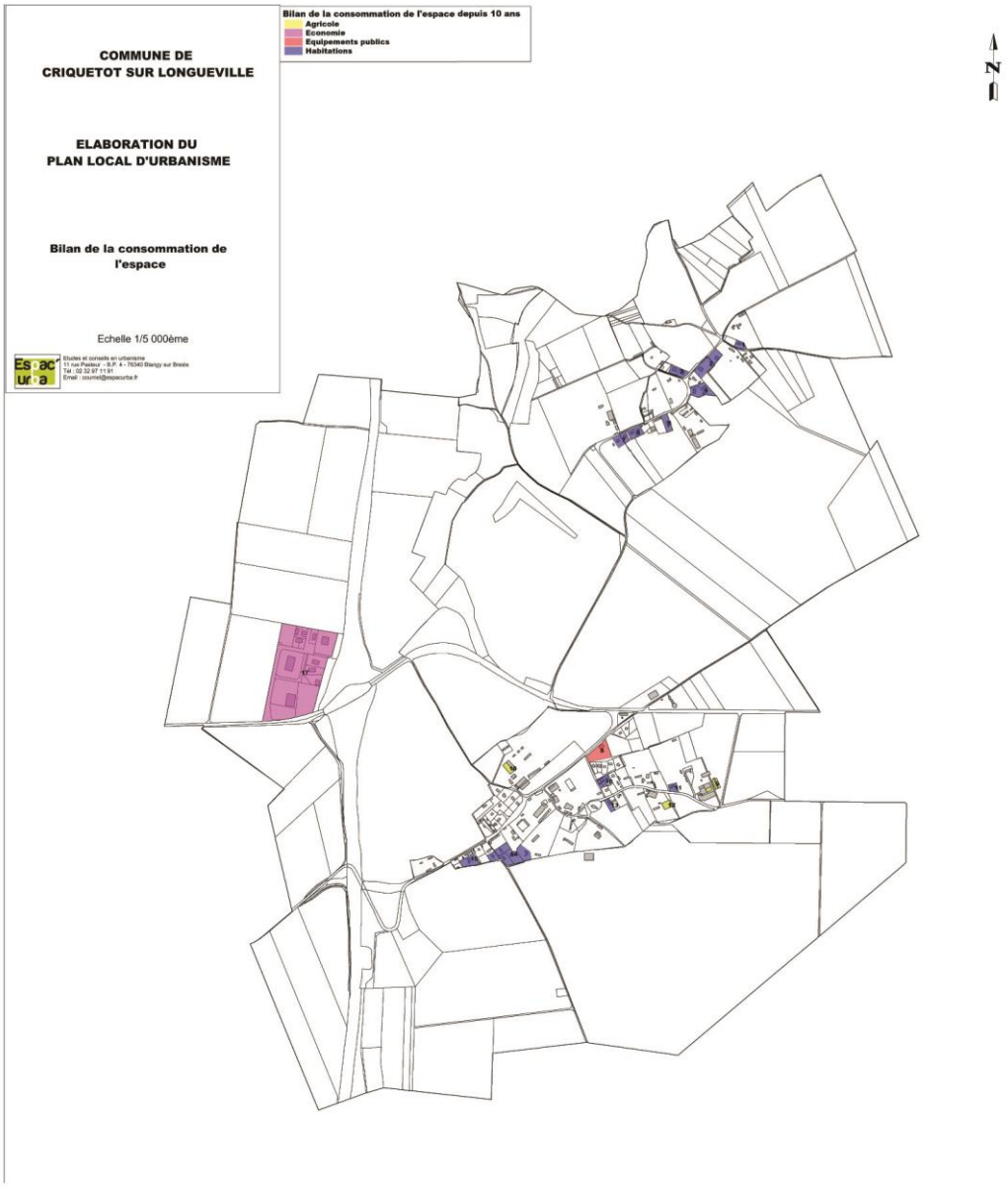
II.4.3 - La consommation de l'espace

Un bilan des surfaces urbanisées a été effectué sur les dernières années. Ainsi un peu plus de 11,92 hectares ont été urbanisés en 10 ans sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, décomposés comme suit :

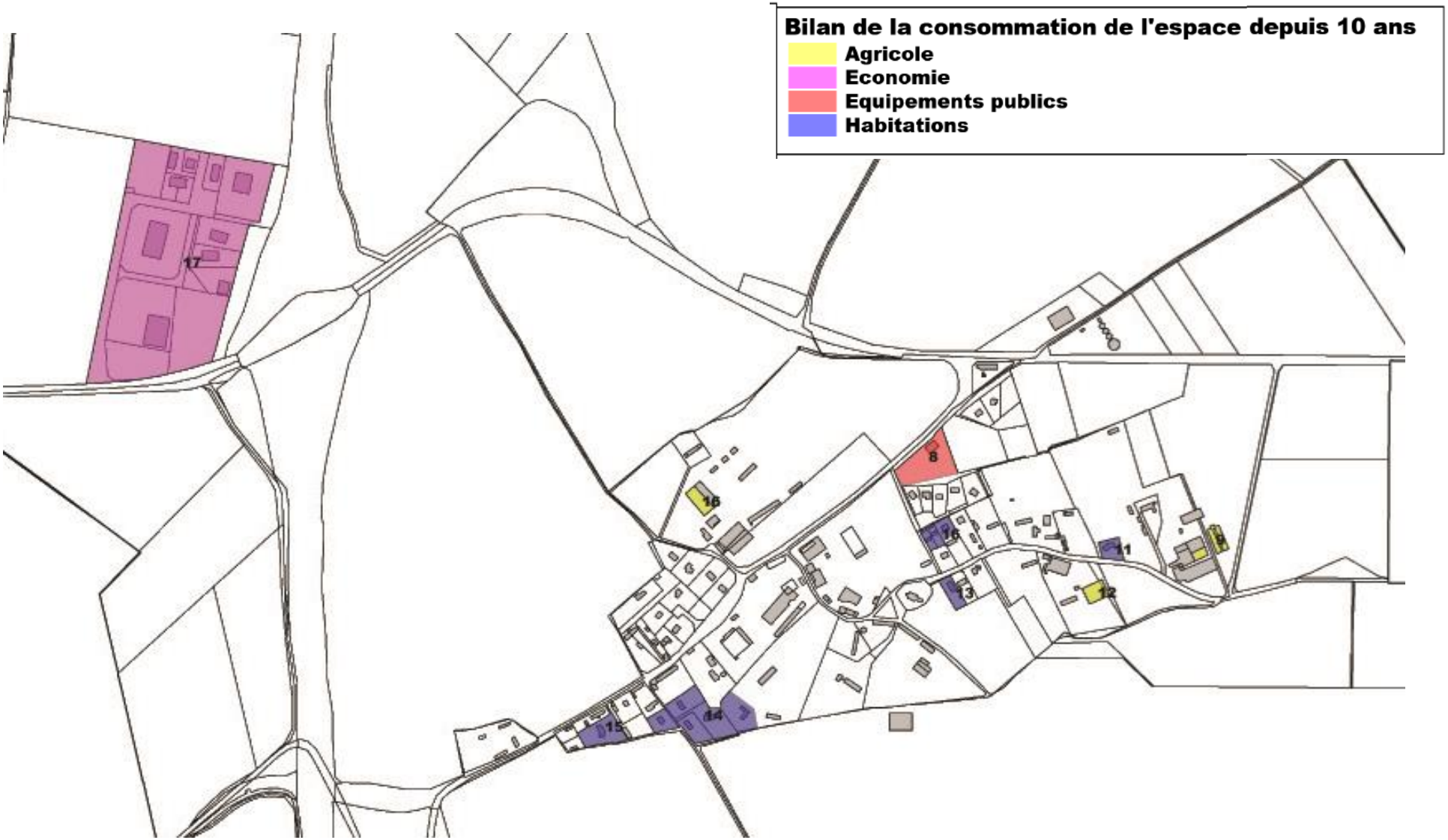
- 3,47 ha pour l'habitat avec la création de 21 logements,
- 0,29 ha pour le volet agricole,
- 7,67 ha pour les activités économiques,
- 0,49 ha pour les équipements publics.

Une estimation a également été établie pour connaitre la moyenne parcellaire de l'habitat. Ainsi, l'analyse des différentes opérations d'aménagement réalisées depuis 10 ans révèle une moyenne parcellaire d'environ 1 650 m².

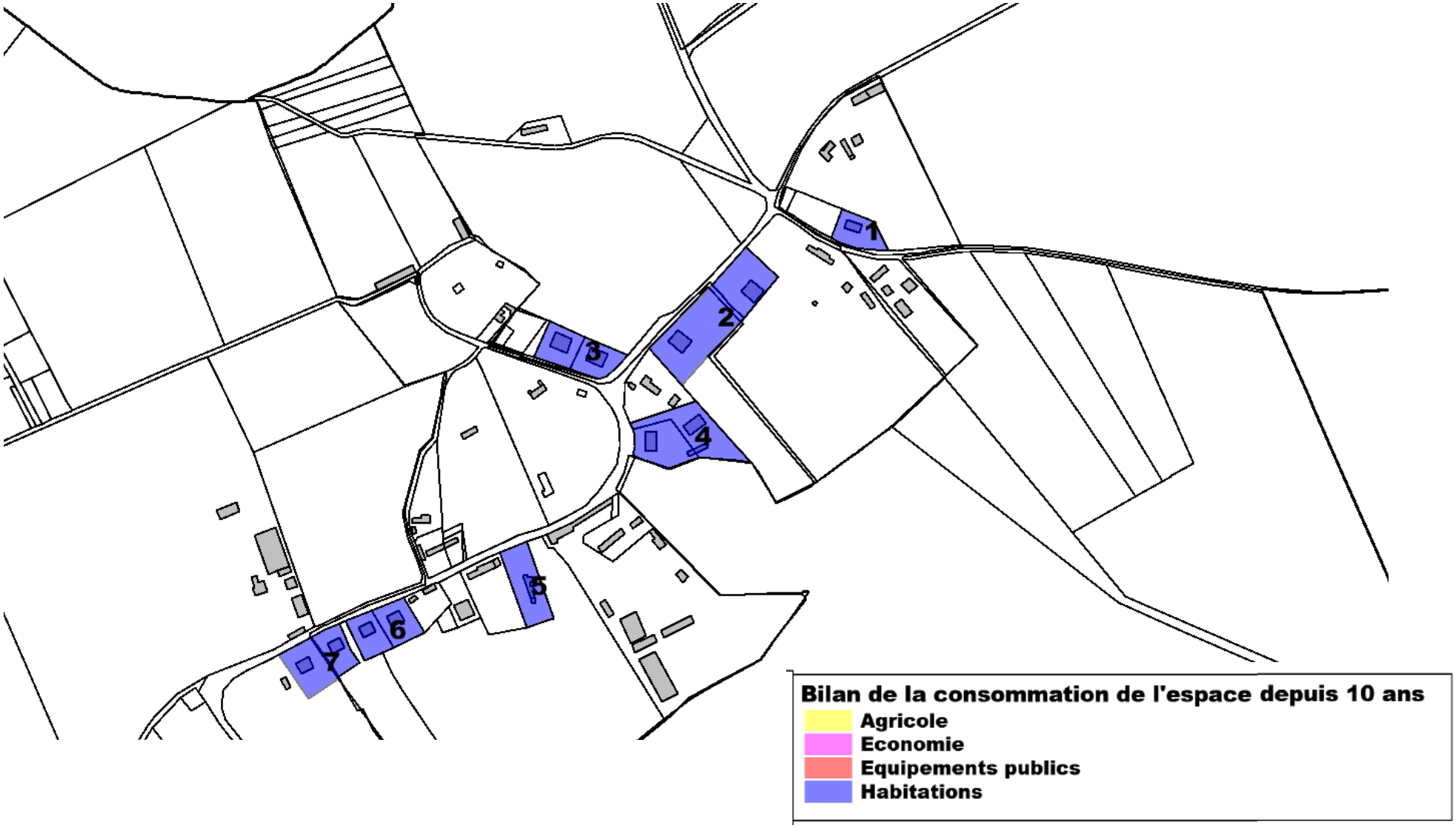
	TYPOLOGIE	SUPERFICIE M²	SUPERFICIE HA	NB Logements
1	Habitations	1112,74	0,11	1
2	Habitations	5227,28	0,52	2
3	Habitations	2227,24	0,22	2
4	Habitations	3790,47	0,38	2
5	Habitations	1861,21	0,19	1
6	Habitations	2202,26	0,22	2
7	Habitations	2529,8	0,25	2
8	Equipements publics	4928,94	0,49	0
9	Agricole	723,49	0,07	0
10	Agricole	347	0,03	0
11	Habitations	1108,69	0,11	0
12	Agricole	984,54	0,1	0
13	Habitations	1099,53	0,11	1
14	Habitations	9357,91	0,94	5
15	Habitations	2549,57	0,25	1
16	Habitations	1743,94	0,17	2
16	Agricole	931,04	0,09	0
17	Economie	76677,24	7,67	0
Total		**119402,89**	**11,92**	**21**


COMMUNE DE
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE
ELABORATION DU
PLAN LOCAL D'URBANISME
Bilan de la consommation de
l'espace
Echelle 1/5 000ème
Bilan de la consommation de l'espace depuis 10 ans
Agricole
Economie
Equipements publics
Habitations
N

BILAN DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE - ZOOM BOURG ET ZONE D'ACTIVITES



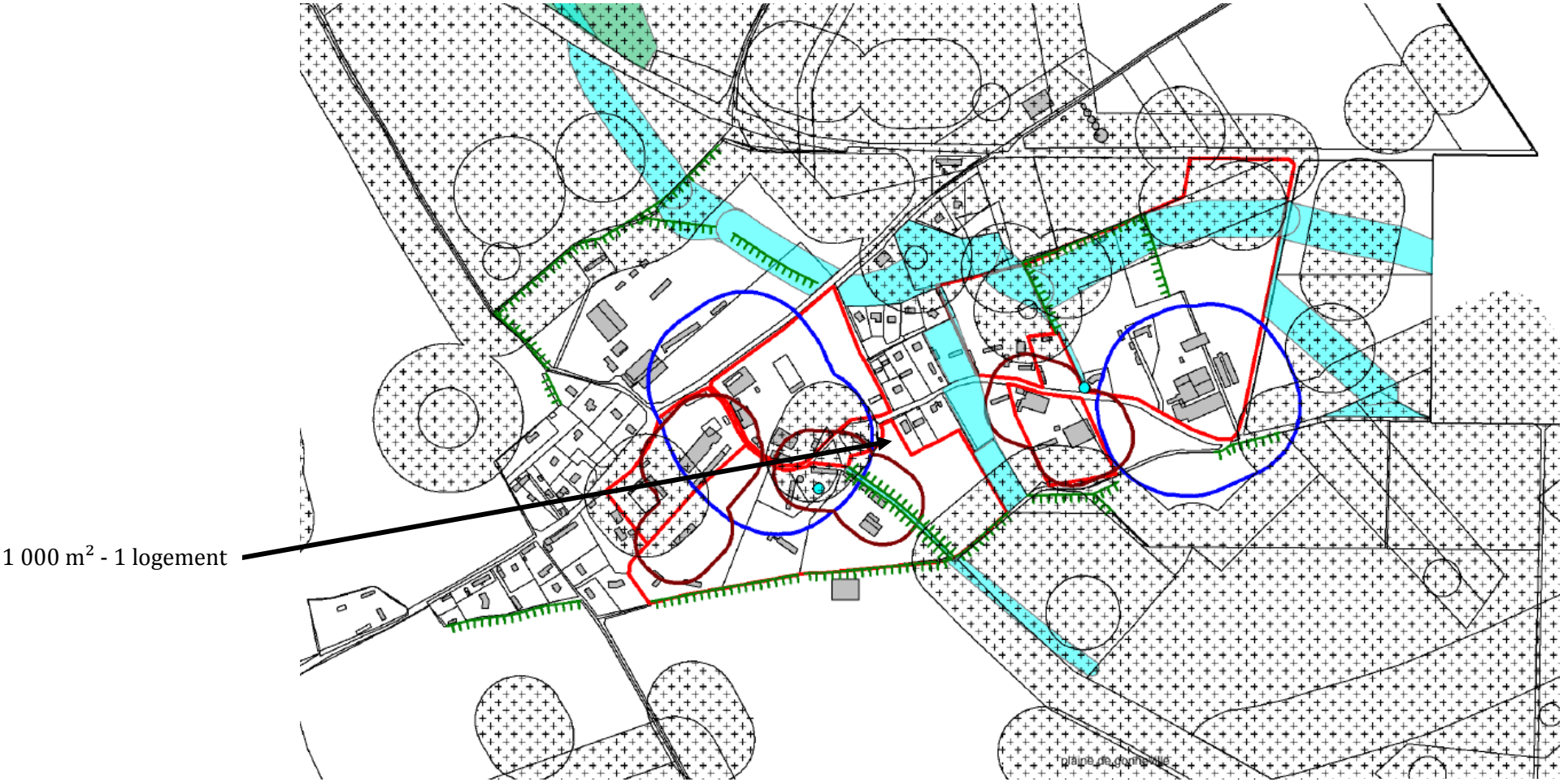
BILAN DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE - ZOOM HAMEAU DE CREPPEVILLE



II.4.4 - Les disponibilités foncières

A - Le centre bourg

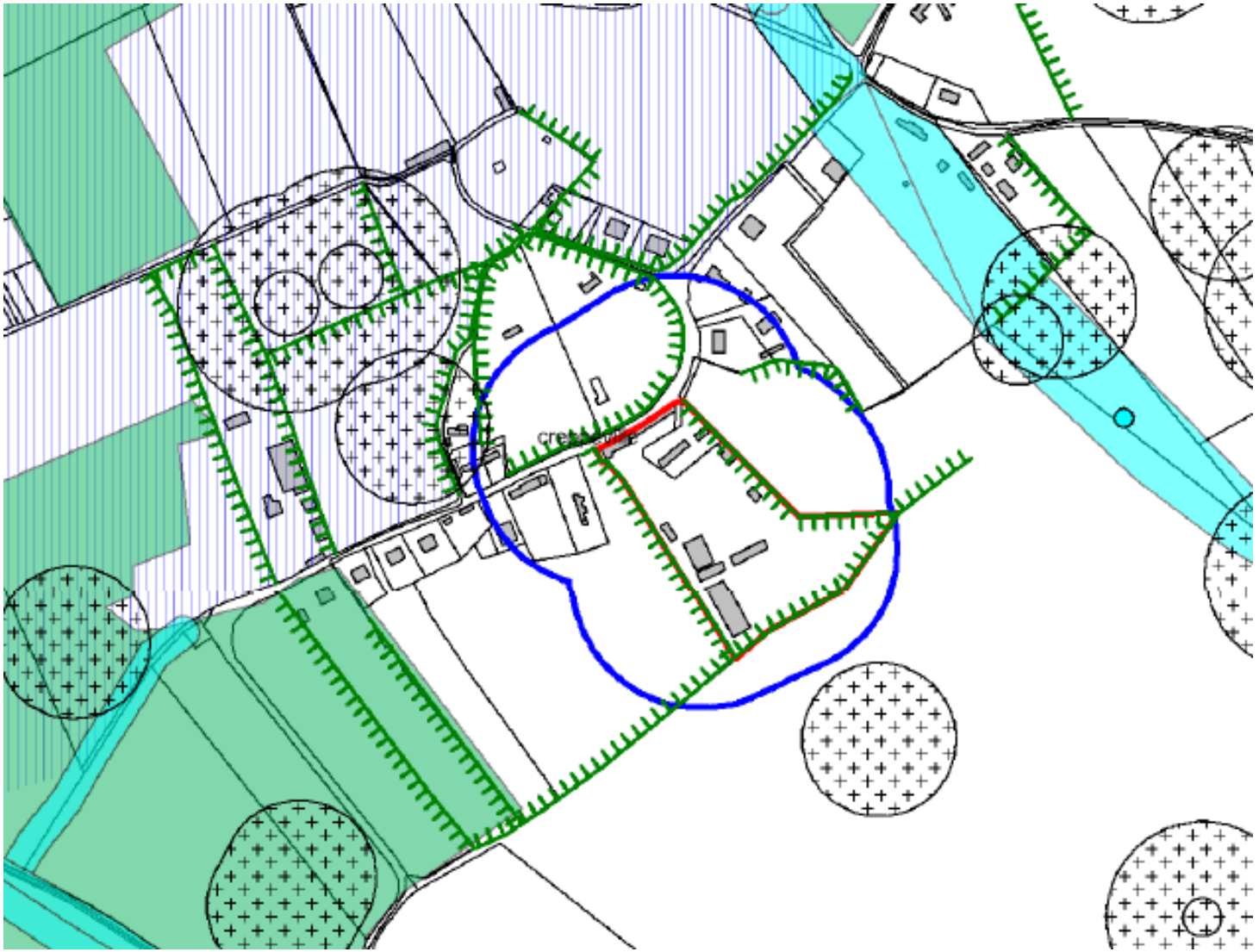
Il existe très peu de disponibilités foncières dans le cœur de bourg du fait des enjeux rencontrés : forte vocation agricole et du risque liés aux ruissellements. Une seule a été identifiée au cours de l'analyse foncière.



Extrait plan des enjeux

B - Le hameau de Creppeville

Il existe aucune disponibilité foncière dans le hameau du fait des enjeux rencontrés : forte vocation agricole, périmètre de protection du captage d'eau potable de LINTOT LES BOIS et du risque liés aux ruissellements.



Extrait plan des enjeux

II.5 - Le bâti

II.5.1 - Le bâti ancien

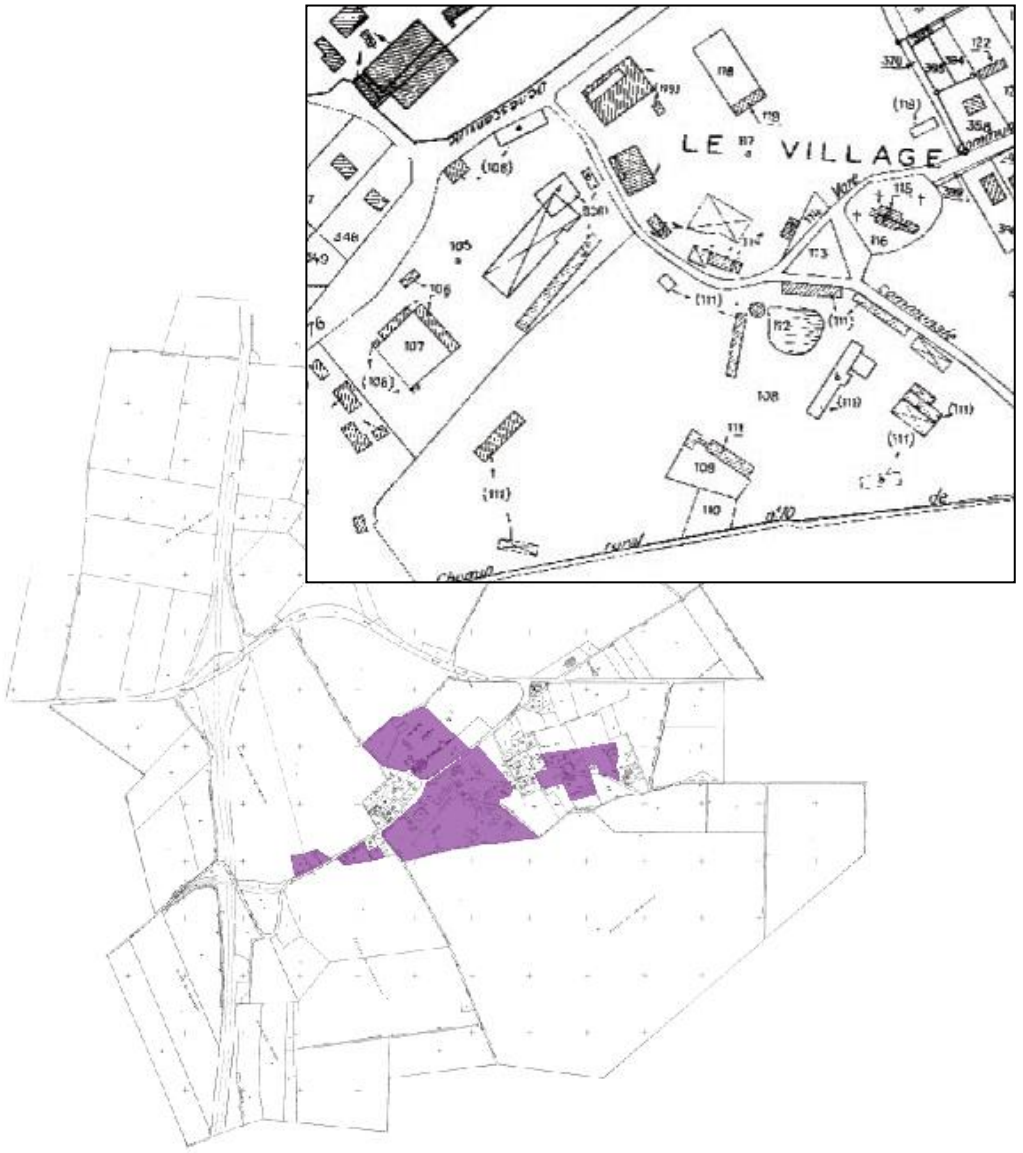
II.5.1.1 - Les caractéristiques du bâti ancien

Sur CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, on distingue 2 typologies différentes dans le bâti ancien.

Elles se retrouvent aussi bien au niveau des caractéristiques du parcellaire qu'au niveau des constructions et sont liées à l'histoire communale. Ainsi, on observe :

- dans le cœur du bourg le long de la RD 149 et- 1314. Les constructions se sont implantées en bordure des voiries, ne laissant pas percevoir le jardin, d'où un caractère très minéral de ces espaces. L'ensemble des constructions anciennes donne un caractère homogène au centre bourg. Cette homogénéité est due à la morphologie des constructions ainsi qu'aux matériaux. L'implantation des maisons est à l'alignement, ce qui définit bien « l'espace rue ». Le parcellaire, assez étroit, est par contre très profond. Il a conduit à la construction de nombreuses maisons à étages, et à la réalisation d'annexes derrière ces maisons.

- un bâti plus diffus sur le reste du territoire. Ces constructions correspondent, majoritairement, à d'anciens corps de ferme. Le parcellaire est beaucoup plus vaste ; les constructions sont réparties sur la parcelle selon de leur fonction.



L'architecture est traditionnelle à la région :

- implantation en front de rue ou retrait avec un espace jardin sur l'espace public,
- les volumes sont simples avec un rez-de-chaussée plus des combles voire un étage,
- une toiture à deux versants, à 45° de moyenne,
- les ouvertures en façade sont plus hautes que larges,
- en toiture, les lucarnes animent les façades,

La commune fait office de plusieurs typologies de bâti. Dans le centre-bourg, on retrouve :

- **de l'habitat dense privé :** quartiers construits par association d'immeubles ou de maison individuelles formant des ensembles cohérents, construit à une même époque : en l'occurrence fin du XVIIIème et début du XIXème siècle.
- **Un bâti diffus :** c'est un habitat très discontinu. L'ensemble de la masse bâti se retrouve sur de grands espaces.

Sur le reste du territoire, dans un bâti plus diffus, on retrouve :

- **Les maisons de maître :** Plus particulièrement dans les hameaux, Elle se trouve en position centrale des anciens corps de ferme, empruntant son vocabulaire architecturale et son organisation interne à l'architecture classique. Elle se caractérise par une composition symétrique de la façade et un plan régulier organisé autour de l'escalier central. A travers la qualité des pans de toiture, des ouvertures et des souches de cheminées, l'habitation n'exprime plus les usages liés à l'activité agricole des maîtres des lieux mais démontre simplement leur réussite sociale. (source : CAUE76)
- **La maison de bourg** : construite à rez-de-chaussée avec un niveau et des combles, la maison, souvent en briques et en silex entourée de petits jardins, est implantée le long du réseau viaire.
- Un patrimoine bâti lié aux activités humaines : **le patrimoine agricole**. Les bâtiments agricoles sont caractérisés par un étirement en longueur et des toitures à forte pente, afin d'évacuer rapidement les eaux de pluie. Ils se repartissent en trois catégories : les bâtiments consacrés aux animaux, ceux consacrés aux cultures et les bâtiments de service.
- Une typologie caractéristique de l'habitat rural Seino-Marins : **la longère**. C'est la maison en rez-de-chaussée qui se développe en longueur. Initialement construite en ossature bois à entre-colombage garni de torchis, posée sur un soubassement maçonné, son architecture varie selon les secteurs géographiques et les époques


La Longère


La maison de bourg


Patrimoine agricole

Certaines constructions sont composées d'un rez-de-chaussée et de combles aménagés
D'autres constructions ont des volumes plus importants : rez-de-chaussée + étage + combles

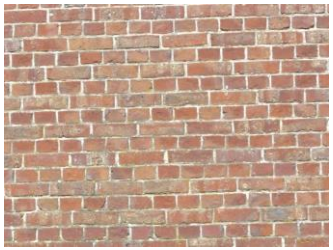

La maison de maître


La maison de maitre

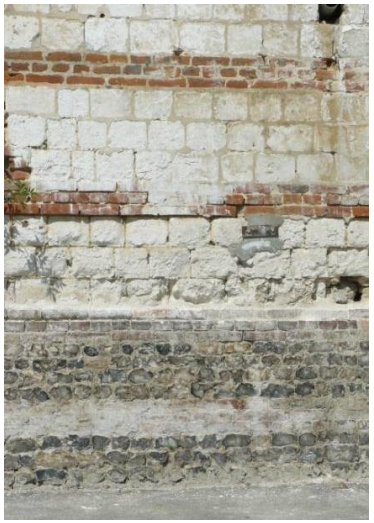

Habitat diffus

II.5.1.2 - Les matériaux

Les matériaux rencontrés sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE sont très diversifiés : la brique, le silex, la pierre, le torchis, l'ardoise et la tuile. Ces tons s'harmonisent entre eux et permettent une homogénéité du bâti ancien. Les constructions neuves pourront s'inspirer de ces caractéristiques afin de permettre une meilleure intégration dans le site.





II.5.1.3 - Les éléments de détails

Même si dans la volumétrie, les habitations de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se ressemblent, chaque habitation se distingue grâce à sa façade personnalisée : utilisation de différents matériaux, appareillages de briques, détails de construction, piliers de portails, murs de clôtures…





II.5.2 - Le bâti récent

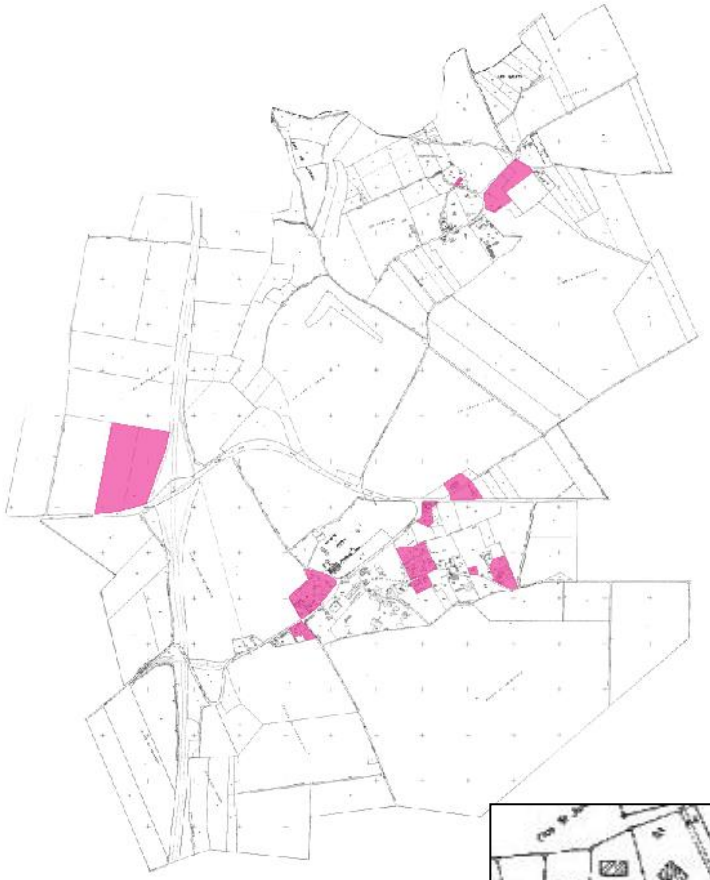
II.5.2.1 - Le bâti de type habitation

Le principe de construction de type pavillonnaire est dominant au pourtour des noyaux anciens. Le parcellaire est caractéristique : il s'agit d'une trame très géométrique et regroupée sur elle-même. La maison est implantée au centre de la parcelle avec un jardin d'agrément. La proportion des volumes construits est modifiée : l'habitation est plus massive et la richesse des détails architecturaux réduite voire inexistante. Les matériaux utilisés sont le parpaing enduit et la tuile.
L'hétérogénéité de ces groupements est accentuée par des implantations en retrait par rapport à l'alignement souvent en milieu de parcelle, rendant ainsi nécessaire les clôtures.
L'habitat pavillonnaire est le type de logements le plus recherché depuis une quarantaine d'années. Bien que les règles d'implantation de la construction dans la parcelle soient variables, l'immeuble respecte le volume traditionnel : maison à rez-de-chaussée, à plan rectangulaire avec combles aménageables, toitures en tuiles ou ardoises avec lucarnes, pente à 40-45°, fenêtres sur pignons, sous-sols aménagés, construction en retrait de l'alignement, orientation personnelle.

Le bâti récent s'est développé :

- soit au coup par coup, le long des axes de communication, en fonction des disponibilités foncières,
- soit à travers des opérations d'aménagement d'ensemble.

La création d'un aménagement d'ensemble est l'occasion d'une réflexion sur les formes urbaines ainsi que sur les liaisons














Les constructions groupées




II.5.2.2 - Le bâti de type industriel









L'architecture des bâtiments industriels se situant sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE répond à différents critères :

- l'image de l'entreprise et la fonction représentative que constitue le bâtiment, vitrine et emblème affichés d'une marque ou d'une culture.
- considérer que l'entreprise soit une communauté humaine et le bâtiment industriel comme un lieu de travail ou les hommes vivent une part très importante de leur existence
- comprendre le bâtiment industriel comme un outil particulièrement intéressé par la maitrise de l'énergie et la haute qualité environnementale dans la mesure où la performance économique et la maitrise des coûts sont des éléments fondateurs du projet.

Sur la zone d'activité de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, on peut distinguer plusieurs typologies de bâtiments industriels. On peut distinguer :

- des bâtiments à toit plat : volume simple, grandes surfaces, toiture non visible,
- des bâtiments à toit bipan : grande surface, toiture et façade visibles,
- des groupes de bâtiments : grandes surfaces, façades visibles ou non,
- des bâtiments en sheds : toiture visible, éclairage zénithal naturel.

II.5.3 - Le patrimoine

II.5.3.1 - Le patrimoine bâti

- **Les monuments historiques**

Un monument historique est un immeuble ou un objet mobilier recevant un statut juridique particulier destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique, architectural mais aussi technique ou scientifique.
La protection au titre des monuments historiques constitue une servitude de droit public.
Deux niveaux de protection existent : un monument peut être **classé ou inscrit** comme tel, le classement étant le plus haut niveau de protection.

Les immeubles dont la conservation présente un intérêt public au point de vue de l'histoire ou de l'art peuvent être **classés comme monuments historiques**. Les immeubles classés au titre des monuments historiques, en raison de leur intérêt historique, artistique et architectural exceptionnel, font l'objet de dispositions particulières pour leur conservation afin que toutes les interventions d'entretien, de réparation, de restauration ou de modification puissent être effectuées en maintenant l'intérêt culturel qui a justifié leur protection. L'immeuble classé au titre des monuments historiques ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, sans autorisation de l'autorité administrative.

Les immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiate au titre des monuments historiques, présentent un intérêt d'art ou d'histoire suffisant pour en rendre désirable la préservation peuvent être **inscrits au titre des monuments historiques**. Les immeubles inscrits au titre des monuments historiques, en raison de leur intérêt historique, artistique et architectural, font l'objet de dispositions particulières pour leur conservation afin que toutes les interventions d'entretien, de restauration ou de modification puissent être effectuées en maintenant l'intérêt culturel qui a justifié leur protection. Les services de l'État chargés des monuments historiques définissent, en fonction des caractéristiques des immeubles inscrits concernés, les conditions scientifiques et techniques selon lesquelles les interventions sur ces monuments historiques sont étudiées, conduites, et font l'objet de la documentation appropriée. Ils veillent à leur mise en œuvre. Avant toute intervention notamment de travaux sur un immeuble inscrit, il appartient au propriétaire de se rapprocher des services de l'État en charge des monuments historiques (les directions régionales des affaires culturelles).
La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE ne possède pas de monument historique inscrits ou classés sur son territoire.

- **Le patrimoine vernaculaire**

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE possède un patrimoine vernaculaire de qualité, trace de l'histoire communale : église, calvaires, … Bien entendu, le bâti ancien et les éléments de détails participent également à la richesse patrimoniale de la commune.

- L'église Saint Julien (source site internet : patrimoine-religieux.fr)



✓ **Description architecturale**

Eglise de plan allongé. Une nef se termine par une abside polygonale. Petit porche.

✓ **Principales étapes de construction**

Dans le courant du XIIe siècle on construisit la nef. On plaça le cintre de la porte au côté du midi, et l'on se contenta de percer quelques étroites fenêtres. Au XVIIIe siècle la porte a été transportée à l'ouest et les autres ouvertures agrandies avec de la brique. Le chœur a été refait et décoré vers 1700.

✓ **Histoire et dates importantes**

A cette époque, le souverain maître de ce bénéfice rustique avait séparé en deux parties le sanctuaire et les dîmes. D'anciens mémoires prétendent qu'il avait partagé son privilège avec le prieuré de Longueville. Le pouillé d'Eudes Rigaud soutient, au contraire, qu'il s'était réservé les deux nominations. Toutefois, ce partage bénéficial ne dura pas longtemps. Car, après le XIVe siècle ou n'en trouve plus de vestiges, et les derniers pouillés ne mentionnent plus qu'une paroisse qui comptait 40 feux en 1738.
Cette église a été ravagée par les *niveleurs* et les *cuisiniers* de 1793. Ils établirent dans le sanctuaire une salpêtrière, dont les fourneaux furent chauffés avec les bancs, les stalles et les autels. Deux cloches furent enlevées et la sacristie dépouillée de ses ornements



- Les calvaires : Le mot "calvaire" vient du latin "calvarium", traduction de l'araméen "Golgotha", voulant dire : Lieu du crâne : lieu où le Christ a été crucifié. Depuis le IV^{ème} siècle, la croix s'est imposée comme symbole du Christianisme. L'usage d'ériger des croix aux bords des chemins et aux carrefours des villes et villages est très ancien : les Romains encore païens érigeaient aux bords des chemins des colonnes et autres monuments votifs à l'honneur de leurs dieux. Ces « lieux de culte » quadrillaient le territoire et étaient un rappel pour les populations. Ils étaient aussi une façon d'attirer les bonnes grâces des dieux et divinités ou pour conjurer le mauvais sort. C'est ainsi que nos ancêtres devenus chrétiens commençaient à ériger comme monuments votifs, des croix, en l'honneur du vrai Dieu Jésus Christ, Sauveur du Monde. Ainsi les croix et calvaires ont pris la place de ces « ex voto » païens. *(source : http://www.omignon.fr/Calvaires/histoire_des_calvaires.htm)*

- **Le patrimoine agricole**

Le patrimoine agricole fait également partie de la richesse patrimoniale d'une commune et de son histoire. C'est pour ces raisons qu'un recensement de ce patrimoine bâti de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE ayant un intérêt patrimonial et architectural a été réalisé dans le cadre de ce diagnostic. Leur protection et leur préservation sont à étudier pour une reconversion future.

Ce recensement s'inscrit dans le cadre de l'article L.123.3.1 du code de l'urbanisme.

Article L151-11 :
« *Dans les zones agricoles, le règlement peut désigner les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole* ».

La méthodologie employée pour l'identification des bâtiments a été de reprendre les sites d'exploitation encore en activité à ANCOURT et de recenser les constructions méritant d'être sauvegardées d'un point de vue architectural. En effet, les bâtiments reprenant des modes de construction anciens, des matériaux locaux sont à protéger pour l'intérêt général. Pour ce recensement, une visite de terrain avec les élus a été organisée.

Ainsi, sur l'ensemble du territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, un corps de ferme a retenu l'attention du groupe de travail pour ses bâtiments présentant un caractère architectural et patrimonial intéressant. Ils retracent une mémoire constructive, à l'image locale : utilisation de la brique. Ces bâtiments sont très qualitatifs, il a semblé important de les recenser.

Le plan et détails, ci-joints, reprennent les bâtiments agricoles (de caractère architectural) concernés.

❖ **Plan de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine**

Le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) est un document d'urbanisme tenant lieu de plan local d'urbanisme (PLU) dans le périmètre du secteur sauvegardé. Il fixe, sur le territoire auquel il s'applique (secteur sauvegardé), les principes d'organisation urbaine ainsi que les règles destinées à assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine architectural et urbain.
Ce plan comporte des dispositions spécifiques permettant de fixer, parcelle par parcelle, les règles qui s'appliquent à chacun des immeubles et des espaces situés à l'intérieur de son périmètre.
La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par un plan de sauvegarde et de mise en valeur.

❖ **Les sites patrimoniaux remarquables (SPR)**

Un site patrimonial remarquable (SPR) est une ville, un village ou un quartier dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, du point de vue architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Peuvent donc être classés, au même titre, les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur. Ce classement a le caractère juridique d'une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation des sols. Créé par la loi n° 2016-925du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (loi « LCAP »), ce classement se substitue aux aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP), aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et aux secteurs sauvegardés.
La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par un site patrimonial remarquable (SPR).

II.5.3.2 - Le patrimoine archéologique

Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel (article L.510-1 du code du patrimoine).

L'article L.522-5 du code du patrimoine prévoit qu'avec le concours des établissements publics ayant des activités de recherche archéologique et des collectivités territoriales, l'État dresse et met à jour la carte archéologique nationale. Cette carte rassemble et ordonne pour l'ensemble du territoire national les données archéologiques disponibles.
Dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'État peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Aussi, la liste des sites figurant dans la carte ci-après fait état du patrimoine archéologique de la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.

Les informations ci-jointes ne représentent en aucun cas un inventaire exhaustif du patrimoine archéologique de la commune. D'autres sites non localisés dont la documentation est trop partielle peuvent ne pas avoir été mentionnés. Des découvertes fortuites sont donc toujours possibles.

Ces découvertes fortuites sont protégées par les articles L.531-14 et suivants du code du patrimoine. Cet article L.531-14 précise que « lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitations ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie ».

- ✓ La loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques

Afin d'éviter toute destruction de site, qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et délits contre les biens (articles 322-1 et 322-2 du code pénal), le Service Régional de l'Archéologie devra être immédiatement prévenu de toute découverte fortuite conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 27 septembre 1941, validée par l'ordonnance n° 45-2092 du 13 septembre 1945 et reprise à l'article L.531-14 du code du patrimoine précisé ci-dessus.

« *Conformément aux dispositions de l'article L. 522-5 du code du patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous~sol des terrains sis dans les zones définies en annexe sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation*. »

« *Par ailleurs, en dehors de ces zones, des découvertes fortuites au cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toute destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et aux délits contre les biens (articles « 322-1 et 322-2 » du code pénal), le Service Régional de l'Archéologie devra en être immédiatement prévenu, conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine*. »

- ✓ La loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

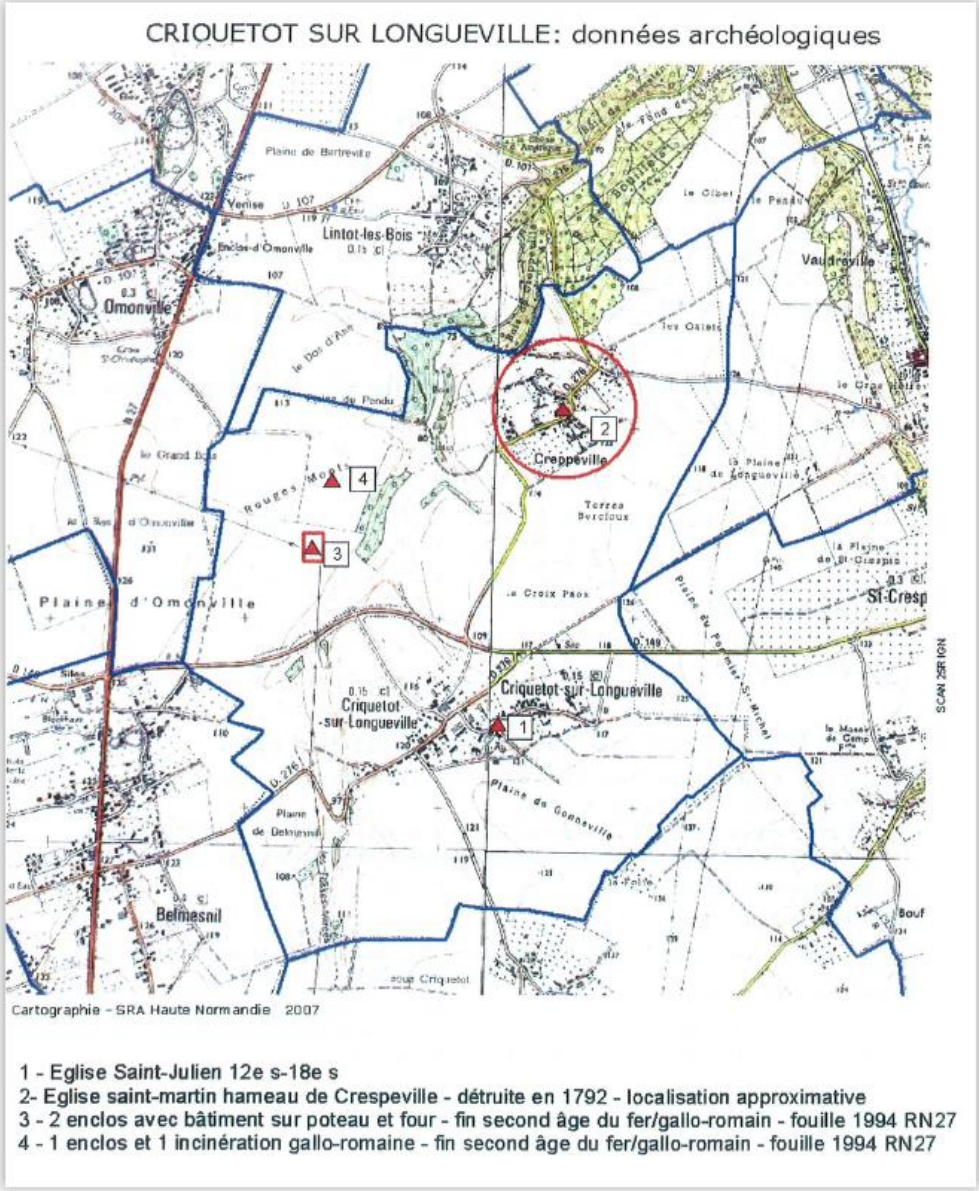
Cette loi modifiée par la loi n° 2003-707 du 1er août 2003 a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics et privés concourant à l'aménagement.

Les dispositions de cette loi sont pour partie reprises aux articles L.510-1 et suivants du code du patrimoine institué par l'ordonnance 2004.178 du 20 février 2004.

- ✓ Le décret n° 2004.90 du 3 juin 2004

Il précise notamment les opérations susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique qui ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde, définies par la loi du 17 janvier 2001 modifiée.

Le service régional de l'archéologie de Haute-Normandie a transmis une liste ainsi que la localisation des sites archéologiques. Ainsi 4 sites ont été recensés sur CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.



II.6 - Les déplacements

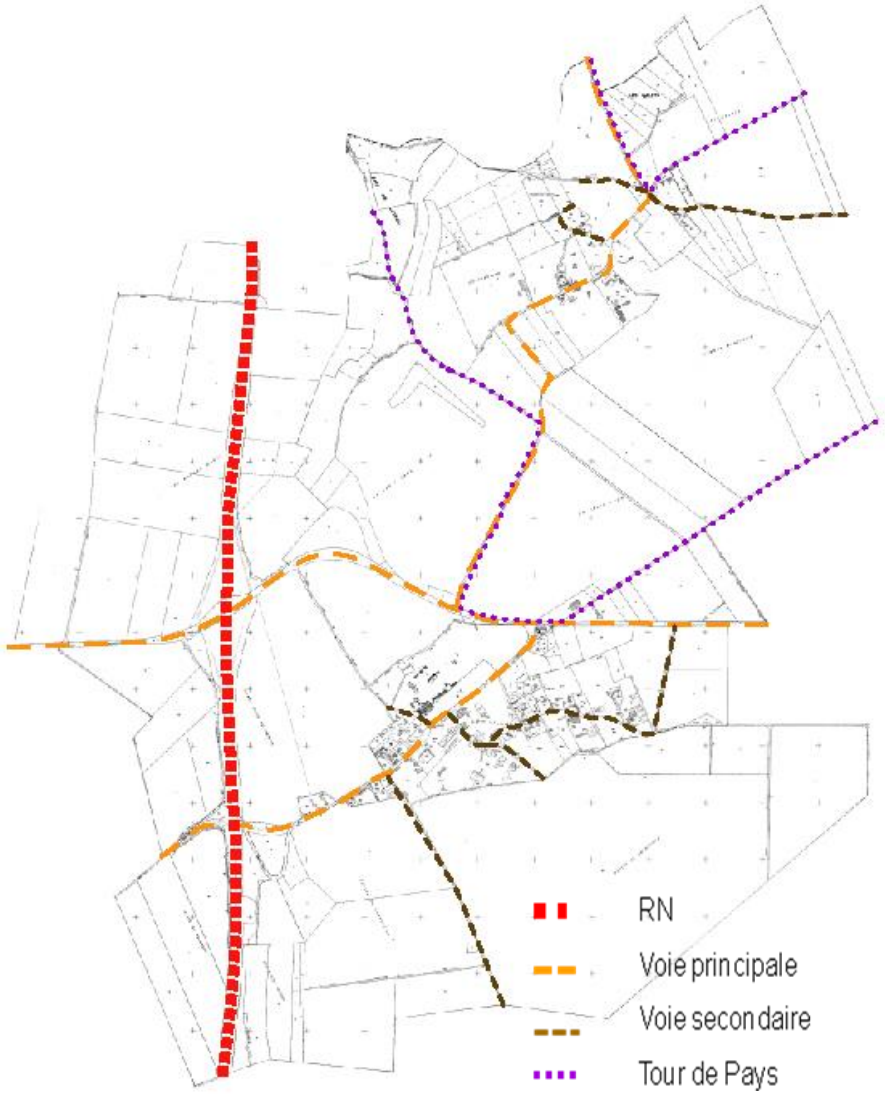
II.6.1- Les déplacements internes à la commune

A noter que le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est parcouru par plusieurs types de voiries :

- les routes nationales,
- les routes départementales,
- les voiries secondaires,
- les chemins communaux.

Le gabarit des voiries varie en fonction de leur typologie :

- larges (2 voies distinctes) et accompagnées de trottoirs pour les voiries principales,
- plus étroites pour les voiries secondaires ; les piétons ne disposent pas d'un cheminement spécifique aménagé. Dans cette typologie de voirie, on retrouve les impasses des opérations d'aménagement, qui par leur configuration, ne permettent pas les connexions entre les quartiers.
- les chemins ruraux ne sont (généralement) pas destinés à la voiture mais permettent les déplacements doux.



Outre la voiture, les déplacements dans le centre bourg peuvent être réalisés grâce à des modes doux, par l'intermédiaire d'aménagement adaptés :

- Circulations sécurisées des piétons et cycles en bordure des voiries du bourg et notamment la RD 149 (chemin piéton banalisé)
- Connexions inter-quartiers.

Des liaisons douces présentes : en effet, les photographies vu dans l'analyse paysagère montrent que des cheminements piétons sont présent pour rendre accessible l'ensemble de la commune. Cela marque la volonté de la commune de réaliser des aménagements propice aux déplacements. L'absence de pistes cyclables est à noter. Malgré tout, nous nous trouvons dans un bourg rural. De ce fait, la présence de voiture est moins marquée. Les cyclistes peuvent circuler sans pour autant subir une gêne. De plus, une route départementale empruntée massivement par la voiture passe à travers le bourg (RD 149). Pour autant, les cheminements piétons sont disparates dans le bourg.

Des aménagements piétonniers en voies de sécurisation : la volonté de la commune de réaliser des cheminements piétons pour relier l'ensemble du bourg s'aperçoit à travers les différents travaux d'amélioration de la traversé du village. La commune s'engage à **mutualiser plusieurs formes modales (piétons, cyclistes, voitures) et d'engager des principes d'accessibilité, de sécurité et d'urbanité.**



Afin de répondre au principe de sécurité, les photographies vu précédemment (voir chapitre Analyse paysagère : trame viaire) montrent un exemple bien typique que l'on peut trouver en milieu rural : la haie et les alignements d'arbres. Ceux-ci font office de limite entre la voirie et l'espace piéton et confère un sentiment de sécurité. C'est une solution qui peut être envisagée. De plus, elle pourrait avoir une fonction de corridors et d'insertion paysagère.

Afin de répondre à la problématique de l'urbanité, des rencontres sociales peuvent être effectuées à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE par le biais d'espace public de qualité (présence de mobilier urbain, aménagement paysager qualitatif). Celle-ci peut être traversée du Est-en Ouest par des cheminements adaptés. Les habitants peuvent trouver des espaces publics sur leurs chemins.

II.6.2 - Les déplacements extérieurs à la commune

Actuellement, les déplacements en direction des bassins d'emplois et de vie se réalisent majoritairement par l'intermédiaire de la voiture.

Toutefois plusieurs moyens de transport alternatifs peuvent également être utilisés par les habitants de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est traversé par plusieurs départementales : la D149 et D 276. Elles permettent aux habitants de se déplacer hors du territoire communal et de bénéficier d'une certaine mobilité. Il y a deux lignes de bus à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE :

- la ligne BELMESNIL/ DIEPPE (ligne 76),
- la ligne scolaire mise en place par la communauté de communes qui se divise :
  - en ramassage pour l'école élémentaire ;
  - en ramassage scolaire pour le collège et le lycée.

Aucune société de taxis ne se trouve sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Toutefois, il en existe sur les communes voisines, tel que LONGUEVILLE SUR SCIE, BACQUEVILLE EN CAUX et AUFFAY.

Il y a une gare sur la commune de LONGUEVILLE SUR SCIE qui se trouve à 4 kilomètres de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Ce mode de transport permet d'effectuer des migrations pendulaires aisément, et permet aux habitants de se digérer vers des villes ayant un bassin d'emploi important.

Train	Départ	Arrivée	Durée	Prix
Sncf	Dieppe Gare **06:16**	Longueville Sur Scie **06:31**	15 min	3 €
Sncf	Dieppe Gare **07:13**	Longueville Sur Scie **07:28**	15 min	3 €
Sncf	Dieppe Gare **08:11**	Longueville Sur Scie **08:26**	15 min	3 €
Sncf	Dieppe Gare **13:12**	Longueville Sur Scie **13:28**	16 min	3 €
Sncf 1 corresp.	Dieppe Gare **15:58**	Longueville Sur Scie **17:13**	1 h 15 min	7 €
Sncf	Dieppe Gare **17:01**	Longueville Sur Scie **17:16**	15 min	3 €
Sncf	Dieppe Gare **18:01**	Longueville Sur Scie **18:16**	15 min	3 €

Source SNCF

Le département de la Seine Maritime a également mis plusieurs actions en place pour inciter la population à prendre les transports en commun. Entre autres, on recense :

- Le Transport à 2 euros : *« Pour inciter les Seinomarins à se tourner vers les transports en communs, le Département de Seine-Maritime innove dans le cadre d'un nouveau schéma départemental des transports. Les transports en Seine-Maritime en autocar sont pour tous pour 2€. Chacun peut acheter son billet à 2€ quel que soit son trajet (déplacements interdépartementaux entre la Seine-Maritime et l'Eure). »*

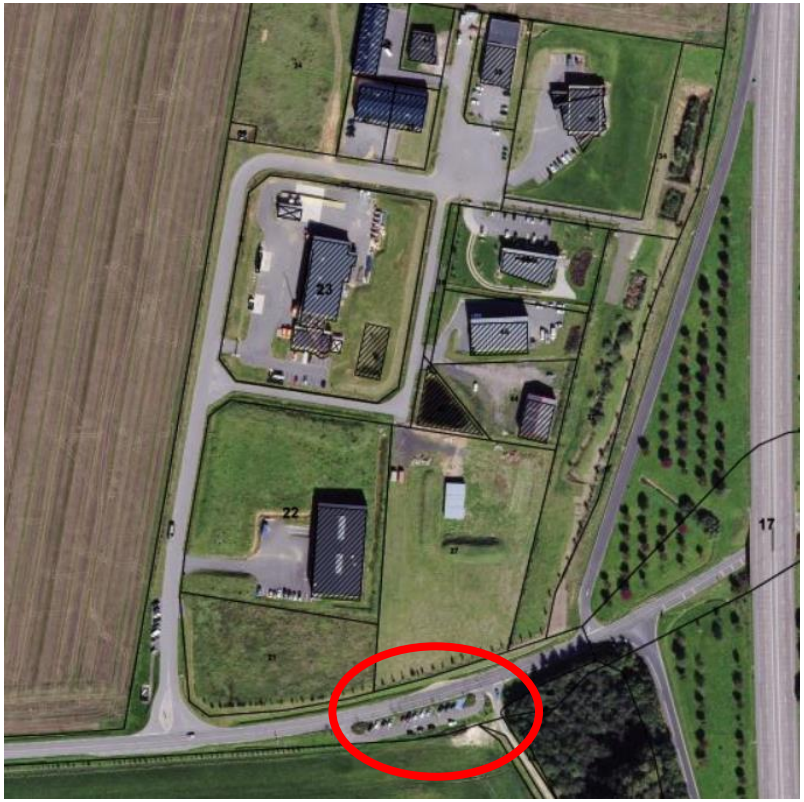
- Le Pass Transport 76 : *« Dans le cadre du dispositif du « Transports à 2 € », un Pass' Jeune et un Pass' Senior permet à tous de voyager tous les jours, toute l'année de façon illimitée sur les lignes départementales. Ce Pass transport vous permet de voyager de façon illimitée sur l'ensemble des lignes du réseau départemental de Seine-Maritime (c'est-à-dire les cars interurbains). »*

- Le minibus 76 *: « Le Département de Seine-Maritime généralise le transport à la demande « Minibus 76 », sur l'ensemble du territoire départemental. MINIBUS 76 couvre aujourd'hui 638 communes (hors les grandes agglomérations Créa, Le Havre et Dieppe) et permet à tous les Seinomarins d'accéder à une plus grande mobilité, en particulier dans les zones rurales. »*

- Le covoiturage : « *Le Département de Seine-Maritime a lancé depuis avril 2008, un dispositif interactif de covoiturage via internet et un programme d'aménagement d'aires de covoiturage.* »

Sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE et plus particulièrement à proximité du parc d'activité et de l'échangeur de la RN 27, une aire de covoiturage existe. Elle permet d'accueillir une quinzaine de véhicules.

Ci-contre sa localisation sur Géoportail.



DIEPPE → **BACQUEVILLE** → **BELMESNIL**

VILLES / JOURS	SAM	SAM	SAM	SAM	MER	MER	MER	MER	MER	LUN MAR JEU VEN	LUN MAR JEU VEN	LUN MAR JEU VEN	LUN MAR JEU VEN	MER	LUN MAR JEU VEN	LUN MAR JEU VEN
PÉRIODE DE VALIDITÉ	TA	PS	PS	PS	PS	PS	PS	PS	PS	PS	PS	PS	PS 1	TA	PS 1	PS
DIEPPE / Gare Routière	**11:00**	**12:00**		**12:30**		**12:30**	**12:30**	**12:30**	**12:30**	**16:30**				**18:00**	**18:00**	**18:17**
DIEPPE / Lycées Ango - Le Golf	-	12:15	12:05	12:45	12:05	12:45	12:45	12:45	12:45	16:45	17:15	17:20	17:50	-	18:15	18:02
DIEPPE / Lycée Pablo Neruda	-	-		-	-	12:50	12:50	12:50	12:50	-	17:20	17:25	17:55	-	18:20	17:55
ST AUBIN SUR SCIE / Lycée Providence	-	-	12:15	12:55	-	12:55	12:55	12:55	12:55	16:55	-	17:30	18:01	-	18:25	17:45
COLMESNIL MANNEVILLE / Pépinière	11:15	-	-	13:04	-	-	13:04	-	-	-	17:30	-	-	18:15	18:33	-
COLMESNIL MANNEVILLE / Gennetuit	-	-	-	13:10	-	-	13:10	-	-	-	17:34	-	-	-	18:40	-
AUPPEGARD / Eglise	11:18	-	-	13:15	-	-	13:15	-	-	-	17:39	-	-	18:18	18:45	-
HERMANVILLE / Mairie école	-	-	-	13:20	-	-	13:20	-	-	-	17:44	-	-	-	18:50	-
LAMMERVILLE / Ecole	-	-	-	13:23	-	-	13:23	-	-	-	17:47	-	-	-	18:53	-
LAMMERVILLE / Faguillonde	-	-	-	13:25	-	-	13:25	-	-	-	17:49	-	-	-	18:55	-
LAMMERVILLE / Calvaire des Mesnils	-	-	-	13:27	-	-	13:26	-	-	-	17:50	-	-	-	18:56	-
BRACHY / Saint Ouen sous Brachy	-	-	-	13:32	-	-	13:32	-	-	-	17:55	-	-	-	19:01	-
RAINFREVILLE / Mairie Ecole	-	-	-	13:34	-	-	13:34	-	-	-	17:57	-	-	-	19:03	-
BIVILLE LA RIVIERE / Chemin des Anes	-	-	-	13:37	-	-	13:37	-	-	-	17:59	-	-	-	19:05	-
ROYVILLE / Mairie	-	-	-	13:41	-	-	13:41	-	-	-	18:01	-	-	-	19:07	-
ROYVILLE / Lotissement	-	-	-	13:42	-	-	13:42	-	-	-	18:02	-	-	-	19:08	-
ST OUEN LE MAUGER / Eglise	-	-	-	13:44	-	-	13:44	-	-	-	18:04	-	-	-	19:10	-
ST OUEN LE MAUGER / Bois Lambert	-	-	-	13:45	-	-	13:45	-	-	-	18:05	-	-	-	19:11	-
LAMMERVILLE / Beautot	-	-	-		-	-		-	-	-	18:10	-	-	-	19:15	-
MANEHOUVILLE / Calnon	-	-	12:22		-	-		13:07	-	-		17:40	-	-		-
BERTREVILLE ST OUEN / Bout l'Abbé	-	-	12:25		-	-		13:12	-	-		17:45	18:16	-		-
BERTREVILLE ST OUEN / la Briquetterie	11:23	-	12:26		-	-		13:14	-	-		17:47	18:18	18:23		-
OMONVILLE / RD927	-	-	12:29		-	-		13:18	-	-		17:49	18:20	-		-
OMONVILLE / Mairie	11:25	-	12:30		-	-		13:19	-	-		17:50	18:21	18:25		-
BACQUEVILLE EN CAUX / Ecole de Pierreville	11:28	-	12:31		-	-		13:21	-	-		17:52	18:23	18:28		-
BACQUEVILLE EN CAUX / Place	**11:30**	-	**12:33**		-	-		**13:24**	**13:10**	-		**17:55**	**18:26**	**18:30**		-
LAMBERVILLE / Centre		-	12:35		-	-		13:27	-	-		17:58	18:29	-		-
ST MARDS / Eglise		-	12:36		-	-		13:29	-	-		18:00	18:31	-		-
ST PIERRE BENOUVILLE / Draqueville 2		-	12:41		-	-		13:35	-	-		18:06	18:37	-		-
ST PIERRE BENOUVILLE / Centre		-	12:42		-	-		13:36	-	-		18:07	18:38	-		-
LESTANVILLE / Ancienne Mairie		-	12:43		-	-		13:37	-	-		18:08	18:39	-		-
LESTANVILLE / L'Orée du Bois		-	12:44		-	-		13:38	-	-		18:09	18:40	-		-
AUZOUVILLE SUR SAANE / Place de l'église		-	12:46		-	-		13:41	-	-		18:11	18:42	-		-
SAANE ST JUST / Chemin de l'église		-	12:48		-	-			13:18	-		18:14	18:45	-		-
ST LAURENT EN CAUX / Château d'eau		-	12:51		-	-			13:22	-		18:18	18:49	-		-
GONNETOT / Eglise		-	12:53		-	-			13:24	-		18:21	18:51	-		-
SASSETOT LE MALGARDE / Rue de l'Eglise		-	12:54		-	-			13:25	-		18:22	18:52	-		-
BIVILLE RIVIERE / Carrefour D3		-	12:55		-	-			13:26	-		18:24	18:54	-		-
TOCQUEVILLE EN CAUX / Eglise		-	12:56		-	-			13:27	-		18:25	18:55	-		-
VENESTANVILLE / Eglise		-	12:58		-	-			13:29	-		18:27	18:57	-		
SAUQUEVILLE / Centre		12:30			12:20	13:01				17:00				-		18:29
MANEHOUVILLE / Calnon		12:33			12:23	13:04				17:02				-		18:31
ANNEVILLE SUR SCIE / Mairie Eglise		12:38			12:28	13:06				17:03				-		18:32
CROSVILLE SUR SCIE / Ecole		12:40			12:31	13:09				17:04				-		18:33
DENESTANVILLE / Mairie / Ecole		12:42			12:33	13:11				17:06				-		18:35
LONGUEVILLE S/ SCIE / Vaudreville		12:44			12:35	13:13				17:08				-		18:37
LONGUEVILLE S/ SCIE / Centre		12:46			12:36	13:15				17:10				-		18:39
ST CRESPIN / Champs de Ferme		12:47			12:38	13:17				17:11				-		18:40
ST CRESPIN / Manoir		12:49			12:39	13:19				17:13				-		18:42
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE / Ecole		12:52			12:41	13:23				17:17				-		18:46
BELMESNIL / Mairie		**12:57**			**12:48**	**13:28**				**17:25**				**18:35**		**18:50**
BELMESNIL / Vide Bouteilles		13:00			12:53	13:31				17:30						18:54

BELMESNIL → **BACQUEVILLE** → **DIEPPE**

VILLES / JOURS	LUN AU VEN	SAM	LUN AU VEN	LUN AU VEN	SAM	LUN AU VEN	SAM	LUN AU VEN	SAM	MER
PÉRIODE DE VALIDITÉ	PS	PS	PS	PS	PS	PS	PS	PS	TA	TA
BELMESNIL / Mairie							**6:55**	**6:53**		**13:25**
BELMESNIL / Vide Bouteilles							7:00	6:56		-
CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE / Ecole							7:03	6:59		-
ST CRESPIN / Manoir							7:05	7:01		-
ST CRESPIN / Champs de Ferme							7:06	7:02		-
LONGUEVILLE S/ SCIE / Collège						**6:55**	-	-		-
LONGUEVILLE S/ SCIE / Centre						7:01	7:07	7:03		-
LONGUEVILLE S/ SCIE / Vaudreville						7:02	7:08	7:04		-
DENESTANVILLE / Mairie / Ecole						7:04	7:10	-		-
CROSVILLE SUR SCIE / Ecole						7:06	7:12	-		-
ANNEVILLE SUR SCIE / Mairie Eglise						7:09	7:15	-		-
MANEHOUVILLE / Calnon						7:11	7:17	7:13		-
SAUQUEVILLE / Centre						7:14	7:20	7:16		-
VENESTANVILLE / Eglise			6:43		6:43	-	-			
TOCQUEVILLE EN CAUX / Eglise			6:45		6:45	-	-	-		-
BIVILLE RIVIERE / Carrefour D3			6:46		6:46	-	-	-		-
SASSETOT LE MALGARDE / Rue de l'Eglise			6:47		6:48	-	-	-		-
GONNETOT / Eglise			6:48		6:49	-	-	-		-
ST LAURENT EN CAUX / Château d'eau			6:50		6:51	-	-	-		-
SAANE ST JUST / Chemin de l'église			6:53		6:55	-	-	-		-
AUZOUVILLE SUR SAANE / Place de l'église			-	6:40	6:58	-	-	-		-
LESTANVILLE / L'Orée du Bois			-	6:43	7:00	-	-	-		-
LESTANVILLE / Ancienne Mairie			-	6:44	7:01	-	-	-		-
ST PIERRE BENOUVILLE / Centre			-	6:45	7:02	-	-	-		-
ST PIERRE BENOUVILLE / Draqueville 2			-	6:46	7:03	-	-	-		-
ST MARDS / Eglise			-	6:52	7:10	-	-	-		-
LAMBERVILLE / Centre			-	6:55	7:12	-	-	-		-
BACQUEVILLE EN CAUX / Place			**7:00**	**6:58**	**7:15**	-	-	-	**8:30**	**13:30**
BACQUEVILLE EN CAUX / Ecole de Pierreville			-	7:01	7:18	-	-	-	8:32	13:32
OMONVILLE / Mairie			-	7:03	7:20	-	-	-	8:35	13:35
OMONVILLE / Le Relais			-	7:04	7:21	-	-	-	-	-
BERTREVILLE ST OUEN / la Briquetterie			7:05	-	7:22	-	-	-	8:37	13:37
BERTREVILLE ST OUEN / Bout l'Abbé			7:07	-	7:24	-	-	-	-	-
ST OUEN LE MAUGER / Bois Lambert	**6:40**	**6:40**	-	-	-	-	-	-	-	-
ST OUEN LE MAUGER / Eglise	6:42	6:42	-	-	-	-	-	-	-	-
ROYVILLE / Lotissement	6:44	6:44	-	-	-	-	-	-	-	-
ROYVILLE / Mairie	6:45	6:45	-	-	-	-	-	-	-	-
BIVILLE LA RIVIERE / Chemin des Anes	6:47	6:47	-	-	-	-	-	-	-	-
RAINFREVILLE / Mairie Ecole	6:49	6:49	-	-	-	-	-	-	-	-
BRACHY / Saint Ouen sous Brachy	6:51	6:51	-	-	-	-	-	-	-	-
LAMMERVILLE / Calvaire des Mesnils	6:55	6:55	-	-	-	-	-	-	-	-
LAMMERVILLE / Faguillonde	6:58	6:58	-	-	-	-	-	-	-	-
LAMMERVILLE / Ecole	7:00	7:00	-	-	-	-	-	-	-	-
HERMANVILLE / Mairie école	7:03	7:03	-	-	-	-	-	-	-	-
AUPPEGARD / Eglise	7:08	7:08	-	-	-	-	-	-	8:42	13:42
COLMESNIL MANNEVILLE / Gennetuit	7:13	7:13	-	-	-	-	-	-	-	-
COLMESNIL MANNEVILLE / Pépinière	7:15	7:15	-	-	-	-	-	-	8:45	13:45
ST AUBIN SUR SCIE / Lycée Providence	7:25	7:25	7:20	7:25	7:41	7:19	7:25	7:23	-	-
DIEPPE / Lycée Pablo Neruda	7:30	-	7:25	7:30	-	7:25	-	7:28	-	-
DIEPPE / Lycées Ango - Le Golf	7:35	7:35	7:30	7:35	7:51	7:31	7:30	7:33	-	-
DIEPPE /Gare Routière	**7:50**	**7:50**		**7:50**			**7:45**	**7:48**	**9:00**	**14:00**


CARTE DU RÉSEAU DÉPARTEMENTAL DE TRANSPORT
LA MANCHE
SOMME
OISE
Lignes de car
Réseau SNCF
Réseau TER
Villes du réseau "Tous au Marché"
Mers
Le Tréport
Eu
Criel-sur-Mer
Incheville
Penly
Dieppe
Blangy
St-Valery-en-Caux
Offranville
St-Nicolas-d'Aliermont
La Gaillarde
Luneray
Londinières
Veulette-sur-Mer
Cany-Barville
Fécamp
Bacqueville-en-Caux
Neufchâtel-en-Bray
Aumale
Les Loges
Étretat
Doudeville
Bellencombre
Fauville-en-Caux
Yerville
Fresnay-le-Long
Saint-Saëns
Criquetot-L'Esneval
Goderville
Bosc-le-Hard
Forges-les-Eaux
Breaute
Yvetot
Clères
Pavilly
Fontaine-le-Bourg
Buchy
Bolbec
Caudebec-en-Caux
Harfleur
St-Romain-de-Colbosc
Le Trait
Roumare
Catenay
Lillebonne
Duclair
La Vaupalière
Servaville
Le Havre
Notre-Dame-de-Gravenchon
Gournay-en-Bray

II.7 - Les risques et nuisances

En application de l'article L.121-1-3 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme doit prendre en considération l'existence de risques naturels prévisibles et de risques technologiques. Cette prise en considération devra être justifiée dans le rapport de présentation et se traduire par des mesures particulières dans le zonage.

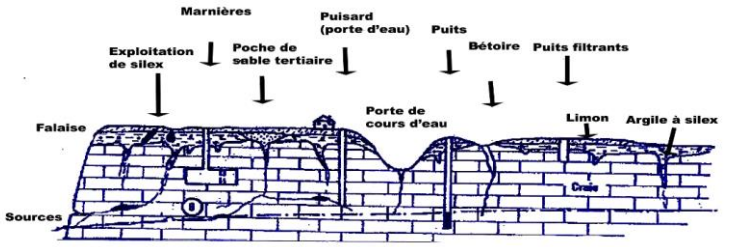
II.7.1 - Les risques naturels

II.7.1.1 - Les cavités souterraines

Rappel de la doctrine relative aux cavités souterraines applicable en Seine-Maritime : L'instruction d'un permis ou d'un certificat d'urbanisme doit tenir compte de documents fondateurs, fixant les règles d'urbanisme. Plus précisément, les codes de l'urbanisme (CU) et de l'environnement fixent un certain nombre d'obligations liées aux risques naturels prévisibles pour les PLU et cartes communales.

En matière de traduction réglementaire dans les documents locaux de planification :

- obligation d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles, en application des articles L.121-1 et L.124-2 du CU,
- obligation que le règlement graphique du PLU fasse apparaître les secteurs où l'existence de risques naturels justifie que soient interdites ou soumises à conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, en application de l'article R123-11 b) du CU,
- obligation que le rapport de présentation du PLU explique le zonage et les règles applicables, et évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement (et le cas échéant en cas d'incidences notables sur un site Natura 2000 qu'une évaluation environnementale soit réalisée), en application de l'article R.123-2 du CU, des zones de suspicion peuvent y être traduites pour information,
- obligation que le rapport de présentation du plan local d'urbanisme explique les choix retenus au regard des articles L.110 et L.121-1 pour la délimitation des secteurs constructibles et évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement.



Le département de la Seine Maritime est soumis à des risques liés à la présence de nombreuses cavités souterraines correspondant à des phénomènes naturels ou d'exploitations humaine. En 1997, une analyse statistique menée sur 62 marnières dans le département de Seine-Maritime menée par le BRGM (Bureau de Recherche Géologique Minière) a permis d'identifier que dans 98% des cas leur dimension maximale était inférieure ou égale à 55 m. Bien que leur inventaire reste difficile à réaliser, le nombre de marnières creusées en Seine-Maritime est de l'ordre de 80 000. Les informations dont dispose l'Etat proviennent des recensements ou déclarations correspondants à des indices de surfaces (puits d'accès, affaissement, effondrement et informations locales). Par ailleurs, les déclarations d'ouverture de marnière enregistrées aux archives communales ou départementales depuis 1853 constituent des sources pour la localisation des marnières.

Afin de localiser les indices de vides, la commune a engagé une étude. Ainsi le bureau d'études ALISE ENVIRONNEMENT a recensé les indices de vides présents sur la commune.

Une cartographie est reprise en annexe de ce rapport de présentation. Elle signale plusieurs types d'indices :

- cavité anthropique - source témoignage oral,
- parcelle napoléonienne avec déclaration d'exploitation,
- indice indéterminé - source témoignage oral,
- indice indéterminé - source terrain,
- bétoire - source terrain,
- puits à eau, puisard, bétoire aménagée - source archives,
- carrière à ciel ouvert.

Les périmètres de protection sont signalés sur le plan de zonage. La liste des indices et des déclarations a fait l'objet d'un rapport disponible en mairie. Chaque indice fait l'objet d'une fiche descriptive.

Un tableau récapitulatif est également joint en annexe de ce rapport de présentation.

La méthodologie

La méthodologie retenue pour l'identification des aléas est la suivante :

- recherche aux archives communales et départementales afin d'analyser les déclarations d'ouvertures de carrières,
- analyse de différents cadastres (napoléonien…),
- intégration des données issues du BRGM, étude des cartes et des plans,
- interrogation des élus et des exploitants agricoles,
- consultation et analyse de différentes photos aériennes afin de détecter des zones d'ombre, relief…
- observations de terrains,
- report sur le cadastre.

La doctrine de l'Etat suivant les périmètres de protection

Les périmètres de protection varient suivant l'indice découvert. En effet, autour des indices de cavités souterraines, des périmètres d'un rayon de 60 m (pour les indices liés à la présence de marnières) ou de 35 m (pour les indices karstiques, bétoires) sont à instaurer.
Dans certains cas, lorsque des indices n'ont pu être localisés précisément, des parcelles napoléoniennes font référence au risque. C'est alors un périmètre de rayon de 60 mètres qui s'appliquent autour de la parcelle concernée.

La levée des risques et les périmètres de protection

Ces différents périmètres entraînent l'inconstructibilité des zones. Par contre, en cas d'études de sol (sondages, décapages, ou toutes autres techniques) et finalement rebouchage quand l'indice a été retrouvé, le terrain devient constructible.

La gestion de l'existant dans les secteurs de risques

Toutefois, dans les espaces concernés par des périmètres de protection, le règlement autorise :

- Les extensions mesurées des constructions existantes pour l'amélioration du confort des habitations, sous réserve que ces travaux n'aient pas pour effet d'augmenter le nombre de logements ainsi que leurs annexes de faible emprise, jointives ou non,
- Les reconstructions après sinistre sauf si ce sinistre est lié à un effondrement du sol,
- Les aménagements ayant pour objet de vérifier ou supprimer les risques,

La gestion des exploitations agricoles dans les secteurs de risque, dits napoléoniens :

Si le projet est au droit ou en périphérie d'une parcelle napoléonienne, la DDTM/BRN étudiera les 5 critères suivants :

- le projet est lié à l'amélioration des conditions d'élevage,
- le projet n'est pas directement au-dessus d'un risque avéré (risque avéré : cavité visitée -in situ ou par passage camera-, effondrement),
- si le projet est sur l'emprise d'une parcelle napoléonienne, un décapage au droit du projet n'a pas montré la présence d'anomalies,
- le projet ne présente pas une aggravation des enjeux exposés,
- le pétitionnaire a produit une note démontrant qu'il a étudié et mis en œuvre toutes les mesures d'évitement/réduction du risque possibles dans le cadre du projet.

Si ces 5 critères précédents sont remplis, le projet pourra recevoir une suite favorable.

La gestion du risque en cas de découverte d'un nouvel indice

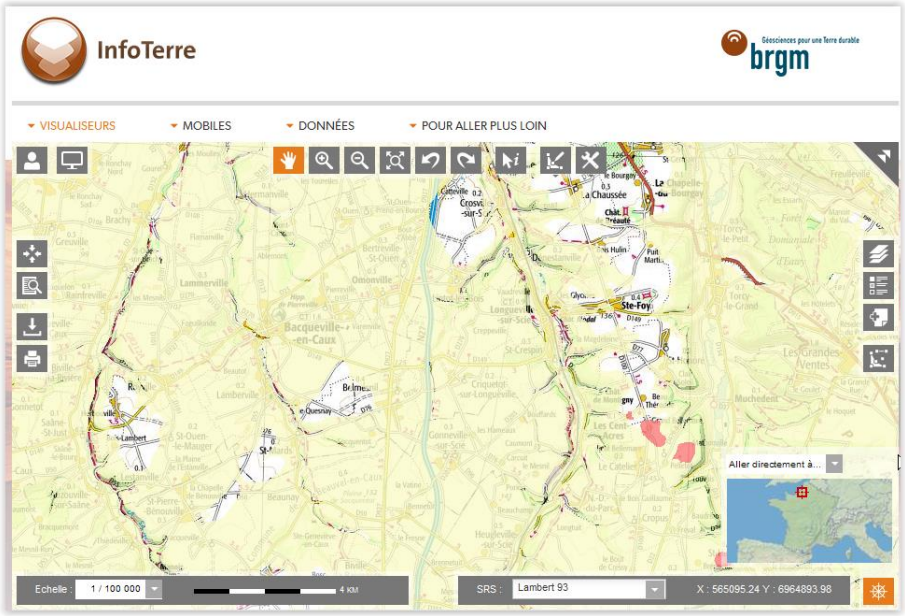
Il est possible que de nouveaux indices soient découverts après l'approbation du plan local d'urbanisme. Dans ce cas, l'article L.563-6 II du code de l'environnement fait obligation au maire de communiquer sans délai, au représentant de l'Etat dans le département et au président du conseil général les éléments dont il dispose à ce sujet. Les permis de construire sont alors instruits sur la base de ces nouveaux éléments et il sera opposé un refus en application de l'article R111-2 si la construction projetée est « de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique ». Concrètement, le périmètre de protection habituel (rayon de 60 m en cas de suspicion de marnière) sera inconstructible. Parallèlement, le plan local d'urbanisme ne pourra le prendre en compte que lors de sa prochaine révision (pas de mise à jour possible).

Il est donc important de rappeler que le recensement qui est intégré dans le plan local d'urbanisme fait état de la connaissance du risque au moment de l'approbation du PLU, cette connaissance étant susceptible d'évoluer alors que le document reste figé jusqu'à une prochaine révision. En tout état de cause, c'est bien la connaissance du risque actualisée qui sera prise en compte pour les autorisations d'urbanisme, en application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.

L'ensemble des indices recensés est présenté sur une cartographie page suivante. Une cartographie à l'échelle 1/5 000° ainsi qu'un tableau des indices de risques sont aussi joints en annexe de ce rapport de présentation.



II.7.1.2 - Le retrait-gonflement des argiles



CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est concerné par l'aléa retrait et gonflement des argiles. Ce risque se manifeste dans les sols argileux et est lié aux variations en eau du terrain. En effet, la consistance de l'argile est modifiée selon la teneur en eau : asséchée, le matériau est dur et cassant, alors qu'un certain degré d'humidité le fait se transformer en matériau plastique et malléable. Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner de variations du volume. Lors des périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol en surface = **retrait**. L'apport d'eau sur ces terrains produit un phénomène de **gonflement**.

Ce phénomène ne constitue pas un danger pour les populations mais peut engendrer des dégradations des bâtiments à fondations superficielles. **Sur CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, l'aléa retrait et gonflement des argiles est « faible »et « quasi nul » dans le centre du territoire communal**, c'est-à-dire qu'un sinistre est possible en cas de sécheresse importante. Les désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol).

II.7.1.3 - Incendie

Selon les bases de données Prim Net et Prométhée, est qualifié d'incendie de forêt le sinistre qui brûle d'un seul tenant au moins un hectare de formation forestière, subforestière ou herbacée.
Le risque incendie de forêt est concentré autour de la région méditerranéenne compte tenu du climat et de la nature des forêts, ce qui n'exclut pas l'existence d'un tel risque dans d'autres régions. La topographie, la nature des essences d'arbres, ainsi que les conditions climatiques sont des facteurs augmentant le risque d'incendie.
A l'instar des autres risques qui peuvent être rencontrés sur un territoire, le risque incendie de forêt doit obligatoirement être pris en compte dans les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, carte communale). Deux outils existent afin d'anticiper et limiter le risque incendie :
 le plan de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.N.) ;
 le plan de prévention des risques d'incendie de forêt (P.P.R.I.F.), qui fait connaître les zones à risque, règlemente les constructions nouvelles et établit des prescriptions pour les constructions existantes afin d'en réduire la vulnérabilité, ainsi qu'il définit des mesures de voirie, débroussaillement et d'hydrant (poteau incendie ou citerne).

Outre ses conséquences sur le plan humain et matériel, l'incendie de forêt comporte un impact environnemental qui peut être considérable. Paysages modifiés, destruction des milieux, pertes biologiques et en qualité des sols, érosion liée aux ruissellements des eaux sur sols dénudés,…sont autant d'impacts qui peuvent être rencontrés.
Selon la base de données Prim Net, la commune ne présente pas de risque d'incendie majeur. Aucun Plan de Prévention des Risques n'a été établi sur son territoire.

II.7.1.4 - Les inondations

Les inondations constituent un risque majeur sur le territoire national. L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Les crues des rivières proviennent des fortes pluies. On distingue les crues par débordement direct (le cours d'eau sort de son lit mineur pour occuper son lit majeur) et les crues par débordement indirect (remontée de la nappe alluviale). Elles ont lieu à la suite de longs épisodes pluvieux impliquant l'ensemble du bassin. Elles sont souvent prévisibles. Dans les secteurs où la topographie est marquée, existe également un risque de ruissellement en cas de fortes précipitations pouvant provoquer de graves dégâts. Parmi les facteurs aggravant le phénomène de pluviosité du fait de leur incidence sur le régime du cours d'eau, on peut citer :

- ✓ les aménagements urbains,
- ✓ l'imperméabilisation des surfaces,
- ✓ la disparition des champs d'expansion des crues,
- ✓ le mauvais entretien d'ouvrages hydrauliques anciens ou de certains cours d'eau,

L'inondation peut prendre plusieurs formes :

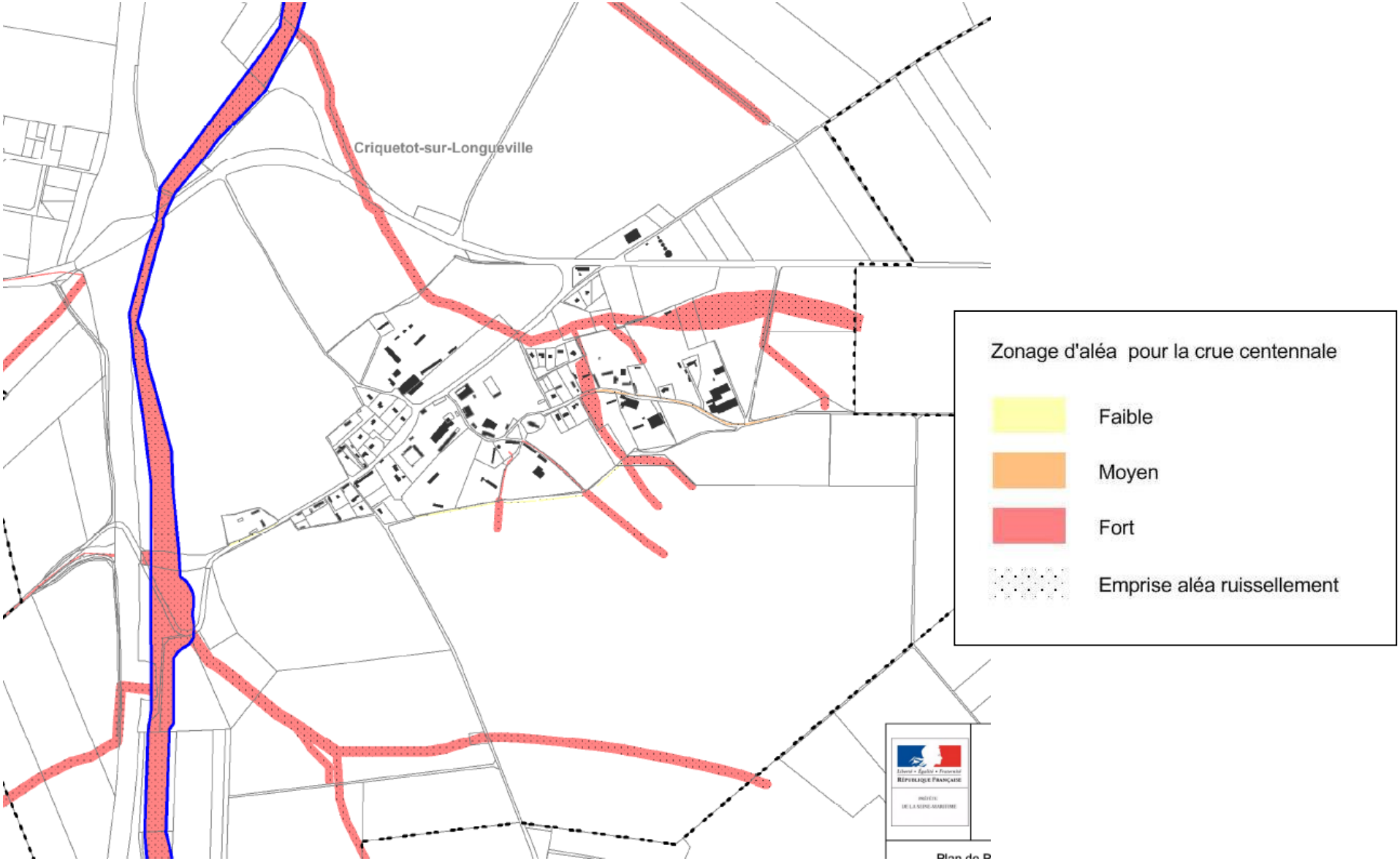
- ✓ elle peut être le fruit du **débordement** dans la plaine alluviale des cours d'eau gonflés par la pluie et le ruissellement,
- ✓ elle peut être provoquée par une élévation exceptionnelle du niveau de la nappe phréatique, c'est-à-dire de la nappe d'eau la plus proche du sol. Ce cas de figure est appelé inondation par **remontée de nappe**.

D'origine naturelle ou créée par l'anthropisation et notamment les pratiques agricoles, l'inondation est un risque qui ne peut être négligé car ses conséquences sur le plan matériel ou sur le plan humain peuvent être lourdes.

❖ PPRI

Un plan de prévention des risques inondations (PPRI) était en cours d'élaboration durant le PLU : le plan de prévention des risques littoraux et d'inondation du bassin versant de la Scie. Le zonage d'aléa inondation du PPRI ne s'applique qu'aux axes de ruissellements, déjà identifiés dans le schéma de gestion des eaux pluviales réalisé par le bureau d'études SOGETI. Pour information, le zonage d'aléa du PPRI ainsi que l'arrêté préfectoral du 10 avril 2012 sont joints en annexe des servitudes d'utilité publique. Un extrait du PPRI est toutefois repris page suivante et ne concerne que le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Ce PPRI s'imposera au PLU lorsqu'il sera approuvé.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES LITTORAUX ET D'INONDATION DU BASSIN VERSANT DE LA SCIE
ZONAGE D'ALEA INONDATION - COMMUNE DE CRIQUTOT SUR LONGUEVILLE



❖ Ruissellements

Le schéma de gestion des eaux pluviales (S.G.E.P.) est un document de planification de la gestion des eaux pluviales urbaines. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision en matière de gestion quantitative et qualitative de ces eaux.
La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE a engagé une démarche de schéma de gestion des eaux pluviales qui a pour objet de proposer un outil d'aide à la décision par le biais d'un zonage et de prescriptions réglementaires. Ainsi, le schéma de gestion des eaux pluviales permet à la commune d'avoir une vision globale sur le fonctionnement hydrologique (réseau d'eau pluviale, ruissellement…), sur les impacts des pollutions et sur le développement de la commune. L'étude détermine notamment les grands axes de ruissellement des eaux pluviales, présentés ci-après.

L'intégration d'un volet hydrologique dans un document d'urbanisme a pour but :

- de recenser les secteurs pouvant faire l'objet d'un risque d'inondation. Tout décideur devra ensuite faire procéder aux examens complémentaires du risque inondation, en préalable à l'implantation de toute nouvelle construction dans ces secteurs : l'objectif étant d'éviter toute construction en zone d'aléa ;
- de veiller à ne pas aggraver les risques, en cartographiant les secteurs bâtis vulnérables connus.

Afin de prendre en compte la problématique des inondations (ruissellements, débordement du cours d'eau et remontées de nappe) dans le document d'urbanisme et afin de compléter la connaissance de ce risque, la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE a réalisé, en parallèle de son PLU, un bilan hydrologique. Cette étude a été élaborée par SOGETI en Février 2011.

Nous allons présenter dans les pages suivantes les éléments extraits du rapport rédigé par SOGETI.

La commune n'a fait l'objet d'aucun arrêté de catastrophe naturelle sur la période de 1983 à 2008.

Dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE souhaite réaliser un schéma de gestion des eaux pluviales sur son territoire.
La réalisation du schéma de gestion des eaux pluviales doit permettre d'intégrer au document d'urbanisme :

- les zones présentant un risque d'inondation sur lesquelles l'implantation de nouvelles constructions doit être évitée.
- les éléments du paysage qui seront à conserver du fait de leur intérêt hydraulique.
- un règlement d'assainissement des eaux pluviales, qui définit des modes de gestion des eaux pluviales adaptés à chaque zone du document d'urbanisme.
- les emprises de futurs aménagements hydrauliques, communaux et intercommunaux, nécessaires au projet de développement de la commune.

L'élaboration du schéma de gestion des eaux pluviales de la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se décompose en trois phases :

- Phase n°1 : Etat des lieux et diagnostic de la situation actuelle
- Phase n°2 : Etude hydrologique et hydraulique des secteurs à enjeux significatifs
- Phase n°3 : Propositions d'aménagements, zonage d'assainissement pluvial

Voici un résumé du SGEP de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE réalisé par SOGETI :

« La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se doit de recenser les risques de ruissellement et d'inondation afin de les intégrer dans ses documents d'urbanisme pour permettre la prévention de ces risques. Cette commune a décidé d'aller plus loin dans la réflexion en matière de gestion des eaux pluviales et d'élaborer un ***schéma de gestion des eaux pluviales****, à l'échelle de son territoire communal.*
La finalité de cette étude est de parvenir à une ***maîtrise des eaux de ruissellements en cas d'orages ou de pluies hivernales*** *par l'établissement d'un programme d'actions préventives et de propositions d'aménagements hydrauliques sur la commune.*
L'étude a été réalisée à l'échelle parcellaire à partir des fonds cadastraux digitalisés, afin de caractériser le fonctionnement hydraulique le plus finement possible et de positionner précisément les actions à entreprendre.

L'objectif est de :

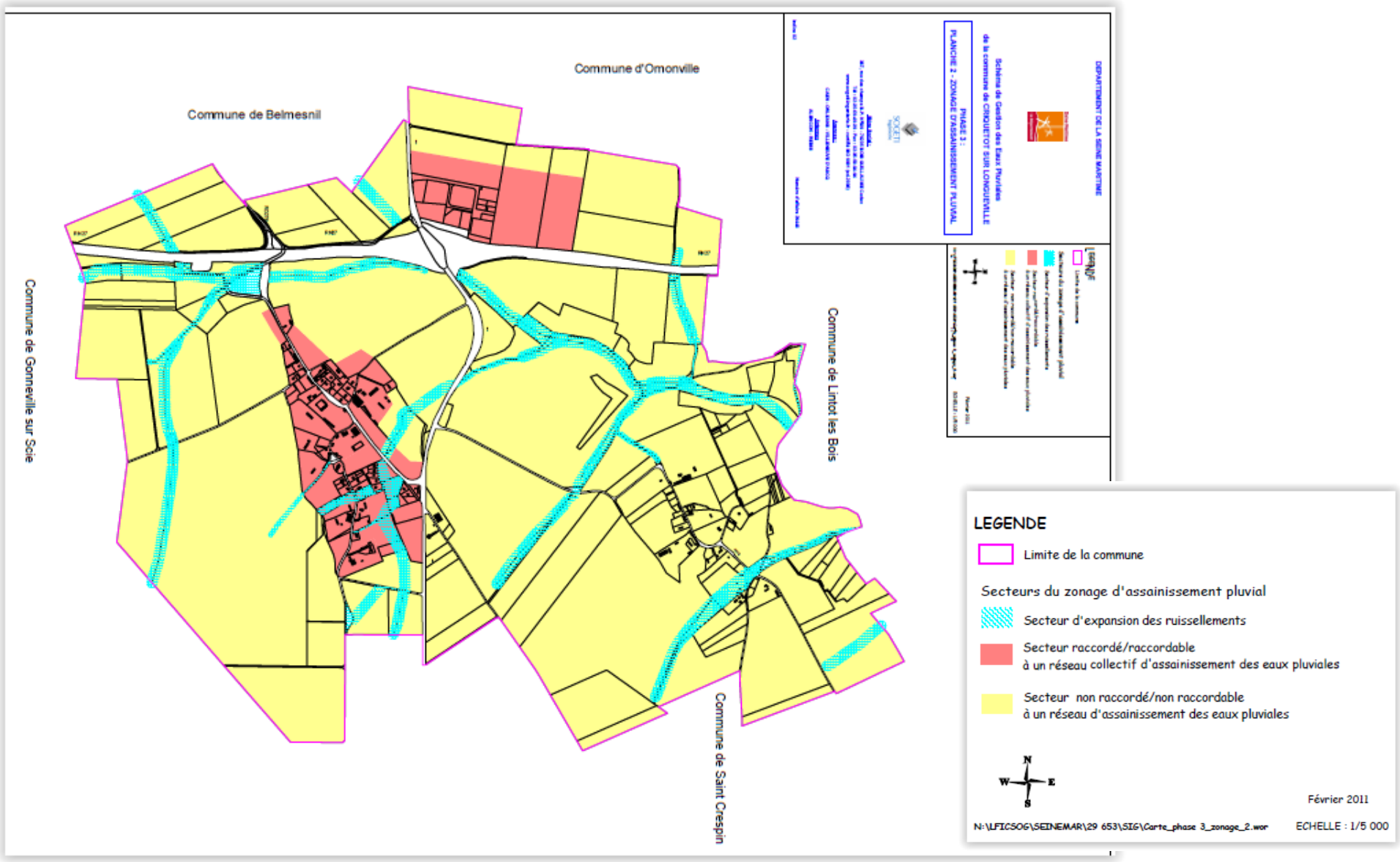
- *Fournir à la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE un diagnostic du fonctionnement hydraulique communal (en veillant à conserver une logique amont-aval et en accordant une attention particulière à la continuité hydraulique entre les eaux de ruissellement d'origine rurale et les eaux d'origine urbaine),*
- *Enoncer des propositions d'actions et d'aménagements pour résoudre les dysfonctionnements,*
- *Réaliser un zonage d'assainissement pluvial définissant :*
    - *Les secteurs raccordés/raccordables au réseau collectif d'assainissement des eaux pluviales,*
    - *Les secteurs non raccordés/non raccordables au réseau collectif d'assainissement des eaux pluviales,*
    - *Les secteurs d'expansion des ruissellements.*

Le schéma de gestion des eaux pluviales a ainsi pour objectif d'énoncer des prescriptions (propositions d'aménagements et zonage pluvial) visant d'une part à résoudre les dysfonctionnements hydrauliques liés au ruissellement pluvial sur la commune et d'autre part à ne pas aggraver la situation actuelle à la suite de l'augmentation des surfaces urbanisées. Ces prescriptions ont ainsi pour objectif une non-aggravation de la situation actuelle sur la commune étudiée et également sur les communes situées plus à l'aval.
Le schéma de gestion des eaux pluviales ainsi réalisé fournira tous les éléments permettant de rédiger le règlement du futur document d'urbanisme.

Le diagnostic réalisé lors de la première phase de l'étude a montré l'existence de quelques dysfonctionnements hydrauliques au niveau de la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE*. La plupart de ces dysfonctionnements ont été fortement limités voir supprimés suite aux aménagements réalisés par la commune et repris ensuite par le Syndicat de Bassins Versants.*

Le principal point noir subsistant sur la commune se situe au niveau du chemin en cavée aboutissant rue de l'Eglise qui présente des ruissellements importants lors de fortes pluies. Les moyens d'actions pour lutter contre le ruissellement et les inondations sont multiples et d'autant plus efficaces qu'ils sont répartis sur l'ensemble du bassin versant. Seule une vision globale peut permettre de réduire le ruissellement et l'érosion et de protéger les habitations, voiries et rivières situées en contrebas. Ainsi, la recherche de solutions porte sur trois aspects majeurs : Des ***propositions d'actions préventives*** *(conservation des éléments du paysage existants) et* ***d'aménagements hydrauliques*** *alliant technique d'hydraulique douce et ouvrages structurants, des* ***préconisations sur la gestion des eaux pluviales des zones d'urbanisation futures,*** *et enfin la* ***réalisation d'un zonage d'assainissement pluvial****.*
Tout d'abord, les ***éléments constitutifs du paysage****, limitant le ruissellement et favorisant l'infiltration seront conservés : il s'agit des haies, talus et prairies.*
*Ensuite, des propositions d'****aménagements d'hydraulique douce*** *peuvent être faites, dès l'amont des bassins versants (haies, talus, bandes enherbées, noues enherbées), afin de limiter les ruissellements au plus près des zones d'émission. Ces propositions d'actions devront être mises en place sur l'ensemble du bassin versant et de manière prioritaire dans les secteurs ou le risque d'inondation est le plus important.*
*Ces aménagements d'hydraulique douce pourront s'accompagner d'****aménagements structurants : ouvrages de rétention****. Pour être efficaces, les ouvrages de rétention doivent être mis en place dès l'amont des bassins versants, là où les écoulements commencent à se concentrer. Une estimation financière des coûts de réalisation et de mise en œuvre des propositions ainsi qu'une présentation des aides financières possibles sont réalisées.*
Enfin, ce rapport proposera un ***zonage d'assainissement pluvial*** *selon 3 secteurs, avec pour chacun des prescriptions en terme d'urbanisation et de gestion des eaux pluviales.* »

Une cartographie est jointe page suivante. Le plan du bilan hydrologique à l'échelle 1/5000° est annexé au présent rapport de présentation.


Commune d'Omonville
Commune de Belmesnil
Commune de Gonneville sur Scie
Commune de Lintot les Bois
Commune de Saint Crespin
DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME
Schéma de Gestion des Eaux Pluviales
de la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE
PHASE 3 :
PLANCHE 2 - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL
LEGENDE
Limite de la commune
Secteurs du zonage d'assainissement pluvial
Secteur d'expansion des ruissellements
Secteur raccordé/raccordable
à un réseau collectif d'assainissement des eaux pluviales
Secteur non raccordé/non raccordable
à un réseau d'assainissement des eaux pluviales
N
W
E
S
Février 2011
N:\LFICSOG\SEINEMAR\29 653\SIG\Carte_phase 3_zonage_2.wor
ECHELLE : 1/5 000

II.7.2 - Les risques technologiques

II.7.2.1 - Les anciens sites industriels ou activités de service

Pourquoi Basias : La France a été l'un des premiers pays européens à conduire des inventaires des sites pollués d'une façon systématique (premier inventaire en 1978). Les principaux objectifs de ces inventaires sont :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- conserver la mémoire de ces sites,
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

La réalisation d'inventaires historiques régionaux (IHR) des sites industriels et activités de service, en activité ou non, s'est accompagnée de la création de la base de données nationale BASIAS.
Cette banque de données BASIAS a aussi pour objectif d'aider, dans les limites des informations récoltées, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions immobilières.
Il faut souligner que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit. Compte tenu des finalités affichées, BASIAS a reçu un avis favorable de la Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés (CNIL) en septembre 1998. La création de BASIAS et les principes de son utilisation sont définis dans l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 publié le 16 avril 1999, ainsi que dans deux circulaires ministérielles, en date du 26 avril 1999, adressées aux Préfets et aux Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE).

Les inventaires Basias
La sensibilisation de l'ensemble des acteurs est l'un des outils d'une politique de prévention des risques liés à la pollution des sols. C'est dans le but de développer une vigilance à tous les niveaux que, sous l'égide du ministère en charge de l'Environnement, le BRGM a développé, depuis 1994, des inventaires des sites ayant été occupés par des activités de type industriel. Cette base de données appelée BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service) est accessible librement sur Internet (http://basias.brgm.fr). L'inventaire historique BASIAS est avant tout destiné au grand public, aux notaires, aux aménageurs et doit servir à apprécier les enjeux relatifs à l'état d'un terrain en raison des activités qui s'y sont déroulées.

Ces sites ne sont pas repris sur les documents graphiques de zonage ni dans le règlement, par contre, il est important de noter qu'avant toute nouvelle utilisation de ces sites, et en cas de pollution avérée, il conviendra d'en vérifier le niveau et de la rendre compatible avec l'usage prévu.

La base de données BASIAS dresse l'inventaire des sites industriels et activités de services en activité ou non. Cet inventaire est complémentaire à la base de données BASOL sur les sites et sols pollués, afin de déterminer les parcelles potentiellement concernées par une pollution liées aux activités industrielles et de service. Toutefois, *« l'organisme BRGM est seul gestionnaire des données issues de BASIAS qui constituent une simple information du passé industriel du terrain. Dans le cas d'un projet, il reviendrait au porteur de celui-ci de réaliser les investigations nécessaires afin de détecter la*

présence éventuelle d'une pollution. Dans ce cas, il conviendrait de prendre les dispositions techniques et/ou éventuelles permettant de se prémunir contre les risques liés à cette pollution des sols et de vérifier la comptabilité du projet avec l'usage tel que défini dans la circulaire conjointe des ministères de la santé et des solidarités, de l'écologie et du développement durable, de l'équipements, des transports, du logement, du tourisme et de la mer en date du 8 février 2007. En cas de pollution avérée, il convient d'en vérifier le niveau et de la rendre compatible avec l'usage prévu. »

Aucun site Basias n'est recensé à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.

II.7.2.2 - BASOL

L'inventaire BASOL reprend des sites réellement pollués, recensés par les pouvoirs publics et faisant l'objet d'une action. BASOL impose une traduction réglementaire dans les documents graphiques.
Par ailleurs, à travers la base BASOL (http://basol.environnement.gouv.fr), le ministère de l'Écologie et du Développement Durable met à disposition la liste des sites pollués recensés par les pouvoirs publics, faisant l'objet d'une action. Cette base est le prolongement des importantes actions de recensement entamées au début des années 1990 ; dans ce cadre, de nombreux diagnostics ont été réalisés au cours de la décennie passée pour connaître les problèmes posés par ces sites et mettre en place les mesures afin qu'ils ne soient pas générateurs de risque compte tenu de l'usage qui en est fait.
La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE ne compte aucun site recensé dans cette base de données.

II.7.2.3 - Les installations classées

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée.
Les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'autorisation ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés :

- déclaration : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses. Une simple déclaration en préfecture est nécessaire
- enregistrement : conçu comme une autorisation simplifiée visant des secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées. Ce régime a été introduit par l'ordonnance n°2009-663 du 11 juin 2009 et mis en œuvre par un ensemble de dispositions publiées au JO du 14 avril 2010.
- autorisation : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement.

La nomenclature des installations classées est divisée en deux catégories de rubriques :

- l'emploi ou stockage de certaines substances (ex. toxiques, dangereux pour l'environnement…).
- le type d'activité (ex. : agroalimentaire, bois, déchets …) ;

Aucune installation classée (hors agriculture) n'est recensé sur le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.

II.7.2.4 - SEVESO

La directive dite Seveso ou directive 96/82/CE est une directive européenne qui impose aux États membres de l'Union européenne d'identifier les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs. La directive, officialisée le 24 juin 1982, a été modifiée le 9 décembre 1996 et amendée en 2003 la directive 2003/105/CE. Cette directive est nommée ainsi d'après la catastrophe de Seveso qui eut lieu en Italie (1976) et qui a incité les États européens à se doter d'une politique commune en matière de prévention des risques industriels majeurs.

Aucun établissement SEVESO 2 n'est recensé sur la commune.

II.7.2.5 - Le plan de prévention des risques technologiques

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages prévoit l'élaboration de plans de prévention des risques technologiques (PPRT). Leur objectif est de résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé et mieux encadrer l'urbanisation future. Les PPRT concernent les établissements SEVESO à « hauts risques » dits AS. Pour préserver l'avenir, le PPRT pourra, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, délimiter des zones dans lesquelles les constructions nouvelles ou extensions seront interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction ou à l'utilisation. L'exploitant de l'établissement SEVESO AS devra mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité pour atteindre un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'établissement. La réduction des risques à la source est la première priorité. **Aucun PPRT n'est recensé sur la commune.**

II.7.2.6 - Le transport de matières dangereuses

Le transport de matières dangereuses ne concerne pas que des produits hautement toxiques, explosifs ou polluants. Tous les produits dont nous avons régulièrement besoin, comme les carburants, le gaz ou les engrais, peuvent, en cas d'événement, présenter des risques pour la population ou l'environnement. Le risque de transport de matières dangereuses, ou risque TMD, est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces matières par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisations.

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est concerné par les transports de matières dangereuses à travers la RN 27 fréquentée par de nombreux poids lourds.

II.7.2.7 - Le risque nucléaire

Le risque nucléaire majeur provient principalement des installations génératrices d'électricité (centrales électronucléaires) et des usines ou installations destinées à fournir le combustible de ces centrales ou à retraiter ce combustible et à conditionner et stocker les déchets. D'autres activités peuvent être génératrices d'accidents graves (transports d'éléments radioactifs, utilisation de radioéléments (industries, usage médical). La distance géographique d'une centrale nucléaire n'est pas un indicateur pertinent de l'exposition au risque. En effet, cette dernière dépend de nombreux autres facteurs comme la topographie, l'orientation des vents dominants, les précipitations, etc. Ainsi, une ville située à 80 km d'un site nucléaire mais dans le sens du vent, est plus exposée qu'une autre située à 30 km de la même installation.

Il est donc très difficile de déterminer le niveau de risque nucléaire d'une zone géographique.

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de risque nucléaire.

II.7.3 - Les nuisances sonores

II.7.3.1 - Le Plan d'exposition au bruit

C'est un document d'urbanisme fixant les conditions d'utilisation des sols exposés aux nuisances dues au bruit des aéronefs. Le PEB vise à interdire ou limiter les constructions pour ne pas augmenter les populations soumises aux nuisances.
Il anticipe à l'horizon 15/20 ans le développement de l'activité aérienne, l'extension des infrastructures et les évolutions des procédures de circulation aérienne.
La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas concernée par un tel document.

II.7.3.2 - Le classement des infrastructures de transport terrestre.

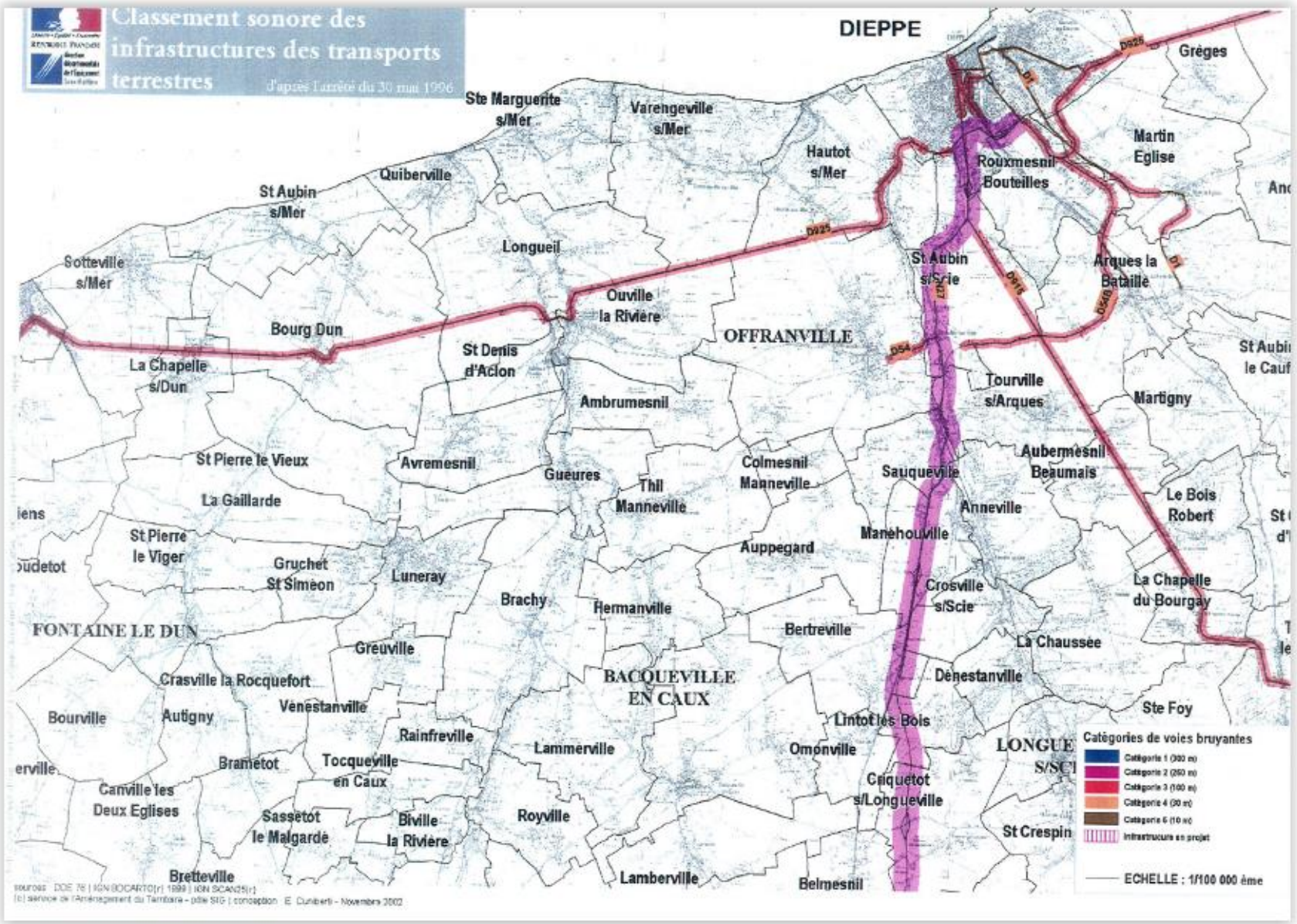
L'article L.571-10 du code de l'environnement stipule que dans chaque département, le préfet recense et classe les infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic. Sur la base de ce classement, il détermine, après consultation des communes, les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions techniques de nature à les réduire.
Les secteurs ainsi déterminés et les prescriptions relatives aux caractéristiques acoustiques qui s'y appliquent sont reportés dans les plans d'occupation des sols et plans locaux d'urbanisme des communes concernées.

Ce dispositif est donc complété et décliné aux articles R. 123-13 13° et R. 1231-14 5° du code de l'urbanisme qui déterminent les modalités de reports de ces éléments devant être pris en compte dans le PLU.

- **La catégorie 1** correspond aux voies les plus bruyantes, engendrant la délimitation d'un secteur d'une largeur maximale de 300 m de part et d'autre du bord, de la chaussée pour une route, ou du rail extérieur pour une voie ferrée.
- **En catégorie 2,** cette largeur passe à 250 m.
- **En catégorie 3,** elle passe à 100 m.
- **En catégorie 4,** elle passe à 30 m.
- **En catégorie 5,** elle passe à 10 m.

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est concernée par le classement de voies bruyantes avec le classement de la RN 27 classée en catégorie 3 au titre des arrêtés préfectoraux suivants :

- **routes nationales, autoroutes et voies ferrées, arrêté du 28/02/2001 ;**
- **routes départementales, arrêté du 28/05/2002 ;**
- **routes communales et le reste de la voirie départementale, 13 arrêtés du 25/03/2003.**


Classement sonore des infrastructures des transports terrestres
d'après l'arrêté du 30 mai 1996
DIEPPE
Grèges
Martin Eglise
Rouxmesnil Bouteilles
Hautot s/Mer
Varengeville s/Mer
Ste Marguerite s/Mer
Quiberville
St Aubin s/Mer
Longueil
Sotteville s/Mer
Bourg Dun
La Chapelle s/Dun
Ouville la Rivière
St Denis d'Aclon
OFFRANVILLE
St Aubin s/Scie
Arques la Bataille
Tourville s/Arques
Martigny
Ambrumesnil
St Pierre le Vieux
Avremesnil
Gueures
Thil Manneville
Colmesnil Manneville
Sauqueville
Aubermesnil Beaumais
La Gaillarde
Anneville
Le Bois Robert
St Pierre le Viger
Manehouville
Auppegard
Gruchet St Siméon
Luneray
Brachy
Hermanville
Crosville s/Scie
La Chapelle du Bourgay
FONTAINE LE DUN
Bertreville
La Chaussée
Greuville
Crasville la Rocquefort
BACQUEVILLE EN CAUX
Dénestanville
Vénestanville
Bourville
Autigny
Lintot les Bois
Ste Foy
Rainfreville
Lammerville
Omonville
Bramétot
Tocqueville en Caux
Criquetot s/Longueville
Canville les Deux Eglises
Sassetot le Malgardé
Biville la Rivière
Royville
St Crespin
Bretteville
Lamberville
Belmesnil
Catégories de voies bruyantes
Catégorie 1 (300 m)
Catégorie 2 (250 m)
Catégorie 3 (100 m)
Catégorie 4 (30 m)
Catégorie 5 (10 m)
Infrastructure en projet
ECHELLE : 1/100 000 ème

SECTEUR D'UNE LARGEUR DE 100 M CORRESPONDANT AU CLASSEMENT EN CATEGORIE 3 DE LA RN 27



II.8 - Projets de l'Etat

Les informations ci-dessous sont issues du Porter à Connaissance.

II.8.1 - Le Schéma National des Infrastructures et des Transports en voie de finalisation

L'État a décidé, dans le cadre du Grenelle de l'Environnement de ré-évaluer tous les projets d'infrastructure.
Les décisions sont à traduire dans le Schéma National des Infrastructures et des Transports (SNIT) en proche de sa finalisation.
Ce schéma national des nouvelles infrastructures de transport tous modes, visé par l'article 15 de ia loi Grenelle I, constitue une révision du comité interministériel de l'aménagement et du développement du territoire de décembre 2003. Il doit évaluer globalement la cohérence et l'impact de tout projet sur l'environnement et l'économie, avant toute nouvelle décision. De la même façon, il doit établir et évaluer une programmation régionale des infrastructures de transport. A l'occasion de la réunion du comité national du développement durable et du Grenelle de l'Environnement le 26 janvier 2011, le Ministre de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement a présenté une nouvelle version de l'avant-projet du SNIT. Celui-ci devrait être adopté courant 2011 et va définir la politique de la France en matière d'infrastructures de transport pour les 20 à 30 années à venir. Les grands équilibres du projet initial sont conservés et conformément aux engagements du Grenelle, le SNIT favorisera le développement des modes de transport alternatifs à la route : le ferroviaire, les transports en commun en site propre, le fluvial, le maritime.

Les principales évolutions concernent :

- ✓ Une affirmation renforcée de la modernisation et de l'optimisation des infrastructures existantes avant le développement de nouvelles. Un rattrapage important dans le domaine du ferroviaire est cependant nécessaire conformément aux engagements du Grenelle.
- ✓ Une meilleure intégration de la dimension européenne et une meilleure prise en compte des territoires transfrontaliers.
- ✓ Un renforcement du caractère multimodal et intégré :
  - De nouvelles actions pour soutenir le développement des chaînes intermodales dans le transport de marchandises et de voyageurs, le développement des plates-formes multimodales, Pintermodalité ferroviaire.
  - Une prise en compte renforcée des besoins de développement des réseaux ferrés et fluviaux et des plates-formes multimodales des grands ports maritimes.
- Une clarification du contenu de la politique de modernisation. En particulier :
  - s'agissant de la route, une meilleure prise en compte des enjeux liés à l'amélioration de l'accessibilité des territoires dont les populations souffrent d'enclavement,
  - s'agissant du ferroviaire, une meilleure prise en compte des besoins d'adaptation de la capacité du réseau ferroviaire au développement des trafics et un accent mis sur la desserte optimisée des territoires non directement desservis par le réseau des lignes à grande vitesse.

Après cette consultation publique, le document a été soumis en avril 2011 au Conseil Économique, Social et Environnemental pour avis et fera l'objet d'un débat au Parlement. Le schéma sera ensuite définitivement adopté.

II.9 - Les servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique (SUP) constituent des limitations administratives au droit de propriété, instituées dans un but d'utilité publique au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales ...), de concessionnaires de services publics (EDF, GDF ...) et de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires de canalisations ...). La liste des SUP, dressée par décret en conseil d'État et annexée au code de l'urbanisme, les classe en quatre catégories :

- les servitudes relatives à la conservation du patrimoine,
- les servitudes relatives à la conservation de certaines ressources et équipements,
- les servitudes relatives à la défense nationale,
- les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques.

A l'expiration du délai d'un an suivant l'approbation du PLU OU l'institution d'une nouvelle servitude, seules celles annexées au PLU peuvent être opposées aux demandes d'autorisations d'occupation du sol.
Les SUP recensées intéressant le territoire communal sont répertoriées dans le tableau suivant.

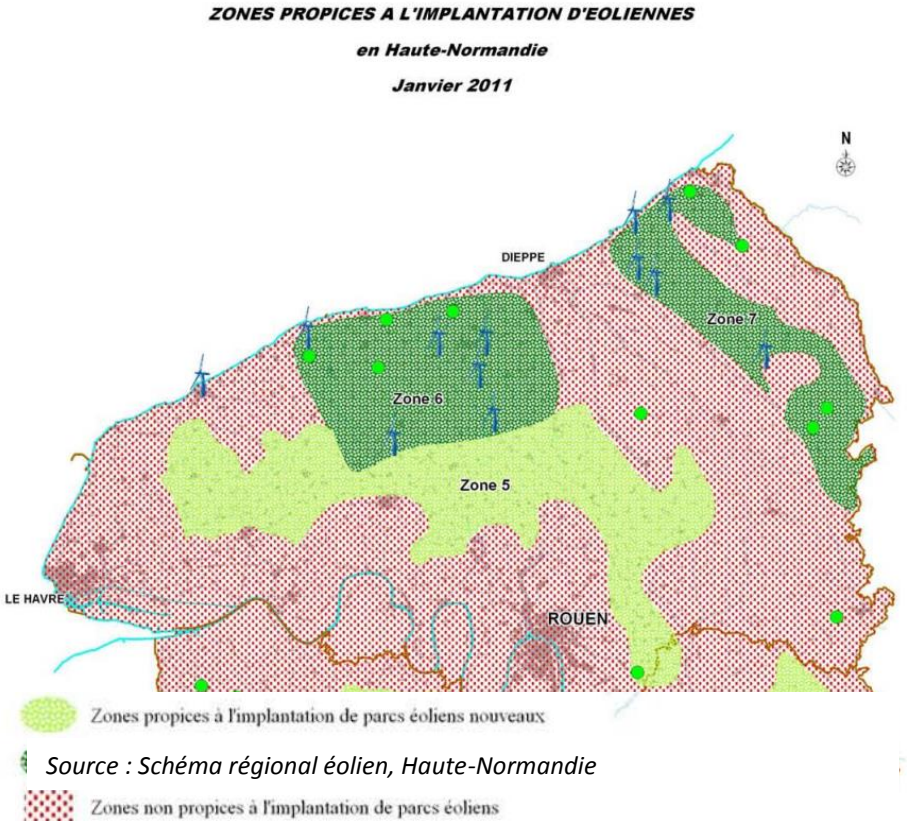
Type	Intitulé	Servitude	Institution
I4	Lignes électriques. Seules sont reportées au plan des servitudes les lignes de tension supérieure à 63 KV.	Ligne BARNABOS.PENLY. 2 x 400 KV	D.U.P. du 17.07 1985
I4	Lignes électriques. Seules sont reportées au pan des servitudes les lignes de tension supérieure à 63 KV.	Ligne BUQUET. GONNEVILLE SUR SCIE 2 x 90 KV	D.U.P. du 01.12.1987
I4	Lignes électriques. Seules sont reportées au pan des servitudes les lignes de tension supérieure à 63 KV.	Ligne BUQUET. LA VAUPALIERE 90 KV	D.U.P. du 15.10.1981
I4	Lignes électriques. Seules sont reportées au pan des servitudes les lignes de tension supérieure à 63 KV.	Ligne LA VAUPALIERE. DIEPPE 90 KV	D.U.P. du 14.11.1938
I4	Lignes électriques. Seules sont reportées au pan des servitudes les lignes de tension supérieure à 63 KV.	Lignes électriques de distribution	-
PT2	Protection des transmissions radioélectriques contre les obstacles	Faisceau hertzien PENLY. TOTES tronçon TOTES – PENLY METEO	Décret du 05.09.1989
AS1	Protection des captages d'eau potable	Captage « Venise » et « Bouillets »	AP du 07.10.2013

A noter que la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est concernée par le périmètre de protection du captage d'eau potable de LINTOT LES BOIS. L'arrêté préfectoral valant déclaration d'utilité publique du 07 octobre 2013 est joint en annexe de cette notice.
Un plan des servitudes est joint en annexe du dossier de PLU.

II.10 - Les énergies renouvelables

II.10.1 - Le schéma régional éolien

Le Schéma Régional de l'Éolien approuvé en juillet 2011 par le Conseil Régional a identifié un potentiel intéressant de développement de cette énergie renouvelable notamment sur le département de la Seine-Maritime.
Ce schéma a été élaboré en application de l'article L.553-4 du code de l'environnement. Ce document d'orientation a l'ambition de prendre en compte l'ensemble des enjeux liés au développement de l'éolien sur le territoire régional. Même s'il n'a pas de valeur réglementaire, il se veut être un outil d'aide à la décision à l'attention des élus ainsi qu'un outil d'aide à la conception des projets éoliens à destination des développeurs.
Il vise notamment à favoriser le développement et l'intégration territoriale des projets éoliens en permettant aux élus de choisir des lieux d'implantation raisonnés en excluant les territoires les plus sensibles.
Ce schéma a été élaboré en application de l'article L.553-4 du code de l'environnement. La publication de ce schéma vaut mise à disposition du public à compter du 12 juillet 2011.
Une carte des zones d'implantation préférentielles de parcs éoliens a été établie en 2011.



Source : Schéma régional éolien, Haute-Normandie

D'après ce document, la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas située dans une zone propice à l'implantation de parc éolien.

II.10.2 - Les textes actuels sur les énergies éoliennes et solaires

S'agissant des procédures d'autorisation, les projets d'implantation d'éoliennes (d'une hauteur supérieure ou égale à 12 mètres) entrent dans le champ de la procédure de permis de construire (articles R.421-1 et R.421-2 du code de l'urbanisme).
Seules sont exemptées les éoliennes dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est inférieure à douze mètres ainsi que les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol dont la puissance crête est inférieure à trois kilowatts et dont la hauteur maximum au-dessus du sol ne peut pas dépasser un mètre quatre-vingt.
En règle générale les demandes de permis sont déposées à la mairie de la commune dans laquelle les travaux sont envisagés (article R.423-1 du code de l'urbanisme).
Enfin lorsque l'énergie ainsi produite est destinée à être vendue, le préfet de département est l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire.
Dans la mesure où les éoliennes auront une hauteur du mât qui dépasse 50 mètres, le projet devra faire l'objet d'une étude d'impact et d'une enquête publique.
Par ailleurs, le projet devra s'intégrer dans une zone de développement de l'éolien, si on souhaite bénéficier des conditions de rachat de l'électricité à conditions préférentielles.
Il convient de se rapprocher des services du Conseil Régional en charge du suivi de schéma pour toute précision utile.

Au titre des nuisances sonores et visuelles, la charte départementale éolienne recommande un éloignement minimal de 500 mètres entre les éoliennes et des habitations existantes.

Le décret n° 2009-1414 du 19 novembre 2009 relatif aux procédures administratives applicables à certains ouvrages de production d'électricité a modifié les articles R.421-2-9 et 11 du C.U.
Il a de même modifié l'article R.123-20-1 du code de l'urbanisme visant à permettre l'utilisation de la procédure de modification simplifiée visée à l'article L. 123-19, pour permettre, notamment, de *«supprimer des règles qui auraient pour seul objet ou pour seul effet d'interdire l'installation d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol d'une puissance crête inférieure ou égale à douze mégawatts, dans les parties des zones naturelles qui ne font pas l'objet d'une protection spécifique en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages et qui ne présentent ni un intérêt écologique particulier ni un intérêt pour l'exploitation forestière*».

II.10.3 - Dispositifs favorisant la performance énergétique et les énergies renouvelables dans l'habitat

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010, renforçant celle du 13 juillet 2005 de programme sur les orientations de la politique énergétique, permet désormais au PLU :

- selon l'article L. 123-1-5 14°: « *d'imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit ».*
- Selon l'article L. 128-1 modifié, « *Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit et à la densité d'occupation des sols résultant du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu peut être autorisé, par décision du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, dans la limite de 30 % et dans le respect des autres règles établies par le document, pour les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée ou alimentées à partir d'équipements performants de production d'énergie renouvelable ou de récupération. Ce dépassement ne peut excéder 20 % dans un secteur sauvegardé, dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager créée en application de l'article L. 642-1 du code du patrimoine, dans le périmètre de protection d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques défini par l'article L. 621-30 du même code, dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du même code, ni pour les travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou adossé à un immeuble classé, ou sur un immeuble protégé en application du 7° de l'article L. 123-1 du présent code. Il ne peut permettre de déroger aux servitudes d'utilité publique visées à l'article L. 126-1. Un décret en Conseil d'Etat détermine les critères de performance et les équipements pris en compte. La partie de la construction en dépassement n'est pas assujettie au versement résultant du dépassement du plafond légal de densité».*
- Selon l'article L. 128-2 (modifié par LOI n°2011-12 du 5 janvier 2011 - art. 19) *« la délibération du conseil municipal (...) peut décider de moduler le dépassement prévu à l'article L. 128-1 sur tout ou partie du territoire concerné de la commune (...). Elle peut supprimer ce dépassement dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines. Le projet de la délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale prévue à l'article L. 128-1 est mis à disposition du public afin de recueillir ses observations, pendant une durée d'un mois. Lorsque le conseil municipal (...) fait usage de la faculté de modulation de cette possibilité de dépassement, il ne peut modifier la délibération prise en ce sens avant l'expiration d'un délai de deux ans. »*
- ….Selon l'article L. 128-3 (modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010- art. 20) : *« l'application combinée des articles L. 127-1, L. 128-1 et L. 128-2 ne peut conduire à autoriser un dépassement de plus de 50 % de la densité autorisée par le coefficient d'occupation des sols ou du volume autorisé par le gabarit .11 en est de même de l'application combinée des articles L. 123-1-11-1, L. 127-1, L. 128-1 et L. 128-2.»*
- Selon l'article L.128-4 créé par LOI n°2009-967 du 3 août 2009 - art. 8« *toute action ou opération d'aménagement telle que définie à l'article L. 300-1 et faisant l'objet d'une étude d'impact doit faire l'objet d'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, en particulier sur l'opportunité de la création ou du raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération ».*

II.10.4 - La méthanisation intégrée à l'activité agricole

La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) modifie la rédaction de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime lequel comporte une redéfinition de ce qu'est une « activité agricole » (voir paragraphe sur ce thème). La loi favorise ce thème d'énergie verte « de biogaz, d'électricité et de chaleur par la méthanisation, lorsque cette production est issue pour au moins 50 % de matières provenant de ces exploitations agricoles».
Cette nouvelle rédaction permet, d'une part de donner un fondement légal à l'activité de méthanisation dans une exploitation agricole, d'autre part de lui conférer un avantage fiscal.

II.11 - Synthèse

✧ **Milieu physique**

Climat	• Climat océanique tempéré caractérisé par des températures douces (faible amplitude thermique) et une pluviométrie relativement élevée.
Qualité de l'air	• SRCAE de Haute Normandie approuvé le 18 mars 2013 par le Conseil Régional • Aucun PCET sur la commune : en cours d'élaboration au niveau du département
Relief	• La commune est située sur un plateau entre la vallée de la Scie à l'Est et la Vallée de la Vienne à l'Ouest,
Géologie	• 3 grands types de sols : limons des plateaux, Argile à Silex, Limons argileux rouges à silex,
Hydrologie	• SDAGE Seine-Normandie approuvé en 2015, • Aucun SAGE, • pas de contrat de rivière

✧ **Milieu naturel**

Protections réglementaires	• pas de réserve naturelle nationale, régionale • pas de forêt de protection • pas de réserve biologique • pas d'espaces remarquables du littoral
Gestions contractuelles et engagements nationaux	• Pas de site Natura 2000 • Pas de forêt soumis au régime forestier • Pas de périmètre d'un parc national • Pas de périmètre d'un PNR • Pas de périmètre d'application de la convention de Ramsar
Inventaires patrimoniaux	• Périmètre de zones humides : prairies humides et terres arables du Nord au Sud de la commune, • Pas périmètre d'application d'une ZICO • Aucune ZNIEFF de type I, • 1 ZNIEFF de type II, intitulée : «LA Vallée de la SCIE» • Pas d'Espace Naturel Sensible
Sites et paysage	• Aucun site classé • Pas de périmètre d'application d'une opération grand site.
Continuité écologiques	• Projet de schéma régional de cohérence écologique de Haute Normandie arrêté le 21 novembre 2013 • Patrimoine naturel ordinaire de qualité

✧ **Analyse paysagère**

La composition paysagère du territoire :	• Proximité avec la vallée de la Scie, Ensemble paysager du pays de Caux, • 2 entités topographiques : le plateau et la vallée sèche, • 4 grandes entités paysagères : plateau agricole, boisé en fond de vallée sèche, vallée induit par la RN avec l'implantation de la zone d'activité, entité du bourg et du hameau,
Trame viaire du territoire	• Trame viaire : Route nationale RN 27, voie départementale, tissu viaire secondaire structurant aux dimensions rurales, chemins agricoles, tissu viaire piétonnier rural,
Evolution du paysage de la commune	• Développement autour de la place de l'église, • Présence de clos masure : préservation et protection,
Organisation parcellaire	• Grandes parcelles agricoles et aux clos masure, • Petites parcelles correspondant aux boisements ou proche des habitations ou prairies,
Paysage majeure	• Les vastes espaces agricoles ouverts sur le plateau, • La vallée sèche à caractère boisés et champêtre, • Un village et un hameau verdoyant et arboré, • La vallée qui a créée l'implantation de la RN,
Perceptions du territoire	• Différents types de perceptions du paysage en raison du relief et de l'occupation du sol • Le végétal est un élément important du champ de vision du paysage communal
Espaces publics et patrimoines	• Espaces publics montrant divers qualités : disparités des fonctionnalités,

✧ **Organisation du territoire**

Occupation des sols	• Un centre bourg et 1 hameau,
Consommation d'espace	• Entre 2008 et 2018, environ 11,92 ha ont été urbanisés à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE (3,47 ha pour l'habitat, 0.29 ha pour l'agricole, 0,49 ha pour les équipements publics et 7,67 ha pour les activités). • Moyenne parcellaire constatée d'environ 1 650 m^2.
Potentiel foncier	•

✧ **Le bâti**

Le bâti ancien et récent	• Bâti ancien traditionnel à la région • Un habitat pavillonnaire prédominant au niveau du bâti récent
Le patrimoine	• Pas de monument historique, • Un patrimoine vernaculaire de qualité : église, calvaires, • Un patrimoine agricole intéressant,

	• Pas de plan de sauvegarde et de mise en valeur, • Pas d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, • 4 sites archéologiques,

✧ Les déplacements

Les déplacements internes à la commune	• Plusieurs gabarits des voiries en fonction de leur typologie • Dans le centre bourg, présence dominante de la voiture : - Conforter les liaisons douces déjà présente, - Accessibilité des voies piétonnes, - Mise en sécurité des piétons, • Les déplacements entre le bourg, le hameau et les écarts s'effectuent principalement par l'intermédiaire de la voiture, • Plusieurs sentiers de randonnées sur le territoire communal, • Nécessité de mutualiser les modes de déplacements autour de 4 thèmes : accessibilité, sécurité, urbanité et développement durable,
Les déplacements extérieurs à la commune	• Les déplacements en direction des bassins d'emplois et de vie se réalisent majoritairement par l'intermédiaire de la voiture • Plusieurs moyens de transport alternatifs : - Transports scolaires, Transport à la demande (minibus 76) mis en place par le département - Gare de Longueville sur Scie

✧ Risques et nuisances

Risques naturels	• RICS mené par ALISE ENVIRONNEMENT, • SGEP réalisé par SOGETI concernant le risque inondation (ruissellement, débordement du cours d'eau et remontées de nappe)
Risques technologiques	• Aucun site susceptible d'être pollué (BASIAS) • Aucun site BASOL • Aucune installation classée (hors agriculture) • Aucun établissement SEVESO 2 • Aucun PPRT • Aucune voirie classée pour le transport de matières dangereuses • Aucun Risque Nucléaire

Nuisances sonores	• Non concernée par un plan d'exposition au bruit • CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est concernée par le classement de voies bruyantes : la RN 27 en catégorie 3 (recul de 100m)

✧ **Projets de l'Etat**

Projets de l'Etat	• Schéma National des Infrastructures et des Transports

✧ **Les servitudes d'utilité publique**

Servitudes d'utilité publique	• 6 servitudes d'utilité publique,

✧ **Les énergies renouvelables**

Le schéma régional éolien	• CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est pas située dans une zone propice à l'implantation de parc éolien.

TROISIEME PARTIE - ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE, ENJEUX, SCENARII DEMOGRAPHIQUES, PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

III.1 - Les éléments d'attractivité et enjeux du territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE

III.1.1 - Les éléments d'attractivité

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE dispose de plusieurs atouts. Les points prépondérants sont indiqués ci-après :

- **Une localisation proche d'un pôle d'emplois en développement**

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se situe à proximité de la RN27. Ces 2x2 voies fait le lien entre les villes de DIEPPE et de ROUEN. Sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se trouve une zone d'activité communautaire. Cette zone regroupe déjà 12 entreprises et des emplois en conséquence. La zone d'activité de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est définit comme prioritaire par le SCOT pays Dieppois Terroir de Caux en terme de développement économique. En plus de cette zone d'activité, d'autres activités économiques, notamment agricole, se trouve sur le territoire communal (coopérative agricole).
La commune se situe également à proximité de la ville de DIEPPE avec ses activités portuaires prédominantes.

- **Une offre d'équipements complète, comportant un projet de renforcement**

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est dotée d'un niveau d'équipements satisfaisant au regard des caractéristiques communales. Elle fait partie d'un regroupement pédagogique et dispose d'une école. D'autres équipements structurants se trouvent sur le territoire communal tel que le pôle mairie et salle des fêtes.

- **Une offre de transports alternative à la voiture individuelle**

La commune bénéficie de divers moyens de transports en commun afin de se rendre sur les bassins de vie et d'emplois, mais également sur les lieux de loisirs : Gare présente sur la commune de DIEPPE, Transports scolaires, Transport à la demande, Ligne de car mise en place par le département…
La RN27 constitue principalement l'atout majeur en termes d'accés rapide vers les pôles structurants pour l'emploi et les services.

- **Un maillage de liaisons douces dans le centre bourg**

Le maillage de liaisons douces, identifiées au niveau du diagnostic, permet de desservir les divers quartiers du pôle construit, les équipements publics mais aussi les activités économiques implantées à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. D'une façon plus large, les sentiers de randonnées permettent également de parcourir le territoire et découvrir le site.

- **Un cadre de vie de qualité**

Enfin la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE offre un cadre de vie de qualité de par les caractéristiques spécifiques du bâti, de son patrimoine architectural et historique mais aussi grâce à son patrimoine végétal et paysager.

III.1.2 - Les enjeux

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE connaît une hausse démographique depuis 1990, malgré un vieillissement de sa population et une baisse du nombre de personnes par ménage.

Le parc immobilier compte très peu de logements vacants et de nouveaux logements construits depuis moins de 5 ans. L'enjeu de ce document d'urbanisme sera de proposer une offre alternative de logements satisfaisante pour l'ensemble de la population et permettant d'assurer une mixité sociale et générationnelle.

Les activités économiques présentes doivent être pérennisées pour le maintien des emplois sur la commune et la limitation des déplacements à l'extérieur du territoire. La zone d'activité économique doit être maintenue et développée. Dernièrement, elle a été inscrite en priorité dans le SCOT du pays Dieppois et est concernée par un développement sur 25 hectares.

L'état initial a permis de dresser l'état des lieux des principales dimensions de l'environnement, sur la base des données existantes et des observations effectuées sur le terrain. Il en résulte que la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE reste caractérisée par sa localisation sur le plateau du Pays de Caux.

Malgré la faible proportion de protections règlementaires relatives à la préservation du patrimoine naturel, les principaux enjeux environnementaux du territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE résident dans la sauvegarde des richesses naturelles des espaces boisés et du patrimoine ordinaire.

S'agissant des risques majeurs, le PLU doit porter une attention particulière au risque d'inondations par ruissellement et au risque mouvement de terrain (cavités souterraines). Un risque de transport de matières dangereuses est également à prendre en considération sur les principaux axes routiers.

La préservation du patrimoine naturel et la prise en compte des risques d'inondations apparaissent comme un fort enjeu pour toute ouverture à l'urbanisation sur le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Ces problématiques induisent de forts enjeux de rationalisation de l'espace.

Ainsi, les principaux enjeux environnementaux vis-à-vis de la réalisation du PLU sont :

- **préserver les richesses naturelles du patrimoine ordinaire,**
- **prendre en compte le risque d'inondations par ruissellement et le risque lié aux cavités souterraines,**
- **prendre en compte le risque de transport de matières dangereuses,**
- **rationaliser la consommation d'espace.**

III.2 - Le maintien du poids démographique de la commune

Les besoins liés à la population déjà présente sont approchés par le calcul du point mort. Cette méthode permet de définir les besoins en logements à population constante (« hors croissance démographique »). Elle consiste à additionner trois types de besoins :

- le renouvellement du parc (démolitions, désaffectations, sorties de parc) ;
- la fluidité du parc (maintenir un taux de vacance et de résidences secondaires suffisant pour le fonctionnement du parc) ;
- le desserrement des ménages lié à la diminution de la taille des ménages.

Suivant l'évolution démographique et le parc de logements présent et en évolution, il n'est pas nécessaire de construire de nouveaux logements pour assurer le maintien du poids de la population sur la commune. En effet, suivant la méthode de calcul Guy Taëb, la période de référence 2010-2015 faisait apparaître un chiffre négatif pour le calcul du point mort.

Au regard de cette donnée, aucun logement n'a été défini pour maintenir la population au terme de la prochaine échéance du PLU c'est-à-dire 2028.

Calcul du point mort selon la méthode Guy Taïeb (reprise par l'INSEE)

Le point mort est le nombre (théorique) de logements qu'il a fallu (faudrait) construire pour maintenir une population dans une période donnée. Il résulte de l'addition des logements liés au renouvellement du parc, à la fluidité du parc et au desserrement de la population

Remplir les zones encadrées de rouge

Détail du calcul du point mort pour une période donnée

Point Mort = RePa + FPa + Dess

où

RePa = renouvellement du parc = nbre de lgts commencés − évolution du nbre de lgts

FPa = fluidité du parc = évolution des logts vacant + évolution des résidences secondaires

$$Dess = \text{desserement des ménages} = \frac{\text{Pop début de période}}{\text{taux fin de période}} - \text{résidences ppales début de période}$$

1 - Période de référence (indiquer les années) :

de **2010** à **2015**

2 - Le calcul des logements en renouvellement du parc

Nombre de logements commencés entre	2010	et	2015	(voir données SITADEL)	**8**
Nombre de logements (parc total) en	2010	:	**77**	l'évolution du nombre de logements	
Nombre de logements (parc total) en	2015	:	**83**	sur la période est de 6	

Les logements en renouvellement du parc entre 2010 et 2015 sont donc de (auto) 2 logements

OU, en l'absence de données, estimation du renouvellement dans la période ____ logements

3 – Le calcul des logements nécessaires à la fluidité du parc

Nombre de logements vacants en	2010	:	**2**	l'évolution du nombre de logements	
Nombre (réel ou estimé) de logements vacants en	2015	:	**1**	vacants est de....	-1
Nombre de résidences secondaires en	2010	:	**1**	l'évolution du nombre de résidences	
Nombre (réel ou estimé) de résidences secondaires en	2015	:	**3**	secondaires est de...	2

Les logements pour la fluidité du parc entre 2010 et 2015 sont donc de (auto) 1 logements

4 – Le calcul des logements nécessaires au desserrement des ménages

Population en	2010	:	**194**	
Nombre de résidences principales en	2010	:	**74**	
Taux d'occupation des logements en	2010	:	2,62	habitants par logement
Taux (réel ou estimé) d'occupation des logements en	2015	:	**2,8**	habitants par logement

Les logts pour le desserrement des ménages entre 2010 et 2015 sont donc de (auto) -5 logements

5 – le calcul du point mort

Le nombre de logements qu'il faut construire entre 2010 et 2015 pour maintenir la population de 2010 **est donc de -2 lgts**

III.3 - Les scénarii de développement

Pour mémoire, entre les recensements 2010 et 2015, la population de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE a observé une hausse de 26 personnes, soit 2,68% d'évolution annuelle. Le groupe de travail a analysé plusieurs scénarii d'évolution démographique

Ainsi après discussion, le projet de PLU s'est orienté vers un rythme de construction de l'ordre de 2 logements par an (ou 20 logements sur 10 ans à l'horizon 2028) de manière à trouver un équilibre démographique pour pérenniser les équipements publics et garantir un renouvellement de la population communale. Ces 20 logements proviennent de la tendance démographique constatée lors des précédentes périodes de recensement.
En effet, entre les recensements de 1999 et 2009, la population communale a progressé de 23 habitants en 10 ans. Ensuite, sur les périodes allant de 2009 à 2015 (recensement au 1er janvier 2018), CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE a accueilli 38 habitants supplémentaires en 6 ans.

Afin d'organiser un développement cohérent avec les structures existantes, en respect avec le paysage tout en tenant compte de la présence de la zone d'activité, la commune a décidé de s'appuyer, pour la décennie à venir, sur la tendance moyenne constatée précédemment c'est-à-dire un accueil de 6 habitants supplémentaires par an (période de référence 2009-2015), soit entre 50 et 60 habitants au total en 2028 ou une vingtaine de logements. La réalisation de ces 20 logements correspond à un besoin foncier d'environ 2,60 ha en intégrant 30% pour les espaces verts, la gestion des eaux pluviales, le cadre de vie…

Ainsi, le projet démographique (scénario + point mort) respecte les objectifs du SCOT, à savoir la création de 20 logements pour les 10 prochaines années, soit un rythme de 2 logements par an.

III.4 - Le bilan de la capacité d'accueil

Deux éléments ont été pris en compte dans la capacité d'accueil de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE :

- des dents creuses pour environ 1 logement à créer sur 1000 m^2,
- aucun espace mutable.
- Aucun logement vacant n'a été retenu car le marché immobilier est peu tendu : 1 logement vacant en 2015.

Au total, la capacité d'accueil s'élève à 1 logement du fait des enjeux importants dans les trames urbaines du centre bourg et du hameau de CREPPEVILLE.

III.5 - Le besoin en logements

L'objectif affiché dans les orientations du PLU fixe ainsi à environ 280 habitants le seuil démographique d'ici 10 ans, soit 2028. L'augmentation programmée représente environ 60 habitants supplémentaires répartis sur les 10 prochaines années ce qui semble être un objectif acceptable compte tenu du profil de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, de sa zone d'activité communautaire et de son niveau d'équipements. Aussi à l'horizon du PLU, les objectifs renvoient donc à la réalisation d'environ 20 logements. La densification ainsi que des aménagements d'ensemble sont deux volontés communales, sachant que les élus souhaitent avant tout préserver leur cadre de vie, en intégrant le végétal dans l'aménagement urbain.

III.6 - La programmation

Les élus ont réfléchi à la mixité dans leur projet de développement en s'orientant vers une répartition des logements.
Ainsi, la simulation d'accueil en logement reprend la programmation suivante :

- 80% de logements individuels purs, pavillonnaire,
- 20% de logements de formes urbaines denses : habitat individuel groupé, intermédiaire, locatif, petit collectif et collectif.

Dans le respect du territoire et de la morphologie urbaine, la configuration de ce futur parc immobilier sera de type « rez-de-chaussée + 1, voire 2 étages + 1 niveau de combles », pour s'intégrer dans le site.

III.7 - Le besoin foncier

Afin de répondre à l'objectif démographique et au renouvellement de la population, il faut donc trouver de l'espace foncier capable d'accueillir 20 logements. Pour ces 20 logements, le besoin foncier s'élève donc à 2,60 hectares en reprenant une densité de 12 logements à l'hectare, complétée de 30% de foncier pour gérer les espaces verts, les eaux pluviales, le cadre de vie…

Aux 20 logements, il faut déduire le seul logement recensé dans la dent creuse du centre bourg sur 1 000 m^2. En définitive, la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE doit dégager un besoin réel de 2,50 hectares en extension de l'urbanisation, réponse aux forts enjeux identifiés .

III.8 - Le projet d'aménagement et de développement durables

1 - Préserver le cadre de vie

A) Protection du patrimoine et de l'identité rurale
B) Gestion des déplacements sur le territoire communal
C) Prise en compte des communications numériques
D) Protection des personnes et des biens

2 - Rechercher un équilibre démographique par un développement urbain raisonné

A) Renforcement du centre bourg
B) Gestion du bâti existant sur l'ensemble du territoire
C) Développement de l'urbanisation
D) Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain

3 - Pérenniser et développer les activités économiques

A) Pérennisation des activités économiques
B) Pérennisation des exploitations agricoles
C) Pérennisation des équipements publics ;
D) Pérenniser les équipements liés aux loisirs, tourisme.

QUATRIEME PARTIE - EXPLICATION DU PROJET EVOLUTION DU P.O.S. EN P.L.U.

IV.1 - Le projet de territoire, le zonage

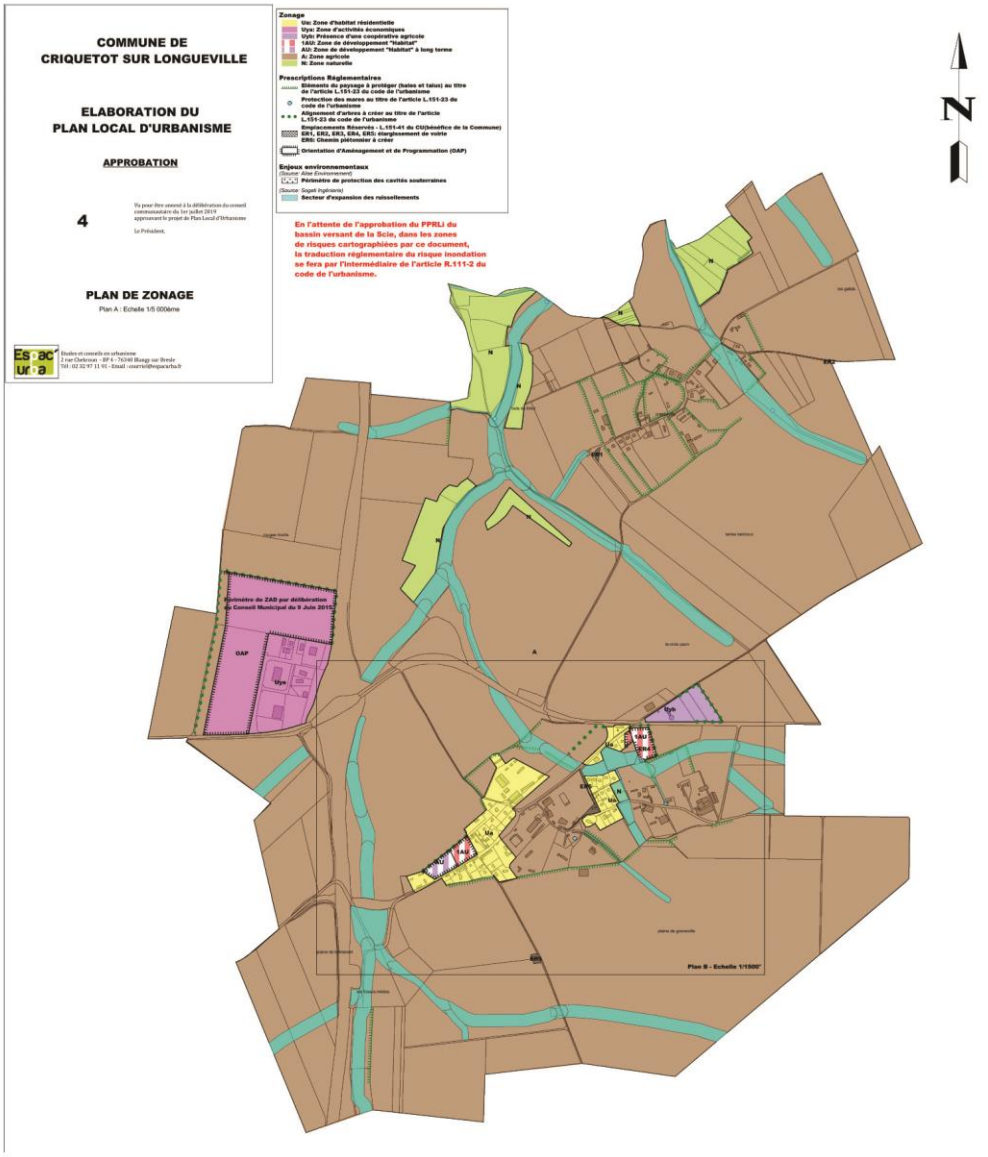
Le projet de zonage du PLU de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE reprend les caractéristiques du territoire et les objectifs des élus.

L'habitat est peu diffus sur le territoire communal, fruit de la présence d'un centre bourg et d'un seul hameau. La préservation du cadre de vie et du patrimoine bâti a été l'élément fort de la réflexion sur le développement communal. Pour cela, les zones urbanisées ont été reprises en secteur urbanisé et agricole suivant leur localisation dans le territoire.

L'accueil d'habitat a été un deuxième point de la réflexion communale : poursuivre l'accueil de nouvelles familles avec enfants tout en prenant en compte les contraintes de territoire. Le projet de territoire s'articule donc principalement autour du centre bourg dans un souci de densification et d'épaississement logique du tissu urbain.

Le tissu économique artisanal est également inscrit dans le projet de territoire : pérenniser l'existant et permettre l'implantation de nouvelles activités, compatibles avec le voisinage d'habitations. Une des volontés des élus est de poursuivre le développement de la zone d'activité communautaire sur le territoire. Pour rappel, cette dernière est inscrite dans le SCOT Pays Dieppois Terre de Caux.

Le paysage de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE et ses composantes paysagères doivent être préservés : cela a conduit la réflexion du projet de PLU. CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE veut se développer mais veut conserver son cadre de vie. Des orientations d'aménagement ont été définies pour la zone de développement au sein de la trame urbaine.

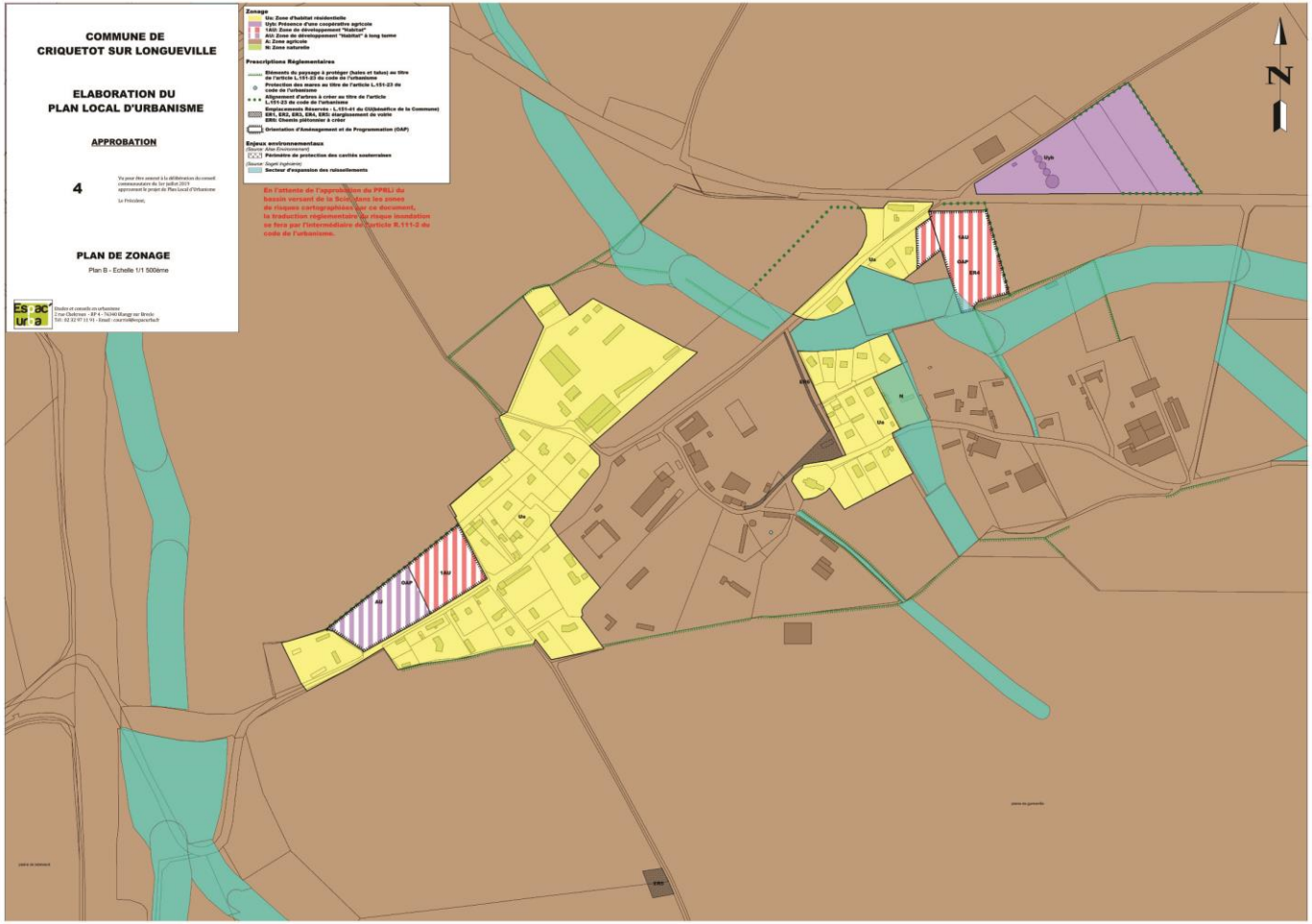


Enfin, l'aspect réglementaire découlant des richesses ou contraintes environnementales du territoire a été intégré et traduit à travers différents zonages de la zone naturelle ou urbaine : présence de zones naturelles, d'espaces boisés classés, de vergers, de clos masures, de mares, … Les risques naturels ont également été traités à travers une légende spécifique suivant le risque lié aux ruissellements et aux cavités souterraines.

Plusieurs zones de développement ont été inscrites pour répondre aux objectifs démographiques. Elles se situent en majorité au pourtour du bourg, dans une logique de densification et non en étalement urbain.

Le projet de PLU prend également en considération des contraintes ou atouts, en affichant :

- les périmètres de protection des cavités souterraines,
- les périmètres de protection des ruissellements suivant les données du schéma de gestion des eaux pluviales,
- le périmètre de captage d'eau potable de LINTOT LES BOIS,
- les alignements d'arbres, les haies et les mares à protéger au titre de l'article L.151.23 du code de l'urbanisme.



IV.2 - Explication de la délimitation des zones

IV.2.1 - Les zones délimitées dans le cadre du PLU

En traduction du PADD, le plan local d'urbanisme de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se décompose ainsi :

IV.2.2.1 - Appellation et caractéristiques des zones du PLU

❖ **LES ZONES URBAINES : Les zones urbaines figurent au plan de zonage avec l'indice U.**

Elles déterminent les terrains suffisamment desservis en voirie, eau, électricité, assainissement, pour qu'ils aient une vocation immédiatement constructible, sous la forme de lotissements ou d'opérations individuelles. Ainsi, la commune ne peut en aucun cas demander au constructeur ou au lotisseur de participer financièrement à la création ou au renforcement éventuel des réseaux. Le classement des terrains en zone U implique qu'ils soient desservis par des réseaux ou que la commune les réalise (article R.123-5 du code de l'urbanisme). Dans ces zones, les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation doivent permettre d'admettre immédiatement les constructions ; en conséquence, il conviendra de limiter l'extension de l'urbanisation dans les secteurs où ces conditions ne sont pas remplies.

Dans le PLU de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, la zone urbaine se décompose en DEUX zones :

- **Zone Ua** : Elle correspond à l'enveloppe bâtie du cœur de bourg, et plus particulièrement la partie historique. Cette zone regroupe uniquement des occupations du sol à vocation d'habitat. Cette zone reprend également l'enveloppe bâtie réalisée en extension du bourg historique, et plus particulièrement la partie résidentielle. Cette zone regroupe des fonctions urbaines mixtes telles qu'habitat, d'équipements et d'activités d'accompagnement.
- **Zone Uy** : Elle correspond à la zone bâtie représentant un intérêt économique. Cette zone regroupe uniquement des occupations du sol à vocation économique. Deux sous secteurs ont été créés à cet effet. Ces deux sous secteurs se différencient par le type d'activité :
  - **UYa** : Il s'agit de la zone d'activité économique.
  - **Uyb** : cette zone reprend la coopérative agricole présente sur la commune.

❖ **LES ZONES A URBANISER : Les zones à urbaniser figurent au plan de zonage par l'indice AU :**

Elles délimitent des zones éventuellement constructibles sous certaines conditions.
Dans le PLU de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, on compte trois zone à urbaniser :

- **Zone 1AU** : elle est destinée à un développement urbain, à vocation d'habitat à court et moyen terme.
- **Zone AU** : elle est destinée à un développement à vocation d'habitat mais sur le long terme. Une modification du PLU sera nécessaire à l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur lorsque le réseau d'assainissement des eaux usées sera étendu à la zone.

LES ZONES AGRICOLES DITES ZONES « A »

Ce secteur reprend les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles conformément à l'article R.151-22 du code de l'urbanisme.

Sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, la zone A se situe sur le plateau agricole, en dehors de la partie urbanisée, elle est très étendue. Elle entoure ainsi l'urbanisation de la commune. Les corps de ferme en activité ont été repris dans ce classement afin d'assurer la pérennité de l'outil agricole économique.

Afin de protéger le paysage de cette zone, les constructions autorisées devront respecter les prescriptions indiquées dans le règlement : article 10 pour les hauteurs et l'article 11 pour l'aspect des constructions. A propos des installations classées qui pourraient être construites dans cette zone, la distance minimale à respecter entre les zones construites et les bâtiments entre eux, qu'elle qu'en soit l'affectation, est déterminée par le Règlement Sanitaire Départemental, le principe de réciprocité doit ainsi être respecté.

LES ZONES NATURELLES DITES ZONES « N »

La zone N est destinée à assurer la protection des sites, tout en y permettant certains aménagements compatibles avec cette protection. Elle correspond aux zones naturelles à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique et écologique, historique et archéologique ou en raison de l'existence de risques.

Selon l'article R.151-24 du code de l'urbanisme, peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
- soit de leur caractère d'espaces naturels ;
- soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
- soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

IV.2.2 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux contraintes du territoire

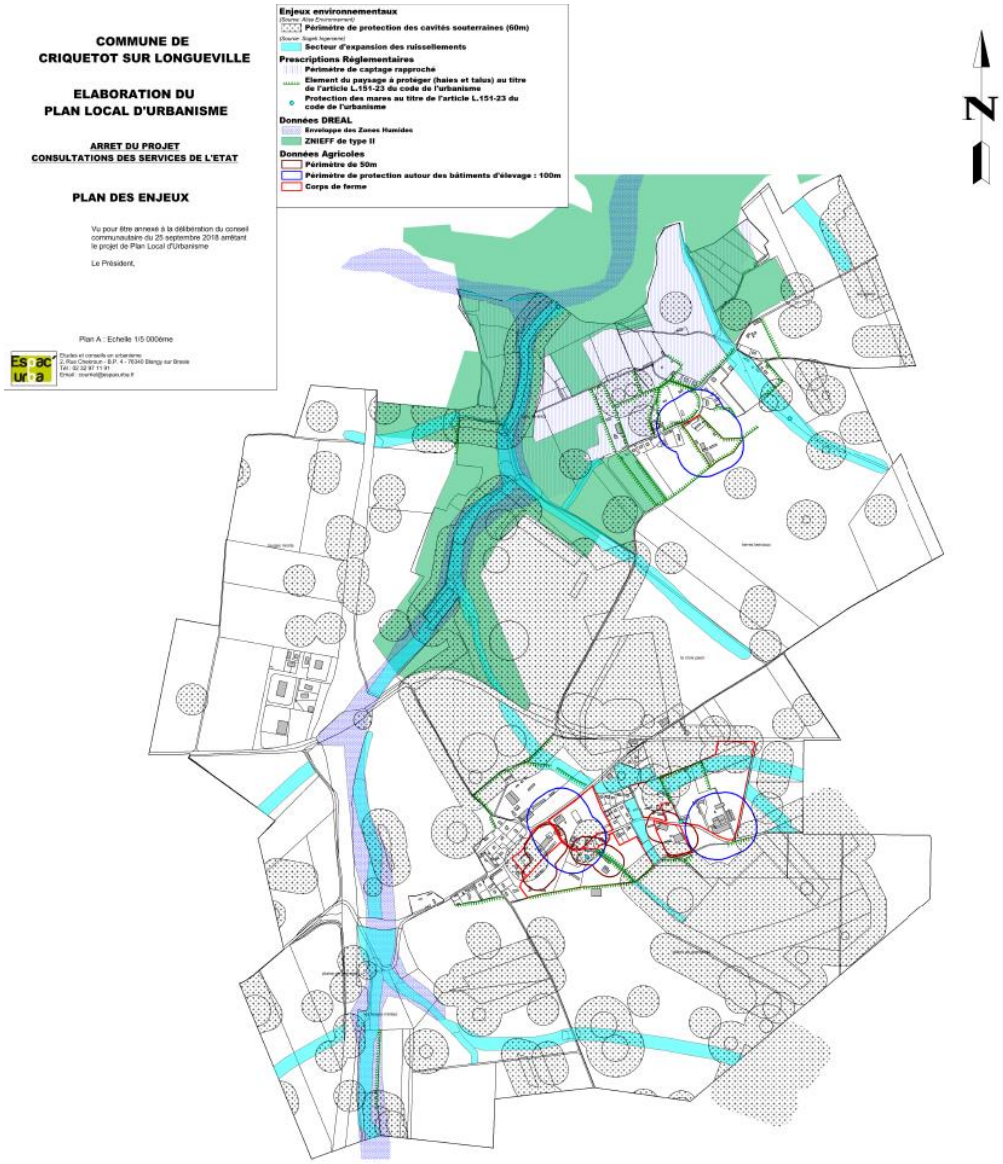
Le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est contraint par plusieurs éléments (risques naturels, préservation des espaces agricoles). Plusieurs de ces contraintes ont un impact sur le développement de l'urbanisation et ont été reprises sur le cadastre puis traduites à travers le zonage du P.L.U.

- les cavités souterraines : les périmètres de protection de ce risque n'ont pas remis en cause le projet de zonage. Toutefois, les terrains, inscrits en zone constructible et impactés par une zone de risque cavités, devront réaliser des études complémentaires pour prouver de l'absence de risque.

- les axes de ruissellement : ont été reportés sur le plan de zonage et le règlement correspondant interdit la construction de nouvelles habitations. Le règlement écrit reprend ces dispositions (cf. pièce n°3 du PLU).

- les données environnementales : il s'agit d'un élément réglementaire destiné à protéger des espaces naturels remarquables. A CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, les espaces concernés par le site inscrit sont classés en zone N du P.L.U. afin de garantir sa préservation.

- les exploitations agricoles : chaque exploitation dispose d'un périmètre de réciprocité. Ces périmètres avaient été identifiés dans le diagnostic. A l'intérieur des ces périmètres, toutes constructions à usage d'habitation seront interdites.



IV.3 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux orientations du PADD

Les objectifs et grands principes d'aménagement définis dans le PADD ont été traduits à travers différents outils sur le plan de zonage. Bien entendu, le document graphique est complété par le règlement permettant de mettre en œuvre d'autres aspects des objectifs communaux.

- **Préservation du patrimoine et du cadre de vie** : cette thématique constitue un objectif majeur des élus dans l'élaboration du PLU de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE :
  - Protection de l'environnement et du cadre de vie : les haies bocagères et les alignements d'arbres sont recensés sur le plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Les espaces boisés ont aussi été protégés à travers la zone naturelle N. Des prescriptions spécifiques sont définies dans le règlement.
  - Valorisation du patrimoine : la thématique de la préservation des caractéristiques architecturales est abordée essentiellement à travers le règlement des différentes zones.
  - Préservation de la ressource en eau : les réseaux ont été étudiés et sont en capacité pour accueillir le projet de PLU. Le périmètre de captage a été signalé sur les plans de zonage et inscrit dans les servitudes d'utilité publique.
  - Protection des espaces naturels remarquables : L'ensemble des zones ZNIEFF et Zones Humides a été pris en compte dans le projet de PLU et classé en zone naturelle.
  - Protection du patrimoine végétal ordinaire : les haies, alignements d'arbres et les mares ont été protégées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

- **Gestion des déplacements sur le territoire communal :**
  - Les OAP ont défini des liaisons à créer vers les espaces bâtis et les équipements publics.
  - Des emplacements réservés ont été précisés sur les plans de zonage dans le but de sécuriser certains carrefours et d'organiser des liaisons douces.

- **Prise en compte des communications numériques** : cet objectif n'est pas traduit graphiquement sur le plan de zonage.

- **Protection des personnes et des biens :**
  - Risques naturels **:** comme évoqué précédemment, un risque inondation (par ruissellement) ainsi qu'un risque de mouvement de terrain (cavités souterraines) ont été recensés sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Le zonage permet d'identifier les risques et le règlement prescrit les dispositions à respecter. Le règlement affiche des prescriptions quant à la gestion des eaux pluviales.

- **Renforcement du centre-bourg :** La délimitation de la zones Ua répond pleinement à cet objectif. En effet, de par son règlement, cette zone permet l'accueil de nouvelles habitations dans les dents creuses et face à un bâti déjà existant (sauf contrainte ou enjeu spécifique).

- **Gestion du bâti existant sur l'ensemble du territoire :** cet objectif est traduit à travers la zone urbaine (Ua) et les zones A et N pour les constructions isolées. Des prescriptions adaptées sont définies dans le règlement afin de permettre l'évolution du parc de constructions implantées dans les différentes entités bâties éloignées du bourg.

- **Développement de l'urbanisation :** 3 zones de développement (1AU et AU) ont été inscrits sur le plan de zonage. Le développement de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE se fait en densification de la trame bâtie et suivant la présence et capacité des réseaux.

- **Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain :**
  - La définition des zones urbaines permet de répondre à l'objectif démographique défini en fixant clairement des limites du pôle construit. L'épaississement de la zone urbaine du centre bourg contribuera à la modération de la consommation de l'espace.

- **Pérennisation des activités économiques :**
  - pérenniser les activités artisanales, commerciales et de services existantes : le règlement des zones Ua, Uya et Uyb permet de pérenniser les activités économiques existantes et d'en créer de nouvelles.
  - permettre l'accueil de nouvelles activités (artisanat, commerces, services) : le règlement des zones Ua et Uya permet l'accueil de nouvelles activités, dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec un tissu bâti déjà présent. La zone Uyb permet le développement de la coopérative agricole présente sur le territoire.

- **Pérennisation des exploitations agricoles :** les sites d'exploitations agricoles, les bâtiments agricoles ainsi que les terres attenantes ont été classées en zone A du PLU, dédiée à cette activité. Le règlement autorise la construction de bâtiments agricoles afin d'assurer sa pérennité.

- **Gestion et développement des équipements publics :**
  - pérennisation et développement des équipements publics existants : cet objectif est traduit à travers toutes les zones urbaines.

IV.3.1 - Analyse des différentes zones du PLU

De multiples paramètres ont été intégrés aux réflexions du groupe de travail afin d'aboutir au projet de zonage du PLU de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE :

- une règlementation forte : la loi SRU de décembre 2000, la loi Urbanisme et habitat de juillet 2003, la loi MAP de juillet 2010, les lois de Grenelle 1 et 2, la loi ALUR du 27 Mars 2014, la loi LAAF…
- des contraintes et enjeux sur le territoire communal,
- les objectifs communaux et grands principes, déclinés précédemment.

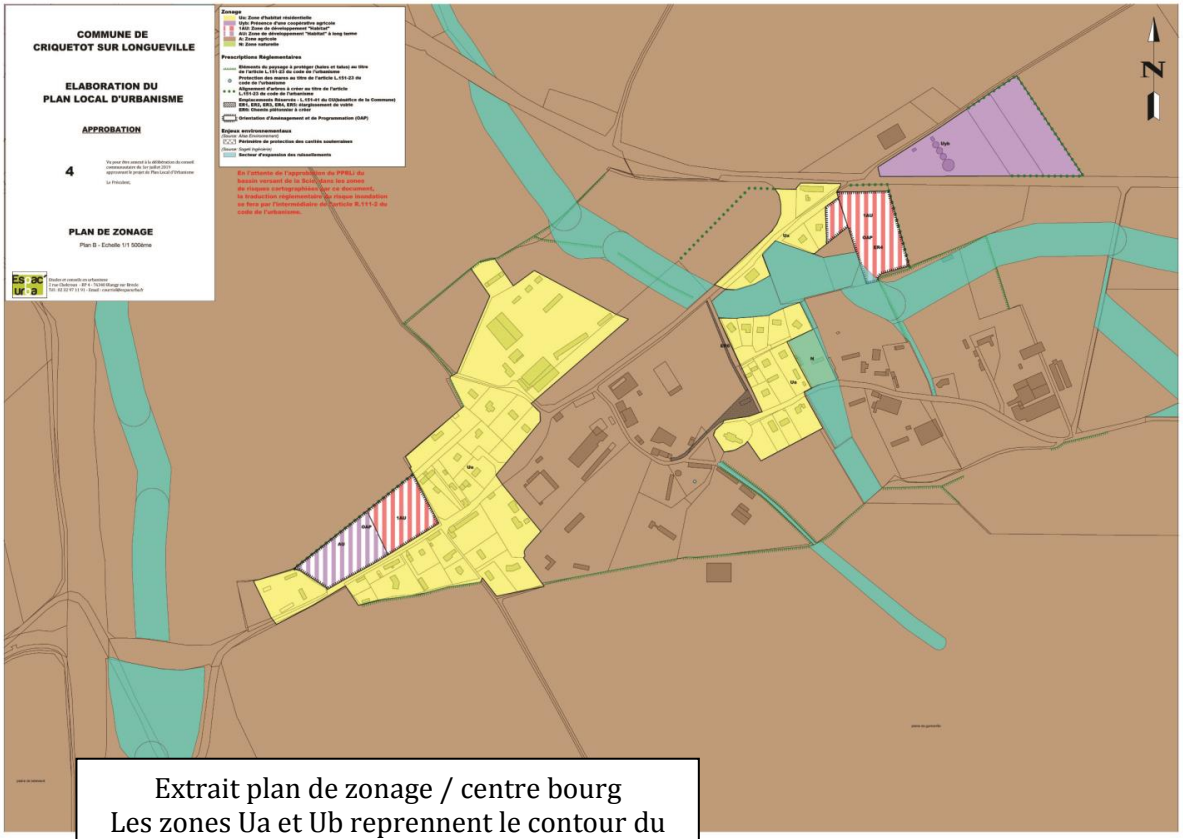
Dans les pages suivantes, nous allons nous attacher à expliquer synthétiquement les choix retenus par les élus pour définir le zonage du PLU.

IV.3.1.1 - Le centre bourg

A) les zones urbaines

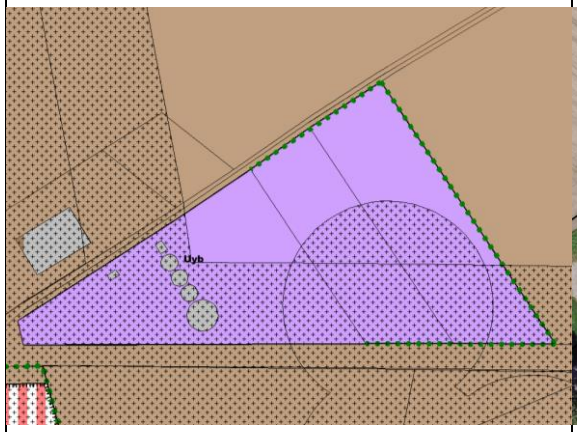
Ua, Cœur de bourg : La zone Ua (en jaune) reprend l'ensemble des constructions existantes situées dans le cœur de bourg, offrant une vocation mixte (habitat, services, équipements). Quelques bâtiments représentant un patrimoine intéressant ont été inscrits en zone Ua. Le secteur reprend également les constructions récentes venues se greffer au cœur de bourg. La zone Ua reprend l'ensemble des constructions existantes (zone d'habitat résidentiel) ainsi que la seule dent creuse identifiée du fait des forts enjeux agricoles et inondations du bourg. La zone Ua intègre également tous les équipements publics communaux (église, école, mairie, salle des fêtes…).

Uyb, zone destinée à pérenniser la coopérative agricole : La zone Uyb reprend le secteur de la commune ayant une vocation économique et agricole. Il s'agit en effet de la coopérative agricole. Le détail est expliqué dans les pages suivantes.



Extrait plan de zonage / centre bourg
Les zones Ua et Ub reprennent le contour du centre-bourg

Justifications du secteur inscrit en zone urbaine à vocation économique spécifiquement créé pour la coopérative agricole (Uyb)

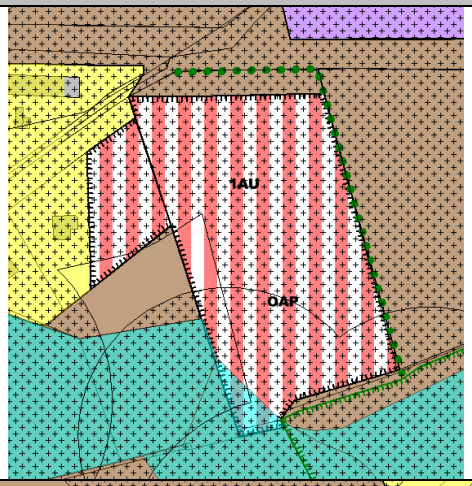
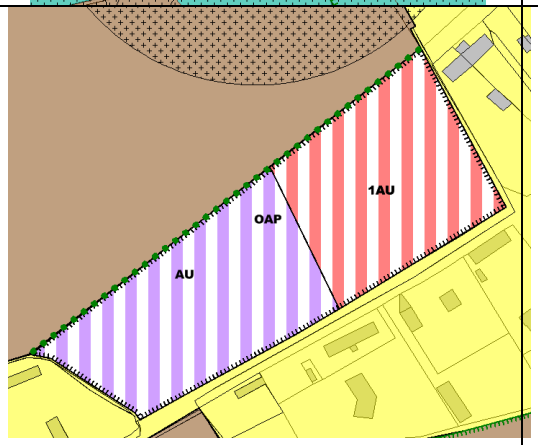
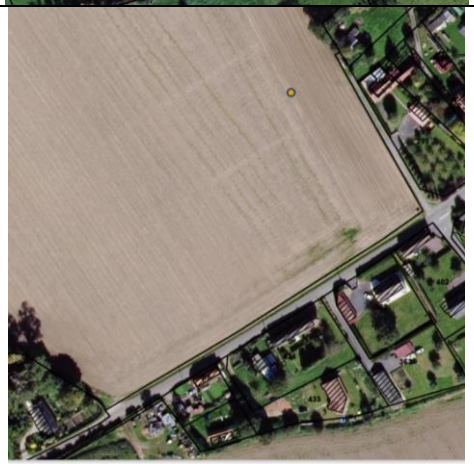
Intitulé de zone	Extrait zonage PLU	Photo aérienne Géoportail	Descriptions/explications
Uyb			Ce secteur reprend la coopérative agricole déjà existante située à proximité du centre-bourg. Afin de pérenniser son activité, le zonage Uyb a été instauré. Une extension de l'ordre d'environ 1,30 hectare a également été inscrit dans le projet de PLU. Il s'agit ici de maintenir l'activité agricole sur le territoire en autorisant son développement. A noter que l'insciption en secteur Uyb est réalisé dans le but de différencier les activités de la coopérative avec les activités de la zone économique communautaire proche de la RN27. Une suspiscion de cavité existe lié à un périmètre d'une parcelle napoélienne. Le risque devra être levé avant la faisabilité du projet.

B) les zones de développement

1AU, zones de développement à vocation d'habitat : Deux secteurs 1AU ont été programmés au plus près du centre-bourg de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, en dehors des enjeux agricoles et de risques liés aux ruissellements. Ces secteurs s'inscrivent dans l'enveloppe urbaine, en densification de la trame bâtie déjà existante. Elles accueilleront principalement de l'habitat. Le détail des ces zones se trouvent page suivante.

AU, zone de développement à vocation d'habitat sur le long terme : Une zone AU a été inscrite dans le projet de PLU, en continuité d'une zone 1AU. Cette zone se situe en continuité du bâti existant, le long de la voirie. Elle sera urbanisée ultérieurement, lorsque que les autres zones de développement seront construites et lorsque les réseaux seront en capacité de la desservir : en effet, le réseau d'assainissement collectif doit être étendu.

Justifications des secteurs inscrits en zone de développement à vocation d'habitat (1AU et AU)

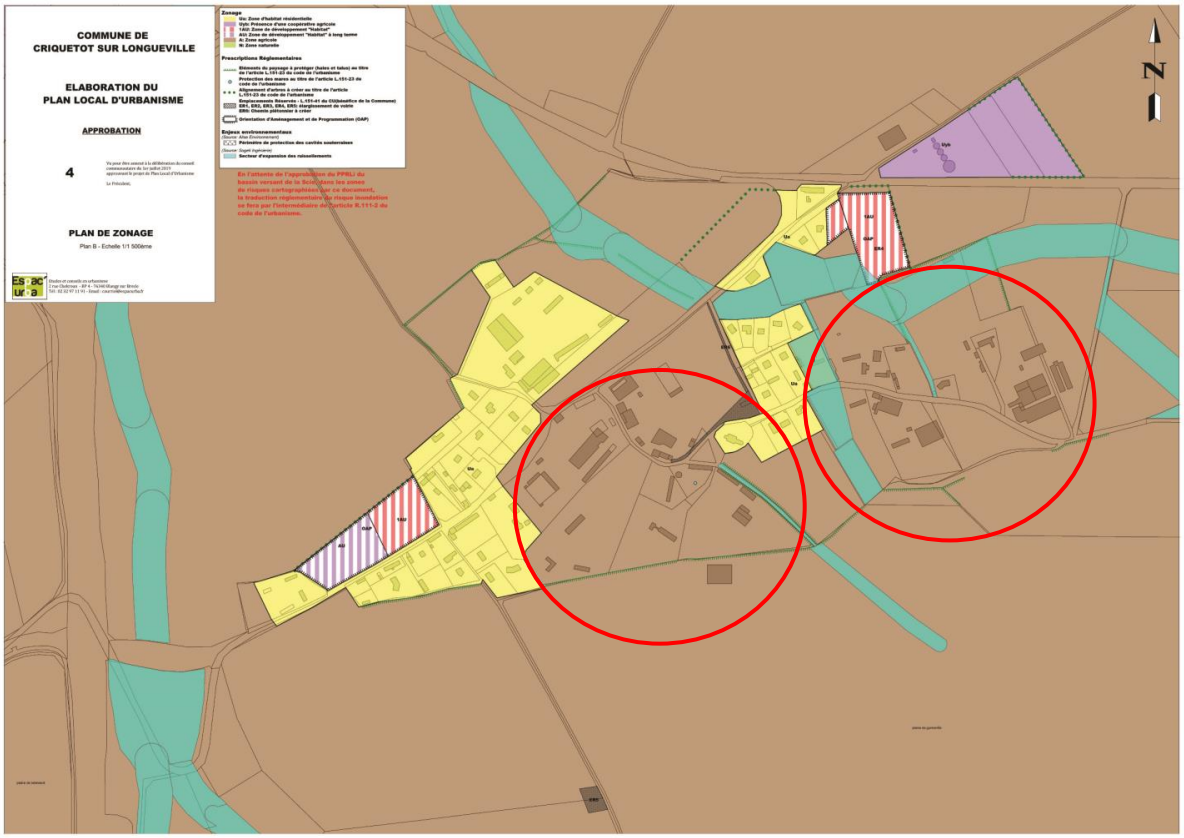
Intitulé de zone	Extrait zonage PLU	Photo aérienne Géoportail	Déscriptions/explications
1AU			A proximité du centre de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, une zone de développement a été inscrite au projet de PLU. Cette zone se situe au pourtour du bourg et s'insère parfaitement dans le tissu bâti. Elle répond aux objectifs démographiques de la commune. Cette parcelle est impactée par les périmètres liés aux indices de cavités souterraines. Une levée de ces périmètres devra rendre le terrain constructible. Les réseaux sont existants. Une OAP viendra encadrer l'urbanisation de ce secteur. Les haies existantes seront sauvegardées.
1AU et AU			Un autre secteur de la commune se trouvant entre deux espaces construits a été inscrit en secteur de développement. A ce niveau, deux phases d'urbanisation seront déclenchées. Une première phase avec la construction immédiate (zone 1AU). Une deuxième phase avec l'urbanisation à plus long terme (zone AU). Il s'agit ici de construire dans la continuité et face à du bâti existant dans le centre bourg. Une OAP viendra encadrer ce secteur. Pour une meilleure intégration paysagère, une structure paysagée (ou alignement d'arbres) sera créée en limite de la frange agricole.

C) Les constructions isolées en zone agricole

Des constructions isolées ont été reprises en secteur agricole. Il s'agit essentiellement de corps de ferme en activité ou bien d'anciennes exploitations, aujourd'hui toujours habités. Parfois, certaines habitations se retrouvent seules, en bordure de voirie. Ce sont parfois des habitations retraçant l'histoire du Pays de Caux, notamment à travers les clos masures. Ainsi, les zones A reprennent des constructions isolées qu'il n'est pas judicieux de développer pour ne pas miter le paysage et consommer de l'espace agricole. Suivant les évolutions réglementaires liées à la loi Macron, ces constructions ont été inscrites en A avec un règlement spécifique leur permettant des évolutions : modifications, extensions, constructions d'annexes.

Sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, ces constructions à usages agricoles se retrouvent en limite du principal pôle construit. Le classement en zone A permettra de maintenir leurs activités.

Pour rappel, le diagnostic a identifié un enjeu agricole très fort sur ces secteurs.



IV.3.1.2 - Le hameau de Creppeville

La zone A reprend des constructions isolées qu'il n'est pas judicieux de développer. En effet, plusieurs contraintes environnementales ont été observées : ruissellements, indices de cavités souterraines, périmètre rapproché du captage d'eau potable. Une partie des constructions existantes se retrouve être localisé au niveau de ces enjeux. C'est pourquoi un classement en zone U n'a pas été approprié. En plus des enjeux environnementaux, il existe encore des exploitations agricoles en activité sur certains secteurs du hameau.

Ainsi suivant les évolutions réglementaires liées à la loi Macron, ces constructions ont été inscrites en A avec un règlement spécifique leur permettant des évolutions : modifications, extensions, construction d'annexes.

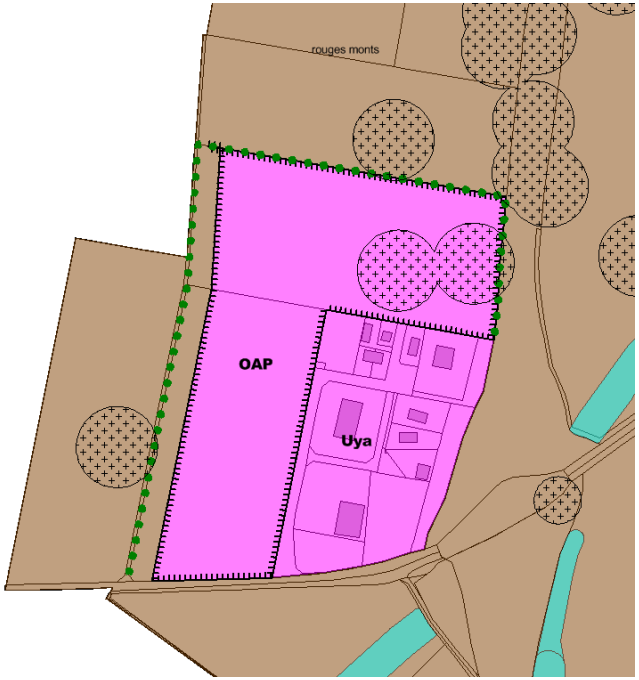
Comme vu précédemment, en respect avec les enjeux agricoles et de protection du captage d'eau potable de LINTOT LES BOIS, les constructions présentes dans le hameau de Creppeville ont été classées en zone A.



IV.3.1.3 - La zone d'activité de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE

Uya, zone à vocation économique d'activité lié à la zone d'activité communautaire : La zone Uya reprend les secteurs de la commune ayant une vocation économique spécifiquement attrait à la zone d'activité. Il s'agit entre autre de diverses activités tertiaires, artisanales, voire industrielles. Le détail est expliqué ci-dessous.

Justifications des secteurs inscrits en zone urbaine à vocation économique spécifiquement attrait aux activités de la ZA (Uya)

Intitulé de zone	Extrait zonage PLU	Photo aérienne Géoportail	Déscriptions/explications
Uya			La zone d'activité comunautaire existante a été inscrite en zone Uya autorisant l'extension, la modification de ce qui existe. Deux terrains, situés dans le prolongement Nord et Ouest, ont été également inscrits en zone Uya, correspondant au projet de développement économique soutenu par la Communauté de Communes Terroir de Caux et confirmé par le SCOT. En effet, ce dernier a acté une extension foncière de 25 hectares sur le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. A travers la traduction sur le zonage, le PLU est compatible avec le SCOT.

IV.3.2 - La réponse du PLU aux objectifs démographiques et besoin foncier

Rappel des objectifs démographiques et du besoin foncier :

- objectif d'accueil d'environ 60 habitants supplémentaires et la création de 20 logements à l'horizon 2028,
- le besoin foncier global s'élève à environ 2,60 ha en intégrant 30% pour les voiries, le paysage, la gestion des eaux pluviales,
- très peu dents creuses et espaces mutables (1 seule dent creuse) à intégrer pour accueillir les 20 logements permettant d'atteindre l'objectif démographique.

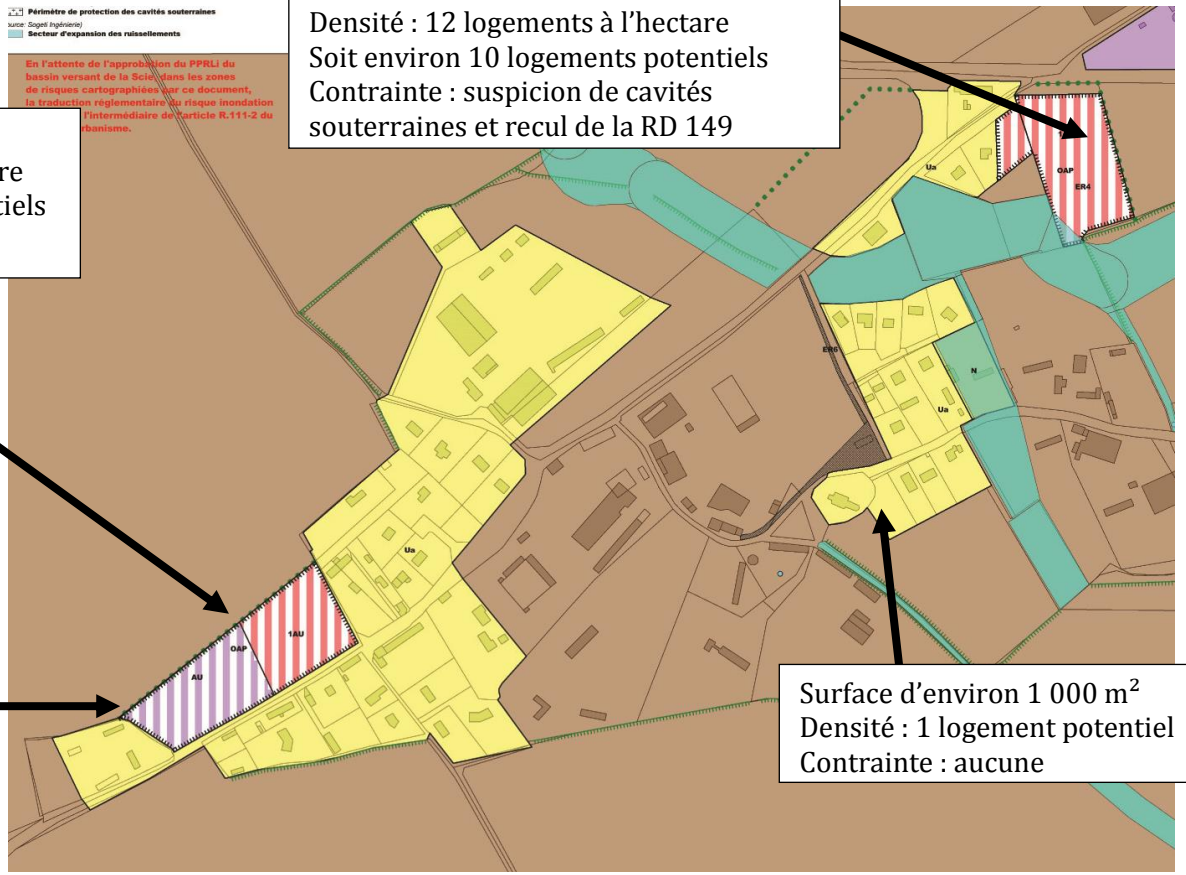
Le plan de zonage repris ci-dessous permet de localiser les logements à réaliser et la compatibilité avec l'objectif démographique.

Surface d'environ 8 500 m²
Densité : 12 logements à l'hectare
Soit environ 10 logements potentiels
Contrainte : suspicion de cavités souterraines et recul de la RD 149

Surface d'environ 7 500 m²
Densité : 12 logements à l'hectare
Soit environ 9 logements potentiels
Contrainte : aucune

Surface d'environ 6 900 m²
Densité : 12 logements à l'hectare
Soit environ 8 logements potentiels
Contrainte : modification du PLU à engager

Surface d'environ 1 000 m²
Densité : 1 logement potentiel
Contrainte : aucune



Le projet de zonage du PLU traduit donc bien le projet démographique communal :
Projet de 20 logements réalisables dans les 2 zones 1AU et dans la zone Ua et sur une surface de 1,70 hectare.

La zone AU, d'une surface de 6 900 m², a été créée pour organiser de manière cohérente le paysage de cet espace situé au Sud du bourg et géré par une OAP.
La volonté des élus est en effet de reconstituer une ceinture verte au pourtour de leur village en réponse aux bruits générés par la RN 27.

Au total, les zones 1AU et la zone AU se développent sur une surface d'environ 2,39 hectares, cohérente avec le besoin foncier estimé dans le PLU (2,60 ha).

IV.4 - Justification du règlement

Articles 1 et 2 - Occupations et utilisations des sols
Ces articles permettent d'introduire ou de soumettre à conditions les occupations du sol qui sont compatibles avec la vocation de la zone.
En zone Ua et Ub, ils permettent une mixité des fonctions urbaines : des restrictions sont édictées pour les activités industrielles, artisanales et les installations classées afin d'éviter tout conflit avec la fonction d'habitat. Les terrains de camping et de caravanes ainsi que la construction d'édifices cultuels sont interdits en zone urbaine car non compatibles avec la densité urbaine des zones.
En zone A, vouée à l'agriculture, les occupations ou utilisations du sol autorisées doivent être liées et nécessaires à l'exploitation agricole. Les constructions nécessaires au bon fonctionnement des équipements publics sont également autorisées.
La zone N correspond aux espaces boisés existants, à la préservation du cours d'eau du Réveillon et ses zones humides associées ainsi qu'aux coteaux de la commune. L'inscription des coteaux en zone Naturelle permet de gérer le risque ruissellement.

Article 3 - Conditions de desserte et d'accès aux voiries.
Cet article réglemente les accès et voiries qui doivent desservir les parcelles à construire. Les règles de l'article 3 organisent les accès sur les voies de manière à préserver la sécurité. Tout projet ne doit pas nuire à la bonne circulation.

Article 4 - Conditions de desserte par les réseaux.
Cet article détermine les conditions de raccordement aux réseaux indispensables à la constructibilité des terrains.
Bien entendu, toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'eau potable et doit disposer d'un dispositif d'assainissement individuel.
Dans l'ensemble des zones urbaines et agricoles, des prescriptions liées à la gestion des eaux pluviales ont été précisées. En résumé, l'imperméabilisation doit être limitée et maîtrisée.

Article 5 - Caractéristique des terrains
Aucune prescription en termes de minimum parcellaire n'a été définie puisque cet article a été supprimé par la loi ALUR.

Article 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies
Cet article permet de maintenir ou de modifier les caractéristiques morphologiques des zones. Pour la zone Ua, les constructions doivent être implantées à l'alignement ou en retrait de 3 mètres. Pour la zone 1AU, l'implantation des habitations est fixée en retrait minimum de 3 mètres de l'alignement. Pour les zones Uya et Uyb, A, les constructions d'habitation doivent être implantées à 5 mètres minimum, constitué par la limite de l'espace public. Des dérogations sont possibles.

Article 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Cet article permet de maintenir ou de modifier les caractéristiques morphologiques des zones.
En zone urbaine Ua, Ub et dans la zone 1AU, les constructions d'habitation devront être implantées soit en limite séparative, soit observer un recul par rapport à celle-ci au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction, sans être inférieur à 3 mètres. En zones Uy a et Uyb, les constructions d'habitation devront être implantées soit en limite séparative soit observer un recul par rapport à celle-ci au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction, sans être inférieur à 5 mètres. Des dérogations seront possibles dans le cas de bâtiments existants, des constructions annexes et des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics. Les prescriptions d'implantation définies permettent de garantir des principes de bon voisinage dans une commune rurale comme CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. En zone N et A, les constructions d'habitations doivent être implantées soit en limite séparative soit à une distance minimale de 3 mètres.

Article 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les dispositions de cet article permettent d'imposer un espacement entre deux bâtiments pour assurer l'éclairement des locaux. Pour l'ensemble des zones (sauf naturelles), aucune prescription a été définie.

Article 9 - Emprise au sol des constructions

Cette disposition permet de limiter la partie de terrain utilisée pour les constructions dans le souci de maintenir le cadre de vie et les surfaces imperméabilisées. En zone Ua et Uy, il n'y a pas de prescriptions spéciales. En zone 1AU, La projection verticale de toutes les constructions à usage d'habitation ne doit pas excéder 50% de la superficie du terrain, sauf en cas de reconstruction à l'identique après sinistre. En zone A et N, pour les habitations existantes, l'emprise au sol des extensions ne devra pas dépasser 30% maximum.

Article 10 - Hauteur maximale des constructions

La limitation de la hauteur des constructions permet de s'assurer de l'harmonie des silhouettes bâties avec le cadre environnant.
En zone A, Ua, Uh et 1AU pour les constructions d'habitation, la hauteur de toute construction ne doit pas excéder un étage droit sur rez-de-chaussée plus un niveau de comble aménageable. L'idée directrice est de permettre des typologiques similaires au bâti ancien que l'on retrouve sur la commune. En zone A, pour les habitations existantes, la hauteur des constructions autorisées ne devra pas dépasser le gabarit existant.
En zone A, la hauteur des établissements industriels et commerciaux, dont l'activité est liée à l'agriculture, et des constructions agricoles ne devra pas excéder 9 m à l'égout ni 15 mètres au faîtage. Cette hauteur permet aux engins agricoles de manœuvrer à l'intérieur des bâtiments, tout en donnant un cadre afin de conserver des gabarits en adéquation avec le site.

Article 11 - Aspect extérieur des constructions

Cet article permet de définir les règles destinées à harmoniser l'aspect des bâtiments entre eux. Les thèmes suivants sont abordés :

- Généralités
- Toitures
- Ouvertures en toiture
- Façades, matériaux, ouvertures en façades
- Volumes et terrassements
- Matériaux de couverture
- Les capteurs solaires, vérandas et antennes
- Clôtures

Les principes définis ont pour objectif de préserver le cadre de vie de la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, dans un principe de développement durable. Les dispositions de l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme sont applicables. Tout projet d'architecture d'expression contemporaine sera recevable dès lors que cette architecture ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Article 12 - Aire de stationnement

Le nombre de place de stationnement exigé par cet article est fonction de la destination de la construction. Ainsi, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins actuels et futurs des usagers, des visiteurs et des services, doit être assuré en nombre suffisant en dehors des voies publiques. Pour les constructions nouvelles en zone urbaine et à urbaniser, des espaces de stationnement sont exigés, à raison de 2 places de stationnement par logement créé et par parcelle.

Article 13 - Espaces libres et plantations

Afin de préserver les caractéristiques végétales et paysagères de la commune, cet article impose aux constructeurs la préservation des plantations existantes, le traitement paysager des espaces libres, ...
Les haies, alignements d'arbres, mares sont identifiées et protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ces mesures s'inscrivent dans une logique de préservation du patrimoine végétal, de l'identité paysagère et de la préservation des continuités écologiques et de la trame verte et bleue. En zone 1AU, afin de préserver des espaces de respiration, la surface végétalisée doit être au moins égale à 40% de l'unité foncière.

Article 14 - Coefficient d'occupation du sol

Cet article a été supprimé par la loi ALUR. Aucun COS n'a donc été fixé dans les différentes zones du projet de PLU.

Article 15 - Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements en matière de performances énergétiques et environnementales

Cet article permet d'imposer des règles constructives pour les bâtiments, en respect avec les lois Grenelle et la règlementation thermique en vigueur.
Les prescriptions définies dans le PLU restent simples de manière à ne pas alourdir les directives du code de la construction et la réglementation thermique en vigueur. Pour cela, il est précisé que les constructions devront être de basse consommation énergétique. Pour les nouvelles opérations d'aménagement, des luminaires autonomes en énergie (photovoltaïque, éolien, …) seront installés.

Article 16 - Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

En zone urbaine, à urbaniser et agricole, des fourreaux devront être prévus pour le passage de la fibre optique, ainsi que pour le passage des réseaux de télécommunication.

IV.5 - Autres prescriptions figurant aux documents graphiques

IV.5.1 - Espaces boisés

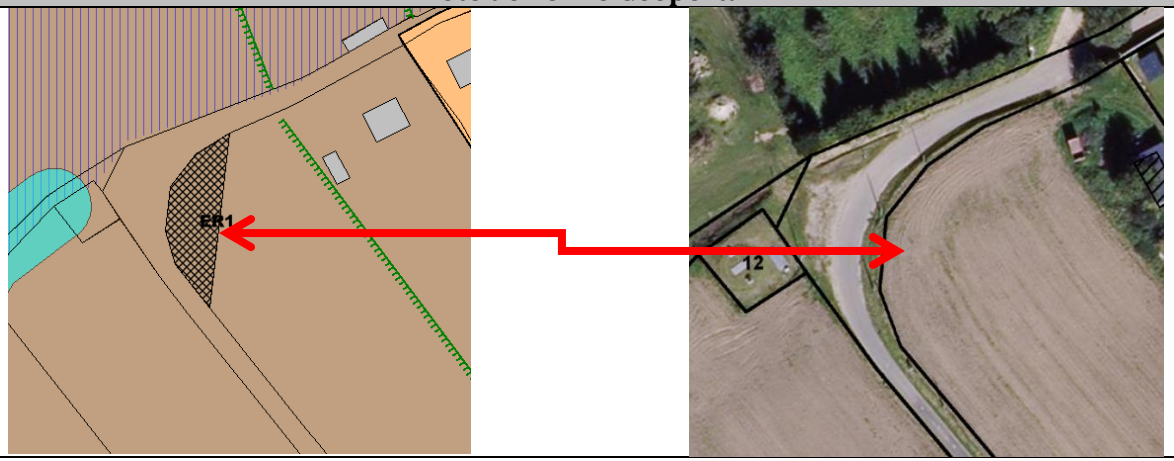
Les espaces boisés ont été délimités en zone naturelle. Cependant, au vu du peu d'espaces forestiers présents sur le territoire et pour ne pas contraindre les activités présentes, aucun EBC n'a été inscrit sur le territoire communal.

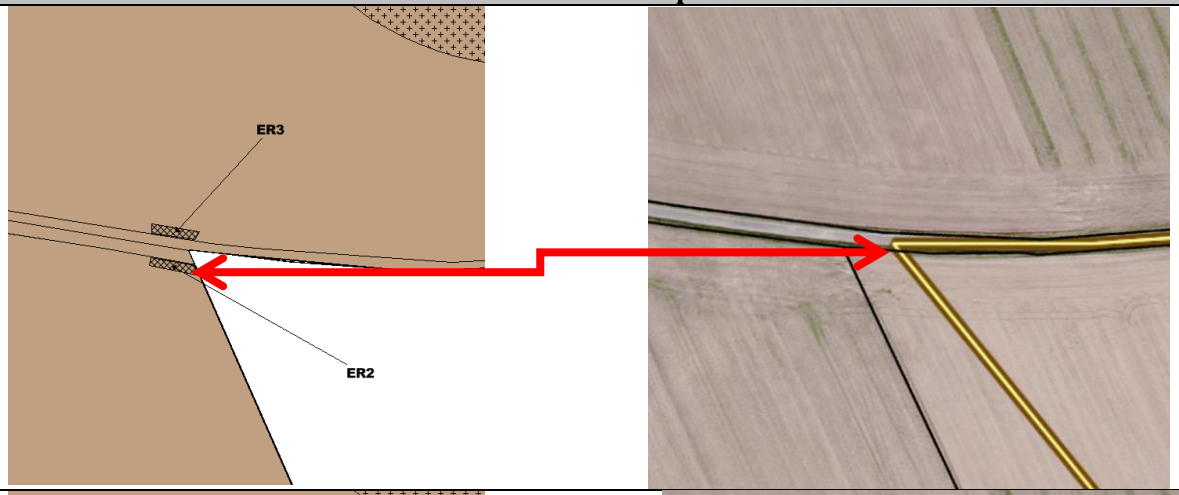
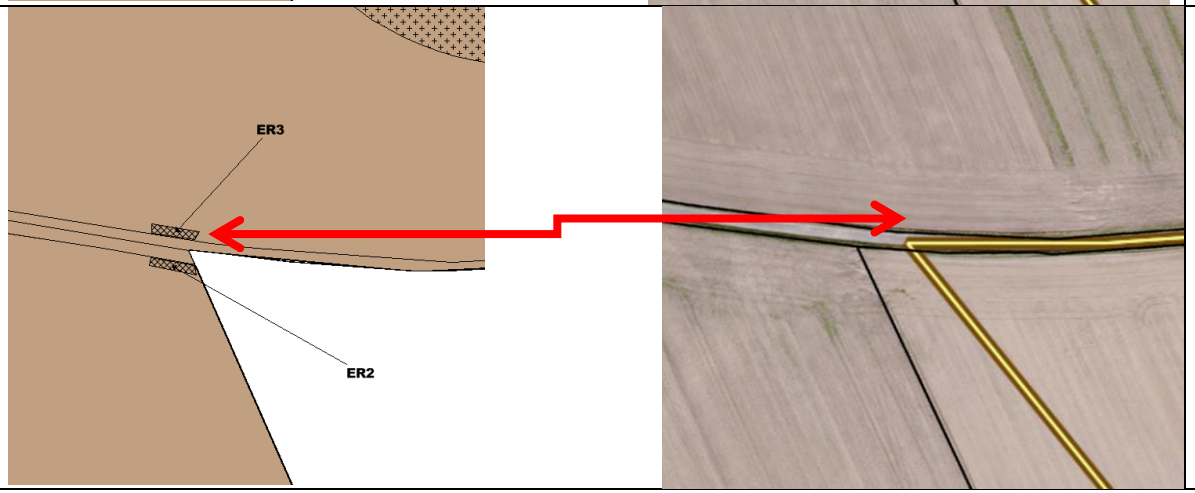
IV.5.2 - Emplacements réservés

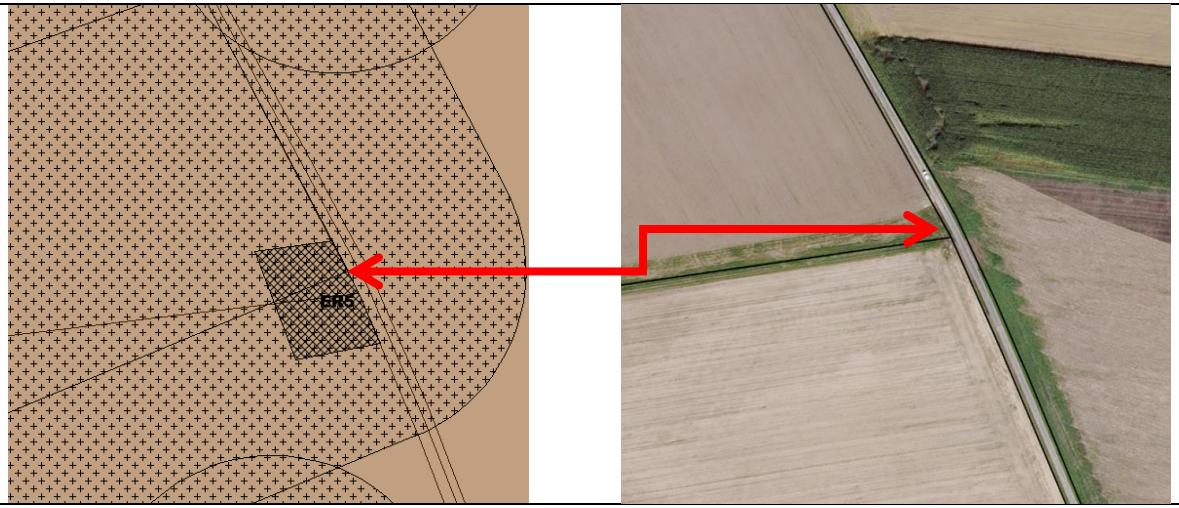
6 emplacements réservés, tous au bénéfice de la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, ont été intégrés dans le projet de PLU :

- l'emplacement réservé numéro 1 reprend l'élargissement d'une voirie afin de faciliter l'entrée dans le hameau : 715 m^2,
- l'emplacement réservé numéro 2 reprend l'élargissement d'une voirie pour faciliter le croisement des véhicules : 20 m^2,
- l'emplacement réservé numéro 3 reprend l'élargissement d'une voirie pour faciliter le croisement des véhicules : 20 m^2,
- l'emplacement réservé numéro 4 reprend l'élargissement d'une voirie pour sécuriser et gérer le stationnement sur la place de l'église : 1700m^2,
- l'emplacement réservé numéro 5 reprend l'élargissement d'une voirie pour faciliter le croisement des véhicules : 1 000 m^2,
- l'emplacement réservé numéro 6 reprend la création d'un cheminement piéton et d'un talus arboré : 450 m^2.

Un tableau est repris ci-dessous. Il permet de justifier la pertinence de ces emplacements réservés.

Numéro ER	Extrait zonage PLU Photo aérienne Géoportail	Nature du sol et surface
ER 1 : Elargissement de voirie		Le terrain reprenant l'ER est constitué par des cultures (parcelle agricole) : parcelle n°48 pour environ 715 m^2. Le but de cet emplacement réservé est d'élargir la voirie afin de faciliter l'entrée dans le hameau.

Numéro ER	Extrait zonage PLU Photo aérienne Géoportail	Nature du sol et surface
ER 2 : Elargissement de la voirie		Le terrain reprenant l'ER n°2 accueille un espace de culture. Sa surface s'étend sur environ 20 m² (parcelle N° 23). Le but de cet emplacement réservé est d'élargir la voirie pour faciliter le croisement des véhicules.
ER 3 : Elargissement de la voirie		Le terrain reprenant l'ER n°3 accueille un espace de culture. Sa surface s'étend sur environ 20 m² (parcelle N°26). Le but de cet emplacement réservé est d'élargir la voirie pour faciliter le croisement des véhicules.

Numéro ER	Extrait zonage PLU Photo aérienne Géoportail	Nature du sol et surface
ER 4 : Elargissement de la voirie		Le terrain reprenant l'ER n°4 accueille un espace de prairie à proximité du centre-bourg Sa surface s'étend sur environ 1700 m² (parcelles N°114 et 436). Le but de cet emplacement réservé est d'élargir la voirie pour sécuriser et gérer le stationnement sur la place de l'église.
ER 5 : Elargissement de la voirie		Le terrain reprenant l'ER n°4 accueille un espace de culture Sa surface s'étend sur environ 1000 m² (parcelles N°14 et 15). Le but de cet emplacement réservé est d'élargir la voirie pour faciliter le croisement des véhicules.

Numéro ER	Extrait zonage PLU Photo aérienne Géoportail	Nature du sol et surface
ER 6 : Création d'un cheminement piétonnier		Le terrain reprenant l'ER est constitué par de la prairie (parcelle agricole) : - (parcelle n°436 pour environ 450 m²), Le but de cet emplacement réservé est de créer un cheminement piéton doublé d'un talus arboré.

IV.5.3 - La protection du patrimoine naturel et bâti

La protection du patrimoine reprend aussi bien le patrimoine végétal que le patrimoine bâti.
Les haies, alignements d'arbres, les mares et les arbres remarquables ont été classés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.
Pour rappel, l'ensemble des alignements d'arbres formant les clos masures a été repéré et protégé au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Les éléments paysagers d'intérêt hydraulique (issus du SGEP) ont aussi été protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

IV.5.4 - Les secteurs de risques naturels

Concernant le risque inondation, les données issues du schéma de gestion des eaux pluviales (SGEP) ont été reprises.

IV.5.5 - Les secteurs de risques technologiques

Il n'existe pas d'installations classées de type SEVESO ou de PPRT à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Aucune prescription particulière n'a été prise dans le document graphique.

IV.5.6 Le droit de préemption urbain

Le droit de préemption urbain est un mode public d'acquisition foncière très finalisé. En application des articles L.210.1 et L.300.1, il peut être exercé en vue de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement tendant à : Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ; Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ; Promouvoir les loisirs ou le tourisme ; Réaliser des équipements collectifs ; Lutter contre l'insalubrité ; Sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ; Créer ou aménager des jardins familiaux (article L.126.1). Le droit de préemption urbain ne peut être institué que dans certains secteurs seulement (article L.211.1).
Ces secteurs sont tout ou partie :

- des zones urbaines (U) ou d'urbanisation future (AU), délimitées par le plan local d'urbanisme ;
- des territoires couverts par un plan d'aménagement de zone (PAZ) approuvé en application de l'article L.311.4 ;
- des territoires couverts par un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), rendu public ou approuvé en application de l'article L.313.1.

La délibération du conseil municipal instituant le droit de préemption urbain peut être prise le même jour que la délibération rendant public ou approuvant le P.L.U.. Mais, tant que le P.L.U. ne sera pas exécutoire et opposable aux tiers, le droit de préemption urbain n'entrera pas en vigueur.
Le périmètre de préemption doit être reporté sur des documents graphiques, en annexe du P.L.U., par une procédure de mise à jour si nécessaire. L'exercice de ce droit devra être motivé et appuyé sur une volonté communale d'aménagement.

Le conseil municipal pourra décider d'instaurer un droit de préemption urbain sur ses zones U et AU. Le cas échéant, ce D.P.U. fera l'objet d'une délibération du conseil municipal à l'approbation du P.L.U..

IV.6 - Bilan des surfaces

ZONE (PLU)	SUPERFICIE
Ua	11.78 hectares
Uh	1.22 hectare
Uya	24.75 hectares
Uyb	2.44 hectares
1AU	1.60 hectare
AU	0.69 hectare
A	661.53 hectares
N	24 hectares
Total	**728.24 hectares**

CINQUIEME PARTIE - ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

V.1 - Les incidences : définition et présentation

La notion « d'effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement » visée par le Code de l'Environnement recouvre différentes typologies d'effets potentiels. Les typologies d'effets communément identifiées pour analyser les incidences des plans et programmes englobent les effets positifs et négatifs, directs et indirects, temporaires ou permanents, les effets à court/ moyen/ long terme, ainsi que les effets cumulés avec d'autres plans ou programmes connus.

Cette étape de l'analyse vise à identifier les composantes du document d'urbanisme génératrices de pressions ou effets environnementaux, qui pourront ainsi avoir des incidences sur le territoire. Elle est basée sur les enjeux environnementaux définis dans les premières phases d'élaboration du P.L.U. et se focalise uniquement sur les thèmes et secteurs à enjeux.

L'évaluation des incidences du projet de zonage sur l'environnement considère chaque secteur de la commune, en fonction de sa localisation, de son affectation et des enjeux environnementaux qui y sont liés. Il s'agit alors d'une approche territoriale des incidences. L'analyse s'attachera également à mettre en évidence comment le projet contribue à la préservation des secteurs les plus sensibles sur le plan environnemental.

V.2 - Incidences de l'urbanisation des dents creuses

Une seule dent creuse a été identifiée dans le centre-bourg du fait des forts enjeux identifiés. L'urbanisation de cette dent creuse détectée aura un faible impact sur l'environnement. En effet, l'implantation d'une nouvelle construction dans cette dent creuse s'inscrit dans un principe de densification des zones déjà bâties afin de lutter contre le phénomène de mitage du territoire communal, consommateur d'espace, impactant durablement le paysage et coûteux en réseaux.

V.3 - Incidences du plan sur les déplacements

L'arrivée de nouveaux habitants influera inévitablement sur le trafic existant. Bien que l'amplification des déplacements ne soit pas quantifiable aujourd'hui, les élus ont veillé à définir des secteurs à développer près des axes de communication les plus empruntés et les plus adéquats pour satisfaire à la fois un trafic de transit et de desserte. Le centre bourg a été densifié et les constructions isolées non développées.

Les déplacements doux pourront être renforcés grâce au P.L.U. et la création de cheminements à travers les orientations d'aménagement et les emplacements réservés. Les élus souhaitent favoriser le développement des liaisons douces.

V.4 - Incidences de l'urbanisation de zones d'habitat

Deux projets d'ouverture à l'urbanisation pour de l'habitat sur le moyen terme (1AU) et sur le long terme (AU) sont intégrés au projet de plan local d'urbanisme, faisant l'objet de deux Orientations d'aménagements et de Programmation (OAP) pour une superficie totale d'environ 2,29 ha.

Les secteurs d'urbanisation sont situés à proximité du centre bourg, à proximité des équipements publics, et voies de déplacement. C'e sont des zones à vocation à être urbanisée : elles se situent au cœur du bourg. Ces zones ont pour vocation d'accueillir de l'habitat. Elles se situent en continuité de l'enveloppe urbaine, des habitations sont déjà existantes sur son pourtour.

Des orientations d'aménagement sont également reprises dans le PLU (cf. pièce n°5). Ces zones seront urbanisées à l'occasion de la réalisation d'une opération d'aménagement ou de constructions, compatibles avec un aménagement cohérent de toute la zone ; cela permettra une réflexion d'ensemble sur les parcelles concernées.

Pour ce qui est des enjeux urbains et environnementaux, il est envisagé, lors de l'urbanisation de ces secteurs de :

- gérer l'aspect des constructions afin de permettre une meilleure intégration de ces dernières au site,
- limiter et organiser les entrées de manière à ne pas multiplier les accès individuels sur le réseau existant : cohérence d'aménagement,
- gérer l'aménagement paysagé de l'intérieur du secteur de développement : le fil conducteur sera le végétal tout au long des dessertes,
- gérer l'hydraulique à travers des principes doux : noues, zones humides, contribuant de ce fait aussi à la végétalisation de la future zone bâtie,
- intégrer la notion de déplacements doux,
- créer une ceinture verte au pourtour.

Ces principes d'organisation et d'aménagement, pour cette zone ouverte à l'urbanisation, participent à la gestion de la qualité de vie de la commune et de l'image qu'elle diffuse.

V.5 - Incidences du développement économique

Le projet d'extension de la zone d'activité communautaire a été inscrit dans le PLU de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE et répond à la compatibilité du SCOT. En effet, 25 hectares sont prévus pour le volet économique sur cette commune.

Des orientations d'aménagement sont également reprises dans le PLU (cf. pièce n°5). Cette zone sera urbanisée à l'occasion de la réalisation d'une opération d'aménagement ou de constructions, compatibles avec un aménagement cohérent de toute la zone ; cela permettra une réflexion d'ensemble sur les parcelles concernées.

Pour ce qui est des enjeux urbains et environnementaux, il est envisagé, lors de l'urbanisation de ce secteur de :

- gérer l'aspect des constructions afin de permettre une meilleure intégration de ces dernières au site,
- limiter et organiser les entrées de manière à ne pas multiplier les accès individuels sur le réseau existant : cohérence d'aménagement,
- gérer l'aménagement paysagé de l'intérieur du secteur de développement : le fil conducteur sera le végétal tout au long des dessertes,
- gérer l'hydraulique à travers des principes doux : noues, zones humides, contribuant de ce fait aussi à la végétalisation de la future zone bâtie,
- intégrer la notion de déplacements doux,
- créer une ceinture verte au pourtour.

Ces principes d'organisation et d'aménagement, pour cette zone ouverte à l'urbanisation, participent à la gestion de la qualité de vie de la commune et de l'image qu'elle diffuse le long de la RN 27.

V.6 - Incidences du plan sur les déplacements

L'arrivée de nouveaux habitants influera inévitablement sur le trafic existant. Bien que l'amplification des déplacements ne soit pas quantifiable aujourd'hui, les élus ont veillé à définir des secteurs à requalifier au sein du bourg près des axes de communication les plus empruntés et les plus adéquats pour satisfaire à la fois un trafic de transit et de desserte, pour les usages quotidiens et exceptionnels.

Les déplacements doux devraient être renforcés grâce au P.L.U. et la création de cheminements à travers les orientations d'aménagement. Les élus souhaitent favoriser le développement des liaisons douces.

C'est pourquoi le PADD a repris plusieurs objectifs :

- la création de liaison douce entre les quartiers et les équipements publics ;
- le confortement des cheminements qui participent à la découverte du site et du patrimoine bâti et végétal communal,

Les déplacements doux devraient ainsi être renforcés grâce au P.L.U.

V.7 - Incidences sur le paysage, le patrimoine bâti et l'occupation du sol

Le développement futur de la commune a été réfléchi avec le souci d'une gestion économe de l'espace : CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est constituée d'un centre-bourg compact. Aussi afin de freiner le mitage du territoire, les élus ont choisi de réaliser le développement communal dans un principe de densification du pôle construit. Les espaces à urbaniser ont été choisis dans le tissu urbain existant, dans un principe de renforcement de cette trame urbaine.

Le centre-bourg a été inscrit en zone urbaine (Ua), autorisant un développement dans des dents creuses. Les dents creuses du centre bourg vont être urbanisées et cela afin de profiter des équipements et réseaux et dans le respect de la densification prônée par les différentes lois d'urbanisme. Ce choix permet de préserver de grandes entités naturelles ainsi que la caractéristique morphologique du territoire communal.
Ainsi, l'article 13 du règlement gèrera l'impact de la future urbanisation dans l'environnement.
Les structures végétales existantes : les espaces boisés sont protégés dans le P.L.U. à travers le zonage N. Les alignements d'arbres, haies, mares sont protégées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Deux zones de développement à court terme (1AU) et 1 zone de développement à long terme ont été inscrites dans le projet de PLU. Des orientations d'aménagement ont été réfléchies sur le centre-bourg et la zone d'activités organisant ainsi :
- la problématique des eaux pluviales des espaces communs sera gérée à l'échelle de la zone à urbaniser,
- la préservation du végétal,
- le maintien / création de ceinture paysagère.

L'ouverture à l'urbanisation s'accompagne de prescriptions paysagères et architecturales afin d'intégrer les nouvelles zones d'urbanisation au tissu bâti de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. La plupart des structures végétales existantes les haies, les alignements, les espaces boisés sont protégés dans le P.L.U.

La mise en œuvre du PLU aura une incidence positive sur le paysage, le patrimoine bâti et l'occupation du sol par le biais du recensement et de la préservation des éléments du paysage naturels et bâtis.

V.8 - Les incidences du projet sur l'environnement sur la ressource en eau et mesures liées

L'évolution de l'urbanisation programmée dans le PLU prend en compte les différentes problématiques liées à la gestion de l'eau au sens large : la gestion des eaux usées et pluviales, la limitation de l'imperméabilisation et le développement des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales.

- Eau potable : Toute construction ou installation nouvelle qui, par sa destination implique une utilisation d'eau potable doit être alimentée par branchement à un réseau collectif de distribution sous pression présentant des caractéristiques suffisantes.
- Captage d'alimentation en eau potable : la commune est concernée par un périmètre de protection de captage d'eau potable au Nord de son territoire. Aucune zone urbaine n'est inscrite dans le PLU sur ce captage.

- Assainissement eaux usées :
  - toute construction ou installation, le nécessitant, doit être raccordée au réseau d'assainissement collectif.
  - en l'absence ou impossibilité de raccordement au réseau d'assainissement collectif, un dispositif d'assainissement individuel est autorisé conformément au schéma d'assainissement de la commune et à la réglementation en vigueur. Il doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit et à permettre le raccordement direct de la construction au réseau, si celui-ci devait être réalisé.
  - ce raccordement au réseau collectif, lorsqu'il existera, sera obligatoire et à la charge du propriétaire.
  - l'évacuation des eaux non traitées dans les fossés ou dans le réseau public d'eaux pluviales est interdite.

La mise en œuvre du PLU n'aura pas d'incidences négatives sur la ressource en eau.

V.9 - Préservation des zones agricoles

Le projet de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE a pris en compte l'aspect agricole. Le document a été réfléchi avec les services compétents. Les exploitations agricoles ont été protégées en zone A, les terres cultivées ont également été préservées en zone A agricole. Les terrains ouverts à l'urbanisation ne viennent pas pénaliser les exploitants, les surfaces restant minimes au regard de l'ensemble du territoire.
La mise en œuvre du PLU n'aura pas d'incidences négatives sur les zones agricoles.

V.10 - Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur le milieu physique et mesures liées

V.10.1 - Les sols

Les principales fonctions assurées par les sols sont des fonctions de production, de filtration et d'épuration, de matériau, de support des activités humaines, de réserve biologique, de stockage d'eau ou de carbone. Ainsi, leur rôle dans l'environnement est essentiel, notamment pour l'agriculture, la protection des ressources en eau, la préservation de la biodiversité et la valorisation de divers types d'effluents.
La mise en œuvre du PLU aura une incidence positive sur la qualité des sols de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE : le recensement effectué des sites et sols potentiellement pollués, bien qu'il ne soit ni opposable, ni exhaustif, permet à la commune et aux usagers d'intégrer le risque potentiel de pollution de sols, notamment pour des projets futurs de reconversion ou réhabilitation.
La mise en œuvre du PLU n'aura aucune incidence sur la qualité des sols de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.

V.10.2 - L'eau

La commune n'est pas concernée par un passage de rivière.
L'évolution de l'urbanisation programmée dans le PLU prend en compte les différentes problématiques liées à la gestion de l'eau au sens large :

- les eaux usées : le schéma d'assainissement des eaux usées a été pris en compte dans l'étude du P.L.U.,
- les eaux pluviales : la gestion des eaux pluviales lors d'opération d'aménagement ou de construction est une composante du règlement,
- le risque d'inondation : les axes de ruissellements ont été intégrés à l'étude du PLU.

Le règlement de chaque zone définit des prescriptions pour la gestion des eaux pluviales.
La mise en œuvre du PLU aura une incidence positive sur milieu hydrographique au regard du zonage appliqué aux milieux soumis au risque inondation.

V.11 - Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur le milieu humain et mesures liées

V.11.1 - Le risque mouvement de terrain

L'aléa mouvement de terrain se manifeste à CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE par La présence d'indices de cavités souterraines. Un recensement d'Indices de Cavités Souterraines (RICS) a été mené et traduit au sein du projet de PLU.
La mise en œuvre du plan n'aura pas d'incidence sur le risque mouvement de terrain.

V.11.2 - Le risque inondation

Le territoire communal est concerné par le risque inondation lié aux ruissellements et, dans une moindre mesure, par le risque de remontées des nappes d'eau souterraines.

- **le risque inondation par remontées de nappes :** le risque est principalement présent sur la partie de la zone agricole et de la zone naturelle. Le projet de PLU n'aura pas d'incidences sur le risque remontée de nappes.
- **le risque inondation par ruissellement :** le risque a été analysé par le biais du Schéma de Gestion des Eaux. Il sera intégré sur le document graphique ainsi que dans le règlement écrit.

La mise en œuvre du plan aura donc une incidence positive sur le risque inondation par ruissellement en limitant l'urbanisation dans les zones d'aléa.

V.11.3 - Le risque industriel

Le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE ne compte aucune Installation Classée Pour l'Environnement (ICPE), hormis les exploitations agricoles. **La mise en œuvre du document n'aura pas d'incidence sur le risque industriel.**

V.11.4 - Le risque transport matières dangereuses

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est concernée par le risque Transport de Matières Dangereuses. La mise en œuvre du document ne prévoit pas d'activité pouvant influencer ce risque, le PLU n'aura donc pas d'incidences sur le risque transport matières dangereuses.
La mise en œuvre du document n'aura pas d'incidence sur le risque industriel.

V.11.5 - Acoustique

Aucune activité pouvant potentiellement générer des nuisances sonores n'est présente sur la commune ou à proximité. La voie RN27 est classée bruyante mais se trouve à distance réglementaire des habitations.
La mise en œuvre du document n'aura pas d'incidence majeure sur le cadre acoustique communal.

V.12 - Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur le site Natura 2000 et mesures liées

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est concernée par aucune zone Natura 2000. Le territoire est à 6 km de la Zone Spéciale de Conservation *Bassin de l'Arques*, FR 2300132.

La Zone Spéciale de Conservation *Bassin de l'Arques*, FR 2300132

Le site « bassin de l'Arques » est entièrement compris dans le bassin versant de l'Arques. L'Arques est un fleuve côtier qui se jette dans la Manche à Dieppe. L'Arques ne fait en réalité que 6,5 km et est l'exutoire de 3 cours d'eau plus importants en amont : la Béthune, l'Eaulne et la Varenne. Le site Natura 2000 concerne le lit mineur (comprenant les berges) de ces 3 cours d'eau et de l'Arques sur les 1,6 km en aval de sa confluence avec l'Eaulne. Il est possible de repérer 2 grands ensembles paysagers différents le long de ces cours d'eau : – un ensemble de vallées aux lits majeurs relativement prononcés dans les bassins versants de l'Arques, l'Eaulne, la Varenne et la Béthune en aval de Mesnières-en-Bray, – la vallée de la Béthune en amont de Mesnières-en-Bray n'a pas la même morphologie et est composée d'un ensemble de petites vallées et/ou talwegs associés à des petits ruisseaux connectés à la Béthune et composant un « chevelu » Au delà du lit mineur, les bassins versants des cours d'eau sont intéressants en termes de biodiversité (zones humides d'intérêt faunistique et floristique, mégaphorbiaies, alignements d'arbres têtards...) mais ne sont pas actuellement classés en site Natura 2000. Une proposition de classement de site Natura 2000 plus étendu est en cours de réflexion suite aux conclusions du DOCOB, validé par le COPIL.

Ainsi, compte-tenu de la distance d'éloignement et de la non modification du fonctionnement écologique et hydraulique du site Natura 2000, les incidences directes et indirectes du P.L.U. sur les habitats et les espèces végétales justifiant la désignation du site seront nulles.

V.13 - Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur le milieu naturel et mesures liées

V.13.1 - Les sites inscrits et classés

Les sites et monuments naturels de caractère historique, artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque, susceptibles d'être protégés au titre du Code de l'Environnement. A compter de la publication du texte (décret ou arrêté) prononçant le classement ou l'inscription d'un site ou d'un monument naturel, tous travaux susceptibles de modifier l'aspect ou l'état d'un site sont soumis au contrôle du ministre chargé des sites ou du préfet du département.

CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE n'est concerné par aucun site classé ou inscrit.

V.13.2 - Les Z.N.I.E.F.F.

Les Z.N.I.E.F.F. sont des zones d'inventaires scientifiques permettant de mettre en évidence la richesse écologique, patrimoniale et / ou fonctionnelle d'un secteur. L'inventaire Z.N.I.E.F.F. ne constitue pas un outil réglementaire de protection. En revanche, ce rôle de « porter à connaissance » permet d'identifier les enjeux pouvant être associés à ce site. Les Z.N.I.E.F.F. de type 1 sont caractérisées par l'intérêt biologique remarquable d'un secteur.

Le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est concerné par une ZNIEFF.

Nom	Identifiant national	Superficie	Intérêt de la zone
Z.N.I.E.F.F. de type II			
La vallée de la Scie	230009234	383.02 ha	La znieff couvre l'ensemble des versants et du fond humide de la vallée, de Saint-Maclou de Folleville (à l'Est de Tôtes) aux sources de la Scie, à Pourville (hameau de Hautot-sur-Mer), où le fleuve côtier rejoint la Manche. Cette vallée entaille assez étroitement le plateau crayeux sur une quarantaine de kilomètres ; le fond est peu large en comparaison avec d'autres vallées côtières. Les vallées concentrent la biodiversité. De l'amont à l'aval, du fond humide où serpente la rivière au sommet des versants prairiaux ou boisés, elles forment de vastes corridors caractérisés par une grande diversité de milieux naturels. Elles abritent notamment les zones humides, milieux d'une extrême diversité et productivité biologiques, hébergeant de nombreuses espèces spécialisées, parfois exceptionnelles. Outre cette fonctionnalité écologique, les zones humides jouent un rôle fondamental pour le recueil et l'autoépuration des eaux, la réalimentation des cours d'eau et des nappes phréatiques, la prévention des inondations. Les flancs des coteaux et les vallons secondaires comportent des milieux prairiaux originaux, ainsi que des boisements secs à frais différents de ceux du plateau. Des haies, plus ou moins continues, prolongent les strates arborées et arbustives jusqu'au fond humide de la vallée. De nombreuses espèces végétales et animales vivent, s'abritent, se nourrissent et se reproduisent dans ces habitats de fort intérêt écologique. Dans cette vallée, les nombreux vallons latéraux sont largement boisés et herbagers, les cultures étant assez peu présentes. Quelques pelouses sèches, calcicoles et des landes à ajoncs abritent une flore et une faune remarquables (orchidées, insectes des biotopes chauds,

Nom	Identifiant national	Superficie	Intérêt de la zone
			avifaune). Quelques cavités hébergent le Grand Murin, chauve-souris protégée, rare et vulnérable. Les prairies plus ou moins humides, les vergers, les haies, la ripisylve (boisement linéaire en bordure du lit mineur, composé d'aulnes, frênes, saules, peupliers), les mégaphorbiaies sur les rives, les bosquets le long de la voie ferrée (Rouen – Dieppe), composent le bocage du fond de la vallée. La Scie est une rivière calcaire typique, essentiellement alimentée par la nappe de la craie avec un débit moyen annuel de 1,8 m3/s à l'aval ; ses eaux fraîches et généralement bien oxygénées sont propices aux salmonidés et autres migrateurs mais leur libre circulation n'est pas assurée. Elargi par les alluvions et les sédiments marins, le fond de la basse vallée connaît encore une influence maritime malgré la digue construite sur le front de mer. La remontée d'eaux saumâtres permet le développement d'une mosaïque de prairies légèrement halophiles, caractérisées par des espèces remarquables en forte régression : Troscart maritime, l'Oenanthe de Lachenal, le Scirpe maritime, la Betterave maritime etc. Ce petit marais littoral est aussi un habitat riche d'un point de vue faunistique, accueillant notamment de nombreuses espèces d'oiseaux, sédentaires ou de passage (fauvettes paludicoles, Martin-pêcheur, Faucon pèlerin, limicoles, canards de surface etc.). Toutefois, la pression anthropique (chasse, parking, camping) y est forte à certaines périodes et limite le potentiel écologique. Le Bois de Bernouville, propriété du Conservatoire du Littoral, est un des rares bois côtiers bien préservés. Caractérisé par divers groupements forestiers, il est particulièrement riche en fougères dont une espèce légalement protégée, le Polystic des montagnes. Classé en Espace Naturel Sensible par le Département de la Seine-Maritime et dans le Site d'Importance Communautaire n°FR2300139 « Littoral cauchois » du réseau Natura 2000, sa richesse naturelle peut être découverte par le biais d'un sentier nature. Six znieff de type I ont été recensées dans cette vallée ; elles désignent des habitats particulièrement riches et fragiles : marais saumâtre, prairies humides, pelouses calcicoles, lande à ajoncs, forêts de ravin.

La mise en œuvre du PLU n'aura pas d'incidences sur le périmètre de la ZNIEFF II la vallée de la Scie.

V.13.3 - Zones humides

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est concernée par des zones humides. Cependant, aucun projet n'est prévu sur ces zones humides.
La mise en œuvre du PLU n'aura pas d'incidences sur les zones humides.

V.13.4 - Espaces naturels ordinaires, trame verte et bleue

En réglementant les possibilités d'aménagement sur le territoire de la commune, et donc, de ce fait en autorisant un certain nombre de ces aménagements, le Plan Local d'Urbanisme dispose d'un réel effet potentiel sur l'évolution des paysages bâtis et naturels.

Le PLU de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE a eu le souci de préserver la qualité de ces paysages. En effet, la mise en œuvre du document aura une incidence positive sur les éléments paysagers majeurs :

- **Les mares :** Le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE compte plusieurs mares. Le remblaiement des mares est interdit par le règlement associé à chaque des zones définies sur la commune, leur entretien doit être assuré.
De plus, les mares recensées sont protégées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

- **Les haies, alignements d'arbres et arbres remarquables**

Le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE comporte de nombreuses haies, alignements d'arbres typique du paysage du Pays de Caux (clos masure). Ces éléments constituent le patrimoine naturel et paysager communal et nécessitent donc être mis en valeur et protégés. Pour cela, le plan de zonage recense les haies, alignements d'arbres à protéger au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Le règlement de PLU reprend également les prescriptions relative à ces éléments naturel et paysagers.

V.14 - Préservation des zones agricoles

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE possède des enjeux agricoles. En effet, le plateau sur lequel est situé le territoire communal recèle une vocation agricole prononcée. L'ensemble des terres agricoles ainsi que les corps de ferme ont été classés en zone agricole (A). Une surface faible d'urbanisation future pour l'habitat est prévue dans le PLU : 2,60 hectares. Quant au développement économique de la zone Uya, le développement prévu de la zone d'activité communautaire s'inscrit dans le SCOT. S'agissant de la zone Uyb, il s'agit d'une coopérative agricole que le PLU accompagne dans son développement.
La mise en œuvre du PLU consommera des espaces agricoles mais en proportion avec le projet de PLU et les objectifs et compatibilités du SCOT. Les terrains inscrits en zone de développement ne viennent pas pénaliser les exploitants concernés.

V.15 - Les principaux documents supra-communaux

V.15.1 - Le schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Seine Normandie

Dans ses préconisations et dispositions, le plan local d'urbanisme veille à respecter les orientations du SDAGE, notamment l'identification des axes de ruissellement et leur périmètre de protection.
La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE est concernée par des inondations (ruissellements). Un Schéma de Gestion des Eaux a été réalisé en parallèle du PLU. Ce dernier est intégré au projet. Les élus ont également souhaité recenser et protéger, par l'intermédiaire du PLU, le réseau de haies bocagères, les alignements d'arbres et les mares, participant à lutte contre les ruissellements.
Enfin, la présence des réseaux (localisation et capacité) a été prise en compte dans la définition du projet de PLU.

V.15.2 - La Trame Verte et Bleue

La commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE dispose de trame Verte et Bleue sur son territoire. Pour rappel, la commune est traversée par :

- ✓ des réservoirs boisés (partie Nord du territoire),
- ✓ des corridors à faible déplacement,
- ✓ des espaces ruraux discontinus,
- ✓ des corridors boisés à faibles déplacements.

La mise en œuvre du PLU de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE veille à prendre en compte les enjeux de la Trame Verte et Bleue, notamment par l'identification, le maintien et la protection de la fonctionnalité des réservoirs et corridors identifiés sur le territoire communal.
Ainsi les principaux réservoirs biologiques sont situés dans les masses boisées et donc classés en zone N dans le projet de PLU. En raison de leur localisation, les réservoirs calcicoles sont inscrits en zone A. Aucune urbanisation nouvelle n'est donc prévue au sein des réservoirs biologiques recensés sur le territoire de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE. Concernant les corridors, il est rappelé que, dans le projet de PLU de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, la protection des haies, alignements d'arbres et masses boisées contribuent aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue.

V.16 - Les conditions d'aménagement des abords des principaux axes routiers : article L.111-1-4 du code de l'urbanisme

La loi du 2 février 1995 relative au renforcement de l'environnement, dite « Loi Barnier », a créé par son article 52 un article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme qui s'applique aux zones **non urbanisées**. Les dispositions de cet article partent d'un constat : les désordres urbains le long des voies routières et autoroutières, notamment dans les entrées de ville, dus à une forte pression économique d'acteurs qui recherchent pour leur implantation l'accessibilité, la disponibilité foncière et la visibilité, sans préoccupations d'aménagement et dans le seul souci de rentabilité immédiate.

Les objectifs de l'article L.111-1-4 : L'intervention du législateur permet de promouvoir une urbanisation de qualité dans des espaces en mutation, trop souvent maltraités, faute d'une réflexion d'ensemble. En dehors des espaces urbanisés, et en l'absence de réflexion spécifique d'aménagement, les marges de reculement à respecter sont de 100 mètres par rapport à l'axe pour les voies express et de 75 mètres par rapport à l'axe pour les voies à grande circulation. La marge de reculement (article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme) permet de libérer un espace pour les projets paysagers ou la sauvegarde des paysages existants. Elle est la base d'une réponse de qualité sur l'aménagement des espaces le long des voies à grande circulation. Les principes retenus par la commune ont été pris en compte dans le P.L.U. et traduits aux articles 6, 11 et 13 du règlement.
« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.
Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.
Dans les communes dotées d'une carte communale, le conseil municipal peut, avec l'accord du préfet et après avis de la commission départementale des sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue au premier alinéa, dès lors que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation. »
L'article R.123-1 du code de l'urbanisme vise, le cas échéant, l'étude possible prévue à l'article L.111-1-4, en tant que pièce constitutive du PLU. L'étude à mener va ainsi au-delà d'éléments de justifications intégrés dans le rapport de présentation.
Cette étude doit ainsi s'appuyer sur une réflexion de projet urbain, appréhendant un état initial de l'environnement, les conséquences d'une urbanisation à proximité de la ou des voies concernées et motivant le recul au final retenu pour l'implantation des constructions.
A noter qu'une nouvelle définition des routes à grande circulation résulte des dispositions de l'article 22 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Sur la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE, la RN 27 est concernée par cet article en tant que voie à grande circulation. Le développement de la zone d'activité communautaire est prévu dans la bande de 75 mètres autour de cet axe. Le projet d'extension de cette zone devra traiter le paysage, l'aspect des bâtiments, ... lors du dépôt du permis d'aménager.

V.17 - Les servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique (SUP) constituent des limitations administratives au droit de propriété, instituées dans un but d'utilité publique au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales …), de concessionnaires de services publics (Edf, Gdf …) et de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires de canalisations …).

La SUP recensée intéressant le territoire communal sont répertoriées dans les annexes du PLU. La commune est concernée par 6 servitudes :

- I4 : La servitude relative aux lignes électriques. Seules sont reportées au plan des servitudes les lignes de tension supérieur ou égal à 63 KV. 5 sont répertoriées sur le territoire.
- PT3 : La servitude relative au réseau de télécommunication. Seuls sont reportés au plan des servitudes les câbles nationaux et régionaux

A noter également le périmètre de protection du captage d'eau potable.

Les servitudes d'utilité publique ont été respectées dans le projet de PLU de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE.

6EME PARTIE - INDICATEURS POUR L'EVALUATION DU PLU

Le dossier de Plan Local d'Urbanisme doit comporter des indicateurs permettant d'évaluer les résultats du PLU (article L.123-12-1 du Code de l'Urbanisme :
« *L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, le conseil municipal procède, neuf ans au plus tard après la délibération portant approbation ou révision du plan local d'urbanisme, à une analyse des résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L. 121-1 du présent code et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports*».

Objectifs	Indicateurs	Données de référence / Année 2018 - Elaboration du PLU
Renforcer le centre bourg	✓ Nombre d'habitants ✓ Nombre de constructions d'habitations neuves réalisées dans la zone Ua depuis l'approbation du PLU ✓ Nombre de constructions d'habitations neuves réalisées dans la zone 1AU depuis l'approbation du PLU ✓ Modification du PLU engagée pour la zone AU ?	✓ 220 habitants (INSEE 2015)
Modération de la consommation de l'espace	✓ Surface moyenne des parcelles créées	✓ moyenne parcellaire d'environ 800 m^2.
Pérennisation des activités économiques	✓ Nombre d'activités économiques (artisanat, commerce, services) possédant leur siège social sur la commune ✓ Prévision d'extension de la zone d'activité, inscrite dans le SCOT	✓ Environ 12 entreprises dans la zone d'activité
Pérennisation des exploitations agricoles	✓ Nombre de sites d'exploitations agricoles recensés ✓ Evolution du statut des exploitations (installations classées pour la protection de l'environnement, cessation, reprise, …)	✓ 2 exploitations pratiquant de la culture ✓ 5 polycultures/Elevage,

Objectifs	Indicateurs	Données de référence / Année 2018 - Elaboration du PLU
Protection et mise en valeur du patrimoine et de l'identité rurale	✓ Nombre de bâtiments réhabilités en habitation depuis l'approbation du PLU	
Préservation des espaces à enjeu écologique et des paysages	✓ Nombre de mares ✓ Linéaire de haies ou alignements d'arbres créés, supprimés et reconstitués, pour chaque projet d'aménagement. ✓ Protection des clos masures	✓ Identification des clos masures
Gestion et développement des équipements et des espaces publics	✓ Aménagement de liaison douce	
Gestion et requalification des entrées de commune	✓ Aménagement des entrées de communes.	
Gestion et développement des possibilités de loisirs	✓ Valorisation des chemins	
Préservation de la ressource en eau	✓ Part de la population ayant accès à un système d'assainissement efficace (Nombre de systèmes d'assainissement individuel conformes)	
Protection des biens et des personnes / Prise en compte des risques naturels	✓ Recensement des incidents liés aux inondations. ✓ Recensement des incidents liés aux mouvements de terrain. ✓ Pour chaque type d'incident, préciser la zone du PLU concernée (U, N ou A, secteur d'expansion des ruissellements, périmètre de cavité)	

ANNEXE

- Décision de dispense d'évaluation environnementale
- Plan de l'enquête agricole
- Plan des enjeux
- Schéma de gestion des eaux pluviales : plan (Source SOGETI)
- Recensement des cavités souterraines : Plan et tableau des indices (Source : ALISE ENVIRONNEMENT)

Mission régionale d'autorité environnementale

Normandie

Décision de la mission régionale d'autorité environnementale quant à la réalisation d'une évaluation environnementale, relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Criquetot-sur-Longueville (Seine-Maritime)

N°2018-2713

Décision
après examen au cas par cas
en application des articles R. 104-28 à R. 104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Normandie,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ainsi que ses annexes ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-2 à L. 104-3, R. 104-1 à R. 104-2, R. 104-8 et R. 104-28 à R. 104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 12 mai 2016 modifié, du 5 mai 2017 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2713 relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Criquetot-sur-Longueville, déposée par Monsieur le Président de la communauté de communes Terroir de Caux, reçue le 23 juillet 2018 et dont le contenu est considéré suffisant au regard de l'article R. 104-30 du code de l'urbanisme ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé en date du 31 août 2018 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de la Seine-Maritime en date du 31 juillet 2018, réputée sans observation ;

Considérant que le plan local d'urbanisme de la commune (PLU) de Criquetot-sur-Longueville relève du 1° de l'article R. 104-8 du code de l'urbanisme et qu'à ce titre son élaboration fait l'objet d'une évaluation environnementale s'il est établi, après un examen au cas par cas, qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du conseil du 27 juin 2001 ;

Considérant que le règlement national d'urbanisme s'applique actuellement à la commune et que l'élaboration du PLU de Criquetot-sur-Longueville a été prescrite le 17 septembre 2017 par délibération du conseil municipal pour organiser le développement de son territoire et clarifier la politique communale en matière d'urbanisme ;

Considérant que les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD), débattues lors du conseil municipal du 17 novembre 2014, s'articulent autour de trois axes structurants :
– « *préserver le patrimoine et le cadre de vie* » en protégeant les paysages, la trame verte et bleue, la ressource en eau, le patrimoine architectural, en valorisant les cheminements doux, en favorisant la végétalisation des nouvelles constructions et en limitant l'exposition de la population aux risques et nuisances ;

– « *rechercher un équilibre démographique par un développement urbain raisonné* » par l'accueil de 50 à 60 habitants et en répondant aux besoins communaux en matière de mixité sociale des logements tout en limitant la consommation d'espaces agricoles et naturels, notamment par la densification et la réhabilitation de logements dans le centre-bourg, et en préservant le patrimoine bâti ;
– « *pérenniser et développer les activités économiques* » par l'extension de la zone d'activités artisanales et de services, la préservation des exploitations agricoles, le maintien et le développement des équipements ;

Considérant que, pour répondre à ces objectifs, le projet d'élaboration du PLU prévoit notamment :
– la création de 20 logements sur 2,64 ha en intégrant 30 % pour les espaces verts, soit 2 logements par an, ~~sur~~ avec une densité de 12 logements à l'hectare pour accueillir entre 50 et 60 habitants entre 2018 et 2028 :
– l'identification de trois zones : urbaines (U), naturelles (N) et agricoles (A) ;
– l'identification, en centre-bourg (Uyb), de la zone d'activités existante de 1,6 ha et la création d'une extension de 1,35 ha, zone dédiée aux silos de coopérative agricole ;
- l'identification des cavités souterraines avec un repérage sur les documents graphiques de secteur de risque d'effondrement ;

Considérant que le schéma de cohérence territoriale du Pays Dieppois Terroir de Caux approuvé le 28 juin 2017 préconise le développement du parc d'activités Varenne et Scie destiné aux activités artisanales et de services (UyA) dans la limite maximum de 25 hectares ; que le projet de PLU identifie le périmètre de 9 hectares existant et son extension de 16 hectares qui fait l'objet d'une OAP ;

Considérant que le projet identifie :

- le petit patrimoine naturel (haies, talus, mares) protégé au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme ;
- les alignements d'arbres à créer ;
- les secteurs d'expansion des ruissellements ;
- les cavités souterraines et leurs périmètres de protection de 60 mètres ;
- la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type II « La vallée de la Scie » ;
- des périmètres de 50 et 100 mètres autour des exploitations agricoles pour y interdire l'urbanisation ;
- les zones humides ;
- le périmètre de protection rapprochée du captage de Lintot-les-Bois ;

Considérant que le territoire de la commune de Criquetot-sur-Longueville ne comporte pas de site Natura 2000 et que le projet de PLU ne semble pas remettre en cause l'intégrité du site le plus proche, en l'espèce, la zone spéciale de conservation « Bassin de l'Arques » (FR23000132) désignée au titre de la directive européenne « Habitats, Faune, Flore », située à plus de 6 km de la zone de développement à vocation d'habitat la plus proche ;

Considérant que le territoire de la commune de Criquetot-sur-Longueville comporte :

- une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type II « La vallée de la Scie » (230009234) ;
- des zones humides (prairies humides et terres arables) à l'ouest du centre-bourg ;
- des réservoirs boisés et calcicoles ;

et que ces milieux sont situés en dehors des zones ouvertes à l'urbanisation et ne sont pas susceptibles d'être impactés par ces zones ;

Considérant que la commune comporte également :

- des corridors écologiques sylvo-arborés et calcicoles pour espèces à faible déplacement ;
- des corridors pour espèces à fort déplacement ;

situés partiellement dans les zones ouvertes à l'urbanisation, mais que ces dernières ne sont pas susceptibles d'impacter ces milieux ;

Considérant que les zones ouvertes à l'urbanisation font l'objet d'OAP qui prévoient des aménagements paysagers (haies, talus, alignements d'arbres) et des cheminements piétons ;

Considérant que l'eau potable est gérée par le syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de Longueville sud et que la commune est alimentée par le captage de Lintot-les-Bois ; que les périmètres de protection rapprochée des captages « Venise » et « Bouillets » situés sur la commune de Lintot-les-Bois sont identifiés dans le zonage au sein du hameau de Creppeville, et que le projet de PLU ne prévoit pas de densifier ce hameau ; que les ressources en eau potable pour couvrir les besoins présents et futurs sont présentées comme suffisantes ;

Considérant qu'en termes d'assainissement des eaux usées, le centre-bourg est raccordé à un réseau collectif géré par le syndicat d'adduction d'eau potable et d'assainissement de Longueville-Est ; que le hameau de Creppeville est en assainissements individuels suivis par le service public d'assainissement non collectif de la communauté de communes Terroir de Caux ; que les zones ouvertes à l'urbanisation seront raccordées au lagunage communal dont la capacité est présentée suffisante pour les besoins présents et futurs ;

Considérant qu'un bilan hydrologique réalisé en 2011 a mis en évidence des ruissellements en cas de pluies fortes et que des aménagements ont été réalisés ; que dans le cadre de l'élaboration du PLU, la commune a élaboré un schéma de gestion des eaux pluviales pour intégrer les risques liés aux ruissellements, aux débordements de cours d'eau et aux remontées de nappes phréatiques et effectué des aménagements hydrauliques pour pallier les dysfonctionnements résiduels ;

Considérant que la commune de Criquetot-sur-Longueville est concernée par le plan de prévention des risques du Bassin versant de la Scie prescrit le 24 janvier 2012 ; que la commune est concernée par l'aléa fort pour la crue centennale et l'aléa remontée de nappes phréatiques ; que sont figurés dans le règlement graphique ces deux aléas qui impactent partiellement le centre-bourg et se situent en bordure des STECAL et de la zone 1AU à l'est du centre-bourg ;

Considérant que la commune est également concernée par des cavités souterraines recensées et identifiées, que des périmètres de sécurité de 60 mètres autour des cavités sont prévus pour interdire les constructions dans les secteurs qui présentent un risque d'effondrement ; que le projet de PLU prend en compte à la fois ce risque pour les nouvelles constructions mais signale aussi systématiquement les constructions existantes concernées par ce risque ;

Considérant que les zones ouvertes à l'urbanisation sont situées en dehors :
– de périmètres de sites classés ou inscrits ;
– de sites pollués ;
et que la commune n'est pas couverte par un plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant dès lors que l'élaboration du PLU de Criquetot-sur-Longueville, au vu de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001,

Décide :

Article 1er

En application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Criquetot-sur-Longueville (Seine-Maritime) **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, prise en application des articles R. 104-28 à R. 104-33 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou avis auxquels la modification du plan local d'urbanisme peut être soumise.

Article 3

En application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique.

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Rouen, le 20 septembre 2018

La mission régionale d'autorité environnementale,
représentée par sa présidente



Corinne ETAIX

Voies et délais de recours

1. <u>Pour les décisions soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale</u> :

Le recours administratif préalable est obligatoire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. **Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.**

=> Le recours administratif préalable peut prendre la forme de :

<u>- un recours gracieux, adressé à :</u>

Madame la présidente de la MRAe Normandie
Cité administrative,
2 rue Saint-Sever
76 032 Rouen cedex

<u>- un recours hiérarchique, adressé à :</u>

Monsieur le ministre de la Transition écologique et solidaire
Ministère de la Transition écologique et solidaire
Hôtel de Roquelaure
244 Boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS

=> Le recours contentieux doit être adressé à :

Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN

(Délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

2. <u>Pour les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale</u> :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours. Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.

COMMUNE DE CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

ENQUETE PUBLIQUE

ENQUETE AGRICOLE

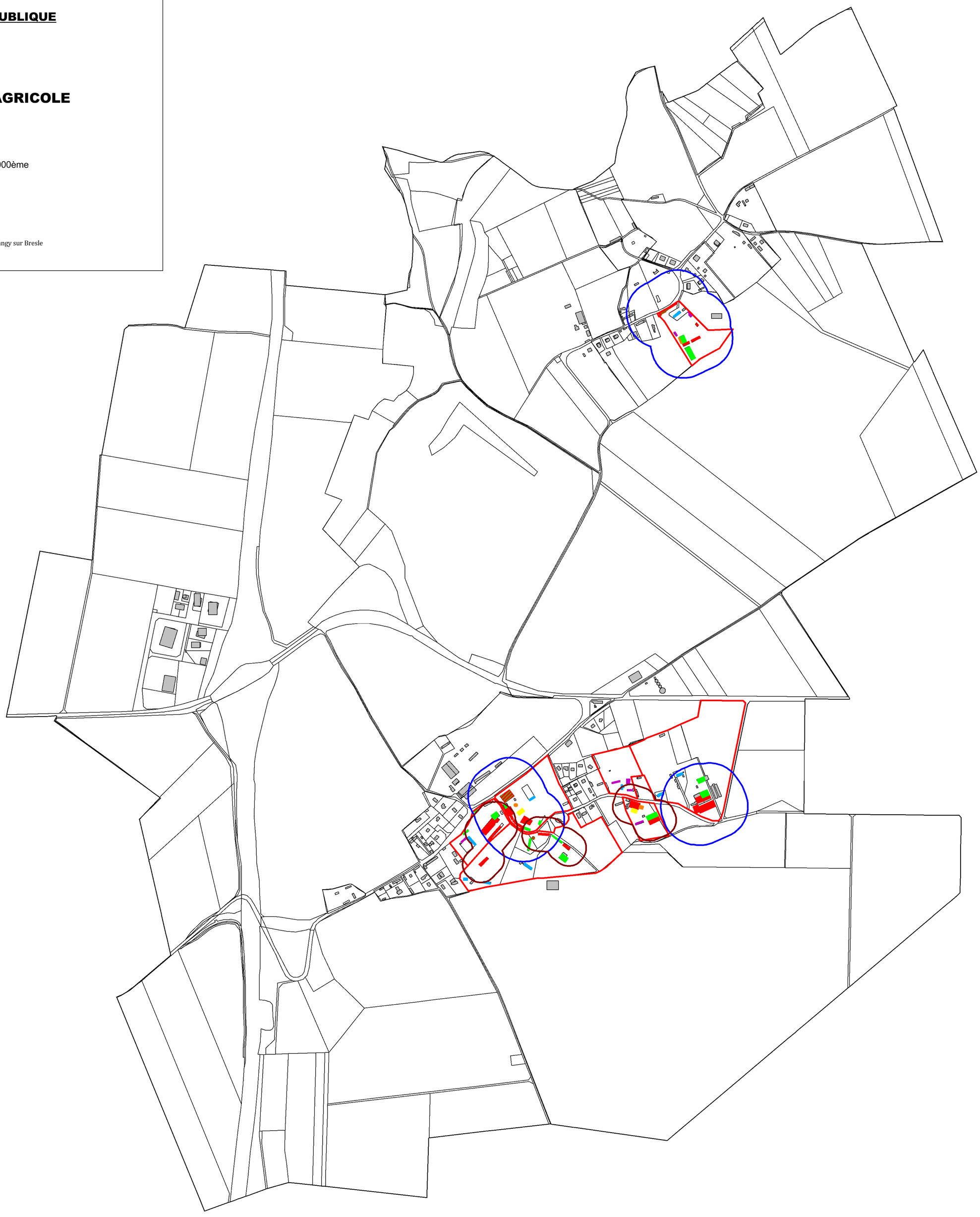
Echelle 1/5 000ème

Etudes et conseils en urbanisme
2, Rue Chekroun - BP 4 - 76340 Blangy sur Bresle
Tél : 02 32 97 11 91
Email : courriel@espacurba.fr

Enquête agricole
- Corps de ferme

Bâtiments agricoles
- Animaux/Stockage
- Magasin/Vente
- Habitations
- Fosse/Fumière
- Silo
- Divers
- Stockage
- Animaux
- Bâtiments agricoles
- périmètre de protection autour des bâtiments d'élevage: 50m
- Périmètre de protection autour des bâtiments d'élevage: 100m

N



COMMUNE DE CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

ENQUETE PUBLIQUE
Avril 2019

PLAN DES ENJEUX

Echelle 1/5 000ème

Etudes et conseils en urbanisme
2, Rue Chekroun - B.P. 4 - 76340 Blangy sur Bresle
Tél : 02 32 97 11 91
Email : courriel@espacurba.fr

Enjeux environnementaux

(Source: Alise Environnement)

- Périmètre de protection des cavités souterraines (60m)

(Source: Sogeti Ingenierie)

- Secteur d'expansion des ruissellements

Prescriptions Réglementaires

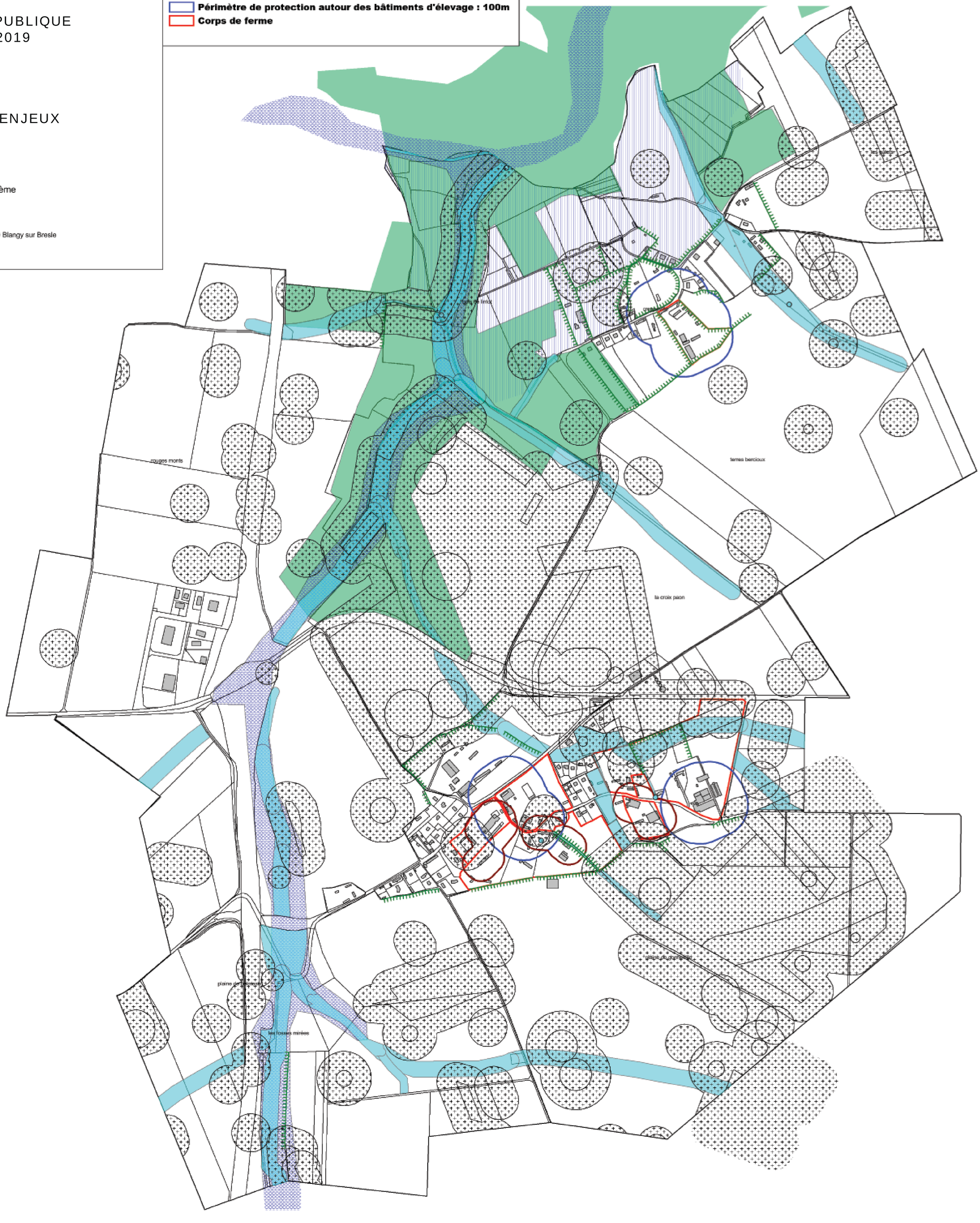
- Périmètre de captage rapproché
- Element du paysage à protéger (haies et talus) au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme
- Protection des mares au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme

Données DREAL

- Enveloppe des Zones Humides
- ZNIEFF de type II

Données Agricoles

- Périmètre de 50m
- Périmètre de protection autour des bâtiments d'élevage : 100m
- Corps de ferme



DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME

Seine-Maritime
Le Département

Schéma de Gestion des Eaux Pluviales de la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE

Phase 1 - Etat des lieux

SOGETI Ingénierie

Siège Social :
387, rue des champs B.P. N°509 - 76235 BOIS GUILLAU ME Cedex
Tél : 02-35-59-49-39 - Fax : 02-35-59-84-94
www.sogeti-ingenierie.fr - certifié ISO 9001 (ed.2000)

Agences :
CAEN - ORLEANS - VILLENEUVE D'ASCQ

Antennes
ALENCON - REIMS

Numéro d'affaire 29448

LEGENDE

- Limite communale
- Sous bassin-versant
- Axe de thalweg principal
- Axe de thalweg secondaire (écoulement diffus ou sur voirie)
- Secteur d'expansion des ruissellements
- Fossé enherbé
- Fossé bétonné
- Buse sous voirie
- 300 Diamètre de la conduite
- Réseau pluvial enterré
- Avaloir
- Puisard pluvial
- Mare
- Bassin de rétention
- Prairie inondable
- Bétoire
- Zone d'urbanisation future
- Ravine d'érosion
- Zone ayant connue des inondations
- Eléments du paysage à conserver et entretenir (talus, talus planté et haie)

Occupation des sols

- Parcelle cadastrale
- Parcelle enherbée
- Terre labourable
- Forêt
- Parcelle urbanisée
- Parcelle densément urbanisée

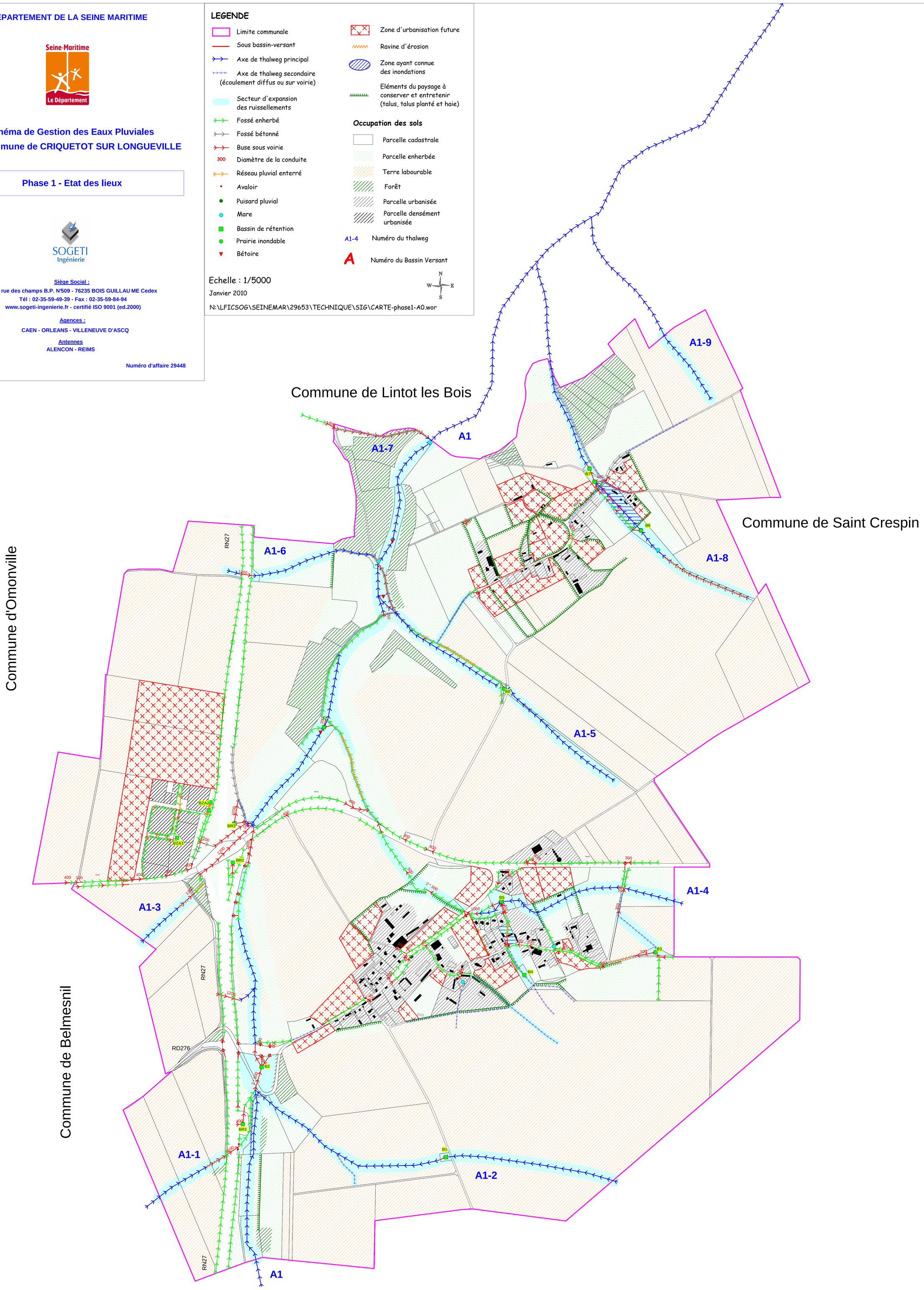
A1-4 Numéro du thalweg

A Numéro du Bassin Versant

Echelle : 1/5000

Janvier 2010

N:\LFICSOG\SEINEMAR\29653\TECHNIQUE\SIG\CARTE-phase1-A0.wor



DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME

Schéma de Gestion des Eaux Pluviales de la commune de CRIQUETOT SUR LONGUEVILLE

PHASE 3 : PLANCHE 2 - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

Siège Social :
387, rue des champs B.P. N°509 - 76235 BOIS GUILLAU ME Cedex
Tél : 02-35-59-49-39 - Fax : 02-35-59-84-94
www.sogeti-ingenierie.fr - certifié ISO 9001 (ed.2008)

Agences :
CAEN - ORLEANS - VILLENEUVE D'ASCQ

Antennes
ALENCON - REIMS

Indice 02

Numéro d'affaire 29448

LEGENDE

Limite de la commune

Secteurs du zonage d'assainissement pluvial

Secteur d'expansion des ruissellements

Secteur raccordé/raccordable à un réseau collectif d'assainissement des eaux pluviales

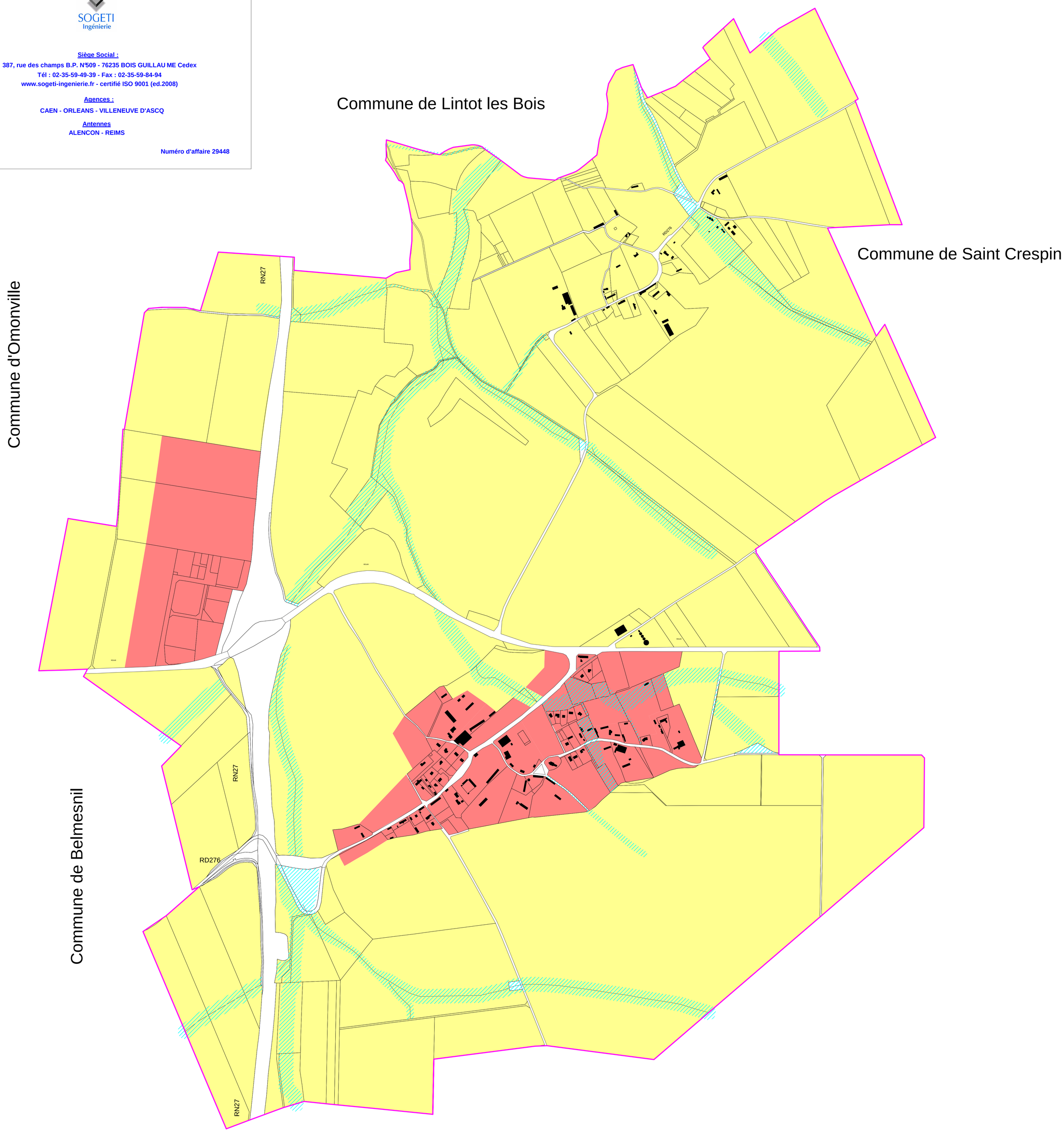
Secteur non raccordé/non raccordable à un réseau d'assainissement des eaux pluviales

N, W, E, S

Février 2011

N:\LFICSOG\SEINEMAR\29 653\SIG\Carte_phase 3_zonage_2.wor

ECHELLE : 1/5 000



Commune de CRIQUETOT-SUR-LONGUEVILLE (76)
Recensement des indices de cavités souterraines

SEPTEMBRE 2010

1 Numéro de la fiche concernant l'indice

Typologie des indices de cavités souterraines :

- Indice levé
- Indice visible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière visible)
- Indice non visible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière non visible)
- Indice visible d'origine indéterminée
- Indice invisible d'origine indéterminée
- Indice visible de cavité naturelle (bétoire visible)
- Indice non visible de cavité naturelle (bétoire non visible)
- Indice d'extraction superficielle de matériaux (carrière à ciel ouvert)
- Puits filtrant / puisard
- Puits à eau
- Autre (trou de bombe, ex-mare, ex-fondation, etc.)
- Puisard à chambres
- Indice non visible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière non visible)
- Indice visible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière visible)
- Indice non visible de cavité lié à une extraction de matériaux (marnière non visible)
- Indice visible d'origine indéterminée
- Indice invisible d'origine indéterminée
- Indice visible de cavité naturelle (bétoire visible)
- Indice non visible de cavité naturelle (bétoire non visible)
- Indice d'extraction superficielle de matériaux (carrière à ciel ouvert)
- Autre (trou de bombe, ex-mare, ex-fondation, etc.)
- Puisard à chambres

Mètres
0 75 150 300

ALISE environnement

N

Tableau des indices de cavités souterraines

Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière probablement extraite
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres		
76.197.001	ZS 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.002	ZS 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.003	ZS 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.004	ZP 23	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.005	ZP 5	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.006	ZP 23	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.007	ZT 18	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.008	ZN 16	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.009	ZS 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.010	ZS 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.011	ZP 10	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.012	ZS 9	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.013	ZN 7	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.014	ZS 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.015	ZS 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne

Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière probablement extraite
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres		
76.197.016	ZO 13	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.017	ZR 16-17	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.018	ZN 13	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.019	ZO 10-13	Visible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.020	ZS 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.021	ZS 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.022	ZN 9	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.023	ZR 7	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.024	ZT 7	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.025	ZO 13	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.026	ZP 7	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.027	B 107	Invisible	Déclaration Départementale					Carrière souterraine	Non défini
76.197.028	ZR 17	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.029	ZO 13	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.030	ZR 11	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.031	ZP 8	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne

Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière probablement extraite
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres		
76.197.032	ZP 7	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.033	ZT 15	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.034	ZR 1	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.035	ZP 25-26	Invisible	Déclaration Départementale					Carrière souterraine	Non défini
76.197.036	ZR 16	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.037	ZR 1-2-15-355 et B24-304- 368	Invisible	Déclaration Départementale					Carrière souterraine	Non défini
76.197.038	ZT 14	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.039	ZR 12	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.040	ZN 29	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.041		Non localisé	Déclaration Départementale					Carrière souterraine	Non défini
76.197.042	B 114	Invisible	Déclaration Départementale					Carrière souterraine	Non défini
76.197.043	ZN 9	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.044	B 127	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.045	ZS 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale			Terrain - Témoignage	Carrière souterraine	Marne
76.197.046	ZO 16	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne

Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière probablement extraite
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres		
76.197.047	ZS 15-16-20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.048	ZS 10-23	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.049	ZS 15 à 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.050	ZR 1	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.051		Non localisé	Déclaration Départementale					Carrière souterraine	Non défini
76.197.052	ZS 12	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.053	ZT 15-20-21	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.054		Non localisé		Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.055	ZP 25-26	Non défini		Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.056	ZT 14-15	Invisible		Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.057		Non localisé	Déclaration Départementale					Carrière souterraine	Non défini
76.197.058	ZP 24	Non défini	Déclaration Départementale					Carrière souterraine	Non défini
76.197.059	ZS 26-19-20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.060		Non localisé	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.061		Non localisé	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.062	ZT 15	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale			Terrain - Témoignage H	Carrière souterraine	Marne

Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière probablement extraite
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres		
76.197.063	ZT 20	Invisible	Déclaration Départementale	Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.064		Non localisé		Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.065	Zr 1-15-355 et B 368	Invisible		Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.066	ZN 16 et ZO 1-2-3-10- 14 à 16	Invisible		Déclaration Communale				Carrière souterraine	Marne
76.197.067	ZN 5	Visible			Effondrement - Future zone d'activités - RD 149 (FondOuest, 05/2007)	46		Indéterminée	Non défini
76.197.068	ZR 8	Invisible			Reconnaissance géophysique au droit d'un projet de digue (Horizons, 1996) - Annexe 1			Indéterminée	Non défini
76.197.069	ZR 8	Invisible			Reconnaissance géophysique au droit d'un projet de digue (Horizons, 1996) - Annexe 1			Karstique	Non défini
76.197.070	ZS 2	Invisible			Reconnaissance géophysique au droit d'un projet de digue (Horizons, 1996) - Annexe 1			Karstique	Non défini
76.197.071		Non localisé			Zone artisanale de Criquetot-sur-Longueville (CETE, 1995) - Annexe 2			Karstique	Non défini
76.197.072		Non localisé			Zone artisanale de Criquetot-sur-Longueville (CETE, 1995) - Annexe 2			Indéterminée	Non défini
76.197.073	ZT 57	Non localisé			Recensement des indices de cavités souterraines de Belmesnil (CETE, 03-2005) - Annexe 8			Indéterminée	Non défini
76.197.074	ZT 2	Non défini			Banque du Sous-Sol (BRGM)			Puits filtrant	Non défini
76.197.075	ZT 2	Non défini			Banque du Sous-Sol (BRGM)			Puits filtrant	Non défini
76.197.076	ZN 19	Non défini			Banque du Sous-Sol (BRGM)			Puits filtrant	Non défini
76.197.077	ZT 56	Non défini						Puits filtrant	Non défini
76.197.078	ZP 8	Visible					Terrain - Témoignage P	Puits à eau	Non défini

Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière probablement extraite
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres		
76.197.079	ZT 34	Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Belmesnil (CETE, 03-2005) - Annexe 8			Carrière souterraine	Non défini
76.197.080		Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Belmesnil (CETE, 03-2005) - Annexe 8			Carrière souterraine	Non défini
76.197.081		Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Belmesnil (CETE, 03-2005) - Annexe 8			Carrière souterraine	Non défini
76.197.082		Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Belmesnil (CETE, 03-2005) - Annexe 8			Carrière souterraine	Non défini
76.197.083		Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Belmesnil (CETE, 03-2005) - Annexe 8			Indéterminée	Non défini
76.197.084	ZR 1	Invisible		Déclaration Communale (St Crespin)				Carrière souterraine	Non défini
76.197.085		Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Longueville			Carrière souterraine	Non défini
76.197.086	ZT 22	Visible			Recensement des indices de cavités souterraines de Gonneville-sur-Scie (ALISE, 08/2009)			Indéterminée	Non défini
76.197.087		Visible			Recensement des indices de cavités souterraines de Gonneville-sur-Scie (ALISE, 08/2009)			Indéterminée	Non défini
76.197.088	ZT 15-17-18	Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Gonneville-sur-Scie (ALISE, 08/2009)			Carrière souterraine	Non défini
76.197.089		Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Gonneville-sur-Scie (ALISE, 08/2009)			Carrière souterraine	Non défini

Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière probablement extraite
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres		
76.197.090		Visible			Recensement des indices de cavités souterraines de Gonneville-sur-Scie (ALISE, 08/2009)			Indéterminée	Non défini
76.197.091		Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Gonneville-sur-Scie (ALISE, 08/2009)			Carrière souterraine	Non défini
76.197.092		Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Gonneville-sur-Scie (ALISE, 08/2009)			Carrière souterraine	Non défini
76.197.093		Invisible			Recensement des indices de cavités souterraines de Gonneville-sur-Scie (ALISE, 08/2009)			Carrière souterraine	Non défini
76.197.094	B 404	Invisible				55		Indéterminée	Non défini
76.197.095	ZS 20	Invisible				73		Indéterminée	Non défini
76.197.096	ZS 20	Invisible				73		Indéterminée	Non défini
76.197.097	B 299	Invisible				27		Puits filtrant	Non défini
76.197.098	B 402	Invisible				27		Puits filtrant	Non défini
76.197.099	B 402	Visible				27		Puits à eau	Non défini
76.197.100	ZT 1	Invisible				11		Indéterminée	Non défini
76.197.101	ZP 18	Invisible			Aff. : ALI/ GUEROULT/CRIQUETOT/1007024 (ALISE, 2010)	23		Indéterminée	Non défini
76.197.102	ZP 22	Invisible				23		Indéterminée	Non défini
76.197.103	ZP 17	Visible				23	Terrain - Témoignages N et O	Puits filtrant	Non défini
76.197.104	ZP 37	Invisible				23		Indéterminée	Non défini
76.197.105	ZN 9	Invisible				32		Indéterminée	Non défini
76.197.106	ZN 9	Invisible				32		Indéterminée	Non défini

Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière probablement extraite
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres		
76.197.107	ZP 27	Invisible				24	Terrain - Témoignage E	Indéterminée	Non défini
76.197.108	ZR 7	Invisible				24		Indéterminée	Non défini
76.197.109	ZR 7	Invisible				24	Terrain - Témoignage E	Indéterminée	Non défini
76.197.110	ZT 33	Invisible				19		Indéterminée	Non défini
76.197.111	ZS 6	Invisible				60		Indéterminée	Non défini
76.197.112	ZN 6	Invisible			Recensement des cavités souterraines / RN 27 / Déviation à 2*2 voies - Annexe 3			Indéterminée	Non défini
76.197.113	ZN 1	Invisible			Recensement des cavités souterraines / RN 27 / Déviation à 2*2 voies - Annexe 3			Indéterminée	Non défini
76.197.114	ZT 64	Invisible			Recensement des cavités souterraines / RN 27 / Déviation à 2*2 voies - Annexe 3			Indéterminée	Non défini
76.197.115	ZT 2	Invisible			Recensement des cavités souterraines / RN 27 / Déviation à 2*2 voies - Annexe 3			Carrière à ciel ouvert	Non défini
76.197.116	ZS 4	Invisible				5		Indéterminée	Non défini
76.197.117	ZS 7	Invisible				5		Indéterminée	Non défini
76.197.118	ZR 14	Invisible				5		Indéterminée	Non défini
76.197.119	ZS 41	Visible		Photographies réalisées suite à l'ouverture du puits		28	Terrain - Témoignages N, I, M, etc.	Carrière souterraine	Non défini
76.197.120	ZP 8	Visible					Terrain - Témoignage P	Autre	Non défini
76.197.121	ZP 1, B 1 et ZO 6-7	Visible					Terrain - Témoignage O	Karstique	Non défini
76.197.122	ZR 11-12	Invisible					Terrain - Témoignage K	Indéterminée	Non défini
76.197.123	B 345	Invisible						Autre	Non défini
76.197.124	ZN 16	Visible					Terrain - Témoignage G	Indéterminée	Non défini

Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière probablement extraite
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres		
76.197.125	ZO 3	Visible					Terrain	Karstique	Non défini
76.197.126	ZO 4	Visible					Terrain	Carrière à ciel ouvert	Non défini
76.197.127	ZO 16	Invisible					Terrain - Témoignage N	Indéterminée	Non défini
76.197.128	ZR 1-2	Invisible					Terrain - Témoignage N	Indéterminée	Non défini
76.197.129	ZO 16	Invisible					Terrain - Témoignage G	Indéterminée	Non défini
76.197.130	ZS 10	Visible					Terrain - Témoignage J	Indéterminée	Non défini
76.197.131	ZS 10	Visible					Terrain - Témoignage J	Indéterminée	Non défini
76.197.132	ZS 20	Invisible					Terrain - Témoignage J	Indéterminée	Non défini
76.197.133	ZS 20	Invisible					Terrain - Témoignage H	Indéterminée	Non défini
76.197.134	ZS 18	Invisible					Terrain - Témoignage H	Indéterminée	Non défini
76.197.135	ZT 15	Invisible					Terrain - Témoignage H	Indéterminée	Non défini
76.197.136	ZT 12	Visible					Terrain	Carrière à ciel ouvert	Non défini
76.197.137	ZT 22	Visible					Terrain	Carrière à ciel ouvert	Non défini
76.197.138	ZT 57	Visible				DIRNO		Indéterminée	Non défini
76.197.139	ZT 1	Visible					Terrain	Carrière à ciel ouvert	Non défini
76.197.140	ZN 19	Invisible			Terrassement généraux et assainissement / RN 27 / Déviation à 2*2 voies - annexe 4			Carrière souterraine	Non défini
76.197.141	ZT 57	Invisible			Terrassement généraux et assainissement / RN 27 / Déviation à 2*2 voies - annexe 4			Carrière souterraine	Non défini

Numéro d'indice	Parcelle cadastrale	Précision	Sources					Type probable d'indice	Matière probablement extraite
			Départementales	Communales	Etudes	Enquête	Autres		
76.197.142	ZN 14	Invisible			Recensement des cavités souterraines / RN 27 / Déviation à 2*2 voies - Annexe 3			Indéterminée	Non défini
76.197.143	ZT 57	Invisible			Rapport 93HNO006 (BRGM) - Annexe 5			Karstique	Non défini
76.197.144	ZT 56	Invisible			Rapport 93HNO006 (BRGM) - Annexe 5			Karstique	Non défini
76.197.145	ZT 1	Invisible			Rapport 93HNO006 (BRGM) - Annexe 5			Karstique	Non défini
76.197.146	ZN 19	Invisible			Reconnaissance de marnières (SEFI) - Annexe 6			Carrière souterraine	Non défini
76.197.147	ZN 19	Invisible			Reconnaissance de marnières (SEFI) - Annexe 6			Carrière souterraine	Non défini
76.197.148	ZT 57	Invisible			Reconnaissance de marnières (SEFI) - Annexe 6			Carrière souterraine	Non défini
76.197.149	ZT 57	Invisible			Reconnaissance de marnières (SEFI) - Annexe 6			Carrière souterraine	Non défini
76.197.150	ZN 6	Invisible			Marnières et karsts - Annexe 7			Indéterminée	Non défini
76.197.151	ZN 11	Invisible			Marnières et karsts - Annexe 7			Indéterminée	Non défini
76.197.152		Invisible			Marnières et karsts - Annexe 7			Indéterminée	Non défini
76.197.153	ZN 13	Visible					Terrain	Indéterminée	Non défini
76.197.154	ZN 16	Visible					Terrain	Indéterminée	Non défini

Périmètre sécurité
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60

Périmètre sécurité
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60

Périmètre sécurité
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60

Périmètre sécurité
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60

Périmètre sécurité
60
60
60
60
60
60
35
35
35
60
60
0
0
0
0
0

Périmètre sécurité
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60
60

Périmètre sécurité
60
60
60
60
60
60
60
0
0
0
60
0
60
0
60
60
60

Périmètre sécurité
60
60
60
60
60
60
60
60
0
60
60
60
60
0
35
60
0
60

Périmètre sécurité
35
0
60
60
60
60
60
60
60
60
60
0
0
60
0
60
60

Périmètre sécurité
60
35
35
35
60
60
60
60
60
60
60
60
60